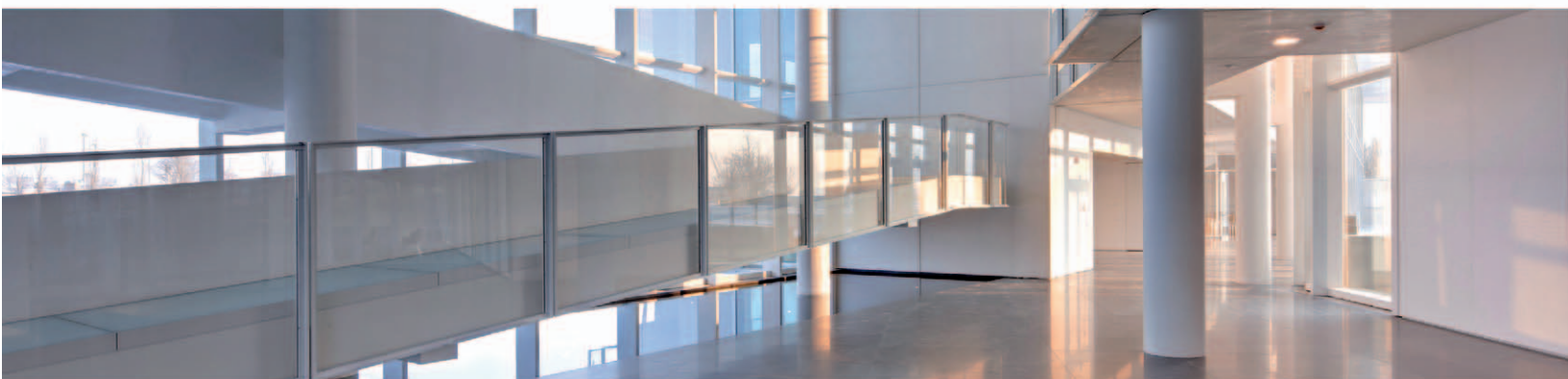




Ciments Français
Italcementi Group

2011
RAPPORT ANNUEL
Document de Référence



Sommaire

Message du directeur général

1	Présentation du Groupe	5
2	Commentaires sur l'exercice	39
3	Comptes consolidés	57
4	Comptes annuels de Ciments Français SA	139
5	Gouvernement d'entreprise	169
6	Informations sur la société et le capital	209
7	Assemblée générale	223
8	Informations complémentaires	231



2011

Rapport Annuel

Document de Référence



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 mars 2012 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Message du directeur général



L'année 2011 a été marquée par une aggravation de la crise économique et le retour de turbulences financières, particulièrement en zone euro où la crise de la dette souveraine s'est progressivement étendue.

En 2011, les volumes vendus par le Groupe ont enregistré un fléchissement contenu dans le ciment, une baisse plus sensible dans les granulats et une légère progression dans le béton prêt à l'emploi. Les pays européens, à l'exception de la France, ont connu un ralentissement de l'activité, particulièrement marqué en Espagne et en Grèce, alors qu'une reprise a été constatée aux Etats-Unis. Les pays émergents ont mieux résisté, en particulier le Maroc et l'Inde qui ont affiché une forte progression des ventes. L'Égypte a subi l'effet de la crise politique sur l'ensemble de l'année.

L'exercice 2011 a aussi été marqué par une forte inflation des prix de l'énergie - partiellement compensée par une évolution favorable des prix à l'exception de l'Égypte et de l'Amérique du Nord - et par un effet change défavorable lié essentiellement à la dépréciation de la livre égyptienne, du dollar américain et de la roupie indienne par rapport à l'euro.

Ce contexte explique la baisse du chiffre d'affaires consolidé de 3,8 % à 3 886 millions d'euros et des résultats opérationnels par rapport à 2010. Le résultat brut d'exploitation courant à 702 millions d'euros est en baisse de 20,2 %. Affecté par la dépréciation d'actifs, principalement en Espagne et en Grèce sur des acquisitions réalisées il y a plusieurs années, le résultat d'exploitation est en baisse de 37,9 % à 309 millions d'euros. Le résultat net à 274 millions d'euros diminue de 13,7 %. Le résultat net part du Groupe progresse de 6,4 % à 215 millions d'euros.

En mars 2011, le Groupe a cédé sa filiale turque Set Group Holding et début 2012 sa participation dans Afyon Cimento, rendant ainsi effective sa sortie du pays. Fin décembre 2011, le Groupe suisse Sika s'est porté acquéreur de l'ensemble des activités Axim du Groupe dans le cadre d'un accord stratégique visant à développer la branche agents de mouture pour ciment et adjuvants pour béton.

Grâce à ces cessions et à une gestion rigoureuse des flux financiers, l'endettement net à fin décembre 2011 a été réduit de plus de 390 millions, à 1 021 millions d'euros.

Le Groupe, de par sa diversification géographique avec une grande partie de sa capacité de production située dans les pays émergents, a pu faire face aux fortes tensions économiques des cinq dernières années qui ont impacté le secteur de la construction. Au cours de cette période, en particulier, le Groupe a mis œuvre des mesures d'optimisation de la productivité et de réduction des coûts pour un montant global de près de 700 millions d'euros.

Sur la même période, l'endettement net a été réduit de près de 455 millions après avoir réalisé plus de 2,5 milliards d'euros d'investissements.

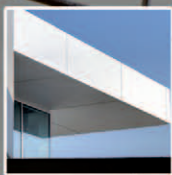
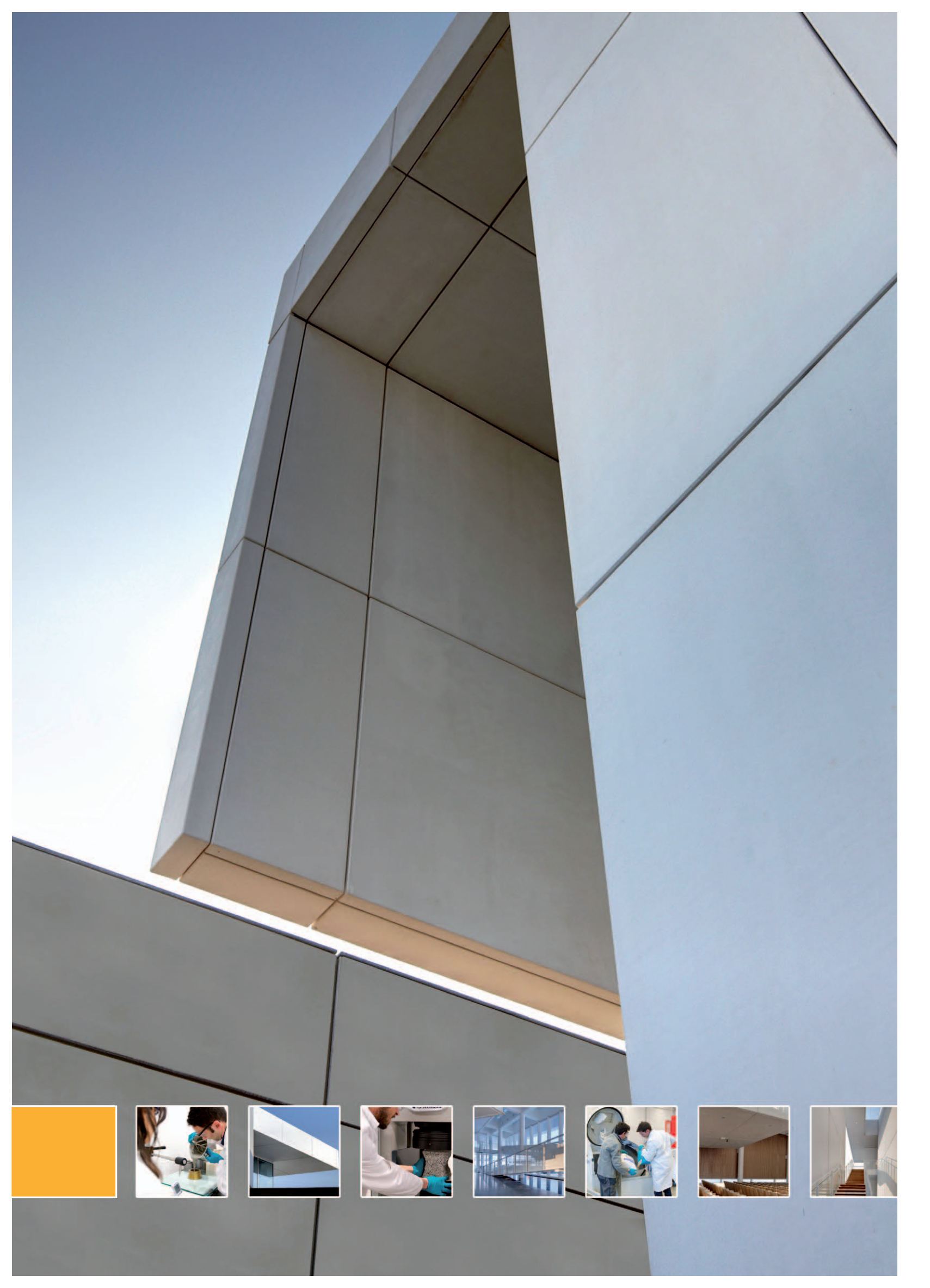
Par ailleurs, le Groupe lance en 2012 un nouveau cycle d'investissement portant sur son dispositif industriel, principalement en Inde et en Bulgarie et prévoit une nouvelle phase d'expansion au Maroc, après le lancement de l'usine d'Aït Baha ; le financement, comme toujours, étant largement assuré par ressources internes.

En 2012, dans un contexte qui reste toujours incertain, le Groupe poursuivra ses mesures de réduction des coûts et de productivité tout en continuant à renforcer sa situation financière nette, déjà très solide.

Enfin, je tiens à saluer l'ensemble de nos équipes à travers le monde, qui par leur implication et mobilisation ont permis au Groupe de faire face à un environnement difficile et d'envisager l'avenir avec confiance. Merci à tous.

Giovanni Ferrario
directeur général





1

Présentation du Groupe

1.1	Chiffres clés	6
1.2	Historique	10
1.3	Structure générale du Groupe	12
1.4	Métiers et marchés du Groupe	14
1.5	Recherche et développement	22
1.6	Systèmes d'information	24
1.7	Ressources humaines et informations sociales	25
1.8	Informations environnementales	28
1.9	Gestion des risques	33

1.1 Chiffres clés

Les tableaux ci-après présentent les chiffres clés du Groupe pour chacun des deux exercices clos au 31 décembre.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (*International Financial Reporting Standards*) émis par l'IASB (*International Accounting Standard Board*).

Principales informations consolidées

(en millions d'euros à l'exception du résultat par action et des effectifs)

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Chiffre d'affaires	3 886,3	4 040,3
Résultat brut d'exploitation courant	702,4	880,0
Résultat brut d'exploitation	721,3	870,5
Résultat net des activités poursuivies	167,3	336,6
dont part attribuable aux :		
- Propriétaires de la société mère	108,3	221,0
- Participations ne donnant pas le contrôle	59,0	115,6
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)	3,01	6,10
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	3,00	6,10

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Total actifs non courants	5 552,8	5 929,6
Total actifs courants	1 875,3	1 820,5
Capitaux propres	4 257,7	4 268,0
Dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère du Groupe	3 422,0	3 419,8
Participations ne donnant pas le contrôle	835,7	848,2
Total passifs non courants	1 843,2	2 121,1
Total passifs courants	1 327,1	1 361,1
Endettement net	1 021,4	1 411,6
Effectifs	15 537	16 289
Flux de trésorerie générés par l'activité	549,0	787,6
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(212,9)	(410,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(496,5)	(407,3)

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

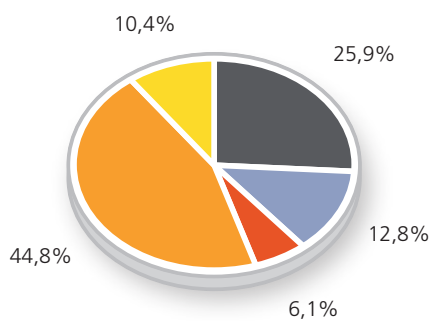
Contribution au chiffre d'affaires par zone géographique (après éliminations)

(en millions d'euros)

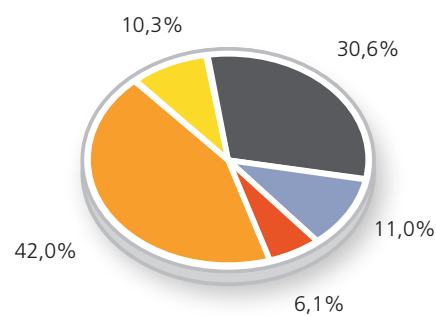
	2011	2010	% évolution 2011/2010 à périmètre et taux de change comparable
Europe de l'Ouest	1 739,2	1 695,9	+2,6
Amérique du Nord	404,7	414,9	+2,4
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 006,5	1 236,7	-13,4
Asie	497,9	445,3	+16,2
Négoce et autres	237,9	247,6	-7,2
TOTAL	3 886,3	4 040,3	-1,4*

* -3,8 % en taux apparent.

2011



2010

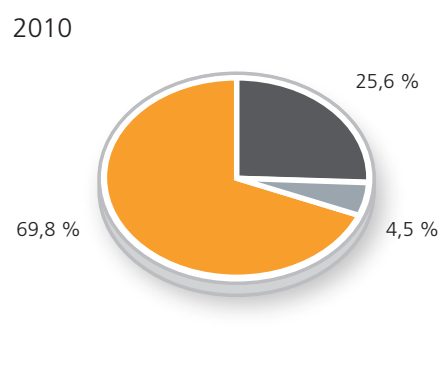
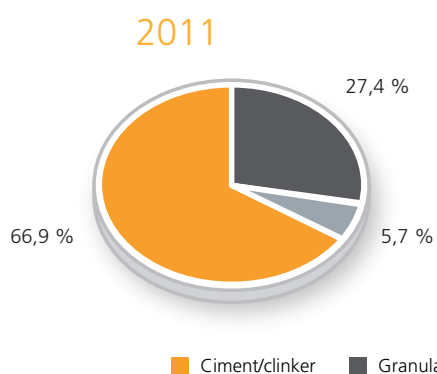


■ Europe de l'Ouest ■ Amérique du Nord ■ Europe Émergente, Afrique du Nord et Moyen Orient ■ Asie ■ Négoce et autres

Contribution au chiffre d'affaires par métier

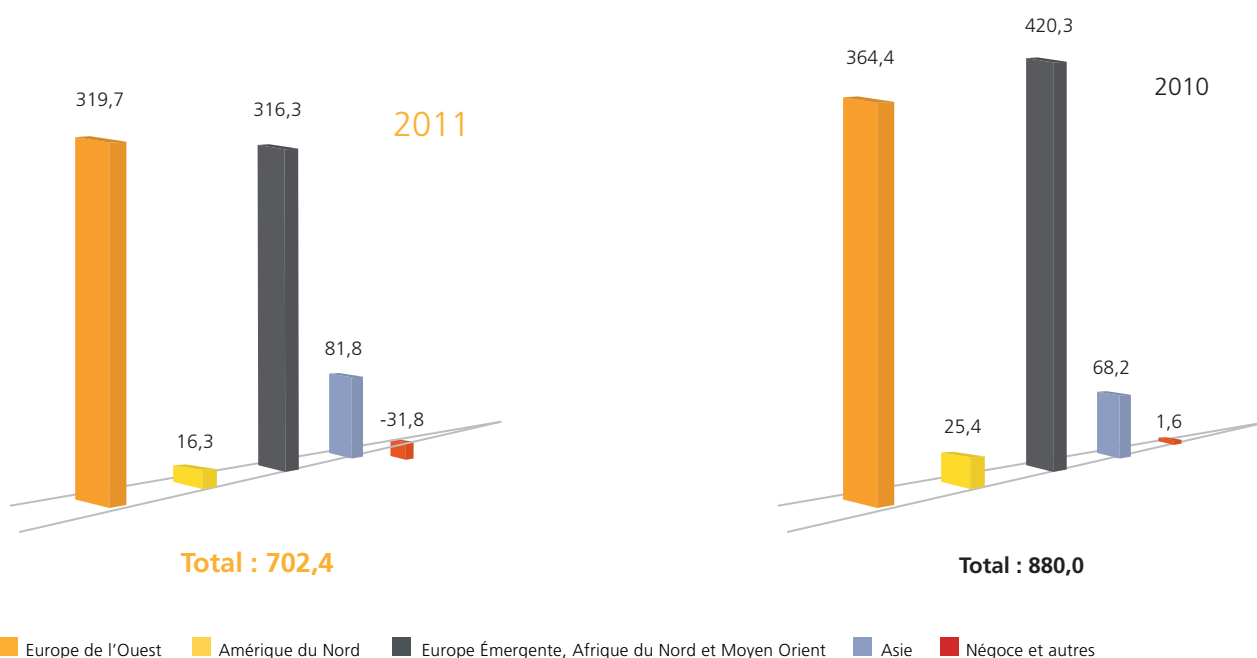
(en millions d'euros)

	2011	2010	% évolution 2011/2010 à périmètre et taux de change comparable
Ciment/clinker	2 598,8	2 821,4	-4,7
Granulats/béton prêt à l'emploi	1 066,0	1 036,2	+3,9
Autres	221,4	182,7	+18,9
TOTAL	3 886,3	4 040,3	-1,4



Résultat brut d'exploitation courant par zone géographique

(en millions d'euros)



Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

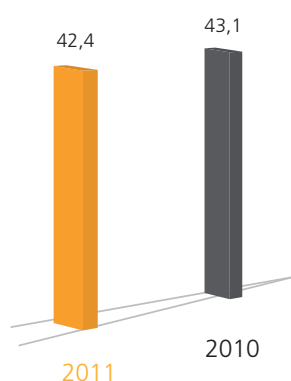
Volumes vendus par activité

(y compris ventes intra-Groupe)

Les volumes de ciment/clinker et granulats sont en millions de tonnes et ceux du béton prêt à l'emploi sont en millions de mètres cubes.

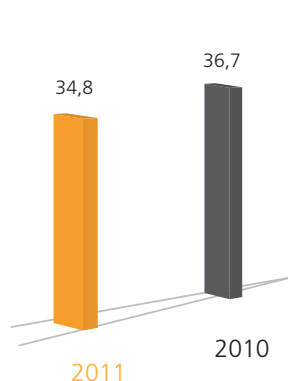
À PÉRIMÈTRE HISTORIQUE

Ciment/clinker
(en millions de tonnes)



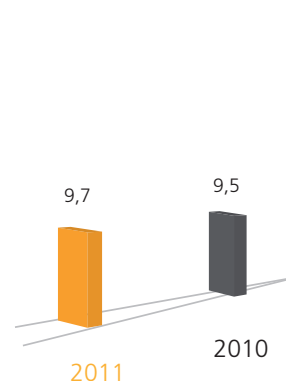
2011/2010 : - 1,4 %

Granulats
(en millions de tonnes)



2011/2010 : - 5,2 %

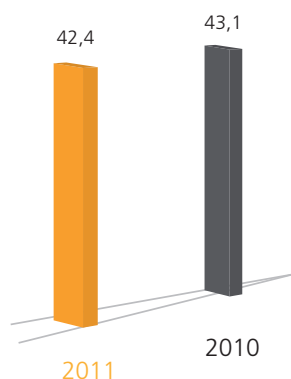
Béton prêt à l'emploi
(en millions de mètres cubes)



2011/2010 : + 1,9 %

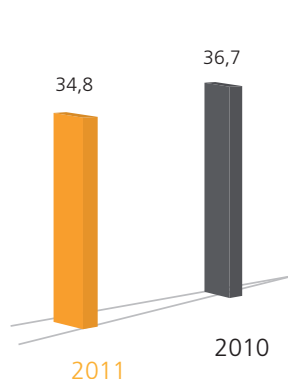
À PÉRIMÈTRE COMPARABLE

Ciment/clinker
(en millions de tonnes)



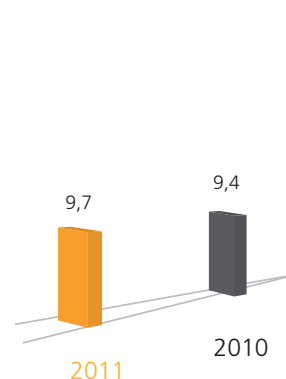
2011/2010 : - 1,4 %

Granulats
(en millions de tonnes)



2011/2010 : - 5,2 %

Béton prêt à l'emploi
(en millions de mètres cubes)



2011/2010 : + 1,8 %

1.2 Historique

- 1881 Constitution de la société Ciments Français.
- 1971 Apport de l'activité cimentière de Poliet et Chausson et accession à une position de leader sur le marché français.
- 1971 - 1990 Diversification dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) et amorce du développement international par des opérations de croissance externe : premières acquisitions aux États-Unis (1976), Canada (1985), Espagne et Turquie (1989 - 1990), Belgique, Grèce et Maroc (1990).
- 1991 Ciments Français dispose de positions industrielles solides en Amérique du Nord et autour du bassin méditerranéen. L'endettement excessif le rend vulnérable à la veille de la récession économique.
- 1992 Prise de contrôle de Ciments Français par le groupe italien Italcementi, qui devient ainsi un des premiers producteurs de ciment au niveau mondial.
- Mise en place d'une nouvelle stratégie fondée sur quatre priorités :
- recentrage sur le métier de base de cimentier ;
 - repositionnement géographique ;
 - réduction des coûts et amélioration de la rentabilité ;
 - désendettement.
- 1993 - 1997 Retour à des résultats bénéficiaires et diminution régulière de l'endettement.
- Mise en œuvre des synergies entre les deux groupes se traduisant par :
- l'intégration progressive des équipes de Ciments Français à celles d'Italcementi ;
 - la création d'un comité exécutif et d'un Centre Technique Groupe ;
 - la mise en place de directions fonctionnelles contribuant à l'intégration du sous-holding Ciments Français dans Italcementi Group et
 - l'adoption en 1997 d'une charte d'Identité Groupe.
- 1998 - 1999 Ciments Français relance sa politique de croissance externe et consolide ses positions internationales en procédant à l'acquisition de sociétés au Kazakhstan (1998), en Bulgarie (1998 et 1999), en Thaïlande (1998 et 1999) et au Maroc (1999).

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

- 2000 Des acquisitions de titres complémentaires sont effectuées sur deux des sociétés détenues en Bulgarie et en Thaïlande. L'intégration des équipes de Ciments Français et d'Italcementi se renforce au travers du redéploiement des hommes au sein d'une organisation commune.
- 2001 Le Groupe prend le contrôle conjoint de Zuari Cement Ltd en Inde et accède au marché égyptien en devenant un partenaire stratégique de Suez Cement Company avec 25 % du capital.
- 2002 Le Groupe renforce ses positions géographiques dans le sud de l'Inde, sur la côte est des États-Unis, en Égypte et sur le marché d'Istanbul en Turquie. Il rationalise ses structures en Thaïlande, au Maroc et en Grèce.
- 2003 Rationalisation des activités matériaux de construction en Espagne.
- 2004 En décembre, le Groupe lance une offre publique d'achat sur les titres de Suez Cement Company. Il en devient le premier actionnaire de référence avec 39,9 % du capital.
- 2005 Renforcement du Groupe en Égypte avec la prise de contrôle de Suez Cement Company et ses filiales, et d'Helwan Cement Ltd. Après ces opérations, le Groupe détient 51 % du capital de Suez Cement Company.
- 2006 Renforcement du Groupe en Inde par l'acquisition du solde des titres de Zuari Cement Ltd et de l'activité du béton prêt à l'emploi en Égypte.
- 2007 Renforcement du Groupe dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord par les acquisitions de la société Arrow (États-Unis) et de la société Cambridge (Canada).
Acquisition de la totalité du capital de Fuping Cement, située en Chine centrale.
- 2008 Renforcement du Groupe dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord avec l'acquisition de la société Crider & Shockey et au Koweït avec l'acquisition des sociétés Kuwait German Ready Mix, Al Mahaliya et Gulf Ready Mix.
Acquisition des titres Intercom en Italie par Interbulk et prise de participation dans Al Badia en Syrie.
- 2009 Abandon fin juin du projet de fusion transfrontalière entre Ciments Français SA et Italcementi S.p.A. annoncé en février.
Acquisition de 11 % de Yuzhno-Kyrgysky Cement au Kirghizstan.
- 2010 Rachat des placements privés américains 2002 et 2006.
Fusion-absorption de Société Internationale Italcementi France (SIIF) par Ciments Français le 23 décembre.

1.3 Structure générale du Groupe

Ciments Français est organisé par zones géographiques, elles-mêmes structurées par métiers.

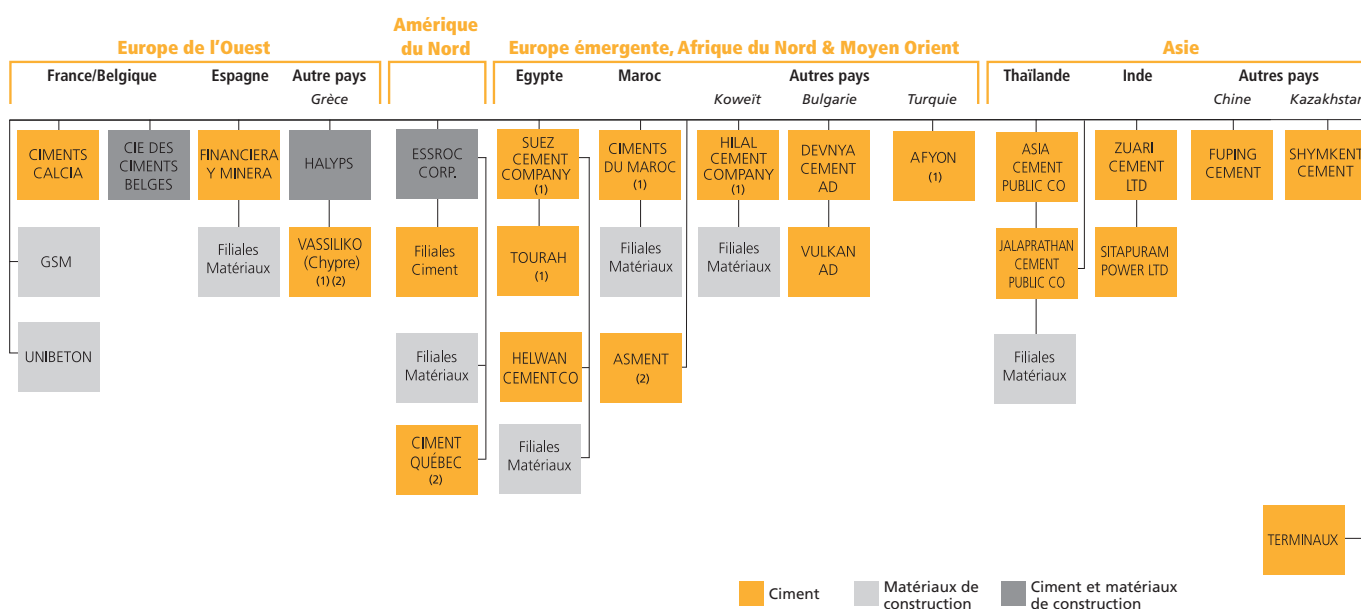
Au 31 décembre 2011, le Groupe comprend 162 sociétés (y compris Ciments Français) situées dans 19 pays différents. 120 sociétés sont détenues majoritairement par le Groupe, 23 sociétés sont sous contrôle conjoint et 19 sociétés sont consolidées par mise en équivalence.

Certaines filiales contrôlées par le Groupe comprennent des actionnaires minoritaires, notamment en Thaïlande (Asia Cement Company et Jalapathan Cement Public Company), au Maroc (Ciments du Maroc) et en Égypte (Suez Cement Company et ses filiales), qui peuvent être des partenaires industriels, financiers, des sociétés contrôlées par l'état (à la suite d'opérations de privatisation) ou le public pour les sociétés cotées.

Les principales sociétés en contrôle conjoint sont la Société des Carrières du Tournaisien en Belgique, ainsi que plusieurs sociétés dans l'activité matériaux de construction en France.

Les principales sociétés en équivalence sont Vassiliko à Chypre, Ciment Québec au Canada et Asment Temara au Maroc.

Organigramme simplifié du Groupe au 31 décembre 2011



(1) Société cotée. (2) Société mise en équivalence.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Découpage opérationnel

Le Groupe est organisé en quatre zones géographiques structurées par secteurs et métiers, auxquels s'ajoutent les activités Négoce ciment/clinker. Le siège, les holdings et le négoce de combustibles constituent la section Autres.

(en millions d'euros)

Zones géographiques & secteurs	Chiffre d'affaires 2011	Résultat brut d'exploitation courant 2011	Métiers
Europe de l'Ouest			
<i>France / Belgique</i>	1 589,7	302,8	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (transports, adjuvants)
<i>Espagne</i>	155,4	18,5	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (transports, adjuvants)
Autre pays ⁽¹⁾	41,8	(1,6)	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
Éliminations intra-zone	(21,5)	-	
Total	1 765,4	319,7	
Amérique du Nord			
<i>USA / Canada</i>	405,1	16,3	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (adjuvants)
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient			
<i>Égypte</i>	551,8	129,6	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (sacherie)
<i>Maroc</i>	353,2	152,3	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (adjuvants)
Autres pays ⁽²⁾	122,3	34,4	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
Éliminations intra-zone	(0,2)	-	
Total	1 027,0	316,4	
Asie			
<i>Thaïlande</i>	194,1	23,5	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
<i>Inde</i>	223,5	57,2	Ciment et clinker
Autres pays ⁽³⁾	81,8	1,0	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
Total	499,4	81,8	
Négoce ciment/clinker	183,4	9,8	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
Autres ⁽⁴⁾	305,2	(41,6)	Négoce de combustibles, Siège et holdings
Éliminations interzones	(299,4)	-	
TOTAL	3 886,3	702,4	

(1) Grèce

(2) Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït

(3) Chine, Kazakhstan

(4) Négoce de combustibles, Siège et holdings

Les ventes sont essentiellement réalisées sur les marchés locaux. Certaines filiales (Égypte et Thaïlande) exportent vers d'autres pays principalement via les activités négoce (segment négoce ciment / clinker) qui alimentent les terminaux de Gambie, Mauritanie, Sri Lanka et Albanie. Par ailleurs, le négoce effectue les achats de combustible pour les filiales du Groupe et celles d'Italcementi.

Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi.

Activité de la société et relations avec ses filiales

La société Ciments Français exerce une activité de holding et d'assistance à ses filiales. Elle gère notamment son portefeuille de participations, le financement de ses opérations ou celles de ses filiales, les risques de change, taux et liquidité.

Elle octroie éventuellement des prêts à ses filiales et centralise les excédents de trésorerie du Groupe lorsque les réglementations le permettent. Elle émet également des garanties relatives aux engagements de ses filiales. Ces opérations sont rémunérées aux conditions de marché. En France, elle est la société mère du groupe fiscal intégré.

Ciments Français met à disposition de ses filiales son savoir-faire technique, ses procédés de fabrication industrielle et l'utilisation de ses brevets, qu'elle met régulièrement à jour, grâce aux travaux du Centre Technique Groupe (voir section 1.5) ; elle met également à disposition de ses filiales un certain nombre de services et compétences de fonctions centrales. Ces prestations sont refacturées aux filiales sur la base de leur chiffre d'affaires. Certaines de ces compétences assurées par la société mère Italcementi S.p.A., ainsi que les projets Groupe, lui sont refacturés par celle-ci sur la base du temps passé, ou au prorata du chiffre d'affaires, ou suivant des clés spécifiques au projet. Les services et compétences mis à disposition des filiales sont notamment, l'assistance juridique et fiscale, l'assistance financière, le contrôle de gestion, les procédures et l'audit, la gestion des assurances et l'assistance dans les domaines des ressources humaines et de l'informatique.

Actionnaire majoritaire de Ciments Français SA

Ciments Français SA est détenue majoritairement par Italcementi S.p.A., elle-même majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A. Italcementi S.p.A. et Italmobiliare S.p.A. sont cotées sur le marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A. Ciments Français bénéficie des financements organisés au niveau d'Italcementi Group qui lui permettent d'accéder à une capacité d'emprunt plus large et de profiter des synergies générées par une politique financière centralisée. Depuis 2010, Ciments Français SA se refinance auprès d'Italcementi Finance SA, filiale d'Italcementi S.p.A., par le biais de prêts interentreprises à long terme consentis à des conditions normales de marché. Cette politique permet d'obtenir un financement concurrentiel et d'assurer un équilibre entre la maturité moyenne des financements et la flexibilité et la diversification des sources.

Des informations complémentaires sur Italcementi Group sont données en section 6.6.

1.4 Métiers et marchés du Groupe

Les métiers du Groupe

A l'origine, Ciments Français exerçait uniquement une activité de cimentier. Dès 1971, dans une logique d'intégration en aval de la filière, le Groupe a accompagné son développement international d'une diversification de ses activités dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi). Cette diversification permet de sécuriser des marchés, de mieux connaître les besoins des clients et de développer des produits plus innovants.

Les métiers du Groupe se résument en une suite de traitements destinés à valoriser des ressources naturelles pour les transformer en produits de qualité, répondant aux besoins du bâtiment et des travaux publics.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Au travers de ses trois métiers : ciment, granulats et béton prêt à l'emploi, Ciments Français exerce une activité cyclique et saisonnière, liée à la conjoncture économique et au climat des pays où il est implanté. La diversification géographique du Groupe permet, à cet égard, d'atténuer les effets de ces variations.

La demande en ciment, granulats et matériaux de construction varie en fonction des conditions météorologiques qui affectent le niveau d'activité dans le secteur de la construction.

Le Groupe enregistre habituellement une diminution de ses ventes pendant les premier et quatrième trimestres, reflétant les impacts de l'hiver sur les marchés européen et nord-américain, et une augmentation de ses ventes aux second et troisième trimestres grâce aux meilleures conditions climatiques.

Ces métiers, en particulier celui du ciment, requièrent un niveau élevé d'investissements de maintien de l'outil industriel pouvant représenter de 5 à 10 % du chiffre d'affaires. Les investissements sont notamment liés à la maîtrise foncière des gisements de matières premières, au renouvellement et à la modernisation des installations, à l'amélioration de la productivité et au respect de l'environnement.

La conception, la réalisation et le suivi de ces investissements bénéficient des compétences du Centre Technique Groupe. Ce savoir-faire technologique de pointe, qui repose sur une expérience plus que centenaire, est mis au service d'entités opérationnelles dont l'activité reste locale.

Il n'existe pas, à ce jour, de dépendance significative du Groupe au plan de l'utilisation de brevets, licences ou de nouveaux procédés de fabrication, ni de contrats d'approvisionnements (industriels, commerciaux ou financiers).

Le ciment

Les matières premières, après concassage, forment un mélange composé d'environ 80 % de calcaire et 20 % d'argile, qui est broyé pour obtenir le cru. Porté à une température voisine de 1 500° C dans un four rotatif, le cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker.

Le ciment est obtenu finalement en broyant finement le clinker avec divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final. Les cimenteries du Groupe disposent de carrières dont les réserves substantielles leur permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. La durée de vie moyenne des carrières de cimenterie est de l'ordre du siècle.

Dans la plupart des pays où le Groupe est présent, les capacités de production de clinker sont utilisées à des niveaux élevés.

Les granulats

Les granulats sont des sables et graviers naturels, extraits de carrières alluvionnaires ou de roches massives, puis concassés et criblés.

Environ 40 % des granulats entrent dans la fabrication du béton, le reste étant utilisé en l'état dans les travaux routiers.

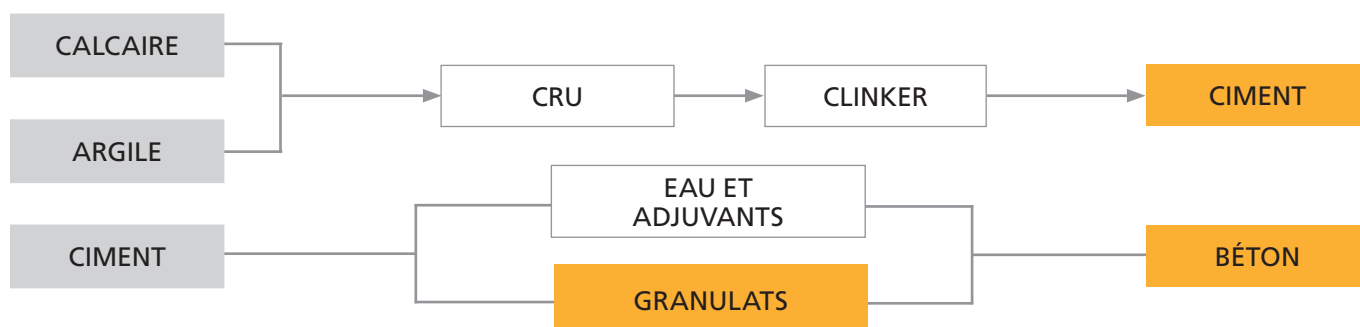
Les besoins d'approvisionnement sont satisfaits dans des conditions comparables à celles du ciment grâce à une gestion foncière adaptée et extrêmement dynamique qui assure le renouvellement des réserves, la durée moyenne d'exploitation d'une carrière de granulats étant généralement plus brève que celle des carrières de ciment.

Le béton prêt à l'emploi

Le béton est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition doit répondre à des exigences techniques très rigoureuses.

Le béton prêt à l'emploi apporte une solution logistique répondant aux exigences des chantiers en termes de qualité, de quantité et de délais.

En intervenant dans ce métier, le cimentier, par sa connaissance de la chimie des matériaux, apporte un service supplémentaire à l'entreprise utilisatrice.



Les marchés du Groupe

Répartition par métier

Les ventes de ciment et de clinker représentent 66,9 % du chiffre d'affaires consolidé 2011 (69,8 % en 2010).

Les ventes de matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) représentent 27,4 % (25,6 % en 2010) de ce chiffre d'affaires (voir ventilation section 1.1).

Les volumes de ciment et de clinker vendus en 2011 ont représenté 42,4 millions de tonnes en diminution de 1,4 % par rapport à 2010.

Les volumes de granulats vendus en 2011 se sont élevés à 34,8 millions de tonnes en baisse de 5,2 % par rapport à 2010. Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus en 2011 se sont élevés à 9,7 millions de mètres cubes en hausse de 1,9 % (+1,8 % à périmètre comparable) par rapport à 2010 (voir tableau des volumes par zone géographique en section 2.2).

Répartition par zone géographique

Tous les grands cimentiers mondiaux ont opté pour une diversification géographique afin d'être présents sur de multiples marchés et de compenser ainsi le caractère cyclique de la demande, caractéristique de l'industrie du ciment. Ciments Français a par le passé développé cette stratégie en se diversifiant en dehors de son marché principal (France), dans l'Union européenne, en Amérique du Nord et sur le bassin méditerranéen (Grèce, Maroc). Dès 1998, Ciments Français a relancé sa politique de croissance externe et consolidé ses positions internationales en procédant à l'acquisition de sociétés au Kazakhstan, en Bulgarie, au Maroc, en Thaïlande et en Inde. Dans le cadre de l'accroissement de sa présence autour du bassin méditerranéen, le Groupe a dynamisé ses investissements en Égypte en 2001 jusqu'à devenir en 2005 leader du marché. En 2006 et 2007, Ciments Français a renforcé sa présence en Asie et au Moyen-Orient grâce à des investissements en Chine et au Koweït, puis en 2008, par l'acquisition de sociétés dans le secteur du béton prêt à l'emploi en Amérique du Nord et au Koweït. Face au cycle industriel négatif déclenché par la crise mondiale en 2008, Ciments Français a revu son portefeuille d'activités et cédé certains de ses actifs (dont notamment en 2011 sa filiale Set Group Holding en Turquie).

Chiffre d'affaires

Contribution au chiffre d'affaires par pays après éliminations

(en millions d'euros)

	2011		2010	
	Montant	%	Montant	%
France / Belgique	1 580,0		1 481,5	
Espagne	122,1		151,7	
Autre pays ⁽¹⁾	37,1		62,6	
Europe de l'Ouest	1 739,2	44,8	1 695,9	42,0
Amérique du Nord	404,7	10,4	414,9	10,3
Égypte	535,3		782,9	
Maroc	350,8		324,9	
Autres pays ⁽²⁾	120,5		128,8	
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 006,5	25,9	1 236,7	30,6
Thaïlande	194,1		176,6	
Inde	222,0		169,8	
Autres pays ⁽³⁾	81,8		98,9	
Asie	497,9	12,8	445,3	11,0
Négoce ciment	163,6		166,7	
Autres ⁽⁴⁾	74,3		80,9	
TOTAL	3 886,3	100,0	4 040,3	100,0

(1) Grèce. (2) Bulgarie, Turquie (Afyon) et Koweït. (3) Chine et Kazakhstan. (4) Négoce de combustibles, siège et holdings.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Marché et concurrence

Nos principaux concurrents, producteurs de ciment au niveau mondial, sont les groupes Lafarge, Holcim, Cemex et HeidelbergCement. En fonction des localisations géographiques de ces producteurs, la situation concurrentielle par pays peut varier.

A titre indicatif, les rangs pour l'activité ciment du Groupe peuvent être estimés pour les principaux pays comme suit :

Pays	Rang	Rang *	Part de marché
France	2		32 %
Belgique	3		15 %
Espagne	7		6 %
Grèce	3		7 %
Etats-Unis	7	2	5 %
Canada	5		4 %
Égypte	1		24 %
Maroc	2		26 %
Bulgarie	1		30 %
Thaïlande	4		15 %
Inde	non disponible	8	non disponible
Chine	non disponible		non disponible
Kazakhstan	4		14 %

* Marchés régionaux sur lesquels le Groupe est présent (source Ciments Français).

Dispositif industriel et localisation des sites à fin 2011*

	CIMENT			GRANULATS	BETON PRET A L'EMPLOI
	Cimenteries	Centres de broyage	Terminaux	Carrières	Centrales à béton
France / Belgique	10	1	-	77	190
Espagne	3	-	-	6	19
Grèce	1	-	-	1	3
Amérique du Nord	6	1	-	3	33
Égypte	5	-	-	-	20
Maroc	3	1	-	3	23
Bulgarie	2	-	-	1	-
Turquie	1	-	-	-	-
Koweït	-	-	2	-	9
Thaïlande	2	1	-	-	33
Inde	2	1	-	-	-
Chine	1	-	-	-	-
Kazakhstan	1	-	-	-	1
Albanie	-	-	1	-	-
Sri Lanka	-	-	1	-	-
Mauritanie	-	1	-	-	2
Gambie	-	-	1	-	-
TOTAL	37	6	5	91	333

* Le dispositif ne comprend pas les installations des sociétés mises en équivalence ni les centrales inactives à fin 2011.

La capacité du Groupe excède 55 millions de tonnes de ciment. Les capacités de production situées dans les pays émergents représentent environ 64 % des capacités totales.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Immobilisations corporelles nettes

(en millions d'euros)	2011	2010
Europe de l'Ouest	1 114,6	1 150,9
Amérique du Nord	811,2	844,5
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 080,1	1 251,8
Asie	587,3	596,5
Négoce et autres*	23,5	23,9
TOTAL	3 616,7	3 867,7

* Autres : siège et holding.

Les cimenteries, équipements industriels et carrières immobilisés sont détenus en pleine propriété. Les carrières exploitées sont des terrains dont le Groupe est propriétaire ou qui font l'objet de contrats octroyant les droits d'une exploitation à long terme et pour lesquelles le Groupe a obtenu les autorisations administratives requises.

Les contrats de location financement immobilisés représentent une valeur nette immobilisée de 16,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Le Groupe dispose également de terrains qui n'ont pas encore fait l'objet ou n'ont pas encore obtenu d'autorisation administrative d'exploitation.

Investissements

Les métiers du Groupe, et l'industrie cimentière en particulier, constituent une industrie fortement capitalistique, qui nécessite des investissements significatifs (de 5 à 10 % de son chiffre d'affaires). Le coût d'une cimenterie se chiffre en centaines de millions d'euros. Ils représentent des activités locales qui nécessitent généralement une implantation à proximité des sites de consommation. En effet, le transport terrestre de cette matière pondéreuse est coûteux et doit être intégré dans le calcul de rentabilité.

Au cours de l'année 2011, le Groupe n'a pas réalisé d'acquisition mais a effectué des cessions partielles ou totales de titres (Afyon, Goltas, Set Group et Axim).

Au cours de l'année 2010, le Groupe avait réalisé les investissements suivants :

- acquisition de 35 % de la société Shifeng Cement en Chine ;
- investissement complémentaire dans la société Al Badia en Syrie.

Les tensions sur les prix de l'énergie, principal poste de coût et les contraintes environnementales (contrôle des émissions) nécessitent également de moderniser le dispositif industriel existant en construisant des lignes de production plus performantes et plus respectueuses de l'environnement.

Par ailleurs, dans les pays émergents, le Groupe développe des projets d'accroissement de capacité afin de pouvoir répondre à la croissance du marché (Maroc, Inde). Les investissements industriels (corporels et incorporels) réalisés au cours de l'exercice se sont élevés à 300,9 millions d'euros (voir section 2.3 Investissements et financement).

EUROPE DE L'OUEST

FRANCE / BELGIQUE

10 cimenteries
1 centre de broyage
77 carrières
190 centrales à béton

ESPAGNE

3 cimenteries
6 carrières
19 centrales à béton

GRÈCE

1 cimenterie
1 carrière
3 centrales à béton

AMÉRIQUE DU NORD

AMÉRIQUE DU NORD

6 cimenteries
1 centre de broyage
3 carrières
33 centrales à béton

EUROPE ÉMERGENTE,
AFRIQUE DU NORD & MOYEN ORIENT

ÉGYPTE

5 cimenteries
20 centrales à béton

MAROC

3 cimenteries
1 centre de broyage
3 carrières
23 centrales à béton

BULGARIE

2 cimenteries
1 carrière

KOWEÏT

2 terminaux
9 centrales à béton

TERMINAUX

ALBANIE

1 terminal

MAURITANIE

1 centre de broyage
2 centrales à béton

GAMBIE

1 terminal

SRI LANKA

1 terminal

ASIE

THAÏLANDE

2 cimenteries
33 centrales à béton
1 centre de broyage

INDE

2 cimenteries
1 centre de broyage

CHINE

1 cimenterie

KAZAKHSTAN

1 cimenterie
1 centrale à béton

Dispositif industriel au 31 décembre 2011

GRANULATS

91 carrières

BÉTON PRÊT-À-L'EMPLOI

333 centrales à béton

CIMENT

37 cimenteries
6 centres de broyage
5 terminaux

1.5 Recherche et Développement

Centre Technique Groupe S.p.A. (CTG)

Le Centre Technique Groupe S.p.A. (CTG) a été créé en 1994 afin de mettre en commun le savoir-faire et les compétences des équipes d'Italcementi et de Ciments Français. Société de droit italien basée à Bergame, le CTG est détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français et possède un établissement en Italie et un établissement en France (Guerville).

Le CTG est responsable des activités de recherche et de développement du Groupe et des services spécialisés proposés par les laboratoires dans des domaines spécifiques (procédés et matériaux de production, produits de construction, etc.), tout en assurant le développement des compétences et des ressources techniques. Le CTG a également un rôle de support dans les évaluations techniques et la préparation des budgets d'investissement industriel.

La mission du CTG est de créer de la valeur pour les actionnaires, dans le respect des règles de gouvernement d'entreprise du Groupe.

Les activités entreprises par le CTG S.p.A. en 2011 ont concerné la recherche et le développement, l'ingénierie, la construction et l'assistance technique pour le compte des filiales du Groupe, à la fois en France et à l'étranger.

Au 31 décembre 2011, les effectifs du CTG s'élèvent à 398 personnes (404 au 31 décembre 2010), dont 306 travaillent au siège social à Bergame, 86 sur le site de Guerville et 6 chez Suez Cement en Égypte.

Dans le prolongement des activités engagées depuis 2009, l'attention a porté tout particulièrement sur l'amélioration de l'efficacité organisationnelle et la réduction des coûts.

Travaux et prestations réalisés par le Centre Technique Groupe S.p.A. au cours de l'année 2011

Le CTG a réalisé les missions prioritaires suivantes pour le compte des sociétés du Groupe :

- Lancement et réalisation des principaux projets en cours et mise en œuvre d'études et de projets sur des aménagements déjà approuvés ;
- Assistance technique liée à l'exploitation et la maintenance des usines, amélioration du rendement et soutien aux activités commerciales ;
- Mise en œuvre de projets de recherche et développement sur les matériaux, les produits et les technologies dans le cadre de l'optimisation et de l'amélioration des processus destinés à accroître productivité et réactivité face au marché.

Le démarrage et la mise en service des nouvelles lignes de production et broyeurs à ciment de Martinsburg (États-Unis), Yerraguntla (Inde) et Aït Baha (Maroc) ont de fait réduit les missions sur ces projets, même si les travaux d'ajustement et de finition se poursuivent à Aït Baha et Yerraguntla.

En règle générale, les nouveaux projets sont à un stade précoce.

Dans le cadre du projet de rénovation de Devnya (Bulgarie), les opérations ont surtout porté sur le développement de l'ingénierie de base du nouveau projet (4 000 t/j), conformément à la version révisée, et sur le schéma directeur et les dossiers d'appels d'offres. La réception des offres des soumissionnaires EPC (*Engineering Procurement and Construction* - projets «clés-en-main») d'installations industrielles et d'infrastructures a débuté.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Les documents IDA (*Industrial Development Agency* - Agence de développement industriel) et EIA (*Environment Impact Assessment* - Évaluation impact environnemental) ont été déposés pour la nouvelle ligne de production de Suez en Égypte (7 000t/j). Les activités de conception de base ont été suspendues fin juin.

Les opérations destinées à la construction d'une nouvelle cimenterie à Gulbarga en Inde (7 000 t/j de clinker et 3 Mt/a de ciment) ont principalement concerné les équipements de base et la préparation des dossiers d'appels d'offres.

Les travaux basiques d'ingénierie et le processus d'obtention des licences d'exploitation continuent dans le cadre du projet d'ouverture de la carrière de Barry (Belgique). Quant au projet de Gaurain - Milieu, les travaux de construction ont été achevés et l'usine a démarré.

Dans le cadre des activités d'assistance technique, des actions ont été entreprises pour améliorer à la fois la qualité des produits, l'efficacité technologique et la production dans un certain nombre de cimenteries du Groupe.

Un groupe de travail a été détaché en Égypte avec une mission de soutien opérationnel lié à la maintenance et à l'amélioration de la productivité dans les cimenteries de Tourah, Helwan et Suez.

Les activités de recherche et développement ont porté sur les matériaux et les procédés et sur le transfert aux filiales des compétences développées.

Neuf demandes de brevet ont été déposées au cours de l'année 2011.

Des matières premières nouvelles adaptées à la production d'agents de mouture ont été sélectionnées et certains agents ont été testés dans des cas particuliers pour vérifier leur action sur la consommation énergétique et la performance des produits.

Des études ont porté sur des super plastifiants novateurs ainsi que sur l'interaction entre additifs et ciments, et adjuvants minéraux et granulats. Des actions de sélection de la technologie appropriée sont en cours pour la production de super plastifiants en poudre.

Dans le domaine des applications sur le béton, des formulations ont été développées et testées pour les bétons suivants : béton thermique, béton auto plaçant, béton drainant et béton à démoulage rapide. Des tests sur une chaussée en béton plus résistant aux fissurations sont également en cours de réalisation.

De nouvelles formulations de mortiers avec et sans chaux hydraulique, de mortiers de restauration, de mortiers et micro bétons à ultra haute performance (UHPC), et de mortiers destinés aux réparations post-séisme ont été développées et sont actuellement en phase de test.

Les activités de valorisation des produits secondaires se sont poursuivies.

Un clinker sulfo-alumineux a été produit de manière expérimentale dans un four droit pour chaux hydraulique. Des mélanges à base de ce clinker ou à base d'un clinker Alipre obtenu avec le matériau Argalum sont actuellement en cours d'évaluation.

Dans la gamme des produits à base de TX Active et la mise au point de nouvelles formulations, les tests ont été poursuivis dans les peintures, les apprêts et les revêtements de chaussée. Ces tests ont également concerné des produits et des activités nouvelles dans le cadre de projets particuliers.

Des études visant à développer de nouveaux catalyseurs et des tests sur la toxicité et les propriétés anti bactériennes des produits sont en cours de réalisation ainsi que des études pour normaliser les tests d'essai.

En ce qui concerne la réduction de CO₂, la maîtrise de nouvelles technologies et l'évaluation de leur application dans l'industrie cimentière se sont poursuivies. Des travaux d'évaluation de la faisabilité des trois principaux procédés sont en cours : valorisation biologique, captage et stockage du carbone, et transformation électrochimique du CO₂.

Une attention particulière a été portée à la formulation des ciments et à la production d'un type de clinker entraînant une production réduite de CO₂.

Des recherches se poursuivent sur des procédés innovants qui concernent les filtres pour gaz chauds, les aéroglossières pour farines chaudes et les by-pass pour la récupération et le traitement des poussières chlorées.

1.6 Systèmes d'information

Le plan triennal de modernisation des systèmes d'information lancé à la fin de l'année 2009 s'est traduit au cours de l'exercice 2011 par les réalisations importantes suivantes:

- Mise en place du nouveau modèle de référence unique de contrôle de gestion dans les principales filiales du Groupe. Ce système permet d'accélérer l'analyse des performances grâce à la rationalisation des règles de fonctionnement et l'accroissement des capacités analytiques. La diffusion de ce modèle de contrôle unique à l'ensemble des filiales du Groupe sera achevée d'ici la fin de l'année 2012.
- Mise en service de la nouvelle application informatique de planification budgétaire au sein des principales sociétés françaises du Groupe. Sa généralisation à l'ensemble des filiales du Groupe sera réalisée au cours de l'exercice 2012.

Les principaux autres développements informatiques ont porté sur l'optimisation de l'efficacité notamment dans le domaine de la gestion des pièces de rechange et du contrôle de la production, ainsi qu'au niveau de la gestion de la relation client. Cette dernière s'inscrit parmi les priorités du Groupe dans les développements de solutions informatiques prévus en 2012.

Le développement initié en 2010 des solutions destinées à garantir des délais de reprise plus rapides et une meilleure intégration des informations en cas de sinistre (*Disaster Recovery*) s'est poursuivi au cours de l'exercice 2011, de même que l'optimisation de la gestion du passage en production.

Globalement, l'année 2011 a été caractérisée par une recherche constante d'efficacité et de simplification qui a également conduit le Groupe à réattribuer les principaux contrats d'externalisation auprès de nouveaux prestataires permettant ainsi des réductions de coûts significatives.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systemes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

1.7 Ressources humaines et informations sociales

Effectifs par zone géographique au 31 décembre ⁽¹⁾

	2011	2010 ⁽³⁾
France ⁽²⁾	3 538	3 619
Belgique	575	543
Espagne	597	634
Grèce	194	209
Amérique du Nord	1 485	1 686
Égypte	4 622	4 781
Maroc	983	1 094
Bulgarie	388	419
Turquie	131	128
Koweït	343	323
Thaïlande	863	846
Inde	797	787
Chine	306	423
Kazakhstan	298	335
Négoce	340	369
Autres	77	93
TOTAL	15 537	16 289

(1) Par entité juridique.

(2) Y compris les effectifs du siège.

(3) Les données 2010 ont été retraitées pour être comparables à celles de 2011 (cessions de Set Group et Axim).

Effectifs par métiers au 31 décembre

	2011	2010
Ciment et clinker	9 309	9 737
Matériaux de construction	3 989	4 155
Autres *	2 239	2 397
TOTAL	15 537	16 289

* Y compris les fonctions siège et effectifs affectés à plusieurs métiers.

Intéressement du personnel

Des accords spécifiques existent pour les sociétés du Groupe en France. Ils sont signés pour trois ans et s'appuient sur des critères de performance (productivité, réalisation d'objectifs...). Les montants bruts distribués au cours des exercices 2011 et 2010 au titre de l'intéressement sont, respectivement, de 6,5 millions d'euros et 5,6 millions d'euros.

Ressources humaines

Au 31 décembre 2011, les effectifs de Ciments Français comprenaient 15 537 personnes, ce qui représente une baisse de 752 du nombre d'employés par rapport à la fin de l'exercice précédent. Cette diminution reflète la vente des actifs en Turquie et la cession des activités d'Axim dans le monde (France, USA, Canada, Maroc et Espagne). Par ailleurs, une réorganisation importante dans les sociétés du Groupe touchées par la crise a été engagée notamment au travers d'actions d'incitation au départ, départs en retraite ou accords de restructuration conclus avec les représentants syndicaux, en veillant à limiter l'impact social. Dans les filiales, des projets d'amélioration du climat social ont été mis en place à partir des résultats de l'enquête d'opinion réalisée au niveau du Groupe (*Group Opinion Survey*) en 2010.

Les actions de formation nécessaires au développement du personnel ont visé à renforcer les compétences clés du secteur et malgré des budgets limités liés à la politique de réduction des frais fixes, de nouvelles initiatives ont été lancées, tant au niveau local qu'international.

Dans le cadre du programme de formation établi par Ciments Français et ses filiales, 29 237 employés ont participé à des formations représentant un total de 299 576 heures.

Parmi les initiatives mises en place, les plus importantes ont concerné :

- Les actions de formation réalisées dans les cimenteries dans le cadre du programme de protection des biens (*Property Preservation Program*) ;
- Les formations sur la gestion du rendement (*Performance Management*) destinées aux directeurs de la société Suez Cement ;
- La mise en place d'un portail d'apprentissage (*Learning PORT*) en Bulgarie, en Égypte, en France, en Grèce, en Inde, au Kazakhstan, au Maroc et aux Etats-Unis ;
- Le lancement de formations en ligne en plusieurs langues : Travail en hauteur (*Working at Height*) et Équipements de protection individuel (*Personal Protective Equipment*) qui sont venues compléter les programmes de sécurité à l'attention des techniciens et des ouvriers ;
- Le développement de deux programmes de formation en ligne (*e-learning*) composés de 8 modules pour le ciment et 5 modules pour le béton destinés à permettre la diffusion d'informations essentielles sur le marché, les produits et les techniques de production.

Enfin, une amélioration importante des systèmes d'information du personnel a été effectuée, avec l'introduction du système SAP dans la filiale égyptienne.

En 2011, les initiatives visant l'amélioration du système de gouvernement d'entreprise se sont poursuivies à travers la définition de la structure organisationnelle, des responsabilités et des pouvoirs, et la description des processus de la société, avec l'objectif de prévenir les délits éventuels, réduire les risques opérationnels et assurer la conformité avec les normes en vigueur.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Initiatives à caractère social

Le Groupe prend des mesures concrètes pour améliorer la qualité de vie de ses employés, aider les communautés locales et collaborer plus efficacement avec ses clients et ses fournisseurs. Il n'existe aucune forme de discrimination et la santé et la sécurité des employés sont considérées comme primordiales. Les aspects essentiels des droits des travailleurs sont gérés grâce à la politique du Groupe en matière de ressources humaines, qui est conforme aux normes internationales les plus exigeantes comme celles de l'OIT (Organisation Internationale de Travail) ou de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) dont le Groupe s'est inspiré pour développer sa politique.

L'accord signé en 2008 par Italcementi S.p.A. avec la fédération syndicale IBB (Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois) se trouve renforcé par les principes du Pacte Mondial des Nations unies et la mise en place de son programme destiné à promouvoir et renforcer les droits des travailleurs s'est poursuivie. L'accord constitue une charte des droits fondamentaux des travailleurs dans le monde, quel que soit leur race ou leur sexe. Ces principes s'appliquent également aux tiers, comme les entrepreneurs, les sous-traitants et les fournisseurs. Par ailleurs, le Groupe finalise la préparation d'un programme de sensibilisation aux droits universels de l'être humain et le développement d'un système interne de surveillance et de reporting.

Le Groupe poursuit ses efforts pour impliquer toutes les parties prenantes comme le démontre le nombre croissant des actions à caractère social réalisées grâce à l'engagement citoyen de l'entreprise et à la philanthropie. L'objectif est de porter à environ 1 % du résultat d'exploitation du Groupe la part dédiée au mécénat d'entreprise.

Santé et sécurité

L'amélioration des résultats dans le domaine de la sécurité demeure un objectif permanent pour le Groupe. Durant les presque dix années du programme « Zéro Accident » démarré en 2000, le taux de fréquence des accidents a fortement diminué (environ 80 %). Le Groupe n'en relâche pas pour autant son engagement en faveur de l'amélioration des conditions de sécurité, qu'il s'agisse de celle de ses employés ou des sous-traitants, afin de prévenir les accidents mortels et diffuser la culture de la sécurité.

A cet effet, le Groupe a décidé en 2011 de passer d'un projet à une approche renouvelée destinée à promouvoir la sécurité en tant que façon de vivre, solidement ancrée dans nos activités quotidiennes.

Un nombre croissant de normes sécurité d'application obligatoire est mis en place dans l'ensemble des filiales en application de la nouvelle politique de Sécurité et grâce à l'utilisation généralisée du Guide de management de la Sécurité.

La santé de nos employés et du personnel des entreprises extérieures constitue un des piliers de la responsabilité d'Italcementi en matière sociale. La norme Groupe qui définit les exigences fondamentales en termes de contrôle et d'exposition maximale aux poussières, au bruit et aux vibrations, poursuit le programme de mise en place. D'autres missions de surveillance ont été effectuées dans de nombreux pays, dont le Maroc.

En ce qui concerne les tiers et les clients en particulier, le Groupe continue de garantir des normes de sécurité très élevées pour l'utilisation du ciment par les clients, les distributeurs et les utilisateurs finaux et fournit des informations indispensables sur les risques potentiels associés à une mauvaise utilisation du ciment.

1.8 Informations environnementales

Développement durable

Le développement durable répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il propose une approche équilibrée qui associe croissance économique et dimension sociale à la protection de l'environnement. La recherche constante d'un équilibre optimal entre ces trois dimensions et la redistribution aux parties prenantes des bénéfices en découlant permettent à la fois d'augmenter la valeur à long terme d'une société, sa pérennité et son avantage concurrentiel. Elles contribuent également à la prévention et à la gestion des risques industriels tout en réduisant l'exposition de la société.

La politique du Groupe

En accord avec son actionnaire principal Italcementi, le Groupe a décidé en 2000 de développer une approche à long terme du développement durable. Il en a résulté un plan d'action, dont l'une des premières étapes fut l'adhésion au *World Business Council for Sustainable Development - WBCSD* (Conseil mondial des entreprises pour le développement durable) et à son projet phare dans le secteur du ciment, le *Cement Sustainability Initiative - CSI* (L'Initiative ciment pour le développement durable). Une étude indépendante poussée sur l'état général de l'industrie cimentière dans le monde a été publiée en 2002. La même année, un plan d'action commun baptisé *Cement Sustainability Initiative Agenda for Action* (Plan d'action de l'initiative ciment pour le développement durable) fut approuvé. Cet engagement public des signataires comprenait un suivi continu dans les années à venir. De plus amples informations sur les activités, les programmes et les comptes rendus périodiques du *WBCSD Cement Sustainability Initiative* sont disponibles sur le site <http://www.wbcscement.org/>.

En 2010, l'adhésion au Pacte mondial des Nations Unies est venue compléter l'adhésion au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable. Au travers du Pacte mondial, le Groupe s'engage à protéger et à encourager les droits de l'homme et des travailleurs, l'environnement et à lutter contre la corruption.

Ces initiatives conjointes associées à d'autres prises de position du Groupe ont permis de définir une politique pérenne applicable par toutes les filiales ; à la fin de l'année 2010, le Groupe a publié un ensemble complet de politiques de durabilité nouvelles qui seront diffusées progressivement.

En 2011, le Groupe a poursuivi et renforcé son engagement en faveur du développement durable dans tous les pays et les métiers par le biais d'initiatives pilotées par le comité interne de pilotage du développement durable du Groupe. De plus amples informations sur les objectifs, les initiatives et les performances sont disponibles dans la rubrique «Informations sur la durabilité» annexée au rapport annuel 2011 d'Italcementi Group.

Une organisation consacrée au développement durable

Depuis 2002, le comité de pilotage développement durable est au cœur des décisions opérationnelles. Son rôle est de promouvoir des projets, des actions et des programmes de formation couvrant tous les aspects du développement durable. Présidé par le directeur général délégué et coordonné par le directeur du département développement durable, le comité est composé de tous les dirigeants membres du comité de gestion (ressources humaines, contrôle et administration, finances, directeurs de zone, CTG) et de toutes les fonctions-clés ayant un lien avec le sujet, comme la communication, la recherche et le développement. Le rôle principal du comité est de veiller à l'application au quotidien des valeurs du Groupe, grâce au développement de politiques, procédures, plans d'action et pratiques responsables destinées à toutes les entités du Groupe.

Dans le cadre de la poursuite du processus entamé en 2009, le Groupe a raffermi sa présence au sein du *World Business Council for Sustainable Development* et du Pacte Mondial, grâce à l'adhésion de toutes les filiales locales au réseau régional, lorsqu'il en existe un, et à la poursuite de l'uniformisation des pratiques durables du Groupe (politiques, procédures et directives).

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Environnement

Systemes de gestion environnementale

Des programmes de réduction des risques environnementaux ont été généralisés dans toutes les filiales du Groupe. Des systèmes de gestion environnementale certifiés ISO 14001 ont été mis en place dans de nombreux pays, témoins d'une volonté forte et constante d'améliorer les pratiques. Tout système de gestion environnementale nécessite une approche tridimensionnelle :

- conformité à la législation et aux normes applicables ;
- prévention des impacts possibles grâce à une série de procédures de contrôle efficaces ;
- amélioration continue des performances grâce à des actions sur des objectifs mesurables.

Conformément à la politique du Groupe, les sites de production adoptant un système de gestion environnementale certifié répondent également aux exigences de communication interne et externe, qui encouragent l'engagement actif des parties prenantes.

Au cours de 2011, 30 cimenteries sur 36 ont obtenu la certification ISO 14001 : 2 en Bulgarie, 5 en Égypte, 9 en France / Belgique, 1 en Grèce, 1 en Inde, 1 au Kazakhstan, 2 au Maroc, 4 en Amérique du Nord, 3 en Espagne et 2 en Thaïlande. D'autres processus de certification sont en cours. Les systèmes de gestion environnementale sont progressivement étendus à l'ensemble du Groupe, toutes activités et métiers (ciment, granulats, béton prêt à l'emploi) confondus. Les certifications ISO 14001 donnent lieu à des manifestations publiques qui permettent de renforcer l'implication des collaborateurs, de promouvoir la politique environnementale et d'assurer la transparence des performances environnementales.

Le Groupe assure également une phase de prévention supplémentaire grâce à des études environnementales réalisées par le département développement durable dans le cadre d'un programme pluriannuel qui prévoit d'auditer chaque cimenterie une fois tous les quatre ans. En 2011, faisant suite à l'activité des années précédentes, un nombre conséquent de cimenteries ont été ciblées en Chine et en Égypte, débouchant sur des plans d'action personnalisés allant bien au-delà de la simple conformité.

Gestion durable des carrières

Les matières premières nécessaires à la production de ciment et de granulats sont extraites de carrières. Bien que les réserves de ces ressources naturelles (surtout calcaire et argile) soient abondantes, ce sont des ressources non renouvelables dont l'utilisation doit être conforme aux enjeux du développement durable.

L'exploitation des carrières est généralement soumise à des exigences réglementaires et à l'obtention de permis d'exploitation suivant des modalités variant d'un pays à l'autre. La continuité de toute exploitation dépend donc du respect de ces contraintes réglementaires, d'une gestion dynamique des gisements et d'une concertation avec les partenaires locaux.

Dans de nombreux pays, les filiales du Groupe, conformément à la réglementation locale, réhabilitent les carrières, soit au fur et à mesure de l'exploitation (réaménagement progressif), soit à son terme. Lorsque des engagements ont été pris, des provisions pour coûts de réaménagement sont constituées dans les comptes consolidés, dont le détail est donné en note 21 des notes explicatives aux comptes consolidés.

En accord avec la législation locale en vigueur, le Groupe a confirmé son engagement sur le long terme pour la mise en place de plans de réaménagement dans toutes les carrières de ciment et de granulats en exploitation. Des directives en ce sens sont en cours de préparation.

Parallèlement aux actions menées pour limiter les impacts de l'activité sur l'environnement (nuisances sonores, émissions de poussières, émissions polluantes, trafic routier...), des réunions d'échange et d'information se sont tenues avec les parties prenantes locales.

Utilisation responsable des combustibles et matériaux de substitution

Le processus de fabrication du ciment est fortement consommateur d'énergie, mais en même temps, la température élevée et des conditions de combustion extrêmement favorables en font une solution durable pour brûler tout type de combustible traditionnel ou de substitution. Soucieux de préserver les sources d'énergie non renouvelables et de participer activement à la gestion des déchets industriels et des sous-produits, le Groupe vise à augmenter le taux d'utilisation des combustibles de substitution (déchets agricoles, huiles et solvants usagés, pneus déchiquetés, farines animales, sciures imprégnées et autres) de manière responsable.

Le processus de fabrication du ciment convient également aux matériaux qui ne sont pas extraits de carrières, comme les cendres volantes, le gypse synthétique, le sable de fonderie, la poussière et les déchets de marbre, la poussière de fours, les mâchefers, la poussière de granulats, les surplus d'extraction de charbon et toute autre source de silice et d'alumine, à la fois pour la production de clinker et le mélange de produits cimentiers.

Tout en revendiquant les bénéfices tirés de l'utilisation de combustibles et de matériaux de substitution (avec une attention particulière portée aux biomasses d'origine naturelle), comme la réduction de l'empreinte dioxyde de carbone (CO₂), la sauvegarde des ressources naturelles, l'aide fournie pour résoudre les problèmes locaux de traitement des déchets, le Groupe se veut seul responsable de la sélection, la manipulation et l'utilisation des sources d'énergie et matériaux de substitution et prend toutes les dispositions nécessaires pour empêcher tout effet négatif potentiel sur la santé, la sécurité et l'environnement. À cet effet, une série de directives est progressivement mise en place depuis 2008.

Évolution du mix combustibles

En 2011, la part réelle des combustibles de substitution a légèrement augmenté par rapport à celle des années précédentes. Elle représente 6,1 % de la consommation thermique totale des fours des cimenteries du Groupe. La Belgique et l'Espagne ont connu les améliorations les plus sensibles atteignant des parts de 22 % et 14 %, respectivement. En France, la part des combustibles de substitution est restée stable et s'élève à 20 %.

(en % d'énergie)	2011	2010
Charbon	40	37
Coke de pétrole	20	23
Combustible de substitution	6	5
Combustible haute viscosité	2	2
Combustible - fuel	12	13
Gaz	20	20

Néanmoins, face à une baisse généralisée des filières locales d'approvisionnement en déchets et les difficultés d'obtention de nouveaux permis, de nouvelles pistes continuent d'être explorées pour une utilisation accrue de la biomasse ou des combustibles de substitution en contenant un pourcentage suffisant, comme les combustibles dérivés des déchets ménagers ou les boues séchées issues du traitement des eaux usées. L'utilisation de la biomasse naturelle a débuté dans des pays clés comme l'Égypte ou l'Inde.

Contrôle et réduction des émissions atmosphériques

Les émissions atmosphériques, dégagées essentiellement lors de la phase de cuisson nécessaire à la fabrication du clinker proviennent soit de la nature des matières premières et de leurs réactions chimiques, soit du processus de combustion. Outre le dioxyde de carbone (CO₂), les principaux paramètres à prendre en compte sont les poussières, les oxydes d'azote (NO_x) et le dioxyde de soufre (SO₂).

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Des critères internes ont été établis dans le but de définir les objectifs prioritaires à long terme concernant les émissions « à la cheminée », en conformité avec les normes du Groupe. Ces paramètres sont maintenant intégrés au plan stratégique d'investissement permettant ainsi d'anticiper et de répartir les investissements industriels nécessaires. Les évolutions réglementaires sont prises en compte de la même manière. Cette démarche fait maintenant partie intégrante d'un processus de planification continue, qui permet d'assurer l'adéquation des plans d'investissement des filiales avec leurs besoins.

Le contrôle fiable et systématique des émissions à la cheminée reste une des priorités du Groupe. Fin 2011, 37 fours sur les 51 en exploitation étaient totalement équipés de systèmes de mesure en continu des émissions de poussières, NO_x et SO₂, les autres faisant l'objet de campagnes de contrôles périodiques. Par ailleurs, 7 fours en Égypte sont équipés de systèmes de mesure en continu des émissions de poussières. Des plans d'installation de systèmes de mesure en continu des émissions sur tous les fours en exploitation sont prévus à moyen terme.

En plus des poussières, des NO_x et du SO₂, des mesures ponctuelles d'émissions mineures, comme les substances organiques volatiles, les métaux et les dioxines sont effectuées dans un nombre croissant d'installations.

Au niveau européen, la directive sur les émissions industrielles a été publiée en 2010. Elle se substituera à la directive intégrée de contrôle et de prévention de la pollution. La directive sur les émissions industrielles englobe la directive sur l'incinération des déchets et la définition des meilleures technologies disponibles applicables au processus de fabrication du ciment. Elle requiert de nouvelles améliorations techniques au niveau des installations industrielles. L'adoption et l'optimisation de ces technologies sont en cours.

La consolidation des opérations sur les nouvelles lignes de production de Martinsburg aux États-Unis, Aït Baha au Maroc et Yerraguntla en Inde, qui bénéficient d'une technologie de pointe, ainsi que la mise à niveau de certains dispositifs de réduction (par exemple en Chine et en Égypte), a permis d'améliorer les résultats en termes d'émissions.

En Égypte, le vaste plan d'action environnemental engagé en 2007 (fin prévue en milieu d'année 2014) comprend le remplacement sur les principaux fours des filtres électrostatiques existants par de nouveaux filtres à manche.

Les principaux chiffres concernant les émissions relatives à l'activité ciment sont les suivants :

	2011			2010		
	Poussières	NO _x	SO ₂	Poussières	NO _x	SO ₂
Couverture* (% de clinker)	100	100	100	89,2	93,5	97,9
Facteur d'émission (g/t de clinker)	177	1 574	351	217	1 634	364

* Production de clinker sujette au contrôle des émissions.

Énergie et gestion du CO₂

Face aux implications économiques grandissantes liées aux contraintes sur le CO₂, le Groupe, avec le concours de son actionnaire majoritaire, a décidé de réduire l'intensité carbone de ses produits. Un objectif de 640 kg de CO₂ par tonne de ciment pour l'année 2014 a été adopté. Les principaux facteurs de réduction des émissions mis en place sont : la modernisation des technologies de production du clinker, l'utilisation de combustibles de substitution et la diminution du pourcentage de clinker contenu dans les ciments.

Le Groupe contrôle ses émissions de CO₂ et en communique volontairement les résultats depuis 1990, année de référence du Protocole de Kyoto. Des modules de calcul des émissions de CO₂ ont été intégrés dans le système comptable industriel (basé sur SAP) et des procédures appropriées ont été mises en place. Par ailleurs, l'ensemble des filiales est soumis chaque année depuis 2006 à un processus externe de contrôle et de certification des indicateurs-clés des émissions de CO₂, qui garantit la qualité des informations collectées.

L'évolution des performances d'émission de CO₂ du Groupe, à périmètre comparable avec 2010, est détaillée dans le tableau suivant⁽¹⁾:

	2011	2010
Émissions totales⁽²⁾	29 140	31 593
dont filiales Union européenne	7 397	7 583
Émissions spécifiques de CO₂⁽³⁾	724	733
dont filiales Union européenne	684	692

(1) Les sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte.

(2) En milliers de tonnes.

(3) En kg/tonne de produit cimentier.

Les usines de production de clinker du Groupe situées en Europe sont soumises depuis 2005 à la directive européenne sur les permis d'émission. Chaque année, un certain nombre de quotas (permis d'émission) sont attribués aux cimenteries en fonction de la production historique et de facteurs d'émission de référence.

Les résultats 2011, encore fortement touchés par le ralentissement du marché, se détaillent comme suit :

(en kt de CO ₂ , pour l'année 2011)	Émissions A	Quotas alloués B	Surplus (déficit) C = B - A
Belgique	1 332	1 470	138
Bulgarie	611	1 836	1 225
France (ciment)	4 016	4 469	453
Grèce	211	534	323
Espagne	1 226	1 666	440
Total ciment	7 396	9 975	2 579
France (chaux)	32	81	49
TOTAL GROUPE	7 428	10 056	2 628

La fonction protection du climat qui dépend du département développement durable assure la coordination et la gestion des activités CO₂. Elle est chargée du contrôle mensuel de l'exposition du Groupe au CO₂ et de la définition de la stratégie en matière de négociation des permis, conjointement avec la direction financière. La stratégie du Groupe vise à couvrir le risque financier à moyen et long terme de déficit en quotas, tout en garantissant la conformité avec les textes en vigueur. Le calendrier stratégique actuel couvre la période 2008-2020, correspondant aux phases 2 et 3 de la directive européenne sur les permis d'émission ; il n'est prévu aucune évolution de la réglementation sur les permis d'émission en Amérique du Nord, tandis qu'un mécanisme d'échange des performances énergétiques a été adopté en Inde.

La stratégie en matière de gestion des risques et de négociation tient compte du marché pour les permis européens, des échanges entre différents éléments de conformité (permis européens d'émission ou crédits carbone) et de l'utilisation en phase 3 des permis provenant de la phase 2.

Pour les installations situées dans les pays en voie de développement signataires du Protocole de Kyoto, les projets de réduction des émissions de CO₂ peuvent bénéficier de crédits du mécanisme connu sous l'appellation de « mécanisme de développement propre ». Le Groupe s'intéresse activement à l'identification et au développement de ses propres projets de réduction, plus particulièrement en Inde et en Égypte, dans le domaine des énergies renouvelables et des combustibles de substitution (biomasse). Deux projets en Égypte sont actuellement en phase d'enregistrement.

En ce qui concerne l'efficacité énergétique, deux cimenteries ont reçu la certification ISO 50001 pour les systèmes de gestion de l'énergie. En parallèle, un système d'audit énergétique destiné à couvrir tout le dispositif industriel du Groupe au fil des années a été mis en place et démarré en 2011.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Investissements environnementaux

Par une démarche volontaire ou en réponse à la législation, le Groupe consacre une partie significative de ses investissements industriels à la modernisation de son outil de production permettant ainsi de limiter les émissions et de réduire les autres impacts sur l'environnement.

L'équipement en filtres à manche se généralise dans les centres de broyage, les zones d'emballage, ainsi qu'à d'autres étapes du processus : stockage du clinker, granulation, homogénéisation, manutention du clinker, livraison et autres. Par ailleurs, des actions sont entreprises pour diminuer les émissions de poussières diffuses, surtout par le revêtement des routes, la mise en place de systèmes d'arrosage ou de stations de lavage de camions (avant leur accès au réseau routier public). De plus, le Groupe encourage fortement la couverture des zones de stockage dans les différents pays où il est présent, permettant de minimiser les émissions de poussières.

En 2011, les investissements destinés à réduire les impacts environnementaux ont représenté 16,2 % des investissements industriels du Groupe dans le secteur du ciment. Ils comprennent les investissements exclusivement destinés à l'environnement, ainsi qu'une quote-part des investissements portant à la fois sur les aspects stratégiques et industriels.

1.9 Gestion des risques

La gestion des risques (internes et externes, industriels, politiques, sociaux et financiers) fait partie des processus de décision et de gestion de l'entreprise; elle représente un élément essentiel du système de gouvernance. La gestion des risques vise à soutenir la pérennité et l'amélioration des performances, à travers la préservation des actifs et la réputation de la société, l'aide à la décision, la mobilisation des acteurs concernés du management pour réduire les risques et tirer partie des opportunités sous leur responsabilité directe.

La définition du risque est la survenance d'un événement qui peut menacer la société ou le Groupe dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels à court ou moyen terme, ou stratégiques à long terme.

La définition d'opportunité est la possibilité d'obtenir des résultats au-delà des objectifs fixés.

Le Groupe opère dans un secteur qui l'expose à des risques et incertitudes de nature variée (liés au contexte extérieur, risques opérationnels, financiers, de conformité, etc.).

Le Groupe a entamé courant 2008 un programme de risques et conformité (*Risk & Compliance*). Ce programme est destiné à assurer une approche structurée de la gestion des risques intégrée à la stratégie de développement du Groupe et à soutenir l'amélioration des performances.

Le dispositif de gestion des risques se compose de :

- un cadre organisationnel comprenant la méthodologie et la définition des rôles et des responsabilités des acteurs ;
- un processus d'identification, d'analyse et de traitement des risques selon les stratégies clairement définies dans les Principes de gestion des risques (Risk Management Guidelines) ;
- un pilotage en continu, visant à mettre à jour en permanence la cartographie des risques et gérer les plans d'action nécessaires à la réduction de l'exposition aux risques. La quantification des risques et opportunités fait partie des principaux processus de gestion de l'entreprise comme l'exercice budgétaire, les révisions de résultat ou l'analyse des grands projets d'investissements. La méthode Monte Carlo est utilisée afin d'obtenir l'exposition maximum aux facteurs de risques, ainsi que l'approche de la probabilité d'atteindre les objectifs fixés.

Par l'intermédiaire de son département du développement durable, le Groupe contrôle sa politique d'application des programmes de prévention et de sécurité à l'ensemble des employés des usines. Ces programmes sont accompagnés d'une politique intégrée de gestion des risques financiers et des assurances.

Protection des actifs et des personnes

Assurances

Le Groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances de premier rang des polices d'assurances pour la couverture des risques liés à ses actifs et ses salariés et des risques de responsabilité civile envers les tiers et ce pour toutes les filiales du Groupe.

Les risques majeurs faisant l'objet d'une couverture sont :

- la protection des biens et la couverture des pertes d'exploitation consécutives à un arrêt accidentel de l'activité ;
- la responsabilité civile, les risques de pollution ou de dommages envers les tiers et les salariés causés par une défectuosité des produits ou du processus industriel ;
- la protection physique des salariés ;
- ainsi qu'un certain nombre de polices annexes.

Dans sa politique de couverture, le Groupe s'efforce d'optimiser ses coûts de gestion du risque entre la prise en compte directe et le transfert au marché. Toutes les polices sont négociées à l'intérieur d'un accord-cadre afin d'assurer une parfaite adéquation entre la probabilité de survenance du risque et les dommages qui en résulteraient pour chacune des filiales du Groupe. Dans ce cadre, qui évolue en fonction des politiques de prévention, de la sinistralité, et de l'environnement de marché, le Groupe est couvert pour une limite générale de 150 millions d'euros pour la partie dommages directs et pertes d'exploitation et de 150 millions d'euros pour la partie responsabilité civile et produits.

Prévention des risques industriels

Le Groupe a poursuivi sa politique d'identification, de prévention et de maîtrise des risques inhérents à la protection des actifs, dans le but de limiter les dommages aux biens et les pertes d'exploitation qui en découlent.

En 2011, le Groupe a poursuivi le programme de protection du patrimoine (Property Preservation Program) par une série d'actions de motivation visant à responsabiliser chacun sur les risques encourus par le Groupe et ainsi contribuer à un meilleur entretien des sites et des équipements. Des objectifs, liés à la réalisation des indicateurs de performance déterminés sur les activités du programme, ont été définis pour les responsables. Tous les établissements industriels du Groupe, assistés par des auditeurs indépendants, ont participé activement à ce programme. L'objectif est d'établir une classification des risques et de mettre en œuvre une politique adaptée de prévention et de protection permettant la réduction des sinistres.

Ces actions se poursuivront en 2012 et le champ des couvertures actuelles sera maintenu avec un nombre de visites d'inspection des usines du Groupe identique à 2011.

Le programme est devenu un processus stable à l'intérieur du Groupe.

Voir également la section 1.8 « Informations environnementales ».

Risques politiques

Ciments Français dispose de polices d'assurances visant à limiter les conséquences financières d'éventuelles mesures ne permettant plus une exploitation normale de certaines de ses filiales dans les pays émergents.

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

Risques de marché, de crédit et de liquidité

Le Groupe limite ses interventions à la gestion des positions découlant de son activité industrielle et commerciale, excluant toute opération spéculative. Cette gestion est assurée de manière centralisée par les équipes de la direction finance du Groupe, sur des marchés organisés ou de gré à gré, sur la base d'orientations approuvées par le conseil d'administration.

Les principaux risques de marché, de crédit et de liquidité auxquels le Groupe est exposé et les politiques de gestion mises en place pour réduire ces risques sont détaillés en note 19 des notes explicatives aux comptes consolidés. Les informations chiffrées relatives à l'exposition du Groupe à ces risques ainsi que celles relatives aux instruments financiers utilisés pour réduire ces risques sont également détaillées dans la note 19.

Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Deux natures de risques sont couvertes :

- le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe.
Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé en cas de liquidation ou de remboursement anticipé de ces instruments ;
- le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable.
Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais affectera l'évolution des frais financiers et en conséquence, les résultats futurs de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques, en privilégiant la couverture des flux futurs sur les court et moyen termes et la couverture du risque de variation sur la valeur de marché sur le long terme, dans le cadre de limites définies.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêts (swaps), de FRA (accords de taux futurs) et d'options de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré avec des banques de premier rang. Toute exposition en dérivés ne peut excéder l'exposition sous-jacente.

Une analyse de la sensibilité au risque de taux est donnée en note 19.5 des notes explicatives aux comptes consolidés.

Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

Les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction des nouvelles usines.

La politique du Groupe prévoit que les filiales empruntent et placent dans leur devise locale, sauf dans le cas de couverture de flux en devises étrangères. Cependant, le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

Dans le cadre de son activité de financement des filiales, Ciments Français peut en outre s'engager dans des contrats de financement dans une devise qui ne correspond pas à celle du prêt à sa filiale.

La politique du Groupe consiste à couvrir ces expositions lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement ou placement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang.

Une analyse de la sensibilité au risque de change est donnée en note 19.5 des notes explicatives aux comptes consolidés.

Risque sur marchés actions

Le Groupe est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres Goltas Cimento, ne sont pas cotés et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

Risque sur les matières premières et produits énergétiques

Les matières premières nécessaires à la production de ciment et de granulats sont extraites de carrières. Le Groupe dispose de réserves suffisantes afin de couvrir ses besoins d'approvisionnement à moyen et long terme.

Le Groupe est exposé au risque de volatilité des prix de certains de ses approvisionnements énergétiques, notamment du charbon, du coke de pétrole, du gaz et de l'électricité. Le Groupe s'efforce de limiter ce risque en développant, lorsque cela est possible, l'utilisation de combustibles de substitution et en améliorant l'efficacité thermique de ses usines.

Risque de variation des cours des quotas d'émission de CO₂

Les sociétés européennes du Groupe sont exposées aux fluctuations du marché des droits d'émission CO₂ sur le différentiel entre émissions réelles et quotas alloués. La politique du Groupe, en cohérence notamment avec les principes de développement durable, est de réduire les émissions spécifiques de CO₂ par l'optimisation des processus industriels et la promotion de l'utilisation de combustibles non fossiles. Sur la période 2009-2013, le Groupe a couvert une partie de son exposition par des contrats de vente de droits d'émission de CO₂ (fermes ou à composantes optionnelles) et d'achat de crédits de réduction des émissions (CER), avec l'objectif de diversifier et d'optimiser le portefeuille de droits d'émission CO₂.

Risques de crédit, de contrepartie et de liquidité

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de défaillance d'un client ou d'une contrepartie.

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, la gestion des encours clients fait l'objet d'un suivi régulier conformément aux procédures du Groupe. La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance.

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions en respectant des règles de diversification des risques par contrepartie, sans concentration. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Aucun instrument financier n'est contracté avec des contreparties situées dans une zone géographique à risque politique ou financier (toutes les contreparties sont établies en Europe occidentale ou aux États-Unis d'Amérique).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme très liquides à risque négligeable de variation de valeur (dépôts à terme, certificats de dépôt, OPCVM monétaire).

Message du directeur général	Chiffres clés	6
Présentation du Groupe	Historique	10
Commentaires sur l'exercice	Structure générale du Groupe	12
Comptes consolidés	Métiers et marchés du Groupe	14
Comptes annuels de Ciments Français SA	Recherche et développement	22
Gouvernement d'entreprise	Systèmes d'information	24
Informations sur la société et le capital	Ressources humaines et informations sociales	25
Assemblée générale	Informations environnementales	28
Informations complémentaires	Gestion des risques	33

La politique financière centralisée est qu'à tout moment, les lignes de crédit confirmées disponibles doivent être suffisantes pour couvrir les échéances de la dette sur un horizon de deux ans.

Outre les clauses usuelles, certains contrats de financement accordés aux sociétés du Groupe comprennent des clauses particulières (covenants) prévoyant le respect de certains ratios financiers déterminés principalement à la date de clôture de l'exercice. Le non-respect des limites contractuelles (covenants) est un cas d'exigibilité anticipé ou d'annulation, lorsqu'il s'agit de lignes de crédit bilatéral ou syndiqué non tirées. Toutefois, les contrats accordent un délai avant la mise en œuvre des clauses d'exigibilité. Par ailleurs, les contrats d'emprunt ne contiennent pas de clause de remboursement accéléré en cas de baisse des notations (rating triggers), ni d'augmentation de taux d'intérêt, à l'exception de l'emprunt contracté auprès d'Italcementi Finance SA (voir partie 3, note 19.2 f).

Au 31 décembre 2011, Ciments Français respecte l'ensemble de ses engagements contractuels et les ratios financiers des covenants sont très en deçà des limites contractuelles. Le Groupe prévoit de respecter les covenants sur les douze prochains mois et procéderait à la communication appropriée en cas de dégradation par rapport aux ratios financiers de référence.

Risque de rating

La capacité du Groupe de se positionner de manière compétitive sur le marché du crédit dépend de différents facteurs parmi lesquels figurent les notations de crédit attribuées par les agences de rating reconnues. Les notations de crédit peuvent varier en fonction de l'évolution des résultats, de la situation financière, de la structure du crédit et du profil de liquidité. Une dégradation des notations de crédit peut influencer sur la capacité du Groupe à obtenir des financements, induisant en conséquence des répercussions négatives.

Risques juridiques

La direction juridique suit l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle, si nécessaire avec le concours des conseils du Groupe. Dans le cadre normal des activités du Groupe et de ses filiales, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions (cf. note 21) sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible. Les litiges et procédures en cours sont décrits en section 2.5.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire, arbitrale ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou d'avoir eu au cours des 12 derniers mois, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

Risques de conformité

Le Groupe est soumis à des réglementations particulières concernant la qualité des produits qu'il commercialise. Un suivi spécifique est mis en place de façon à garantir le respect des normes et standards locaux de chaque pays.

De même, le programme risque et conformité (*Risk and Compliance*) a permis de développer, dans tous les pays où le Groupe est présent, des actions ciblées de formation et de diffusion de procédures et recommandations qui visent à garantir l'application par les collaborateurs et employés des législations fiscales, sociales, administratives et environnementales auxquelles le Groupe est soumis. Ce programme est actualisé chaque année en fonction de l'évolution réglementaire.



2

Commentaires sur l'exercice

2.1	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
2.2	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
2.3	Investissements et financement	46
2.4	Commentaires par pays	48
2.5	Litiges et procédures en cours	54
2.6	Événements postérieurs à la clôture	54
2.7	Perspectives	54

2.1 Événements significatifs de l'exercice 2011

Suite aux tensions politiques en Égypte, le Groupe a suspendu la production durant une semaine à la fin du mois de janvier.

En mars, Ciments Français a cédé Set Group Holding au conglomérat turc Limak Holding, pour un montant de 290 millions d'euros hors dette nette (17 millions d'euros à fin 2010). Cette transaction n'incluait pas Afyon Çimento, société turque cotée en bourse dans laquelle Ciments Français a réduit sa participation de 76,51 % à 51,0 % au cours du premier semestre avec l'intention d'en vendre le solde.

En septembre, le Groupe, a acquis 74 % de la société Gulbarga Cement à travers sa filiale indienne Zuari Cement. Gulbarga Cement, qui se trouve dans la région du Karnataka, prévoit la réalisation d'une nouvelle cimenterie dotée d'une capacité annuelle de 3 millions de tonnes de ciment.

Fin Décembre, Ciments Français a cédé au Groupe suisse Sika l'ensemble de ses actifs industriels dans le secteur des adjuvants pour le béton et le ciment distribués sous la marque Axim dans différents pays (France, Espagne, Maroc, Amérique du Nord). Les entités cédées représentaient fin 2010 un chiffre d'affaires de 36 millions d'euros et un effectif global de 120 salariés environ.

En août et en septembre respectivement, Moody's Investor Services et Standards and Poor's ont confirmé les ratings Baa3 et BBB-/A-3 attribués à Ciments Français et porté la perspective de stable à négative. En décembre, Moody's Investor Services a dégradé la note à long terme d'Italcementi S.p.A. (société mère de Ciments Français) et de Ciments Français de Baa3 à Ba1, perspective négative.

2.2 Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Les données 2010 ont été retraitées de l'abandon des activités de Set Group Holding (Turquie) conformément à IFRS 5.

Principes comptables appliqués

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA sont préparés conformément au référentiel comptable IFRS (*International Financial Reporting Standards*).

Les comptes consolidés 2011 ont été préparés conformément aux normes et interprétations adoptées par la Commission européenne au 31 décembre 2011. Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2011 mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

Les changements intervenus dans les principes et normes de référence par rapport à 2010 sont détaillés dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 1).

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2011 sont décrites dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 3).

Résultats

En 2011, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 3 886,3 millions d'euros, soit une diminution de 3,8 % par rapport à 2010.

Le résultat brut d'exploitation courant à 702,4 millions d'euros est en retrait de 20,2 % tandis que le résultat brut d'exploitation à 721,3 millions d'euros recule de 17,1 %.

Le résultat des activités poursuivies s'établit à 167,3 millions d'euros, en baisse de 50,3 % après prise en compte de dépréciations d'actifs pour 53,4 millions d'euros (principalement en Grèce et en Espagne).

Le résultat net, en baisse de 13,7 % à 274,2 millions d'euros, tient compte du résultat des activités abandonnées, soit un produit net de 106,9 millions d'euros.

L'endettement net au 31 décembre 2011 s'élève à 1 021,4 millions d'euros, en baisse de 390,1 millions d'euros par rapport à fin 2010.

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Evolution du secteur en 2011

En 2011, la croissance de l'économie mondiale a été contrastée selon les pays et également selon la période de l'année. Le premier semestre s'est révélé dynamique, alors que le deuxième semestre a été en sensible ralentissement en raison notamment de l'instabilité financière de certains pays de la zone euro, également affectés par des politiques fiscales restrictives, et des tensions politiques au Moyen Orient. Sur l'ensemble de l'année, la croissance économique mondiale, qui était d'environ 5 % en 2010, est retombée à environ 3,5 %, celle des pays industrialisés s'établissant à 1,6 %, en baisse de moitié par rapport à l'année précédente.

Les prix des matières premières ont été sensiblement influencés par le ralentissement de la croissance, à l'exception du prix du pétrole dont les cours ont résisté à la baisse et ont également été affectés par la reprise sensible du dollar. La détérioration des taux de change, la baisse des marchés d'action et la faiblesse des nouveaux investissements ont marqué la dernière partie de l'année dans les pays émergents. Dans les pays industrialisés, malgré une modération salariale générale, l'inflation a été plus forte qu'attendu en raison de l'impact de hausses antérieures des matières premières, et également de hausses d'impôts indirects.

Dans les pays développés, la détérioration de l'environnement macroéconomique touchant le secteur de la construction à la fin de la crise la plus longue de l'après-guerre, a retardé la reprise attendue dans ces pays. Cependant, la situation des pays où opère le Groupe a été particulièrement contrastée, tant dans les pays développés que dans les pays émergents. En France et en Belgique, une certaine reprise du secteur de la construction a été constatée, alors que les pays du sud de l'Europe ont montré au contraire un fort ralentissement. Les Etats-Unis se sont situés dans une position intermédiaire, avec quelques signaux de reprise après six années de baisse d'activité.

Dans les pays émergents, l'évolution du secteur de la construction a généralement été favorable ; cependant, dans certains pays l'activité a été ralentie en raison de la mise en œuvre de politiques économiques visant à limiter les bulles spéculatives immobilières, et a été perturbée en Egypte en raison de la situation politique particulière de ce pays.

Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2011	2010	Variation % 2011 / 2010
Chiffre d'affaires	3 886,3	4 040,3	-3,8
Résultat brut d'exploitation courant	702,4	880,0	-20,2
Résultat brut d'exploitation	721,3	870,5	-17,1
Résultat d'exploitation	309,3	497,8	-37,9
Résultat net de l'ensemble consolidé	274,2	317,9	-13,7
Résultat net des activités poursuivies	167,3	336,6	-50,3
Dont part attribuable aux :			
propriétaires de la société mère du Groupe	108,3	221,0	-51,0
participations ne donnant pas le contrôle	59,0	115,6	-49,0

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Capitaux propres	4 257,7	4 268,0
Dont part attribuable aux :		
propriétaires de la société mère du Groupe	3 422,0	3 419,8
participations ne donnant pas le contrôle	835,7	848,2
Endettement net	1 021,4	1 411,6
Flux d'investissements	(300,7)	(423,7)
Effectifs (nombre)	15 537	16 289

Évolution des résultats trimestriels

2011

(en millions d'euros)

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	972,6	1 069,6	940,9	903,2	3 886,3
Résultat brut d'exploitation courant	146,6	239,7	176,8	139,3	702,4
Résultat brut d'exploitation	146,1	239,4	176,6	159,3	721,3
Résultat d'exploitation	56,8	148,2	89,9	14,4	309,3
Résultat des activités poursuivies	32,9	90,1	51,3	(7,0)	167,3
Résultat net de l'ensemble consolidé	142,1	90,1	49,6	(7,5)	274,2
Dont part attribuable aux :					
propriétaires de la société mère du Groupe	115,5	77,5	38,1	(15,9)	215,3
participations ne donnant pas le contrôle	26,5	12,7	11,4	8,3	59,0
Endettement financier net - fin de trimestre	1 138,4	1 193,4	1 173,0	1 021,4	

2010

(en millions d'euros)

	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	908,8	1 170,2	1 021,2	940,2	4 040,3
Résultat brut d'exploitation courant	143,8	299,2	224,5	212,5	880,0
Résultat brut d'exploitation	143,9	298,2	224,7	203,7	870,5
Résultat d'exploitation	61,2	202,3	130,8	103,5	497,8
Résultat des activités poursuivies	34,8	144,1	88,6	69,1	336,6
Résultat net de l'ensemble consolidé	28,1	138,8	86,6	64,4	317,9
Dont part attribuable aux :					
propriétaires de la société mère du Groupe	(1,1)	104,2	64,2	35,0	202,3
participations ne donnant pas le contrôle	29,2	34,6	22,4	29,4	115,6
Endettement financier net - fin de trimestre	1 503,0	1 589,4	1 461,6	1 411,6	

Chiffres clés par zone géographique

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		RBE courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Europe de l'Ouest	1 765,4	1 721,3	319,7	364,4	329,9	362,4	174,9	233,4
Amérique du Nord	405,1	415,4	16,3	25,4	23,0	21,7	(45,4)	(48,2)
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 027,0	1 243,1	316,3	420,3	317,5	417,0	193,9	296,4
Asie	499,4	449,0	81,8	68,2	82,8	67,7	38,1	20,0
Négoce ciment / clinker	183,4	229,3	9,8	14,4	9,8	14,4	6,6	11,2
Autres ⁽¹⁾	305,2	298,2	(41,6)	(12,8)	(41,6)	(12,8)	(58,8)	(15,1)
Éliminations	(299,4)	(316,0)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 886,3	4 040,3	702,4	880,0	721,3	870,5	309,3	497,8

(1) Siège, holdings et négoce de combustibles.

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Volumes vendus par zone géographique et par activité

Les chiffres exprimés sont relatifs aux volumes vendus par les sociétés consolidées par intégration globale et par les sociétés consolidées par la méthode proportionnelle à concurrence de la quote-part du Groupe.

	Ciment et clinker <i>en millions de tonnes</i>				Granulats <i>en millions de tonnes</i>				Béton prêt à l'emploi <i>en millions de mètres cubes</i>			
	2011	2010	2011 / 2010 %		2011	2010	2011 / 2010 %		2011	2010	2011 / 2010 %	
		(1)	(1)	(2)		(1)	(1)	(2)		(1)	(1)	(2)
Europe de l'Ouest	9,9	9,8	+1,3	+1,3	31,5	33,5	-5,9	-5,9	6,0	5,7	+5,1	+5,2
Amérique du Nord	4,2	4,0	+5,1	+5,1	1,4	1,0	+40,7	+40,7	0,8	0,8	-1,4	-1,4
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	16,1	17,0	-5,4	-5,4	1,7	2,1	-16,9	-16,7	2,2	2,3	-2,6	-2,6
Asie	11,1	11,1	+0,3	+0,3	0,2	0,2	+3,3	+3,3	0,7	0,7	-5,9	-5,9
Négoce	2,7	3,7	-27,1	-27,1	-	-	-	-	ns	ns	ns	ns
Éliminations	(1,6)	(2,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	42,4	43,1	-1,4	-1,4	34,8	36,7	-5,2	-5,2	9,7	9,5	+1,8	+1,9

(1) À périmètre comparable au périmètre 2011.

(2) À périmètre historique.

Les informations présentées dans le tableau ci-dessus ne comprennent pas les données relatives aux activités cédées en Turquie (Set Group) en 2011.

Globalement, à périmètre comparable, les volumes vendus en 2011 ont enregistré un fléchissement contenu, suite à un léger repli dans le secteur du ciment/clinker, une baisse dans les granulats et une progression dans le béton prêt à l'emploi.

Ciment et clinker

Dans le ciment /clinker, l'évolution a été positive dans les pays matures grâce à la France/Belgique et à l'Amérique du Nord, qui ont très largement compensé la baisse en Grèce et en Espagne. L'Asie enregistre également une progression des volumes vendus grâce à la contribution de l'Inde et la relative stabilité des volumes en Thaïlande, qui ont largement compensé la baisse dans les autres pays de la zone Asie. La zone Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient a connu une évolution globalement défavorable des volumes vendus en raison de la baisse en Égypte, que la progression au Maroc n'a que partiellement compensée. La baisse de l'activité Négoce résulte essentiellement de la diminution des échanges intra-Groupe.

Granulats

Dans le secteur des granulats, la baisse des volumes vendus résulte de la contraction généralisée du marché en Europe de l'Ouest (où seule la zone France/Belgique enregistre une progression) et au Maroc. La diminution dans ce secteur a été partiellement contenue par la progression des volumes vendus en Amérique du Nord.

Béton prêt à l'emploi

L'augmentation globale des volumes vendus dans le béton prêt à l'emploi a été soutenue par les progressions en France/Belgique, Amérique du Nord, Koweït et Maroc qui ont plus que compensé les baisses constatées sur les autres marchés.

Contribution au chiffre d'affaires consolidé

Par activité

(en millions d'euros)	2011		2010		Variation 2011/2010 %	
	Montant	%	Montant	%	*	
Ciment et clinker	2 598,8	66,9	2 821,4	69,8	-7,9	-4,7
Matériaux de construction	1 066,0	27,4	1 036,2	25,6	+2,9	+3,9
Autres	221,4	5,7	182,7	4,5	+21,2	+18,9
TOTAL	3 886,3	100,0	4 040,3	100,0	-3,8	-1,4

* À périmètre et taux de change comparables.

Par zone géographique

(en millions d'euros)	2011		2010		Variation 2011/2010 %	
	Montant	%	Montant	%	⁽¹⁾	
Europe de l'Ouest	1 739,2	44,8	1 695,9	42,0	+2,6	+2,6
Amérique du Nord	404,7	10,4	414,9	10,3	-2,5	+2,4
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 006,5	25,9	1 236,7	30,6	-18,6	-13,4
Asie	497,9	12,8	445,3	11,0	+11,8	+16,2
Négoce ciment/clinker	163,6	4,2	166,7	4,1	-1,8	-2,6
Autres ⁽²⁾	74,3	1,9	80,9	2,0	-8,1	-16,8
TOTAL	3 886,3	100,0	4 040,3	100,0	-3,8	-1,4

(1) À périmètre et taux de change comparables.

(2) Négoce combustible, siège et holding.

Le chiffre d'affaires pour l'année 2011 s'établit à 3 886,3 millions d'euros, soit une baisse de 3,8 % par rapport à 2010, reflet d'une diminution de l'activité (-1,4 %) et d'un effet de change défavorable (-2,4 %).

La diminution du chiffre d'affaires résulte essentiellement de la baisse des volumes, principalement en Égypte. Elle a été atténuée par la dynamique favorable des prix de vente dans plusieurs pays (particulièrement Inde et Thaïlande).

A périmètre et taux de change comparables, le chiffre d'affaires progresse sur les marchés matures grâce à la zone France/Belgique et à l'Amérique du Nord.

L'effet de change défavorable est essentiellement lié à la dépréciation de la livre égyptienne, du dollar américain et de la roupie indienne par rapport à l'euro.

Au cours de l'exercice, le Groupe a poursuivi la gestion active des droits d'émission de CO₂ pour un montant total de 34,1 millions d'euros (contre 37,4 millions d'euros en 2010).

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Résultats opérationnels

Le résultat brut d'exploitation courant à 702,4 millions d'euros est en retrait de 20,2 % par rapport à 2010.

Après des produits nets non courants de 18,9 millions d'euros comprenant la plus-value de cession Axim pour 23,4 millions d'euros (contre des charges nettes non courantes de 9,5 millions d'euros en 2010), le résultat brut d'exploitation à 721,3 millions d'euros est en baisse de 17,1 % par rapport à 2010. Le résultat d'exploitation s'établit à 309,3 millions d'euros en baisse par rapport à 2010 (-37,9 %) après prise en compte d'amortissements pour 358,6 millions d'euros (364,7 millions d'euros en 2010) et de dépréciations d'actifs pour 53,4 millions d'euros (principalement en Grèce et en Espagne).

Résultat financier

Les frais financiers liés à l'endettement net sont en diminution de 6,5 millions d'euros à 50,5 millions d'euros (contre 57,0 millions d'euros en 2010) grâce à la baisse de l'endettement moyen.

Les charges financières nettes s'élèvent à 50,7 millions d'euros contre 66,5 millions d'euros en 2010. Cette diminution résulte de la baisse des frais financiers liés à l'endettement net, des coûts supportés en 2010 au titre du remboursement anticipé des placements privés américains et des plus-values de cession des titres de participations turques (Goltas Cimento et Bursa). La baisse des charges financières nettes a cependant été atténuée par une différence de change nette négative de 13,2 millions d'euros (contre une différence de change nette positive de 8,7 millions d'euros en 2010).

Résultat net

Le résultat des entreprises associées s'élève à 20,1 millions d'euros contre 18,3 millions d'euros au 31 décembre 2010 (cf. note 8 des notes explicatives aux comptes consolidés).

Le taux d'impôt effectif calculé sur le résultat avant impôt et résultat des sociétés en équivalence s'élève à 43,1 % contre 26,2 % au 31 décembre 2010 (cf. note explicative aux comptes consolidés n° 31) ; le résultat net des activités poursuivies est de 167,3 millions d'euros (contre 336,6 millions d'euros en 2010).

Après prise en compte du résultat des activités abandonnées en Turquie en 2011, soit un profit de 106,9 millions d'euros (contre une perte de 18,8 millions d'euros en 2010), le résultat net de l'exercice s'établit à 274,2 millions d'euros (contre 317,9 millions d'euros en 2010), soit une diminution de 13,7 %.

La part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe augmente de 6,4 % à 215,3 millions d'euros (contre 202,3 millions d'euros en 2010) tandis que la part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle baisse de 49,0 % à 59,0 millions d'euros (contre 115,6 millions d'euros en 2010).

Autres éléments du résultat global

L'impact des autres éléments du résultat global, détaillés en note 3.4, est une perte de 61,8 millions d'euros (contre un profit de 237,0 millions d'euros en 2010), incluant une diminution de la réserve de conversion pour 29,8 millions d'euros en raison principalement de la dépréciation de la roupie indienne, et une diminution de la réserve sur titres disponibles à la vente pour 41,8 millions d'euros, principalement Goltas Cimento.

Capitaux propres

Après distribution des dividendes pour un montant de 242,1 millions d'euros (dont 53,9 millions d'euros d'acompte sur dividendes 2011 payé le 17 août 2011), les capitaux propres diminuent de 10,3 millions d'euros pour s'établir à 4 257,7 millions d'euros. Les capitaux propres - Part des propriétaires de la société mère du Groupe augmentent de 2,2 millions d'euros à 3 422,0 millions d'euros tandis que la part des participations ne donnant pas le contrôle diminue de 12,5 millions d'euros à 835,7 millions d'euros.

Le résultat de l'année s'élève à 274,2 millions d'euros (dont 215,3 millions d'euros pour la part des propriétaires de la société mère du Groupe).

Au cours de l'exercice, le taux de clôture de certaines monnaies s'est déprécié par rapport à l'euro se traduisant par une diminution des réserves de conversion de 28,7 millions d'euros (dont 25,7 millions pour la part des propriétaires de la société mère du Groupe).

Ratio d'endettement et couverture de la dette

Le ratio d'endettement (endettement net / capitaux propres) s'établit à 23,7 % (33,1 % au 31 décembre 2010) grâce à la baisse de la dette.

Le ratio de couverture de l'endettement net (endettement net / RBE courant 12 mois glissants) est de 1,5 par rapport à 1,6 au 31 décembre 2010.

Autres analyses du bilan

La diminution du poste « Autres titres de participation » de 53,0 millions d'euros s'explique essentiellement par la cession de 11 % de Goltas Cimento et de 1,2 % de Bursa qui figuraient à l'actif du bilan pour 28,9 millions d'euros, et par la baisse de valeur boursière de la participation résiduelle de 24 % dans Goltas Cimento pour 23,8 million d'euros.

2.3 Investissements et financement

Investissements

(en millions d'euros)

	Investissements financiers		Investissements corporels		Investissements incorporels		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Europe de l'Ouest	-	-	94,6	117,5	0,6	0,8	95,2	118,3
Amérique du Nord	-	0,5	18,4	42,3	0,1	0,5	18,5	43,3
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	-	3,3	83,0	164,2	0,4	0,4	83,4	167,9
Asie	-	5,3	60,8	84,0	-	-	60,8	89,3
Négoce et autres*	-	1,7	4,1	3,9	0,2	0,4	4,3	6,0
Total investissements	-	10,8	260,9	412,0	1,4	2,1	262,3	424,9
Variation fournisseurs d'immobilisations	-	8,8	38,6	(9,9)	-	-	38,6	(1,1)
Total investissements	-	19,6	299,5	402,1	1,4	2,1	300,9	423,7
Trésorerie des sociétés acquises	-	-	-	-	-	-	-	-
Total flux d'investissements	-	19,6	299,5	402,1	1,4	2,1	300,9	423,7

* Dont siège et holding.

Les investissements 2011 s'élèvent à 300,9 millions d'euros contre 423,7 millions d'euros en 2010.

Les investissements industriels (corporels et incorporels) avant variation des fournisseurs d'immobilisations sont en baisse à 260,9 millions d'euros (412,0 millions d'euros en 2010).

Les investissements corporels de l'exercice ont été réalisés essentiellement en France/Belgique (82,6 millions d'euros), en Inde (42,7 millions d'euros), en Égypte (39,1 millions d'euros) et au Maroc (34,3 millions d'euros).

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Le Groupe a réalisé des investissements destinés à améliorer le rendement, la protection de l'environnement et l'état de l'outil de production dans ses installations situées sur les marchés matures et émergents. Le Groupe a également effectué des investissements destinés à augmenter les capacités de production au Maroc et en Inde.

Financement et endettement net

(en millions d'euros)	2011	2010
Flux avant impôt, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement	685,7	910,9
Frais financiers et impôts payés	(190,6)	(190,0)
Total flux générés par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement	495,1	720,9
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	53,9	66,7
Total flux générés par l'activité	549,0	787,6
Investissements industriels (corporels et incorporels)	(262,3)	(414,1)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(38,6)	9,9
Flux d'activité net des investissements industriels	248,1	383,5
Acquisitions filiales et participations	-	(10,8)
Cessions d'immobilisations	90,6	13,1
Dividendes	(242,0)	(185,5)
Endettement net des sociétés acquises	-	-
Autres ⁽²⁾	14,2	(43,5)
Flux nets des activités abandonnées	279,2	(6,1)
(Augmentation) diminution de l'endettement net	390,1	150,7
(1) Dont variation cessions de créances	10,9	(12,7)
(2) Dont variation actions propres	(35,9)	0,2

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Disponibilités et actifs financiers courants ⁽¹⁾	(594,3)	(498,2)
Dettes et passifs financiers courants ⁽¹⁾	311,4	342,8
Actifs financiers non courants ⁽¹⁾	(27,4)	(20,1)
Dettes et passifs financiers non courants	1 331,8	1 587,1
Endettement net⁽²⁾	1 021,4	1 411,6

(1) Y compris instruments dérivés.

(2) La définition de l'endettement net est donnée en note 19.1 des notes explicatives aux comptes consolidés.

L'endettement net est en baisse de 390,1 millions d'euros en raison de la diminution des investissements, de la baisse du besoin en fonds de roulement et de la cession des actifs de Set Group Holding en Turquie, ainsi que des activités Axim.

Les investissements corporels, incorporels et financiers nets des cessions se sont élevés à 212,9 millions d'euros (contre 410,8 millions d'euros en 2010).

2.4 Commentaires par pays

Europe de l'Ouest

	France / Belgique	Espagne	Autre pays*	TOTAL Europe de l'Ouest
Cimenteries	10	3	1	14
Centre de broyage	1	-	-	1
Carrières	77	6	1	84
Centrales à béton	190	19	3	212

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
France / Belgique	1 589,7	1 493,8	302,8	318,2	313,7	316,8	215,6	215,5	82,6	99,0	4 113	4 162
Espagne	155,4	176,5	18,5	31,6	17,6	31,1	(21,7)	7,7	7,6	11,0	597	634
Autre pays*	41,8	70,3	(1,6)	14,5	(1,4)	14,6	(19,0)	10,2	4,4	7,5	194	209
Éliminations	(21,5)	(19,2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 765,4	1 721,3	319,7	364,4	329,9	362,4	174,9	233,4	94,6	117,5	4 905	5 005

* Grèce.

France / Belgique

Ciment

En France et en Belgique, la consommation de ciment a progressé en 2011 grâce aux conditions météorologiques très favorables des premiers et derniers mois de l'année et à l'évolution favorable du secteur résidentiel et des travaux publics.

En France, l'ensemble des volumes de ciment et clinker vendus par le Groupe (y compris les quantités marginales destinées à l'exportation) a augmenté de 6,4 %. En Belgique, les volumes de ciment vendus par le Groupe ont enregistré une hausse de 10,0 % (+8,4 % avec les exportations de ciment et clinker).

Les prix de vente moyens ont légèrement diminué en France et en Belgique en raison de l'accroissement des tensions concurrentielles.

Les résultats opérationnels du secteur ciment ont diminué à cause de l'augmentation des coûts d'exploitation (en particulier coûts énergétiques et entretien), la diminution des produits issus de la gestion active des droits d'émission de CO₂ et la légère baisse des prix de vente. Cette baisse des résultats n'a été que partiellement compensée par l'effet volume favorable.

Matériaux de construction

En France, les volumes vendus par le Groupe ont progressé de 10,5 % pour le béton prêt à l'emploi et de 5,6 % pour les granulats. En Belgique, à périmètre comparable, les volumes de béton prêt à l'emploi et de granulats vendus par le Groupe ont augmenté de 15,6 % et 2,7 % respectivement. Cette tendance favorable a soutenu l'augmentation des résultats opérationnels dans les matériaux de construction.

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Espagne

La baisse de la consommation de ciment s'est poursuivie à cause de l'évolution défavorable du secteur de la construction résidentielle et du déficit de l'état qui limite les investissements en infrastructures publiques.

Dans ce contexte, les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont diminué de 16,3 %. Les exportations, soutenues par l'activité négoce du Groupe, ont permis de limiter à 6,8 % la baisse des volumes totaux de ciment et clinker vendus.

Les prix de vente moyens ont enregistré une progression dans le sud du pays et un léger retrait au Pays basque.

La crise du secteur de la construction a particulièrement pénalisé le béton prêt à l'emploi et les granulats, dont les volumes vendus par le Groupe diminuent respectivement de 23,2 % et 30,3 %.

Dans un contexte de marché particulièrement difficile, le Groupe a continué ses actions de rationalisation du dispositif industriel et d'optimisation des processus de production au cours de l'exercice. Ces actions se poursuivront également en 2012.

Les résultats opérationnels sont en baisse suite à la diminution du chiffre d'affaires pénalisé par la contraction des volumes dans les trois métiers et à cause de l'augmentation des coûts énergétiques, compensée en partie seulement par les économies de coûts fixes réalisées et la dynamique des prix favorable au sud du pays.

Autre pays

En **Grèce**, la crise économique s'est poursuivie sans signe de reprise. Dans ce contexte difficile, les volumes de ciment vendus par le Groupe ont diminué de 40,0 % environ. Les secteurs du béton prêt à l'emploi et des granulats ont également enregistré une baisse, respectivement de 40,5 % et 51,0 %. Les résultats opérationnels, pénalisés essentiellement par la diminution significative des volumes, sont en baisse sensible.

Amérique du Nord

Cimenteries	6
Centre de broyage	1
Carrières	3
Centrales à béton	33

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires*		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs ` fin de période (nombre)	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
TOTAL	405,1	415,4	16,3	25,4	23,0	21,7	(45,4)	(48,2)	18,4	42,3	1 485	1 686

* Avant éliminations intra-Groupe.

Aux États-Unis, la consommation de ciment sur les marchés d'activité du Groupe a augmenté de 2,8 % en 2011, selon les estimations. Cette performance résulte plus particulièrement de l'évolution au cours du quatrième trimestre, grâce à des conditions météorologiques particulièrement favorables et à la reprise de l'activité dans les secteurs résidentiel et commercial.

Dans ce contexte, les volumes de ciment vendus par le Groupe ont enregistré une hausse de 5,1 % par rapport à 2010 ; ils ont aussi bénéficié de la récupération progressive de parts de marché antérieurement perdues. Les prix moyens de vente, soumis à une concurrence croissante et grevés par des frais de transport croissants, ont diminué par rapport à 2010.

Les volumes vendus de béton prêt à l'emploi sont en baisse de 1,4 %, tandis que les volumes de granulats augmentent de 40,7 % notamment grâce à d'importants chantiers autoroutiers au Canada.

Globalement, les résultats opérationnels ont diminué par rapport à l'exercice 2010, à cause de la baisse des prix de vente et de l'augmentation des coûts opérationnels (principalement coûts énergétiques et entretien) que l'augmentation des volumes vendus et les actions de réduction des coûts fixes n'ont que partiellement compensées.

Le Groupe a lancé un programme de réorganisation des circuits logistiques et de distribution en prévision de la reprise prévue de l'économie américaine et en réponse à la hausse de la demande en ciment. Mis en œuvre au cours du quatrième trimestre, ce programme devrait produire ses effets à compter du premier semestre 2012.

Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient

	Égypte	Maroc	Autres pays ⁽¹⁾	TOTAL Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient
Cimenteries	5	3	3	11
Centres de broyage	-	1	-	1
Carrières	-	3	1	4
Centrales à béton	20	23	9	52
Terminaux	-	-	2	2

(1) Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Égypte	551,8	788,7	129,6	270,7	129,6	270,5	63,2	191,1	39,1	53,3	4 622	4 781
Maroc	353,2	326,1	152,3	125,7	153,3	122,5	115,8	95,8	34,3	95,3	983	1 094
Autres pays ⁽¹⁾	122,3	128,9	34,4	24,0	34,6	24,0	14,8	9,4	9,7	15,7	862	872
Éliminations ⁽²⁾	(0,2)	(0,5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 027,0	1 243,1	316,3	420,3	317,5	417,0	193,9	296,4	83,0	164,2	6 467	6 747

(1) Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït.

(2) Éliminations intra-zone.

Égypte

L'exercice 2011 a été marqué par le renversement du pouvoir politique en début d'année et le climat d'incertitude qui en a découlé sur l'ensemble de la période.

Les volumes globaux de ciment et clinker vendus par le Groupe ont diminué de 10,9 % (exportations comprises), pénalisés par la baisse de la consommation et l'arrivée sur le marché de nouvelles capacités de production. Dans un marché soumis à des tensions concurrentielles croissantes, les prix de vente moyens ont diminué.

Dans le secteur du béton prêt à l'emploi, les volumes vendus ont diminué de 20,1 %.

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La baisse sensible des résultats opérationnels résultent de la forte contraction du chiffre d'affaires (effets volume et prix), de l'augmentation des coûts opérationnels (énergie), des charges de personnel et des frais généraux notamment suite à la politique du Groupe pour soutenir ses employés dans cette période de crise. En outre, la dépréciation de la livre égyptienne au cours de l'exercice a fortement pénalisé les résultats opérationnels exprimés en euros. La baisse des résultats opérationnels a cependant été atténuée par la poursuite des programmes d'optimisation des processus de production et d'achats des matières premières ainsi que par l'arrêt des achats de clinker.

Maroc

En 2011, la consommation de ciment soutenue principalement par les investissements privés (secteur résidentiel social) et publics (travaux publics) a fortement progressé.

Fin mars, le site d'Agadir a été définitivement fermé et remplacé par la nouvelle cimenterie d'Aït Baha.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont enregistré une croissance de 8,1 %. Les volumes totaux de ciment et clinker vendus par le Groupe (exportations comprises) ont augmenté de 9,1 %. Depuis octobre, le parc éolien de Laâyoune, réalisé par Ciments du Maroc, alimente en électricité le centre de broyage d'Aït Baha.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus par le Groupe ont bénéficié du niveau d'activité dans la région de Casablanca en progressant de 10,9 %, tandis que les volumes de granulats diminuaient de 17,0 % dans un marché très compétitif.

Les résultats opérationnels sont en progression sous l'effet conjugué de l'augmentation du chiffre d'affaires (effets volume et prix) et de la réduction drastique des achats de clinker obtenue grâce à la capacité additionnelle de la cimenterie d'Aït Baha, les gains d'efficacité ayant plus que compensé l'augmentation du coût des combustibles.

Autres pays

En **Bulgarie**, la consommation de ciment a enregistré une baisse sur l'exercice, cependant moins forte qu'en 2010. Les volumes totaux de ciment et clinker vendus par le Groupe, en retrait marqué à la fin du premier semestre, ont ensuite fortement augmenté limitant ainsi la baisse sur l'ensemble de la période à -3,8 %. Alors que le chiffre d'affaires diminue sensiblement, les résultats opérationnels progressent grâce aux coûts fixes contenus et aux produits de cession des droits d'émission de CO₂.

Au **Koweït**, dans un contexte favorable, la consommation de ciment est estimée en progression. Les volumes de ciment vendus par le Groupe ont enregistré une augmentation de 4,5 %. Les résultats opérationnels favorisés par la progression du secteur du béton prêt à l'emploi, tant en termes de volumes (+22,8 %) que de prix de vente moyen, sont en augmentation.

Asie

	Thaïlande	Inde	Autres pays*	TOTAL Asie
Cimenteries	2	2	2	6
Centres de broyage	1	1	-	2
Carrières	-	-	-	-
Centrales à béton	33	-	1	34

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Thaïlande	194,1	180,2	23,5	15,0	24,5	14,7	8,0	(7,3)	11,6	7,2	863	846
Inde	223,5	169,8	57,2	36,0	57,2	35,9	38,7	20,2	42,7	68,9	797	787
Autres pays*	81,8	98,9	1,0	17,3	1,1	17,1	(8,6)	7,2	6,5	7,9	604	758
TOTAL	499,4	449,0	81,8	68,2	82,8	67,7	38,1	20,0	60,8	84,0	2 264	2 391

* Chine et Kazakhstan.

Thaïlande

En 2011, l'économie a enregistré une progression modeste en raison des inondations qui ont touché le pays au cours du dernier trimestre. Les mesures adoptées par le gouvernement devraient toutefois permettre de relancer la croissance en 2012.

Au cours de l'exercice 2011, les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché national ont augmenté légèrement (+0,4 %). Les ventes totales de ciment et clinker, y compris les exportations, sont restées stables.

L'évolution des prix de vente moyens a suivi une tendance favorable, en particulier au cours des neuf premiers mois de l'exercice.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus par le Groupe ont diminué de 7,2 % par rapport à 2010.

Les résultats opérationnels ont enregistré une forte amélioration en raison de l'augmentation du chiffre d'affaires grâce essentiellement à l'effet prix. L'accroissement du coût des combustibles a néanmoins atténué la progression des résultats.

Inde

En 2011, l'économie a subi un ralentissement qui s'est répercuté sur le secteur de la construction et la progression de la consommation de ciment a été inférieure aux attentes. Le pays a en outre dû faire face aux pressions inflationnistes en multipliant les interventions de la banque centrale d'où une forte dépréciation de la monnaie locale par rapport à l'euro.

Par ailleurs, le contexte d'instabilité politique et les tensions liées aux mouvements séparatistes ont également accru le niveau d'incertitude relatif à ce pays.

Dans un contexte de concurrence accrue due à l'arrivée sur le marché de nouvelles capacités de production, l'évolution favorable au cours du dernier trimestre de la consommation de ciment sur les marchés d'activité du Groupe au sud du pays a permis de clôturer l'exercice avec une consommation de ciment en légère progression par rapport à 2010. Les volumes de ciment vendus par le Groupe ont augmenté de 7,8 % sur le marché national (+8,5 % si l'on considère les ventes totales de ciment et clinker) après le transfert en juin de la production du centre de broyage à Chennai.

Après leur effondrement au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2010, les prix de vente moyens ont enregistré une forte reprise sur les neuf premiers mois de 2011 et une stabilisation au quatrième trimestre.

Les résultats opérationnels ont fortement progressé en raison essentiellement de l'augmentation des prix moyens de vente, en partie atténuée par l'augmentation du coût du charbon (particulièrement forte au quatrième trimestre) et par un effet de change défavorable.

Message du directeur général	Événements significatifs de l'exercice 2011	40
Présentation du Groupe	Analyse de l'activité et des résultats consolidés	40
Commentaires sur l'exercice	Investissements et financement	46
Comptes consolidés	Commentaires par pays	48
Comptes annuels de Ciments Français SA	Litiges et procédures en cours	54
Gouvernement d'entreprise	Événements postérieurs à la clôture et perspectives	54
Informations sur la société et le capital	Perspectives	54
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Autres pays

En **Chine**, au cours de 2011, la croissance de l'économie a profité au secteur de la construction. Les volumes totaux de ciment et clinker vendus par le Groupe ont cependant diminué de 5,2 % sous l'effet d'une concurrence exacerbée suite au démarrage de nouvelles capacités de production. La diminution des prix de vente moyens associée à la baisse des volumes et l'augmentation du coût du charbon ont conduit à une baisse significative des résultats opérationnels par rapport à l'exercice précédent.

Au **Kazakhstan**, la consommation de ciment a augmenté en 2011.

Toutefois, les volumes de ciment vendus par le Groupe ont diminué de 18,8 %, pénalisés non seulement par l'éloignement des marchés d'activité ayant bénéficié de nouvelles infrastructures mais aussi par la présence de capacités de production excédentaires dans le sud du pays.

Malgré l'évolution prix de vente favorable, les résultats opérationnels sont en baisse en raison de l'effet volume négatif et de l'augmentation des coûts variables (coûts énergétiques et transport).

Négoce ciment/clinker

Centre de broyage	1
Terminaux	3
Centrales à béton	2

	Chiffre d'affaires*		Résultat brut d'exploitation courant		Résultat brut d'exploitation		Résultat d'exploitation		Investissements industriels (corporels)		Effectifs fin de période (nombre)	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
TOTAL	183,4	229,3	9,8	14,4	9,8	14,4	6,6	11,2	2,1	2,5	340	369

* Avant éliminations intra-Groupe.

Au cours de l'exercice, les volumes de ciment et clinker vendus enregistrent une baisse de 27,1 % imputable pour l'essentiel à l'évolution défavorable au premier semestre.

La diminution des volumes résulte pour une large part de la chute des ventes intra- Groupe de clinker (en particulier depuis l'Égypte et la Thaïlande).

Les résultats opérationnels sont en diminution par rapport à 2010.

2.5 Litiges et procédures en cours

Les litiges en cours faisant l'objet de provisions ainsi que les litiges éventuels sont indiqués en note 21 des notes explicatives aux comptes consolidés.

2.6 Événements postérieurs à la clôture

En février 2012, Ciments Français a conclu un accord avec la société turque Cimsa Cimento Sanayi ve Ticaret A.S. pour la vente des 51 % du capital d'Afyon Cimento encore détenus pour environ 25 millions d'euros. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes turques et devrait être achevée au cours du premier semestre 2012.

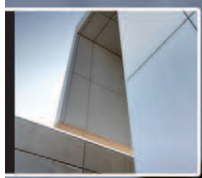
2.7 Perspectives

L'année 2012 devrait connaître une plus grande stabilité des marchés dans lesquels opère le Groupe. Les volumes vendus devraient se maintenir à un niveau équivalent à 2011 avec une amélioration en Amérique du Nord et au Maroc et des baisses en Europe du Sud. L'Égypte reste un facteur d'incertitude.

Les prix devraient évoluer plus favorablement et compenser partiellement la hausse des coûts de l'énergie et l'impact de l'inflation sur les coûts fixes. Par ailleurs, les programmes d'amélioration de la productivité lancés en 2011 devraient permettre une légère progression des résultats opérationnels en 2012.

Le groupe lance un nouveau cycle d'investissement en 2012 portant sur son outil industriel, principalement en Inde (Gulbarga) et en Bulgarie. Au Maroc, le Groupe prévoit une nouvelle phase d'expansion après le lancement de l'usine d'Aït Baha.

Les investissements devraient par ailleurs être largement financés par ressources internes, avec une situation d'endettement net qui resterait stable sur l'ensemble de l'année.



3

Comptes consolidés

3.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
3.2	État de la situation financière consolidée	60
3.3	Compte de résultat consolidé	62
3.4	État du résultat global consolidé	63
3.5	État des variations des capitaux propres consolidés	64
3.6	État des flux de trésorerie consolidés	65
3.7	Notes explicatives aux comptes consolidés	66

3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Ciments Français S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. Ces conditions sont décrites dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Estimations comptables:

Actifs non courants

Notre groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs non courants, selon les modalités décrites dans les notes 1-11 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 1-11, 5, 6 et 7 donnent une information appropriée.

Engagements de retraite

Les notes 1-17 et 20 de l'annexe aux comptes consolidés précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraite et autres engagements assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par des actuaires. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1-17 et 20 donnent une information appropriée.

Provisions

Notre groupe constitue des provisions pour couvrir les risques et litiges, selon les modalités décrites dans les notes 1-19 et 21 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans le groupe permettant leur recensement, leur évaluation, et leur traduction comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 15 mars 2012

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc



Pierre-Henri Pagnon

3.2 État de la situation financière

Actif

(en millions d'euros)

	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Immobilisations corporelles	5	3 616,7	3 867,7
Immeubles de placement		10,6	19,4
Écarts d'acquisition	6	1 505,6	1 565,6
Immobilisations incorporelles	7	47,9	65,8
Participations dans les entreprises associées	8	211,0	207,9
Autres titres de participation	9	71,4	124,4
Impôts différés actif	22	17,4	19,6
Autres actifs non courants	10	72,3	59,3
Total actifs non courants		5 552,8	5 929,6
Stocks	11	600,7	599,5
Clients	12	441,0	484,7
Autres débiteurs courants	13	221,2	212,2
Créances d'impôt		22,5	29,9
Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers		12,3	5,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36	577,5	489,1
Total actifs courants		1 875,3	1 820,5
Total actif		7 428,0	7 750,2

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Passif

(en millions d'euros)	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Capital	14	143,1	145,5
Primes		946,2	946,2
Réserves	15	125,7	184,3
Actions propres	16	(4,0)	(8,4)
Résultats accumulés		2 210,9	2 152,2
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		3 422,0	3 419,8
Participations ne donnant pas le contrôle	18	835,7	848,2
Capitaux propres		4 257,7	4 268,0
Dettes financières	19	1 327,8	1 582,5
Provisions pour avantages du personnel	20	123,4	129,7
Autres provisions	21	165,6	171,8
Impôts différés passif	22	212,3	230,1
Autres dettes et passifs non courants		14,1	6,9
Total passifs non courants		1 843,2	2 121,1
Dette court terme et découverts bancaires	19	40,1	86,1
Dettes financières	19	249,7	241,1
Fournisseurs et autres créditeurs		498,2	473,4
Provisions	21	2,0	3,5
Dette d'impôt		41,8	54,6
Autres passifs courants	23	495,4	502,3
Total passifs courants		1 327,1	1 361,1
Total capitaux propres et passifs		7 428,0	7 750,2

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

3.3 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	2011		2010		Variation
		Montants	%	Montants	%	2011/2010
Chiffre d'affaires	4	3 886,3	100,0 %	4 040,3	100,0 %	- 3,8 %
Autres produits de l'activité		12,0		13,0		
Production stockée		(1,4)		33,9		
Production immobilisée		10,9		24,2		
Achats et consommations	25	(1 581,7)		(1 635,2)		
Services extérieurs	26	(943,6)		(914,7)		
Charges de personnel	27	(631,9)		(629,9)		
Autres produits (charges) d'exploitation	28	(48,2)		(51,6)		
Résultat brut d'exploitation courant	4	702,4	18,1 %	880,0	21,8 %	- 20,2 %
Plus (moins) values de cession	29	23,6		(2,3)		
Autres produits (charges) non courants	29	(4,6)		(7,2)		
Résultat brut d'exploitation	4	721,3	18,6 %	870,5	21,5 %	- 17,1 %
Amortissements	5	(358,6)		(364,7)		
Dépréciations d'actifs	5, 6 & 7	(53,4)		(8,0)		
Résultat d'exploitation	4	309,3	8,0 %	497,8	12,3 %	- 37,9 %
Produits financiers	30	61,5		35,0		
Charges financières	30	(102,8)		(108,0)		
Gains (pertes) de change & variations de juste valeur des instruments dérivés	30	(9,3)		7,0		
Dépréciations de titres de participation	30	(0,1)		(0,4)		
Résultat financier	30	(50,7)		(66,5)		- 23,6 %
Quote-part de résultat des entreprises associées	8	20,1		18,3		
Résultat avant impôts		278,7	7,2 %	449,7	11,1 %	- 38,0 %
Impôts	31	(111,4)		(113,0)		
Résultat net des activités poursuivies		167,3	4,3 %	336,6	8,3 %	- 50,3 %
Dont part attribuable aux :						
- Propriétaires de la société mère		108,3		221,0		- 51,0 %
- Participations ne donnant pas le contrôle		59,0		115,6		- 49,0 %
Résultat net des activités abandonnées		106,9		(18,7)		
Dont part attribuable aux :						
- Propriétaires de la société mère		106,9		(18,7)		
- Participations ne donnant pas le contrôle		-		-		
Résultat net		274,2	7,1 %	317,9	7,9 %	- 13,7 %
Dont part attribuable aux :						
- Propriétaires de la société mère du Groupe		215,3		202,3		
- Participations ne donnant pas le contrôle		59,0		115,6		

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

(en millions d'euros)	Notes	2011		2010		Variation
		Montants	%	Montants	%	2011/2010
Résultat de base par action (en euros)	33					
Activités poursuivies et abandonnées						
- Résultat de base		5,97		5,58		
- Résultat dilué		5,97		5,58		
Activités poursuivies						
- Résultat de base		3,01		6,10		
- Résultat dilué		3,00		6,10		

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

3.4 État du résultat global (Note 32)

(en millions d'euros)	2011	2010
	Montants	Montants
Résultat net	274,2	317,9
Ajustements de juste valeur sur :		
Titres disponibles à la vente	(41,8)	38,2
Instruments dérivés de couverture	11,7	5,1
Différences de conversion	(29,8)	184,2
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(2,8)	(1,8)
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées	0,9	11,2
Autres éléments du résultat global	(61,8)	237,0
Total du résultat global	212,4	554,9
Attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère	156,4	406,0
Participations ne donnant pas le contrôle	56,0	148,9

3.5 État des variations des capitaux propres

(en millions d'euros)

	RÉSERVES						Actions propres	Résultats accumulés	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital	Primes d'émission	Titres disponibles à la vente	Dérivés	Autres réserves	Différences de conversion					
Solde au 1^{er} janvier 2010	145,4	945,0	18,1	(7,5)	101,1	(133,7)	(8,5)	2 056,1	3 115,9	780,6	3 896,5
Résultat net de la période								202,3	202,3	115,6	317,9
Autres éléments du résultat global			38,4	3,3		162,0			203,7	33,3	237,0
Résultat global 2010			38,4	3,3		162,0		202,3	406,0	148,9	554,9
Paiement en actions					2,6				2,6		2,6
Dividendes								(108,7)	(108,7)	(76,9)	(185,5)
Augmentation de capital	0,1	1,2							1,3		1,3
Actions propres attribuées suite aux levées d'options							0,1		0,1		0,1
Variations de périmètre et autres								2,5	2,5	(4,4)	(2,0)
Solde au 31 décembre 2010	145,5	946,2	56,4	(4,1)	103,7	28,3	(8,4)	2 152,2	3 419,8	848,2	4 268,0
Résultat net de la période								215,3	215,3	59,0	274,2
Autres éléments du résultat global			(42,1)	8,9		(25,7)			(58,9)	(3,0)	(61,8)
Résultat global 2011			(42,1)	8,9		(25,7)		215,3	156,4	56,0	212,4
Paiement en actions					0,3				0,3		0,3
Dividendes								(162,7)	(162,7)	(79,4)	(242,1)
Augmentation de capital											
Achat net d'actions propres							(35,9)		(35,9)		(35,9)
Annulation d'actions propres	(2,4)						40,3	(37,9)			
Variations de périmètre et autres								44,1	44,1	10,9	55,1
Solde au 31 décembre 2011	143,1	946,2	14,3	4,8	104,0	2,6	(4,0)	2 210,9	3 422,0	835,7	4 257,7

Voir les Notes explicatives qui font partie intégrante des comptes consolidés.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

3.6 État des flux de trésorerie (Note 36)

(en millions d'euros)	2011	2010
Flux de trésorerie générés par l'activité		
Résultat avant impôts	278,7	449,7
Ajustements pour :		
Amortissements et dépréciations	412,4	373,1
Extourne du résultat non distribué des entreprises associées	(4,7)	0,2
Plus et moins-values de cession	(48,5)	(2,5)
Variation des engagements de retraite et autres provisions	(10,9)	6,5
Stock-options	0,3	2,6
Charges financières, nettes	58,4	81,3
Flux avant impôts, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement	685,7	910,9
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	53,9	66,7
Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	739,6	977,6
Frais financiers nets payés	(67,2)	(78,7)
Dividendes reçus	1,8	2,4
Impôts payés	(125,3)	(113,7)
TOTAL ACTIVITÉ	549,0	787,6
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Investissements incorporels	(1,4)	(2,1)
Investissements corporels	(299,5)	(402,1)
Investissements financiers nets de la trésorerie des sociétés acquises	0,1	(19,6)
Cessions d'immobilisations nettes de la trésorerie des sociétés cédées	90,6	13,1
(Émissions) remboursements nets de prêts et autres actifs financiers long terme	(2,7)	(0,1)
TOTAL INVESTISSEMENT	(212,9)	(410,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Émissions d'emprunts long terme	56,5	677,2
Remboursements d'emprunts long terme	(306,7)	(808,9)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(29,8)	(84,5)
Augmentation de capital	-	1,3
Achats d'actions propres	(35,9)	0,1
Distribution de dividendes	(242,0)	(185,5)
Autres ressources (emplois)	61,5	(7,0)
TOTAL FINANCEMENT	(496,5)	(407,3)
Incidence des variations des devises sur la trésorerie et divers	(8,1)	22,4
Flux nets liés aux activités abandonnées	256,9	0,1
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	88,4	(8,0)
Trésorerie d'ouverture	489,1	497,2
Trésorerie de clôture	577,5	489,1
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	88,4	(8,0)
(1) Dont amélioration (dégradation) liée au programme de cessions de créances (cf. note 12)	10,9	(12,7)

3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés

- Note 1 - Principales règles et méthodes comptables
- Note 2 - Taux de conversion
- Note 3 - Variations du périmètre de consolidation
- Note 4 - Information sectorielle
- Note 5 - Immobilisations corporelles
- Note 6 - Écarts d'acquisition
- Note 7 - Immobilisations incorporelles
- Note 8 - Participations dans les entreprises associées
- Note 9 - Autres titres de participation
- Note 10 - Autres actifs non courants
- Note 11 - Stocks
- Note 12 - Clients
- Note 13 - Autres débiteurs courants
- Note 14 - Capital social
- Note 15 - Réserves
- Note 16 - Actions propres
- Note 17 - Dividendes payés
- Note 18 - Participations ne donnant pas le contrôle
- Note 19 - Situation financière
- Note 20 - Retraites, prévoyance et autres avantages accordés aux salariés
- Note 21 - Autres provisions et passifs éventuels
- Note 22 - Impôts sur les bénéfices
- Note 23 - Autres passifs courants
- Note 24 - Engagements hors bilan
- Note 25 - Achats et consommations
- Note 26 - Services extérieurs
- Note 27 - Charges de personnel
- Note 28 - Autres produits et autres charges d'exploitation
- Note 29 - Autres produits et charges non courants
- Note 30 - Résultat financier
- Note 31 - Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat
- Note 32 - Autres éléments du résultat global
- Note 33 - Résultat par action
- Note 34 - Transactions avec les parties liées
- Note 35 - Participation dans les coentreprises
- Note 36 - Tableau des flux de trésorerie
- Note 37 - Activités abandonnées
- Note 38 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice
- Note 39 - Périmètre de consolidation

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA au 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 29 février 2012, qui en a autorisé la publication au 2 mars 2012.

Ciments Français SA est une société anonyme de droit français cotée sur Euronext Paris.

Note 1 - Principales règles et méthodes comptables

1.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA reflètent la situation comptable de Ciments Français et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts dans les entreprises associées et les coentreprises. Ils sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la clôture de l'exercice. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2011 mais non encore adoptées par l'Union européenne à cette date.

De nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne, présentés ci-après, sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011. Ils n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Normes :

- **Amendement à IAS 32** « Instruments financiers – Présentation », adopté par l'Union européenne en décembre 2009. L'amendement concerne le classement des droits de souscription émis en devises.
- **IAS 24 révisée** « Information relative aux parties liées », adoptée par l'Union européenne en juillet 2010. Les informations à fournir par les entreprises publiques sont allégées et des précisions sont apportées à la définition d'une partie liée.

Interprétations :

- **Amendement à IFRIC 14** « Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum », adopté par l'Union européenne en juillet 2010. L'amendement concerne les paiements d'avance d'exigences de financement minimal.
- **IFRIC 19** « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres », adoptée par l'Union européenne en juillet 2010.

Des changements intervenus dans le cadre du programme d'amélioration annuel des IFRS sur les normes IAS 1, 21, 28, 31, 32, 34, 39 et IFRS 1, 3, 7, 8 ainsi que l'interprétation IFRIC 13 sont également d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne mais dont l'application n'est pas obligatoire en 2011, à savoir :

- **Amendement à IFRS 7** « Instruments financiers – informations à présenter en annexe », adoptée par l'Union européenne en novembre 2011. L'amendement concerne les transferts d'actifs financiers (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2011).

Les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2011 sous réserve de leur adoption par l'Union européenne sont les suivants :

- **Amendement à IAS 12** « Impôts sur le résultat », concernant le recouvrement des actifs sous-jacents (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2012).

- **Amendement à IAS 1** « Présentation des états financiers », concernant les autres éléments du résultat global (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012).
- **Amendements à IAS 19** « Engagements de retraite » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **Amendement à IAS 32** « Instruments financiers – Présentation », concernant la compensation des actifs et passifs financiers (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2014).
- **IAS 27 révisée** « États financiers individuels » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **IAS 28 révisée** « Entreprises associées » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **IFRS 9** « Instruments financiers », norme devant progressivement remplacer IAS 39, et dont le processus d'adoption par l'Union européenne est suspendu (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015).
- **IFRS 10** « États financiers consolidés » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **IFRS 11** « Partenariats » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **IFRS 12** « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **IFRS 13** « Évaluation à la juste valeur » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).
- **IFRIC 20** « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013).

1.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les actifs financiers disponibles à la vente. La valeur comptable des actifs et passifs qui font l'objet de couvertures est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts. Les états financiers consolidés sont présentés en euros arrondis au dixième de million le plus proche.

Les postes du bilan sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants. Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent les actifs courants du Groupe. Les autres actifs constituent les actifs non courants. Les dettes dont l'échéance intervient au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent les dettes courantes. Les autres dettes sont non courantes.

Le compte de résultat est présenté par nature.

Le tableau des flux est présenté suivant la méthode indirecte.

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux principes comptables internationaux, nécessite la prise en compte, par la Direction du Groupe, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, tels que les amortissements et les provisions, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles servent de base à l'exercice du jugement dans le cadre des valeurs comptables de certains actifs et passifs. Ces hypothèses et estimations sont revues à chaque clôture. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses. Les estimations et hypothèses, qui ont été établies en prenant en compte le contexte de crise actuel rendant difficile l'appréhension des perspectives économiques, sont notamment sensibles en matière de tests de perte de valeur des actifs immobilisés qui est largement fondée sur les estimations de flux de trésorerie futurs et des hypothèses de taux d'actualisation et de taux

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

de croissance (voir note 6.2), et en matière de provisions notamment relatives aux litiges (voir note 21), engagements de retraite et autres avantages long terme (voir note 20), aux provisions pour réaménagement de site, en matière de valorisation des titres de participation disponibles à la vente (voir note 9), d'instruments dérivés (voir note 19), et la constatation d'actifs d'impôts différés (voir note 31).

Certains pays dans lesquels le Groupe est présent via des filiales ou des investissements financiers, notamment l'Égypte et la Syrie, connaissent des événements politiques entraînant des tensions et incertitudes sur l'environnement économique, avec en particulier des augmentations de coûts salariaux et de protection des actifs et des personnes, ainsi que parfois des interruptions momentanées de la production. Cependant, dans ces pays, les besoins à moyen terme en ciment restent élevés.

1.3 Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Afin de déterminer le contrôle, sont également pris en compte les droits de vote potentiels de titres exerçables ou convertibles.

Les états financiers des filiales sont consolidés ligne à ligne dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais qu'il ne contrôle pas. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût. La valeur comptable dans les états financiers est ensuite augmentée ou diminuée des changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue et de toute perte de valeur. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise associée est comptabilisée en résultat sur une ligne spécifique à partir de la date où le Groupe exerce une influence notable et jusqu'à la date où elle cesse.

Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce avec un ou plusieurs partenaires un contrôle conjoint de leur activité en vertu d'un accord contractuel. Le contrôle conjoint suppose que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles doivent être prises par consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est enregistrée dans chaque catégorie d'actifs et de passifs pour la quote-part contrôlée par le Groupe. Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et transactions intra-Groupe, y compris les résultats internes provenant des transactions intra-Groupe, sont totalement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées sont éliminés en déduction de l'investissement.

Périmètre de consolidation

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 39.

1.4 Regroupements d'entreprises

Regroupements à compter du 1^{er} janvier 2010

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe acquiert le contrôle, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les intérêts minoritaires sont comptabilisés soit à leur juste valeur, soit en proportion de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise, l'option étant possible au cas par cas pour chaque acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition sont enregistrés en charges.

Si le regroupement s'effectue par achats successifs, la quote-part détenue antérieurement à la date d'acquisition est réévaluée à sa juste valeur par le compte de résultat.

L'écart d'acquisition est déterminé comme la différence positive entre, d'une part, la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée le cas échéant de la juste valeur de la quote-part détenue antérieurement et du montant des intérêts minoritaires, et d'autre part, le solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat. L'écart d'acquisition est ensuite maintenu à son coût d'origine, diminué le cas échéant des pertes de valeur enregistrées.

Au-delà d'une période d'un an, les éventuels ajustements de valeurs attribuées à la date d'acquisition aux actifs identifiables ou passifs repris sont comptabilisés en résultat ; il en est de même des ajustements du coût d'acquisition quand ils portent sur un passif financier.

En cas d'acquisition complémentaire de titres d'une entité déjà contrôlée, l'écart entre le prix d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires est enregistré en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ; la valeur consolidée des actifs, passifs et écarts d'acquisition de l'entité est inchangée. De même, en cas de cession partielle de titres d'une entité contrôlée sans perte de contrôle, l'écart entre le prix de cession et la quote-part de capitaux propres de l'entité contrôlée est enregistré en variation des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.

Les engagements de rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées sont constatés en dettes pour le montant actualisé du prix d'exercice de l'option de vente, en contrepartie des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère ; les variations ultérieures de la dette suivent le même traitement.

Regroupements antérieurs au 1^{er} janvier 2010

Les méthodes comptables appliquées aux regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 différaient des règles ci-dessus, principalement sur les points suivants :

- Les frais directement attribuables aux opérations de regroupement d'entreprise étaient ajoutés au coût d'acquisition. Cependant, les frais d'acquisition engagés en 2009 pour des regroupements d'entreprises postérieurs ont été enregistrés en charges sur l'exercice 2009 ;
- Les intérêts minoritaires étaient comptabilisés en proportion de la juste valeur des actifs nets acquis ;
- En cas de regroupement par achats successifs, chaque transaction importante était traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et de l'écart d'acquisition en résultant. Lorsqu'un achat complémentaire permettait l'obtention du contrôle, la part d'intérêt détenue précédemment était réévaluée sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire, et la contrepartie de la réévaluation était enregistrée en capitaux propres.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités rétrospectivement.

Par ailleurs, les engagements de rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés contrôlées ont été constatés en dette pour le montant actualisé du prix d'exercice de l'option de vente. Les intérêts minoritaires correspondants ont été annulés, et la différence enregistrée en écart d'acquisition, ainsi que les variations ultérieures de la dette.

1.5 Méthodes de conversion

La monnaie fonctionnelle de Ciments Français SA et de ses opérations situées dans la zone euro est l'euro. La monnaie fonctionnelle des opérations situées hors de la zone euro est généralement la monnaie locale. La monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe Ciments Français est l'euro.

Transactions en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle

Les opérations en devises étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devise étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées en résultat.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devise étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au taux de change à la date de transaction. Ceux évalués à la juste valeur sont convertis au taux de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des états financiers des opérations situées à l'étranger

À la date de clôture, les actifs et passifs des filiales, entreprises associées et coentreprises dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les charges et produits sont convertis au taux de change moyen de la période. À compter du 1^{er} janvier 2004, date de transition aux IFRS, les écarts de change résultant de cette conversion sont affectés directement sous une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de cessions ultérieures des investissements nets libellés en devise étrangère, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est constaté en résultat.

En application d'une exemption offerte par la norme IFRS 1, les écarts de conversion cumulés résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaies autres que l'euro, antérieurs au 1^{er} janvier 2004, ont été reclassés en report à nouveau à cette date et ne donneront pas lieu à une comptabilisation en résultat lors de la cession ultérieure des investissements nets libellés en devise étrangère.

1.6 Immobilisations corporelles

Coût d'acquisition

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer du bien dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation. Les coûts de production comprennent les coûts de matériels utilisés et la main-d'œuvre directe. Les intérêts des capitaux empruntés par le Groupe pour financer des investissements pendant la période de pré-exploitation sont incorporés au coût de l'immobilisation dans les conditions décrites en section 1.1.

Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes, ils sont comptabilisés séparément.

Dépenses ultérieures

Les dépenses de maintenance et de réparation sont enregistrées en charges au cours de la période où elles sont encourues. Les dépenses relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont capitalisées et enregistrées comme un actif distinct et l'actif remplacé est sorti du bilan.

Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains, à l'exception des terrains de carrières, ne sont pas amortis.

Carrières

Les coûts de découverte et d'aménagement permettant l'exploitation des carrières constituent des composants de la carrière amortis sur la période pendant laquelle les avantages liés aux coûts engagés sont attendus.

Les terrains de carrières sont amortis en fonction des tonnages extraits sur l'exercice par rapport à la capacité d'extraction totale estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation.

Lorsqu'il existe une obligation légale ou contractuelle de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée (voir note 21). La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée au stade d'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat. Les coûts de démantèlement d'installation de carrières sont enregistrés à l'origine en contrepartie du coût de l'immobilisation et amortis sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation.

1.7 Location financement

Les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers dans lesquels le Groupe a conservé en substance la quasi-totalité des risques et avantages sont qualifiés de location financement.

Les biens acquis en location financement sont enregistrés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant.

Les principes d'amortissement et de valorisation ultérieure de l'actif sont similaires à ceux des autres immobilisations corporelles.

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est effectivement conservée par le bailleur, sont qualifiés de location simple. Les charges de location sont enregistrées en résultat et réparties de façon linéaire sur la durée du contrat.

1.8 Immeubles de placement

Les biens immobiliers sont classés dans cette catégorie lorsqu'ils sont détenus en vue de percevoir des revenus locatifs ou de valoriser un patrimoine immobilier plutôt que de les utiliser pour la production. Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

1.9 Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises (voir note 1.4) ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004. À compter de la date d'acquisition, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des effets de synergie de l'acquisition en vue de procéder à leur évaluation ultérieure.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une évaluation systématique annuelle ou lorsqu'il survient un indice de perte de valeur selon la procédure de dépréciation d'actifs décrite en note 1.11. Lorsque l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et qu'une activité a été cédée au sein de cette unité, l'écart d'acquisition imputable à l'activité cédée est inclus dans la valeur comptable de l'unité cédée et évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'activité conservée.

1.10 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût, celles acquises lors de regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition. L'amortissement est constaté sur la base de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Le Groupe n'a pas identifié d'immobilisations incorporelles, qui auraient une durée de vie indéfinie, autres que les écarts d'acquisition.

1.11 Dépréciation des actifs non courants

Les actifs qui ont une durée de vie indéfinie (les écarts d'acquisition) et qui ne sont pas amortis font l'objet d'un test de dépréciation systématique une fois par an et à chaque fois qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable. Le test de dépréciation est réalisé pour chaque clôture annuelle, de façon systématique sur toutes les unités génératrices de trésorerie sur lesquelles un écart d'acquisition a été affecté.

Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation dès lors qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable.

Le montant de la dépréciation enregistré correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est notamment appréciée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés sur des périodes allant jusqu'à 9 ans pour tenir compte des caractéristiques de l'activité du Groupe et des spécificités des cycles propres aux différents marchés concernés. Les valeurs terminales sont déterminées en fonction des flux de trésorerie de référence reflétant les rentabilités normales des marchés. Les actifs sont testés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'un découpage opérationnel. Le taux d'actualisation retenu est déterminé pour chaque groupe d'actifs testé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les pertes de valeur comptabilisées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises. Pour les autres actifs, lorsqu'un indice montre que la perte de valeur constatée antérieurement pourrait ne plus être fondée, la perte de valeur est reprise à hauteur du plus petit montant entre la nouvelle valeur et la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif s'il n'avait pas été déprécié.

1.12 Titres de participation et autres actifs financiers

L'ensemble des titres et actifs financiers est enregistré à l'origine à la juste valeur majorée des frais d'acquisition liés à l'opération. L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de la catégorie dans laquelle ils ont été classés : actifs financiers évalués à la juste valeur en résultat, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et actifs disponibles à la vente.

Les « actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat » sont classés en actifs financiers courants et sont évalués à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur sont constatés en résultat financier.

Les placements détenus avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance sont classés en actifs financiers courants si leur maturité est inférieure à un an et en actifs financiers non courants si leur maturité excède un an. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif à l'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont constatés en réserves dans les capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement sauf en cas de dépréciation significative ou prolongée de ces actifs, auquel cas, la perte nette cumulée en capitaux propres est enregistrée en résultat.

1.13 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût d'achat ou de production (établis suivant la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

Pour les produits finis ou semi-finis, la valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsqu'une baisse du prix des matières premières implique une baisse de la valeur de réalisation des produits finis en deçà de leur coût de production, les matières premières sont dépréciées pour que leur valeur corresponde au coût de remplacement.

La valeur nette de réalisation tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence et à la rotation lente des stocks.

Les matières premières, les fournitures et les pièces de rechange sont évaluées au coût d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'achat inclut les dépenses encourues pour acheter et acheminer les produits jusqu'au lieu de stockage.

Les coûts de production des produits finis et des produits en-cours comprennent le coût des matières premières et de la main d'œuvre directe et une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des coûts de leur financement.

1.14 Clients et autres débiteurs

Les créances clients et autres créances sont reconnues et comptabilisées à la juste valeur majorée des coûts de transaction, diminuée de la dépréciation correspondant aux montants non recouvrables.

Déconsolidation des actifs financiers :

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque :

- Les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration ;
- Le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, mais a transféré le contrôle de l'actif financier.

Lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ont été transférés mais que le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, ni transféré le contrôle de l'actif financier, il continue à comptabiliser l'actif financier transféré à hauteur de son implication continue dans l'actif.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

1.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme et les autres placements de trésorerie ayant une échéance inférieure à trois mois à l'origine de la transaction. Dans le Groupe, les découverts bancaires constituent un moyen de financement et non une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les produits de placement en euros sont des OPCVM classés par l'AMF dans la catégorie « monétaire euro » ou qui sont classés comme tels par l'autorité de régulation du pays concerné.

Pour les placements de trésorerie en euros ou autres devises ne répondant pas à la catégorie monétaire euro, ces OPCVM sont conformes à la définition des équivalents de trésorerie donnée par la norme IAS 7 : référence du placement basé sur l'indice du marché monétaire considéré, durée de placement généralement inférieure ou égale à trois mois, valeur liquidative quotidienne ou hebdomadaire, placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie eu égard aux faibles volatilité et sensibilité historiques, montant de cession du produit aisément prévisible, performance principalement liée à l'évolution du marché monétaire.

1.16 Impôts

Les impôts courants sont constatés en conformité avec les règles en vigueur dans chacun des pays.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces éléments pourront être imputés.

Seules les différences temporelles imposables ou déductibles générées dans les cas suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'un passif d'impôt différé ou d'un actif d'impôt différé :

- les différences temporelles imposables liées à l'écart d'acquisition ;
- les différences temporelles imposables ou déductibles résultant de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal ;
- les différences temporelles liées aux participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises :
 - sur les différences temporelles imposables lorsque la société contrôle la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible,
 - sur les différences temporelles déductibles s'il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans un avenir prévisible et qu'elles puissent être imputées sur un bénéfice imposable.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de cet actif d'impôts différés. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les impôts relatifs aux éléments reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

1.17 Engagements de retraite et autres avantages assimilés

Principaux types de régime et traitement comptable

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse des cotisations définies à une société d'assurance ou à un fonds de pension et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Ces cotisations, versées en contrepartie des services rendus par les salariés, sont constatées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement futur pour le Groupe. Le risque actuariel et les risques de placement incombent alors à l'entreprise. Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires et des coûts médicaux, taux d'actualisation, rendement attendu des placements financiers).

Lorsque les régimes à prestations définies sont partiellement ou intégralement financés par des cotisations versées à un fonds distinct ou à une compagnie d'assurances, les actifs de ces entités sont évalués à leur juste valeur.

L'obligation est alors enregistrée au bilan, déduction faite de la valeur des actifs du régime qui couvrent cette obligation.

Traitement des écarts actuariels

Conformément à la norme IFRS 1, relative à la première adoption des IFRS, le Groupe a opté, en ce qui concerne les retraites et engagements similaires, pour la constatation par les capitaux propres des écarts actuariels non amortis figurant au bilan au 1^{er} janvier 2004.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre, ainsi que de tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport aux hypothèses actuarielles retenues en début d'exercice.

Ces écarts actuariels constituent des écarts à amortir enregistrés à l'actif ou au passif du bilan consolidé. Ils sont amortis par plan selon la méthode dite « du corridor » (écarts excédant 10 % de la valeur de marché du fonds ou de la valeur actualisée de l'obligation), sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime.

Les écarts actuariels sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) et cessation d'activité (préretraite) sont constatés immédiatement en résultat.

Coût des services passés

Les variations des engagements suite à une modification de régime sont étalées sur la période d'acquisition des droits ou enregistrées immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis.

Les coûts des services passés sur les autres avantages à long terme et cessation d'activité sont constatés immédiatement en résultat.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Liquidation et réduction

Les effets de la réduction de droits ou de liquidation de régimes sont constatés en résultat à la date où se produit la réduction ou la liquidation. Le profit ou la perte enregistrée résulte du changement de la valeur actualisée de l'obligation ou du changement de juste valeur de l'actif, ainsi que de la reconnaissance immédiate en résultat des écarts actuariels et coûts des services passés correspondants.

L'obligation et la juste valeur des actifs du régime sont réappréciées en tenant compte des hypothèses actuarielles à la date de la réduction ou de la liquidation.

1.18 Attribution d'options

Depuis 1987, des options de souscription et d'achat d'actions ont été attribuées par le Groupe à certains employés et dirigeants de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par la société. Conformément à IFRS 2, seuls les plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas encore acquis au 1^{er} janvier 2005 ont donné lieu à la constatation d'une charge sur la période d'acquisition des droits. Les options ont été valorisées à leur juste valeur selon la méthode binomiale avec prise en compte du dividende, la volatilité étant déterminée sur la base d'historiques après correction des événements atypiques liés au Groupe. Aucune autre caractéristique d'attribution des options n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur des options a été amortie sur la période d'acquisition des droits. Le montant enregistré en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres a été ajusté du nombre d'options effectivement exerçables au début de la période d'exercice.

1.19 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers. Les provisions sont inscrites à la valeur qui représente la meilleure estimation du montant à payer pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les sorties de trésorerie futures sont actualisées. Le taux d'actualisation reflète les appréciations du marché de la valeur temps de l'argent et de risques spécifiques du passif qui ne seraient pas déjà pris en compte dans l'estimation des sorties de trésorerie. Les variations de provisions actualisées liées à l'écoulement du temps et aux variations des taux d'actualisation sont enregistrées en résultat financier.

Lorsqu'il existe une obligation de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée. La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée à l'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat. Les coûts de démantèlement d'installation sont provisionnés à l'origine par contrepartie du coût de l'immobilisation.

En matière de comptabilisation des quotas d'émission des gaz à effet de serre, le Groupe applique le traitement suivant :

- une provision est constituée en cas de dépassement probable des émissions par rapport aux quotas alloués ;
- les quotas d'émission reçus à titre gratuit dans le cadre de plans nationaux d'allocation ne sont pas enregistrés au bilan (coût nul).

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en œuvre ou que les détails du plan ont fait l'objet d'une annonce publique.

1.20 Prêts et emprunts portant intérêts

Les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à leur juste valeur, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Les prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. À chaque clôture le caractère recouvrable des prêts est apprécié et une dépréciation est constatée lorsqu'il survient un risque de perte sur l'actif.

1.21 Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont initialement comptabilisées à la juste valeur. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les dettes commerciales et autres dettes sont évaluées au coût amorti.

1.22 Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats sur des devises étrangères, des swaps et des options de taux d'intérêt pour se couvrir contre la fluctuation des cours des monnaies étrangères, des quotas d'émission des gaz à effet de serre, et les risques de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. Ils sont présentés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

Comptabilité de couverture

Lorsque les instruments dérivés remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture et satisfont aux tests d'efficacité, les couvertures sont qualifiées, soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future prévue, soit à un engagement ferme.

Les variations de juste valeur des instruments financiers de change et de taux pour la couverture de juste valeur des sous-jacents sont enregistrées en résultat financier. La valeur des dettes et créances couvertes est ajustée des variations de juste valeur attribuables au risque couvert et la contrepartie est également enregistrée en résultat financier.

Les dettes et créances en devises sont évaluées au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée en retenant un taux fixe hors marge de crédit. Concernant les couvertures de flux de trésorerie (contrats d'achats de devises, contrat de swap de taux payeur taux fixe), les variations de prix au comptant ou de la valeur intrinsèque (option de taux, de change) sont comptabilisées dans une réserve spéciale des capitaux propres. Les variations d'intérêt ou de la valeur temps (option de taux, de change), et la partie inefficace de la couverture sont comptabilisées en résultat financier.

Si la transaction future couverte conduit à la reconnaissance d'un actif ou d'un passif non financier, alors au moment où l'actif ou le passif est comptabilisé, les profits et pertes associés à l'instrument dérivé et précédemment enregistrés en capitaux propres sont intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition.

Pour les autres couvertures de flux de trésorerie, les profits et pertes comptabilisés en capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle l'engagement ferme couvert (ou la transaction future) affecte le résultat net. Si l'instrument dérivé ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, le résultat cumulé en capitaux propres à cette date reste en capitaux propres jusqu'à la réalisation de l'engagement couvert.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Lorsque les instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, ils sont classés dans la catégorie des instruments dérivés non qualifiés et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

1.23 Chiffre d'affaires, produits d'intérêts et dividendes

Les produits sont constatés lorsqu'il est probable que des avantages économiques associés à la vente des biens et aux prestations de service vont bénéficier au Groupe et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté pour la juste valeur des montants reçus ou à recevoir en tenant compte des éventuelles remises et ristournes. En ce qui concerne les ventes de biens, elles sont enregistrées lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Locations

Les produits de location de biens immobiliers sont enregistrés en autres produits.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat financier, prorata temporis sur la base du taux d'intérêt effectif.

Dividendes

Les dividendes sont enregistrés en résultat financier lorsque les droits des actionnaires à recevoir ces dividendes sont acquis conformément aux législations locales en vigueur.

1.24 Subventions

Les subventions sont reconnues à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera versée et que toutes les conditions attachées à son obtention seront réalisées. Les subventions d'investissement sont enregistrées dans un compte de produit différé au passif du bilan et amorties de manière linéaire sur la durée de vie du bien qui a fait l'objet de la subvention.

1.25 Gestion du capital

Le Groupe contrôle le capital selon la méthode du ratio : endettement net/capitaux propres. L'endettement net est le résultat de la dette financière (comme indiqué note 19.1) diminuée des disponibilités et des actifs financiers courants et non courants tels que présentés dans l'état de la situation financière consolidée IFRS du Groupe. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres tels qu'ils figurent au bilan ; ils regroupent les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de Ciments Français) et les détenteurs d'intérêts ne donnant pas le contrôle (actionnaires minoritaires des filiales). Le cas échéant, les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres ; leur cession éventuelle n'affecte pas le résultat, le produit net correspondant étant inscrit en augmentation des capitaux propres.

La stratégie du Groupe est de maintenir ce ratio à un niveau qui permette d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création maximale de valeur pour ses actionnaires. Dans ce cadre, le Groupe peut décider de modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser le capital, procéder à l'émission de nouvelles actions, accroître ou réduire sa participation dans des filiales, de même qu'acquérir ou céder des participations.

Note 2 - Taux de conversion

	Taux moyen		Taux à la clôture	
	Exercice 2011	Exercice 2010	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Dollar US	1,39213	1,32588	1,29390	1,33620
Dollar canadien	1,37598	1,36508	1,32150	1,33220
Dirham marocain	11,26141	11,15625	11,11290	11,17980
Livre turque	2,32564	1,98756	2,45920	2,04910
Franc suisse	1,23297	1,38063	1,21560	1,25040
Baht thaï	42,43201	42,02675	40,99100	40,17000
Roupie indienne	64,90042	60,58486	68,71300	59,75800
Ouguiya mauritanien	391,22452	365,68685	374,09200	377,75700
Lek albanais	140,32192	137,74003	139,03600	138,86000
Roupie sri lankaise	153,84847	149,85278	147,38600	148,24700
Livre égyptienne	8,27659	7,47113	7,80328	7,75751
Tenge kazakh	204,12404	195,38110	191,88500	196,96400
Yuan chinois	8,99687	8,97294	8,15880	8,82200
Dinar koweïtien	0,38460	0,38019	0,36056	0,37594

Note 3 - Variations du périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2011 ont concerné :

- la sortie du périmètre de consolidation de la société Set Group Holding (Turquie) cédée à Limak Holding le 25 mars 2011. En application d'IFRS 5, les produits et charges relatifs à cette cession sont regroupés sur la ligne « Résultat des activités abandonnées ». Dans le tableau des flux de trésorerie, les flux liés aux activités cédées sont également isolés. Le compte de résultat et le tableau de flux de l'année 2010 sont retraités selon la même présentation ;
- la sortie du périmètre de consolidation d'Axim (France, USA, Canada, Maroc et Espagne) vendue en décembre 2011 pour 34,7 millions d'euros ;
- au cours de l'année, le pourcentage d'intérêt du Groupe dans Afyon Cimento est passé de 76,5 % à 51,0 %. Le prix de cession reçu net d'impôt, soit 60,7 millions d'euros, a été enregistré en flux de trésorerie liés aux opérations de financement, et l'écart avec la valeur comptable des intérêts cédés a été enregistré en augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère pour 52,1 millions d'euros ;
- par ailleurs, la participation dans Goltas Cimento a également été réduite (cf. note 9).

Les variations de périmètre de l'exercice 2010 n'étaient pas significatives. Elles avaient concerné principalement :

- la consolidation par intégration globale de la société Beton Ata LLP (Kazakhstan) à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
- la sortie du périmètre de consolidation de la société Cementos Capa SL (Espagne), cédée en janvier 2010 ;
- l'absorption par Ciments Français SA de la Société Internationale Italcementi France en décembre 2010.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 4 - Information sectorielle

Les zones géographiques sur lesquelles le Groupe est présent et qui constituent les segments de reporting interne utilisés par la direction opérationnelle sont France/Belgique, Espagne, Grèce, Amérique du Nord, Égypte, Maroc, Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït, Thaïlande, Inde, Chine, Kazakhstan et Négoce ciment/clinker.

La Grèce, la Bulgarie, la Turquie, la Chine, le Kazakhstan et le Koweït, qui ne satisfont pas aux critères requis pour une présentation séparée, sont regroupés dans chaque zone, dans une section intitulée « Autres pays ».

Les métiers du Groupe qui constituent le niveau de reporting interne de second niveau utilisé par la Direction opérationnelle sont l'activité ciment et clinker, l'activité matériaux de construction (granulats et béton) et les autres activités (transports, ajouts...). Les activités opérationnelles sont organisées et gérées par pays et par métier.

La direction évalue la performance des unités à partir du chiffre d'affaires, du résultat brut d'exploitation courant, du résultat brut d'exploitation, du résultat d'exploitation et des capitaux investis.

Les segments géographiques du Groupe sont déterminés selon la localisation des actifs. Les unités vendent essentiellement sur leur marché local. Celles qui exportent vendent généralement vers d'autres pays du Groupe ; les ventes vers les pays hors Groupe sont réalisées via la filiale de négoce (segment international).

Le segment international regroupe l'activité de vente de ciment et de clinker via les terminaux de Gambie, de Mauritanie, du Sri Lanka et d'Albanie, ainsi que les ventes via la filiale de négoce vers des pays où le Groupe n'est pas présent.

Par ailleurs, l'achat de combustibles et leur vente aux filiales sont également effectués par l'activité négoce.

Les chiffres d'affaires après élimination intra-Groupe correspondent donc essentiellement aux ventes réalisées sur les zones de localisation des actifs. Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi. Les prix de transfert entre les segments géographiques ou entre activités correspondent aux conditions normales de marché.

L'origine des revenus des différents secteurs est synthétisée dans le tableau ci-dessous :

	Ciment et clinker	Matériaux de construction		Autres activités			
		Granulats	Béton prêt à l'emploi	Transport	Adjuvants ⁽⁵⁾	Sacherie	Combustibles
Europe de l'Ouest							
France / Belgique	•	•	•	•	•		
Espagne	•	•	•	•	•		
Autre pays ⁽¹⁾	•	•	•				
Amérique du Nord	•	•	•		•		
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient							
Égypte	•		•			•	
Maroc	•	•	•		•		
Autres pays ⁽²⁾	•		•				
Asie							
Thaïlande	•	•	•				
Inde	•						
Autres pays ⁽³⁾	•		•				
Négoce ciment/clinker	•		•				
Autres⁽⁴⁾							•
							•

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït.

(3) Chine, Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

(5) Activité cédée en décembre 2011.

L'information sectorielle reflète la structure organisationnelle et directionnelle du Groupe.

Il n'existe pas de client représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les résultats par pays au 31 décembre 2011 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra-Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Produits et charges financières	Part de résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net des activités poursuivies
France / Belgique	1 589,7	(9,7)	1 580,0	302,8	313,7	215,6		(0,2)			
Espagne	155,4	(33,3)	122,1	18,5	17,6	(21,7)					
Autre pays ⁽¹⁾	41,8	(4,7)	37,1	(1,6)	(1,4)	(19,0)		0,2			
Éliminations intra-zone	(21,5)	21,5	-								
Europe de l'Ouest	1 765,4	(26,3)	1 739,2	319,7	329,9	174,9		(0,1)			
Amérique du Nord	405,1	(0,4)	404,7	16,3	23,0	(45,4)		12,8			
Égypte	551,8	(16,5)	535,3	129,6	129,6	63,2		0,6			
Maroc	353,2	(2,4)	350,8	152,3	153,3	115,8		7,9			
Autres pays ⁽²⁾	122,3	(1,8)	120,5	34,4	34,6	14,8					
Éliminations intra-zone	(0,2)	0,2	-								
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 027,0	(20,5)	1 006,5	316,3	317,5	193,9		8,5			
Thaïlande	194,1	-	194,1	23,5	24,5	8,0					
Inde	223,5	(1,5)	222,0	57,2	57,2	38,7					
Autres pays ⁽³⁾	81,8	-	81,8	1,0	1,1	(8,6)					
Asie	499,4	(1,5)	497,9	81,8	82,8	38,1					
Négoce ciment/clinker	183,4	(19,8)	163,6	9,8	9,8	6,6		(1,1)			
Non affecté ⁽⁴⁾	305,2	(230,9)	74,3	(41,6)	(41,6)	(58,8)					
Éliminations interzones	(299,4)	299,4	-	-	-	-		-			
Postes non affectés par secteurs	-	-	-	-	-	-	(50,7)				
TOTAL GROUPE	3 886,3	-	3 886,3	702,4	721,3	309,3	(50,7)	20,1	278,7	(111,4)	167,3

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït.

(3) Chine, Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et sociétés holding.

Les résultats par pays au 31 décembre 2010 étaient les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra- Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Produits et charges financières	Part de résultat des sociétés mises en équivalence	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net des activités poursuivies
France / Belgique	1 493,8	(12,3)	1 481,5	318,2	316,8	215,5		(0,2)			
Espagne	176,5	(24,7)	151,7	31,6	31,1	7,7					
Autre pays ⁽¹⁾	70,3	(7,7)	62,6	14,5	14,6	10,2		(1,6)			
Éliminations intra-zone	(19,2)	19,2	-	-	-	-		-			
Europe de l'Ouest	1 721,3	(25,5)	1 695,9	364,4	362,4	233,4		(1,8)			
Amérique du Nord	415,4	(0,5)	414,9	25,4	21,7	(48,2)		10,9			
Égypte	788,7	(5,8)	782,9	270,7	270,5	191,1		1,2			
Maroc	326,1	(1,2)	324,9	125,7	122,5	95,8		8,7			
Autres pays ⁽²⁾	128,9	(0,1)	128,8	24,0	24,0	9,4					
Éliminations intra-zone	(0,5)	0,5	-								
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 243,1	(6,4)	1 236,7	420,3	417,0	296,4					
Thaïlande	180,2	(3,6)	176,6	15,0	14,7	(7,3)					
Inde	169,8	-	169,8	36,0	35,9	20,2					
Autres pays ⁽³⁾	98,9	-	98,9	17,3	17,1	7,2					
Asie	449,0	(3,6)	445,3	68,2	67,7	20,0					
Négoce ciment/clinker	229,3	(62,6)	166,7	14,4	14,4	11,2		(0,2)			
Non affecté ⁽⁴⁾	298,2	(217,3)	80,9	(12,8)	(12,8)	(15,1)					
Éliminations interzones	(316,0)	316,0	-	-	-	-		-			
Postes non affectés par secteurs	-	-	-	-	-	-	(66,5)	-	449,7	(113,0)	336,6
TOTAL GROUPE	4 040,3	-	4 040,3	880,0	870,5	497,8	(66,5)	18,3	449,7	(113,0)	336,6

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie (Afyon), Koweït.

(3) Chine, Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et sociétés holding.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2011 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2011				2011		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France / Belgique	1 135,1	500,9	494,1	1 242,2	83,2	(96,4)	(1,8)
Espagne	390,0	67,4	40,8	426,8	7,6	(19,0)	(20,4)
Autre pays ⁽¹⁾	53,8	22,0	11,9	67,1	4,4	(4,5)	(13,0)
Europe de l'Ouest	1 578,9	590,2	546,8	1 736,1	95,2	(119,9)	(35,1)
Amérique du Nord	922,8	137,1	120,7	997,5	18,5	(64,8)	(3,6)
Égypte	1 109,8	146,1	220,7	1 073,2	39,3	(66,4)	
Maroc	517,3	94,3	88,0	537,2	34,3	(37,4)	
Autres pays ⁽²⁾	237,4	53,1	22,8	273,8	9,8	(14,0)	(5,7)
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	1 864,5	293,5	331,6	1 884,3	83,4	(117,9)	(5,7)
Thaïlande	269,8	74,0	37,1	312,2	11,6	(22,8)	6,3
Inde	406,0	41,5	74,8	379,1	42,7	(18,5)	
Autres pays ⁽³⁾	98,9	22,6	11,7	111,2	6,5	(9,7)	
Asie	774,7	138,1	123,6	802,5	60,8	(51,0)	6,3
Négoce ciment / clinker	24,2	50,0	22,0	52,6	3,5	(3,0)	(0,3)
Autres ⁽⁴⁾	5,1	35,0	67,7	(21,9)	0,8	(2,1)	(15,1)
TOTAL GROUPE	5 170,3	1 243,9	1 212,4	5 451,0	262,3	(358,6)	(53,4)

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie (Afyon) et Koweït.

(3) Chine, Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2010 étaient les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2010				2010		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France / Belgique	1 156,7	468,1	469,8	1 256,9	99,6	(99,9)	(1,3)
Espagne	423,9	96,5	57,3	472,7	11,0	(20,5)	(2,9)
Autre pays ⁽¹⁾	67,2	33,2	19,5	84,7	7,6	(4,4)	-
Europe de l'Ouest	1 647,9	597,9	546,6	1 814,3	118,2	(124,8)	(4,2)
Amérique du Nord	952,8	138,0	121,9	1 028,0	42,8	(69,9)	-
Égypte	1 152,0	145,3	220,3	1 115,9	53,3	(76,3)	(3,0)
Maroc	519,4	85,9	102,3	518,4	95,7	(26,6)	-
Autres pays ⁽²⁾	385,8	117,0	58,6	459,2	20,9	(26,0)	-
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	2 057,2	348,2	381,3	2 093,6	169,9	(128,9)	(3,0)
Thaïlande	280,2	74,3	39,5	322,2	7,2	(22,0)	-
Inde	419,8	34,5	58,7	402,8	68,9	(15,7)	-
Autres pays ⁽³⁾	96,1	19,7	14,8	102,0	7,8	(9,2)	(0,7)
Asie	796,1	128,4	113,0	827,0	83,9	(46,9)	(0,8)
Négoce ciment / clinker	23,7	54,1	28,8	50,7	2,6	(3,2)	-
Autres ⁽⁴⁾	21,5	24,9	34,8	17,1	1,7	(2,3)	-
TOTAL GROUPE	5 499,2	1 291,5	1 226,5	5 830,7	419,1	(376,1)	(8,0)

(1) Grèce.

(2) Bulgarie, Turquie (Afyon) et Koweït.

(3) Chine, Kazakhstan.

(4) Négoce de combustibles, siège et holding.

Les actifs opérationnels non courants comprennent les immobilisations corporelles nettes, les écarts d'acquisition nets, les immobilisations incorporelles nettes ainsi que les droits de foretage payés d'avance.

Les actifs opérationnels courants comprennent les stocks, les clients et les actifs courants autres que les créances fiscales et les actifs financiers.

Les passifs opérationnels comprennent les fournisseurs et les provisions ainsi que les passifs autres que les provisions et passifs fiscaux et les passifs financiers.

Les capitaux investis correspondent aux actifs opérationnels sous déduction des passifs opérationnels hors provisions.

Les investissements corporels et incorporels sont présentés avant variation des fournisseurs d'immobilisations.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les chiffres d'affaires et résultats bruts d'exploitation courants des « autres pays » sont détaillés ci-après :

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat brut d'exploitation courant	
	2011	2010	2011	2010
Grèce	41,8	70,3	(1,6)	14,5
Europe de l'Ouest	41,8	70,3	(1,6)	14,5
Bulgarie	51,4	55,9	30,0	17,1
Turquie (Afyon)	20,1	23,3	(1,7)	1,7
Koweït	50,8	49,7	6,2	5,5
Autres	-	-	(0,1)	(0,2)
Europe émergente, Afrique du Nord & Moyen-Orient	122,3	128,9	34,4	24,0
Chine	43,1	52,1	(2,1)	8,0
Kazakhstan	38,7	46,9	3,1	9,3
Asie	81,8	98,9	1,0	17,3

Note 5 - Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)

	Terrains et constructions	Carrières et aménagements de carrières	Installations techniques, matériels et outillage	Autres immobilisations corporelles et immobilisations en cours	TOTAL
Au 1^{er} janvier 2010					
Coût	1 354,4	537,9	4 800,9	898,6	7 591,8
Amortissements cumulés et dépréciations	(620,5)	(194,4)	(2 855,7)	(254,7)	(3 925,3)
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2010	733,9	343,5	1 945,2	643,9	3 666,5
Investissements	54,2	10,1	102,7	250,1	417,1
Variations de périmètre	0,5	1,3	(0,7)	0,3	1,4
Cessions	(2,6)	-	(4,3)	(2,0)	(9,0)
Amortissements et dépréciations	(43,6)	(11,7)	(294,6)	(24,7)	(374,7)
Effets des variations de change	32,8	6,7	94,0	31,9	165,4
Reclassements et autres	94,2	(20,3)	357,9	(430,9)	0,9
Au 31 décembre 2010					
Coût	1 588,1	505,6	5 421,0	744,5	8 259,2
Amortissements cumulés et dépréciations	(718,7)	(176,1)	(3 220,8)	(275,9)	(4 391,5)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2010	869,3	329,5	2 200,2	468,7	3 867,7
Investissements	15,0	10,1	72,8	163,0	260,9
Variations de périmètre	(40,2)	(0,3)	(57,7)	16,1	(82,2)
Cessions	(2,9)	-	(16,8)	(0,6)	(20,3)
Amortissements et dépréciations	(48,9)	(11,4)	(275,2)	(26,4)	(361,9)
Effets des variations de change	(13,9)	1,2	(25,2)	(11,7)	(49,6)
Reclassements et autres	54,0	(0,8)	172,3	(223,4)	2,1
Au 31 décembre 2011					
Coût	1 559,4	514,8	5 317,7	669,5	8 061,4
Amortissements cumulés et dépréciations	(727,0)	(186,5)	(3 247,3)	(283,9)	(4 444,8)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	832,3	328,3	2 070,4	385,6	3 616,7

Autres informations

En 2011, les investissements corporels concernent principalement la France/Belgique, le Maroc, l'Inde et l'Égypte.

En 2010, les investissements corporels avaient principalement concerné la France/Belgique et les nouvelles lignes de production à Aït Baha (Maroc) et Yerraguntla (Inde).

La ligne « Amortissements et dépréciations » comprend 8,2 millions d'euros de dépréciations en 2011, principalement en Bulgarie, États-Unis et Espagne. En 2010, elle comprenait des dépréciations pour 8,0 millions d'euros, principalement en Espagne et en Égypte.

Les coûts de production incorporés dans la valeur des immobilisations corporelles s'élèvent à 10,9 millions d'euros en 2011 (24,2 millions d'euros en 2010).

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La valeur nette comptable des immobilisations en location financement s'élève à 16,9 millions d'euros au 31 décembre 2011 (17,7 millions d'euros en 2010).

Les durées d'utilité estimées par catégorie d'immobilisations sont les suivantes :

	Durées en années
Constructions	10 – 33
Installations techniques et machines	5 – 30
Autres immobilisations corporelles	3 – 10

En 2010, la révision des durées de vie utiles des éléments industriels relatifs à l'activité cimentière avait eu pour conséquence une minoration de la dotation aux amortissements de 27,5 millions d'euros.

Note 6 - Écarts d'acquisition

6.1 Évolution des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition comptabilisés aux dates d'acquisition portent notamment sur les synergies attendues de l'intégration des sociétés acquises au sein du Groupe.

Les variations s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)

Montants nets au 1^{er} janvier 2010	1 514,8
Acquisitions	1,0
Cessions	-
Dépréciation	(0,5)
Écarts de conversion et autres	50,2
Montants nets au 31 décembre 2010	1 565,6
Acquisitions	2,6
Cessions	-
Dépréciation	(30,1)
Écarts de conversion et autres	(32,5)
Montants nets au 31 décembre 2011	1 505,6

6.2 Tests de perte de valeur

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test systématique de perte de valeur chaque année, conformément à la méthode décrite en note 1.11.

En 2011, la reprise du secteur de la construction est restée inférieure aux attentes. Sans que soient remises en cause les actions prévues au plan stratégique 2010-2014, certaines hypothèses macroéconomiques de ce plan ont été revues pour les besoins des tests de dépréciation. Ainsi, les flux futurs retenus pour ces tests ont été déterminés sur la base du budget 2012 et du plan stratégique modifié en fonction des nouvelles hypothèses économiques estimées nécessaires pour tenir compte de l'évolution récente des marchés.

Pour les pays de l'Union européenne et d'Amérique du Nord, une prévision de neuf ans a été retenue afin de prendre en compte les tendances à long terme de consommation de ciment. Pour les pays émergents, dont la consommation de ciment dépend fortement de facteurs exogènes liés à des événements macroéconomiques ponctuels, les prévisions ont été limitées à cinq ans. La valeur terminale a été généralement estimée sur la base d'une activité de milieu de cycle en tenant compte pour chaque pays des risques de marché et de l'orientation prévisible ultérieure. Les projections retenues représentent la meilleure estimation des tendances et conditions économiques futures des pays dans lesquels le Groupe est présent.

En 2011, les valeurs recouvrables correspondent aux valeurs d'utilité pour toutes les unités génératrices de trésorerie, à l'exception de la Turquie et de la Chine, pour lesquelles des transactions sur des actifs comparables ou des offres reçues ont mis en évidence une juste valeur supérieure aux valeurs d'utilité calculées sur la base des flux de trésorerie actualisés.

Les taux d'actualisation sont déterminés pays par pays. Ils correspondent au coût moyen pondéré du capital (WACC), auquel on applique un taux d'inflation estimé à long terme et, le cas échéant, une prime de risque pays. Les WACC sont calculés à partir du coût de marché des fonds propres du secteur et du coût de la dette financière du secteur, auxquels on applique le ratio moyen du secteur Dette financière / Valeur boursière des fonds propres.

Les hypothèses retenues sur les principales unités génératrices de trésorerie pour effectuer les calculs sont les suivantes :

(en %)	Taux d'actualisation avant impôts		Taux de croissance à long terme inflation incluse	
	2011	2010	2011	2010
Unités génératrices de trésorerie				
France / Belgique	9,4	8,7	2,0	1,1
Espagne	9,3	8,5	2,0	1,0
Grèce	14,0	11,0	2,0	1,2
Amérique du Nord	7,7	7,4	1,8	1,2
Égypte	13,2	13,4	5,0	6,0
Maroc	10,7	9,8	2,5	2,4
Koweït	9,8	9,2	3,5	3,4
Thaïlande	10,6	9,5	3,5	2,5
Inde	14,5	12,3	6,3	5,0

Les tests réalisés fin 2011 ont conduit à déprécier partiellement l'écart d'acquisition de l'Espagne, pour 17,9 millions d'euros, et en totalité celui de la Grèce, soit 12,1 millions d'euros. Le Groupe a pris en considération les risques potentiels spécifiques à l'activité, l'éventuelle valeur de marché sur la base de transactions comparables, et a analysé la sensibilité des valeurs d'utilité aux hypothèses de hausse des taux.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

A fin 2011, les valeurs nettes des écarts d'acquisition affectés aux principales unités génératrices de trésorerie sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Unités génératrices de trésorerie	Montant des écarts d'acquisition	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010
France / Belgique	275,7	275,8
Espagne	171,1	189,0
Grèce	-	12,1
Amérique du Nord	107,4	104,3
Égypte	577,7	588,0
Maroc	91,0	90,5
Koweït	29,3	24,7
Thaïlande	88,5	90,3
Inde	88,0	98,6
Autres	76,9	92,2
TOTAL	1 505,6	1 565,6

Par ailleurs, pour tenir compte des coûts non alloués à des UGT spécifiques, le Groupe a effectué un test sur la valeur recouvrable d'ensemble, qui n'a pas conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire.

Analyse de sensibilité :

Au 31 décembre 2011, une hausse d'un point du taux du WACC aurait conduit à enregistrer des dépréciations d'actifs (écarts d'acquisition et autres actifs) supplémentaires suivantes :

- 59,1 millions d'euros en Espagne,
- 9,0 millions d'euros en Grèce,
- 28,2 millions d'euros en Amérique du Nord et
- 10,5 millions d'euros au Koweït.

Le taux d'actualisation avant impôt qui ramènerait la valeur recouvrable de ces UGT au niveau de leur valeur comptable s'établit à 9,3 % pour l'Espagne, 14,0 % pour la Grèce, 8,6 % pour l'Amérique du Nord et 9,9 % pour le Koweït.

Les estimations de la valeur recouvrable de ces UGT sont également fortement dépendantes des hypothèses retenues en matière de volumes de ventes et de taux de marge sur coûts variables à moyen et long terme. Ainsi, une réduction de 5 % de la demande sur la période de prévision sans modification du flux terminal conduirait à enregistrer les dépréciations supplémentaires suivantes :

- 19,7 millions d'euros en Espagne
- 5,4 millions d'euros en Grèce.

En 2011, ces hypothèses, globalement en baisse par rapport à 2010, prévoient dans le court terme une poursuite de la dégradation de la demande dans certains marchés, notamment en Europe du Sud, suivie à moyen terme d'une reprise, avec dans certains pays une amélioration des marges.

6.3 Valeur boursière des filiales et entreprises associées cotées

Au 31 décembre 2011, les valeurs boursières de certaines filiales cotées (notamment Suez Cement Company, Ciments du Maroc et Afyon Cimento) ainsi que de la société Vassiliko Cement Works sont significativement différentes de la valeur des actifs correspondants dans les comptes du Groupe.

Le Groupe considère que les valeurs boursières à la clôture ne sont pas nécessairement représentatives de la juste valeur de ces actifs, compte-tenu notamment de la faible profondeur des marchés et de la volatilité des cours concernés.

Note 7 - Immobilisations incorporelles

Le tableau ci-dessous présente les autres immobilisations incorporelles par nature :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Concessions et autres	42,7	59,6
Brevets et développements informatiques	5,2	6,2
TOTAL	47,9	65,8

En 2011, un actif incorporel de 15,1 millions d'euros en Libye a été déprécié.

Note 8 – Participations dans les entreprises associées

Sous cette rubrique figurent les quotes-parts détenues par le Groupe dans les capitaux propres des sociétés ci-dessous, y compris écarts d'acquisition pour 31,2 millions d'euros en 2011 et 31,2 millions d'euros en 2010. L'examen de la valeur recouvrable de ces actifs n'a pas conduit à enregistrer de dépréciation.

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs des titres		Quote-part de résultat	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	2011	2010
Ciment Québec (Canada)	92,0	86,3	10,4	9,7
Vassiliko Cement Works (Chypre)	61,2	61,6	0,2	(1,6)
Asment Temara (Maroc)	40,7	40,7	7,9	8,7
Tecno Gravel (Égypte)	5,1	5,9	0,6	1,2
Aquitaine de transformation (France)	4,1	4,1	0,0	0,0
Sider Navi (Italie)	2,3	3,5	(1,1)	(0,3)
Autres	5,5	5,8	2,1	0,6
TOTAL	211,0	207,9	20,1	18,3

Les informations simplifiées retraitées aux principes du Groupe des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total actifs		Total passifs		Produits de l'exercice		Résultat net	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Ciment Québec	210,9	202,1	38,9	40,4	139,4	123,7	19,9	19,5
Vassiliko Cement Works	351,4	368,9	130,7	137,6	90,3	93,3	0,6	(6,3)
Asment Temara	114,0	115,0	28,4	29,3	98,0	93,0	21,4	23,6

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 9 - Autres titres de participation

La rubrique titres de participation comprise dans les actifs non courants ne comprend que des titres classés en titres disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

(en millions d'euros)

Au 1^{er} janvier 2010	78,4
Variation de périmètre	-
Acquisitions	10,8
Cessions	(0,6)
Dépréciation enregistrée en résultat de l'année	(0,4)
Réévaluation enregistrée en capitaux propres	38,4
Différence de conversion	0,3
Reclassements	(2,5)
Au 31 décembre 2010	124,4
Variation de périmètre	-
Acquisitions	-
Cessions	(11,3)
Dépréciation enregistrée en résultat de l'année	(0,1)
Dépréciation enregistrée en capitaux propres	(41,7)
Différence de conversion	0,4
Reclassements	(0,2)
Au 31 décembre 2011	71,4

Au premier semestre 2011, le Groupe a cédé 11 % de la société Goltas Cimento pour 33,2 millions d'euros ainsi que 1,2 % de la société Bursa pour 2,9 millions d'euros. La plus-value de 25,0 millions d'euros est enregistrée en autres produits financiers. Au deuxième semestre, une dépréciation de titres a été enregistrée en capitaux propres et concerne principalement la participation Goltas Cimento. Au 31 décembre 2011, le poste est principalement constitué de titres Goltas Cimento pour 31,5 millions d'euros et de titres Al Badia Cement pour 17,5 millions d'euros.

Note 10 - Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros et en valeur nette)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Instruments dérivés*	26,8	16,9
Foretages payés d'avance	0,2	0,2
Prêts à plus d'un an	12,2	10,5
Actifs liés aux engagements de retraite	0,5	0,5
Dépôts et autres	32,6	31,3
Total	72,3	59,3

* Voir note 19.

Note 11 - Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros et en valeur nette)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Matières premières et consommables	186,6	181,6
Produits intermédiaires et encours	129,8	134,1
Produits finis et marchandises	102,5	106,1
Pièces de rechange	163,6	162,6
Avances et acomptes	18,1	15,1
Total	600,7	599,5

Au 31 décembre 2011, les dépréciations de stocks s'élèvent à 89,7 millions d'euros contre 92,9 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Note 12 - Clients

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Montants bruts	497,7	551,2
Provisions	(56,7)	(66,5)
Montants nets	441,0	484,7

Fin décembre 2011, Ciments Calcia et Unibéton ont renouvelé sous conditions pour une durée de cinq ans un programme de cessions de créances. Les créances cédées au 31 décembre 2011 s'élèvent à 133,5 millions d'euros (contre 118,8 millions d'euros au 31 décembre 2010). Au regard des critères définis par la norme IAS 39, ces programmes permettent de considérer que les risques ont été transférés à hauteur de 90 %. En conséquence, sont conservés au bilan :

- les dépôts additionnel et subordonné (24,8 millions d'euros) en autres débiteurs courants (21,0 millions d'euros à fin décembre 2010) ;
- l'implication du Groupe sous la forme de la garantie accordée (11,1 millions d'euros) en créances clients avec la contrepartie en dettes financières (pour 9,1 millions d'euros) et en diminution des autres débiteurs (pour 2,1 million d'euros).

Dépréciations

Le provisionnement des créances douteuses résulte d'analyses détaillées effectuées par chaque filiale, à partir des balances âgées, client par client, et prend en compte les garanties bancaires et les sûretés réelles reçues. Le montant des créances échues présentant des risques et non provisionnées n'est pas significatif.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 13 - Autres débiteurs courants

(en millions d'euros)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Créances fiscales et sociales	82,2	82,9
Créances sur cessions d'actifs immobilisés	3,0	3,6
Foretage	34,9	31,0
Instruments dérivés	19,0	4,9
Autres créances diverses	82,1	89,8
Total	221,2	212,2

Note 14 - Capital social

Au cours des exercices 2011 et 2010, le Groupe a enregistré les montants suivants dans les capitaux propres - Part attribuable à la société mère :

Nombre d'actions	31 décembre 2011	31 décembre 2010
En début de période	36 381 872	36 358 822
Émission d'actions	-	23 050
Annulation actions propres	603 296	-
En fin de période	35 778 576	36 381 872

Au 31 décembre 2011, le capital social de Ciments Français SA s'élève à 143 114 304 euros (4 euros par action).

Note 15 - Réserves

Réserve de conversion (Part attribuable aux propriétaires de la société mère)

Écart de conversion (en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010	Variation 2011/2010
Amérique du Nord (dollars US et canadien)	23,6	16,0	7,5
Égypte (livre)	(44,4)	(41,2)	(3,2)
Maroc (dirham)	1,6	(1,7)	3,3
Turquie (livre)	(6,1)	(8,5)	2,4
Thaïlande (baht)	45,5	50,3	(4,8)
Inde (roupie)	(35,8)	1,7	(37,5)
Autres	18,3	11,8	6,5
Total	2,6	28,3	(25,7)

Autres réserves (Part attribuable aux propriétaires de la société mère)

(en millions d'euros)

	Couverture de flux futurs*	Juste valeur actifs disponibles à la vente	Autres réserves
Au 31 décembre 2009	(7,5)	18,1	101,1
Gain (perte) net reconnu en réserve	3,2	38,4	2,6
Gain (perte) net transféré en résultat	1,9	-	-
Impôt différé reconnu en réserve	(1,8)	-	-
Au 31 décembre 2010	(4,1)	56,4	103,7
Gain (perte) net reconnu en réserve	9,6	(24,2)	0,3
Gain (perte) net transféré en résultat	2,1	(17,9)	-
Impôt différé reconnu en réserve	(2,8)	-	-
Au 31 décembre 2011	4,8	14,3	104,0

* Voir note 19.6.

Note 16 - Actions propres

Au cours de l'exercice 2011, la société Ciments Français SA a acquis 540 000 de ses propres titres pour un montant total de 36,0 millions d'euros enregistré au débit de la réserve d'actions propres et en a cédé 600 dans le cadre du plan d'options d'achat du 12 février 2003. Sur décisions du 3 mai et du 4 novembre 2011 du conseil d'administration, 603 296 actions ont été annulées.

Au 31 décembre 2011, Ciments Français détient 76 216 actions propres pour un montant total de 4,0 millions d'euros.

Note 17 - Dividendes payés

Les dividendes payés par Ciments Français SA au cours de 2011 et 2010 sont les suivants :

(en millions d'euros)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
3,00 euros par action (3,00 euros en 2010)	108,7	108,7

Par ailleurs, un acompte de 1,50 euro par action sur le dividende de l'exercice 2011 a été versé le 17 août 2011, soit 54,0 millions d'euros.

Note 18 - Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à 835,7 millions d'euros en 2011 contre 848,2 millions d'euros en 2010. Le résultat de 2011 est en dégradation à 59,0 millions d'euros en 2011 contre 115,6 millions d'euros en 2010, en raison principalement de la baisse des résultats en Égypte. La variation du cours des devises par rapport à l'euro entraîne une diminution des participations ne donnant pas le contrôle de 3,0 millions d'euros.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 19 - Situation financière

19.1 Endettement net

Les natures d'actifs et de passifs financiers qui entrent dans le calcul de l'endettement net sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Natures d'actifs et de passifs financiers	Rubriques de bilan	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Disponibilités	Trésorerie et équivalents de trésorerie	(577,5)	(489,1)
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres débiteurs courants	(4,5)	(4,0)
Autres actifs financiers courants	Valeurs mobilières de placement et autres actifs financiers	(12,3)	(5,1)
Disponibilités et actifs financiers courants		(594,3)	(498,2)
Dettes court terme et découverts bancaires	Dettes court terme et découverts bancaires	40,1	86,1
Dettes financières courantes	Dettes financières	249,7	241,1
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres passifs courants	21,6	15,6
Dettes et passifs financiers courants		311,4	342,8
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres actifs non courants	(22,0)	(15,7)
Autres actifs financiers non courants	Autres actifs non courants	(5,4)	(4,4)
Actifs financiers non courants		(27,4)	(20,1)
Emprunts portant intérêts	Dettes financières	1 327,8	1 582,5
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres dettes et passifs non courants	4,0	4,6
Dettes et passifs financiers non courants		1 331,8	1 587,1
ENDETTEMENT NET		1 021,4	1 411,6

19.2 Dettes financières

Répartition de la dette par catégorie

<i>(en millions d'euros)</i>				Taux d'intérêts effectifs	Échéances	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Emprunts obligataires						535,5	540,5
EMTN Placement privé 15 MEUR	4,47 %	4,50 %	2013			15,0	15,0
Placement privé US16,5 MUSD	5,63 %	5,79 %	2012			0,0	12,3
EMTN Emprunt obligataire 500 MEUR	4,75 %	4,84 %	2017			520,5	513,2
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit⁽¹⁾						127,6	200,2
Filiales	(1,36 % - 12,0 %)					127,6	200,2
Dettes sur immobilisations en location financement						3,8	5,6
Autres dettes portant intérêts						660,8	836,3
Billets de trésorerie ⁽²⁾						0,0	177,0
Autres dettes (0 % - 12,5 %)						23,8	22,5
Emprunts envers les parties liées						637,1	636,8
Italcementi Finance		3,83 %	2020			537,1	536,8
Italcementi S.p.A.		1,67 %	2015			100,0	100,0
EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS, NON COURANTS						1 327,8	1 582,6
Juste valeur des instruments dérivés						4,0	4,5
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES (A)						1 331,8	1 587,1
Emprunts obligataires							
Placement privé 16,5 MUSD	5,63 %	5,79 %	2012			12,8	0,0
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit						118,1	199,7
Ciments Français SA	(3,54 %)					0,0	158,0
Filiales	(1,36 % - 12,0 %)					118,1	41,7
Dettes sur immobilisations en location financement						4,5	3,7
Autres dettes financières⁽³⁾						29,9	23,6
Billet de trésorerie						70,0	0,0
Concours bancaires						40,1	86,1
Intérêts courus non échus						14,4	14,1
EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS, COURANTS						289,8	327,2
Juste valeur des instruments dérivés						21,6	15,6
DETTES FINANCIÈRES COURANTES (B)						311,4	342,8
DETTES FINANCIÈRES (A + B)						1 643,2	1 929,9

(1) Au 31 décembre 2011, 119,3 millions d'euros d'emprunts bancaires font l'objet de garanties (hypothèque) dont 25,7 millions d'euros à court terme et 93,6 millions d'euros à long terme.

(2) Adossés à des lignes de crédit long et moyen terme en 2010, classés à court terme en 2011

(3) Y compris programmes de cessions de créances pour 9,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Répartition par année d'échéance de la dette à plus d'un an

Emprunts portant intérêts, non courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
2012	-	20,1
2013	73,3	129,4
2014	42,3	14,8
2015	132,4	302,1
2016	3,3	65,0
Au-delà	1 076,5	1 051,1
TOTAL	1 327,8	1 582,5

Répartition par devise de la dette à plus d'un an

Emprunts portant intérêts, non courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Euro	1 186,1	1 355,8
Dollars US et canadien	25,8	14,6
Livre égyptienne	1,6	2,6
Dirham marocain	29,7	108,2
Roupie indienne	77,7	92,4
Autres devises	6,9	8,9
TOTAL	1 327,8	1 582,5

Autres informations

Notation financière

La société est notée depuis mai 2002 par Moody's et par Standard & Poor's. Les notations sont respectivement Ba1/Négatif NP – et BBB-/Négatif – A3. Le 14 septembre 2011, Standard & Poor's a modifié la perspective de stable à négative et a confirmé les notes à court et long terme. Le 15 décembre 2011, l'agence de notation Moody's a revu à la baisse la note à long terme de Ciments Français de Baa3 à Ba1, perspective négative.

Principaux emprunts obligataires

- Ciments Français SA assure désormais ses besoins de financement à long terme principalement auprès d'Italcementi Finance SA, en charge de la coordination et de la mise en place directe des programmes de financement pour l'ensemble d'Italcementi Group. En conséquence, son programme d'émission de titres de créances négociables à moyen et long terme (EMTN) n'a pas été mis à jour depuis le 17 juillet 2008. Le montant maximal autorisé au travers de ce programme est de 1 500 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, les titres émis dans le cadre de ce programme s'élevaient à 515,0 millions d'euros, dont 500 millions d'euros émis le 21 mars 2007, portant intérêt au taux fixe de 4,75 %, d'une durée de 10 ans, avec le concours de ABN Amro, Natixis et The Royal Bank of Scotland.
- Le 24 février 2010, Ciments Français SA a lancé une offre de rachat partiel ou total de ses placements privés 2002 et 2006 auprès des investisseurs américains, associée à la signature d'un avenant. Ce dernier permet à Ciments Français SA d'accéder au financement centralisé organisé par Italcementi Finance SA. Le 7 avril 2010, cette offre a obtenu l'adhésion pour un montant

nominal de 183,5 millions de dollars US sur un total de 200 millions de dollars US de titres émis en 2002, et pour un montant nominal de 300 millions de dollars US correspondant à la totalité des titres émis en 2006. Ciments Français a procédé au rachat de tous les titres apportés au prix de 1 065 dollars US pour chaque titre d'une valeur nominale de 1 000 dollars US, plus intérêts courus. Le versement des fonds est intervenu le 14 avril 2010. Les titres restants continuent d'être régis par leurs contrats d'émission et leurs avenants, soit 16,5 millions de dollars US correspondant à la tranche à 10 ans à taux fixe de 5,63 % des titres émis le 15 novembre 2002, et remboursables en novembre 2012.

Principaux emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit

- c) Le 30 novembre 2010, Zuari Cement Ltd a refinancé un crédit syndiqué amortissable de 4,2 milliards de roupies indiennes mis en place en juin 2008, en contractant auprès de plusieurs banques internationales des lignes de crédit bilatérales amortissables à 5 ans pour un montant total de 5,1 milliards de roupies indiennes, ainsi qu'une ligne de crédit bilatérale amortissable à 5 ans de 20 millions de dollars US (environ 900 millions de roupies). Ces lignes de crédit à long terme étaient tirées à hauteur de 6,2 milliards de roupies indiennes à fin décembre 2011, soit un équivalent de 89,6 millions d'euros.
- d) Le 9 juillet 2008, un crédit syndiqué amortissable de 2 milliards de dirhams marocains d'une durée de 5 ans a été signé par Ciments du Maroc auprès d'un groupe de banques locales et internationales afin de financer l'usine d'Aït Baha. À fin décembre 2011, ce crédit était tiré à hauteur de 770 millions de dirhams, soit un équivalent de 69,3 millions d'euros.

Principaux prêts et lignes de crédit interentreprises

- e) Au cours du troisième trimestre 2011, Ciments Français SA a contracté auprès d'Italcementi Finance SA une ligne de crédit à court terme pour un montant de 200 millions d'euros à échéance du 31 juillet 2012, permettant de refinancer ses lignes de crédit à 364 jours, affectées comme lignes de liquidité pour son programme de billets de trésorerie. Cette ligne de crédit n'est pas tirée au 31 décembre 2011.
- f) Au cours du premier semestre 2010, Ciments Français SA a financé l'offre de rachat des placements américains ainsi que le remboursement d'une partie de ses financements à court terme par le biais d'un prêt interentreprises à long terme de 100 millions d'euros à 5 ans à taux variable auprès d'Italcementi S.p.A. et d'un prêt interentreprises à long terme de 540 millions d'euros à 10 ans à taux variable auprès d'Italcementi Finance SA. Ce prêt long terme auprès d'Italcementi Finance SA dont a bénéficié Ciments Français est adossé à l'emprunt obligataire d'Italcementi Finance SA de 750 millions d'euros à échéance 2020. En date du 15 décembre 2011, Moody's a baissé la notation de l'emprunt obligataire d'Italcementi Finance SA de Baa3 à Ba1, en lien avec la baisse à la même date de la notation long terme d'Italcementi S.p.A., garant de l'emprunt, de Baa3 à Ba1. Les termes et conditions de cette émission obligataire prévoient dans ce cas une hausse du coupon de 125 points de base («step-up clause»), qui sera applicable à compter du coupon annuel en paiement le 19 mars 2013. Le contrat de prêt auprès d'Italcementi Finance SA prévoit que le taux applicable soit ajusté dans la même mesure. Aucune autre conséquence directe sur le coût de financement de Ciments Français n'est déclenchée par le changement de notation.
- g) Au cours du troisième trimestre 2010, Ciments Français SA a aussi refinancé une ligne de crédit syndiqué de 700 millions d'euros à cinq ans, venant à échéance en mai 2012, par une ligne de crédit renouvelable à cinq ans de 700 millions d'euros auprès d'Italcementi Finance SA. Cette opération permet d'augmenter la durée de vie moyenne des lignes de crédit disponibles, assurant à Ciments Français SA la couverture de son profil de dette arrivant à maturité dans les 4 ans à venir. Cette ligne de crédit n'est pas tirée à fin décembre 2011.

Tous les prêts et lignes de crédit mis en place entre Ciments Français SA et Italcementi S.p.A. et ses filiales sont contractés à des conditions normales de marché.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

19.3 Risques de liquidité, de crédit et de contrepartie

Risque de liquidité

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme très liquides à risque négligeable de variation de valeur ; ils sont en partie localisés dans des pays ne permettant pas une disponibilité des fonds immédiate au niveau de la holding Ciments Français (voir note 36.1). Sur la base de la position au 31 décembre 2011, aucune des contreparties ne représente plus de 20 %.

La politique financière centralisée est qu'à tout moment, les lignes de crédit confirmées disponibles doivent être suffisantes pour couvrir les échéances de la dette sur un horizon de deux ans.

Depuis 2010, Ciments Français bénéficie des financements organisés au niveau d'Italcementi, lui permettant d'avoir accès à une capacité d'emprunt plus large et de profiter des synergies générées par une politique financière centralisée. Cette politique vise à obtenir un financement concurrentiel et à assurer un équilibre entre la maturité moyenne des financements et la flexibilité et la diversification des sources. Ciments Français SA se refinance auprès d'Italcementi Finance SA, filiale d'Italcementi S.p.A., par le biais de prêts interentreprises à long terme, consentis à des conditions normales de marché.

Le tableau ci-dessous présente les maturités de l'endettement net comparées aux lignes de crédit disponibles à la fin de chaque période.

Maturité de l'endettement et des lignes de crédit

Au 31 décembre 2011 ⁽¹⁾

(en millions d'euros)

	Moins d'1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants ⁽²⁾		73,3	42,3	132,4	3,3	1 076,5	1 327,8
Passifs financiers et autres dettes courants	249,7						249,7
Concours bancaires courants	40,1						40,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(577,5)						(577,5)
Endettement net (échéances)	(287,7)	73,3	42,3	132,4	3,3	1 076,5	1 040,1
(1) Hors juste valeur des instruments dérivés							
(2) Dont billets de trésorerie	70,0						70,0
	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015	Fin 2016		
Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	923,0	750,0	750,0	50,0	0,0		

Au 31 décembre 2010⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Moins d'1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants ⁽²⁾	-	20,1	129,4	14,8	302,1	1 116,1	1 582,5
Passifs financiers et autres dettes courants	241,1	-	-			-	241,1
Concours bancaires courants	86,1	-	-			-	86,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(489,1)	-	-			-	(489,1)
Endettement net (échéances)	(161,9)	20,1	129,4	14,8	302,1	1 116,1	1 420,6
(1) Hors juste valeur des instruments dérivés							
(2) Dont billets de trésorerie			127,0			50,0	177,0
	Fin 2011	Fin 2012	Fin 2013	Fin 2014	Fin 2015		
Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	875,0	875,0	603,0	603,0	0,0		

- Au 31 décembre 2011, la durée de vie moyenne de l'endettement brut (hors dérivés) du Groupe est de 5 ans et 8 mois (6 ans et 1 mois au 31 décembre 2010) ;
- Au 31 décembre 2011, la durée de vie moyenne des lignes de crédit confirmées disponibles est de 3 ans et 2 mois (3 ans et 4 mois au 31 décembre 2010) ;
- Parmi les dettes à moins d'un an figurent des financements à court terme (billets de trésorerie) pour un montant de 70 millions d'euros au 31 décembre 2011 (177 millions d'euros étaient classés parmi les dettes à plus d'un an au 31 décembre 2010) ;
- Au 31 décembre 2011, au-delà des utilisations de crédits inscrites au passif du bilan consolidé, le Groupe dispose de 1 142 millions d'euros de lignes confirmées, non utilisées et mobilisables en totalité (1 266 millions d'euros au 31 décembre 2010) ;

Covenants

Outre les clauses usuelles, certains contrats de financement accordés aux sociétés du Groupe comprennent des clauses particulières (covenants) au titre desquelles figure notamment le respect de certains ratios financiers déterminés principalement à la date de clôture de l'exercice. Le non-respect des limites contractuelles (covenants) est un cas d'exigibilité anticipé ou d'annulation, lorsqu'il s'agit de lignes de crédit bilatéral ou syndiqué non tirées. Toutefois, les contrats accordent un délai avant la mise en œuvre des clauses d'exigibilité. Au 31 décembre 2011, les emprunts soumis à « covenants » représentent 208,1 millions d'euros, soit 13 % de l'ensemble de la dette financière brute totalisant 1 597,1 millions d'euros (exprimée en nominal). Par ailleurs, les contrats d'emprunt ne contiennent pas de clause de remboursement accéléré en cas de baisse des notations (rating triggers), ni d'augmentation de taux d'intérêt à l'exception de l'emprunt contracté auprès d'Italcementi Finance (voir note 19.2 f).

A cette même date, Ciments Français respecte l'ensemble de ses engagements contractuels et les ratios financiers des covenants sont très en deçà des limites contractuelles. Le Groupe prévoit de respecter les covenants sur les douze prochains mois et procéderait à la communication appropriée en cas de dégradation par rapport aux ratios financiers de référence.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Risque de crédit

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, la gestion des encours clients fait l'objet d'un suivi régulier conformément aux procédures du Groupe.

La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance.

Risque de contrepartie

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions en respectant des règles de diversification des risques par contrepartie sans concentration. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Toutes les contreparties sont établies en Europe Occidentale ou aux États-Unis d'Amérique.

19.4 Instruments financiers

Le tableau ci-dessous donne la comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de tous les types d'instruments financiers tels que définis dans la norme IAS 39 aux 31 décembre 2011 et 2010.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011		31 décembre 2010	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Actifs financiers à la juste valeur				
Éléments désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 36) hors dépôts à terme	320,7	320,7	202,7	202,7
Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à IAS 39 :				
Juste valeur des instruments dérivés	26,5	26,5	19,8	19,8
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-
Prêts et créances				
Dépôts à terme	256,9	256,9	286,4	286,4
Créances clients (note 12)			484,7	484,7
Autres débiteurs courants			2,8	2,8
Autres actifs financiers (note 10, à l'exception des foretages payés d'avance et des dérivés)	-	-	42,3	42,3
Actifs financiers disponibles à la vente				
Autres investissements (note 9)	-	-	124,4	124,4
Passifs financiers à la juste valeur				
Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à IAS 39 :				
Juste valeur des instruments dérivés	25,6	25,6	20,2	20,2

Passifs financiers				
Fournisseurs et comptes rattachés	-	-	473,4	473,4
Autres passifs courants	-	-	113,2	113,2
Dettes sur contrat de location financement	8,3	8,3	9,2	9,2
Emprunts à taux variable	946,7	946,7	1 130,7	1 130,7
Emprunts à taux fixe	661,7	608,1	708,6	668,6
Concours bancaires courants	40,1	40,1	86,1	86,1
Dettes financières courantes	14,4	14,4	15,0	15,0
Engagements de rachats de participations ne donnant pas le contrôle	66,5	66,5	63,7	63,7

Les créances clients et les fournisseurs et autres créditeurs sont à court terme et leur valeur comptable représente une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des dettes et créances en devises est évaluée au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée par rapport à un taux fixe hors marge de crédit, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'actif et au passif financier.

Valeur de marché des instruments dérivés

(en millions d'euros)

	31 décembre 2011		31 décembre 2010	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Dérivés - Taux d'intérêt				
Couverture des flux futurs	-	4,0	-	4,6
Couverture de juste valeur *	22,0	-	15,0	-
Instruments dérivés non qualifiés	-	-	-	-
Dérivés - Devises étrangères				
Couverture des flux futurs	-	-	-	-
Couverture de juste valeur	0,0	-	0,8	-
Instruments dérivés non qualifiés	-	-	-	-
Non courant	22,0	4,0	15,8	4,6
Dérivés - Taux d'intérêt				
Couverture des flux futurs	0,4	0,8	-	2,4
Couverture de juste valeur	-	-	-	-
Instruments dérivés non qualifiés	0,0	0,3	0,2	0,4
Dérivés - Devises étrangères				
Couverture des flux futurs	2,7	0,1	0,7	0,3

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Couverture de juste valeur	1,4	20,3	3,1	12,4
Instruments dérivés non qualifiés	0,0	0,1	-	0,1
Courant	4,5	21,6	4,0	15,6
TOTAL	26,5	25,6	19,8	20,2

* Dont swap de taux receveur taux fixe, payeur taux variable indexé sur l'Euribor couvrant une partie de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis à taux fixe dans le cadre du programme EMTN, impact taux : 22 millions d'euros au 31 décembre 2011 (15 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Le Groupe a défini cinq classes d'instruments évalués à la juste valeur à la clôture hiérarchisées par niveau comme suit :

Classes d'instruments évalués à la juste valeur	31 décembre 2011	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (2)	Niveau 3 (3)
OPCVM	225,6	225,6	-	-
Instruments dérivés – Actif	26,5	-	26,5	-
Titres de participation non consolidés	71,4	35,1		36,3
Instruments dérivés - Passif	25,6	-	25,6	-
Engagements de rachat sur minoritaires	66,5	-	-	66,5

(1) Instrument coté sur un marché actif.

(2) Évaluation de l'instrument s'appuyant sur des données de marché observables.

(3) Évaluation de l'instrument s'appuyant sur des données non observables.

19.5 Politique de gestion des risques financiers

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêt ainsi que les risques de change résultant de la nature de sa dette et de son activité internationale.

Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Deux natures de risque sont couvertes :

- Le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe.
Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé en cas de liquidation ou remboursement anticipé de ces instruments.
- Le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable.
Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais affectera l'évolution des frais financiers et en conséquence, les résultats futurs de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques, en privilégiant la couverture des flux futurs sur les court et moyen termes et la couverture du risque de variation sur la valeur de marché sur le long terme, dans le cadre de limites définies.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps), de FRA (accords de taux futurs) et d'options de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré avec des banques de premier rang. Toute exposition en dérivés ne peut excéder l'exposition sous-jacente.

Instruments dérivés de taux par échéance

La répartition par maturité dans le temps des différentes opérations de couverture de taux est la suivante :

(valeurs nominales - en millions d'euros)

	Maturité				TOTAL
	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans	
Couverture juste valeur					
Swaps receveur fixe / payeur variable					
165 M€ 4,75 % / Euribor 3M + 0,6260 %	-	-	-	165,0	165,0
Total couverture juste valeur	-	-	-	165,0	165,0
Couverture flux de trésorerie					
Swaps receveur variable / payeur fixe					
300 M€ Euribor 3M / 2,11 %	125,0	75,0	100,0	-	300,0
0,6 M€ Euribor 6M / 2,79 %	0,2	0,2	0,2	-	0,6
25M\$ Libor 3M / 2,00 %	19,3	-	-	-	19,3
133,5M\$ Libor 3M / 1,25 %	100,7	-	-	-	100,7
Total couverture flux de trésorerie	245,2	75,2	100,2	-	420,6
Instruments dérivés non qualifiés					
Swaps receveur variable / payeur fixe					
0,8M€ Euribor 3M / 1,95 %	0,2	0,2	0,4	-	0,8
Options					
75 M€ tunnel Euribor 3M	75,0	-	-	-	75,0
Total instruments dérivés non qualifiés	75,2	0,2	0,4	-	75,8
TOTAL	320,4	75,4	100,6	165,0	661,4

Les instruments financiers sont exprimés en valeur nominale du contrat de couverture ; sont exclus, le cas échéant, les instruments désactivés à la date de clôture.

Exposition au risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2011, 93 % du passif financier net (hors juste valeur des instruments dérivés) du Groupe sont à taux fixe ou limités à la hausse. Une partie de ces engagements à taux fixe, 48 % (56 % au 31 décembre 2010) résulte de la transformation de contrats initialement souscrits à taux variable au moyen de contrats d'échange de taux d'intérêt et optionnels.

Les encours de couverture sont exprimés en nominal sur la période considérée (conformément à l'échéance de l'instrument) et ne comprennent pas les contrats de taux fixe contre taux fixe.

Le tableau ci-dessous donne la valeur historique, par échéance, des instruments financiers du Groupe exposés au risque de taux d'intérêt.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Endettement net après couverture

(en millions d'euros)

	TOTAL	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans
Taux fixe					
Passifs financiers à taux fixe*	616,4	46,0	31,9	4,8	533,7
Actifs financiers à taux fixe	-	-	-	-	-
Passif financier net à taux fixe avant couverture	616,4	46,0	31,9	4,8	533,7
Couvertures taux fixe / taux variable	(165,0)	-	-	-	(165,0)
Couvertures taux variable / taux fixe	421,4	245,4	75,4	100,6	-
Passif financier net à taux fixe après couverture	872,8	291,4	107,3	105,4	368,7
Taux variable					
Passifs financiers à taux variable*	1 001,2	243,9	41,3	172,7	543,3
Actifs financiers à taux variable	(595,2)	(589,8)	-	(5,4)	-
Passif financier net à taux variable avant couverture	406,0	(345,9)	41,3	167,3	543,3
Couvertures taux fixe / taux variable	165,0	-	-	-	165,0
Couvertures taux variable / taux fixe	(421,4)	(245,4)	(75,4)	(100,6)	-
Couverture taux plafond / plancher	(75,0)	(75,0)	-	-	-
Passif financier net à taux variable après couverture	74,6	(666,3)	(34,1)	66,7	708,3
Taux variable limité à la hausse (cappé) ou à la baisse					
Couverture taux plafond / plancher	75,0	75,0	-	-	-
Taux variable cappé ou limité à la baisse après couverture	75,0	75,0	-	-	-

* Hors juste valeur des instruments dérivés.

Au 31 décembre 2011, une translation de la courbe des taux de +0,5 % sur le passif financier net à taux variable après couverture aurait une incidence de -0,4 million d'euros, soit 0,7 % des charges financières nettes de 2011. Sur le portefeuille de dérivés de taux, l'impact serait de +2,7 millions d'euros sur les capitaux propres et de -4,3 millions d'euros sur le résultat avant impôt, ce dernier étant neutralisé par un impact de +4,4 millions d'euros sur les dettes à taux fixe couvertes en juste valeur.

Une translation de la courbe des taux de -0,5 % sur le passif financier net à taux variable après couverture aurait une incidence de +0,4 million d'euros, soit 0,7 % des charges financières nettes de 2011. Sur le portefeuille de dérivés de taux, l'impact serait de -2,6 millions d'euros sur les capitaux propres et de +4,5 millions d'euros sur le résultat avant impôt, ce dernier étant neutralisé par un impact de -4,5 millions d'euros sur les dettes à taux fixe couvertes en juste valeur.

Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

Les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction de nouvelles usines.

La politique du Groupe prévoit que les filiales empruntent et placent dans leur devise locale, sauf dans le cas de couverture de flux en devises étrangères. Cependant, le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

Dans le cadre de son activité de financement des filiales, Ciments Français peut en outre s'engager dans des contrats de financement dans une devise qui ne correspond pas à celle du prêt à sa filiale.

La politique du Groupe consiste à couvrir ces expositions lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement ou placement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang.

Le tableau ci-dessous donne le montant net consolidé de l'exposition par devise lorsque les passifs et actifs financiers sont dans une autre devise que la devise locale de la société qui les a contractés.

<i>(en équivalent millions d'euros)</i>	Euro	USD	Autres
Actifs financiers ⁽¹⁾	3,1	689,5	9,8
Passifs financiers ⁽¹⁾	(18,2)	(39,5)	(97,8)
Instruments dérivés ⁽²⁾	0,0	(566,7)	89,2
Exposition nette par devise	(15,2)	83,6	1,2

(1) Hors dettes et créances commerciales.

(2) En valeur nominale.

L'exposition des capitaux propres au risque de change est due principalement au dollar américain, au baht thaïlandais, au dirham marocain, à la livre égyptienne et à la roupie indienne. Les investissements nets dans ces devises ne sont pas couverts. Une variation de 1 % des taux de conversion des devises étrangères à l'euro aurait un impact de +35,6 millions d'euros sur les capitaux propres dont +8,3 millions d'euros sur les participations ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2011, une appréciation de 10 % des cours de change sur le portefeuille de dérivés de change aurait un impact de +6,7 millions d'euros sur les capitaux propres et de -39,3 millions d'euros sur le résultat avant impôt. Une dépréciation de 10 % des cours de change aurait un impact de -6,7 millions d'euros sur les capitaux propres et de +39,3 millions d'euros sur le résultat avant impôt.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Instruments dérivés de change par échéance

Les instruments de change sont présentés en valeur nominale et exprimés en euros au cours de clôture. La répartition par maturité dans le temps des différentes opérations de couverture de change est la suivante :

(valeurs nominales - en millions d'euros)

	MATURITÉ				31 décembre 2011	31 décembre 2010
	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans		
Achats à terme						
Couverture de flux de trésorerie						
Dollar US	66,4	-	-	-	66,4	16,1
Autres	0,4	-	-	-	0,4	-
Couverture de juste valeur						
Dollar US	5,0	-	-	-	5,0	41,8
Franc suisse	46,1	-	-	-	46,1	40,0
Autres	54,6	-	-	-	54,6	0,1
Instruments dérivés non qualifiés						
Dollar US	-	-	-	-	-	-
Franc suisse	-	-	-	-	-	-
Total achats à terme	172,6				172,6	98,0
Ventes à terme						
Couverture de flux de trésorerie						
Dollar US	-	-	-	-	-	-
Couverture de juste valeur						
Dollar US	489,4	-	-	-	489,4	500,2
Autres	11,5	-	-	-	11,5	10,9
Instruments dérivés non qualifiés						
Dollar US	2,8	-	-	-	2,8	1,3
Total ventes à terme	503,7				503,7	512,4
Options						
Couverture de flux de trésorerie						
Dollar US	-	-	-	-	-	14,7
Couverture de juste valeur						
Dollar US	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés non qualifiés						
Dollar US	-	-	-	-	-	0,6
Total options	0,0				0,0	15,3
Contrats d'échange de devises et de taux*						
Couverture de juste valeur						
Dollar US	100,7	-	-	-	100,7	100,7
Total contrats d'échange de devises et de taux	100,7				100,7	100,7

* Les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt correspondent à la couverture d'emprunts libellés en dollar US.

Risque sur les instruments dérivés sur matières premières

Le Groupe ne négocie pas d'instruments dérivés sur matières premières et n'est donc pas exposé à ce type de risque.

Risque de variation des cours de quotas d'émission de CO₂

Les sociétés européennes du Groupe sont exposées aux fluctuations du marché des droits d'émission de CO₂. En 2011, elles ont donné mandat à Italcementi S.p.A. pour acheter et vendre des droits d'émission de CO₂ (EUA) et des crédits de réduction des émissions (CER).

En 2011, sur la base du surplus de droit d'émission engendré par le faible scénario macro-économique et le ralentissement du secteur ciment, le Groupe a cédé des quotas excédentaires pour un montant de 34,1 millions d'euros (37,4 millions d'euros en 2010). Il a couvert sur la période 2009-2013 une partie de son exposition par des contrats de vente d'EUA (fermes ou à composantes optionnelles) et d'achat de CER, avec l'objectif de diversifier et optimiser le portefeuille de droits d'émission CO₂. Au 31 décembre 2011, la valeur des instruments dérivés sur les droits d'émissions EUA et CER est de 4,7 millions d'euros enregistrés comme suit : 14,5 millions d'euros en « Autres actifs courants », -8,8 millions d'euros en « Autres passifs courants », 4,8 millions d'euros en « Autres actifs non courants » et -5,8 millions d'euros en « Autres passifs non courants ».

Au 31 décembre 2011, l'impact de ces dérivés sur le compte de résultat est de -3,8 millions d'euros et de +5,8 millions d'euros net d'impôts sur les capitaux propres.

Risque marchés actions

Ciments Français est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres Goltas Cimento (note 9), ne sont pas cotés, et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

19.6 Comptabilité de couverture

Les impacts des opérations de couverture de la période peuvent être résumés comme suit :

La réserve des capitaux propres enregistre les variations de juste valeur, la perte ou le profit sur l'instrument de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie qui est considérée comme efficace.

Les montants enregistrés en capitaux propres au 31 décembre 2011 au titre des nouveaux instruments dérivés s'élèvent à +3 millions d'euros (+0,3 million d'euros au 31 décembre 2010). La réserve correspondant aux instruments échus en 2011 et sortis des capitaux propres est de +2,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 (+1,9 million d'euros au 31 décembre 2010). La variation des capitaux propres liée aux instruments dérivés souscrits au cours des exercices antérieurs et toujours en portefeuille au 31 décembre 2011 n'est pas significative (+2,7 millions d'euros au 31 décembre 2010). L'inefficacité découlant des couvertures de flux de trésorerie en portefeuille fin 2011 et comptabilisée dans le compte de résultat n'est pas significative en 2011 et 2010.

En ce qui concerne les couvertures de juste valeur en portefeuille fin 2011, les montants comptabilisés dans le compte de résultat s'élèvent à +3,1 millions d'euros pour l'exercice 2011 (+6,5 millions d'euros en 2010). Les montants comptabilisés attribuables au risque couvert sur le sous-jacent s'élèvent à -3,3 millions d'euros au 31 décembre 2011 (-6,7 millions d'euros au 31 décembre 2010). Ces éléments sont comptabilisés en résultat dans la juste valeur des instruments dérivés de taux et de change (note 30).

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 20 - Retraites, prévoyance et autres avantages accordés aux salariés

20.1 Régimes à prestations définies

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite ou de préretraite aux États-Unis, en France et en Belgique, à des indemnités de fin de carrière dans la majeure partie des pays à l'exception des États-Unis, ainsi qu'à la couverture de certains frais médicaux essentiellement en France, aux États-Unis et en Belgique.

Les engagements de retraite les plus significatifs ont été externalisés partiellement ou en totalité auprès d'organismes indépendants chargés d'en assurer le service et de gérer les fonds. Les principaux régimes financés sont en France et aux États-Unis. Le fonds de pension le plus significatif est celui d'Essroc aux États-Unis, dont les salariés bénéficient d'un régime de retraite à prestations définies. Des plans de préretraite existent en France et en Belgique dans le cadre légal.

Certains salariés aux États-Unis bénéficient également de régimes de couverture de frais médicaux et d'assurance-vie après leur départ en retraite. Les régimes couvrent généralement un certain pourcentage des frais nets engagés après couverture sociale. En France et, dans une moindre mesure en Belgique, certains salariés bénéficient de la prise en charge partielle par l'employeur de la cotisation versée à une mutuelle assurant le remboursement d'une partie des dépenses de frais médicaux après leur départ en retraite.

Par ailleurs, des régimes de médailles du travail versées pendant l'activité sont également en place dans certaines filiales françaises du Groupe et font l'objet d'une évaluation actuarielle.

Avantages postérieurs à l'emploi - Régimes de retraite et assimilés

Les montants comptabilisés au bilan au 31 décembre sont les suivants :

(en millions d'euros)

		Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
		2011	2010	2011	2010	2011	2010
A	Valeur actualisée de l'obligation financée	148,9	128,7	-	-	148,9	128,7
B	Juste valeur des actifs du régime	(88,1)	(86,1)	-	-	(88,1)	(86,1)
C=A+B	Valeur nette de l'obligation financée	60,8	42,6	-	-	60,8	42,6
D	Valeur actualisée de l'obligation non financée	29,9	31,4	89,5	80,3	119,5	111,7
E=C+D	Valeur nette de l'obligation	90,7	74,0	89,5	80,3	180,2	154,3
F	Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	(49,5)	(27,0)	(11,8)	(5,4)	(61,3)	(32,4)
G	Coût non comptabilisé des services passés	(1,2)	(1,4)	(0,7)	(0,5)	(1,9)	(1,9)
H=E+F+G	Passif net au bilan	40,0	45,6	77,0	74,4	117,0	120,0
Montants du bilan :							
	Passifs	40,5	46,1	77,0	74,4	117,5	120,5
	Actifs	(0,5)	(0,5)	-	-	(0,5)	(0,5)
	Passif net au bilan	40,0	45,6	77,0	74,4	117,0	120,0

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Passif net à l'ouverture	45,6	46,4	74,4	69,5	120,0	115,9
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	7,9	8,8	5,1	5,5	13,0	14,3
Cotisations versées ou paiement de prestations par l'employeur	(9,4)	(12,1)	(3,6)	(3,2)	(13,0)	(15,3)
Différences de change sur les régimes étrangers	(0,2)	2,2	1,3	2,6	1,1	4,8
Passifs acquis (cédés) dans le cadre de regroupements d'entreprises	(3,9)	0,3	(0,2)	-	(4,1)	0,3
Passif net à la clôture	40,0	45,6	77,0	74,4	117,0	120,0

Le détail de la charge se présente comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Coût des services rendus au cours de la période	(3,2)	(3,6)	(1,8)	(1,6)	(5,0)	(5,2)
Intérêts sur l'obligation	(7,4)	(8,4)	(3,8)	(3,9)	(11,2)	(12,3)
Rendement attendu des actifs du régime	5,7	5,5	-	-	5,7	5,5
(Pertes) profits actuariels nets comptabilisés au titre de la période	(2,0)	(1,5)	(0,1)	(0,1)	(2,1)	(1,6)
Coût des services passés	(0,7)	(1,2)	0,2	0,2	(0,5)	(1,0)
(Pertes) profits sur réductions et liquidations	(0,2)	0,3	0,5	-	0,3	0,3
TOTAL	(7,9)	(8,8)	(5,1)	(5,5)	(13,0)	(14,3)
Dont enregistré en frais de personnel	(7,9)	(8,8)	(5,1)	(5,5)	(13,0)	(14,3)
Dont enregistré en autres charges et autres produits	-	-	-	-	-	-
Rendement réel des actifs du régime	3,7	9,0	-	-	3,7	9,0

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La variation de l'obligation s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Obligation à l'ouverture	160,1	147,0	80,3	70,9	240,4	217,9
Coûts des services rendus au cours de la période	3,2	3,6	1,8	1,6	5,0	5,3
Intérêts sur l'obligation	7,4	8,4	3,8	4,0	11,2	12,3
Cotisations des salariés	-	-	0,2	0,3	0,2	0,3
Amendements	0,5	1,1	-	-	0,5	1,1
Pertes (profits) actuariels	20,0	8,8	6,4	4,5	26,4	13,3
Prestations payées	(12,1)	(13,5)	(3,8)	(3,5)	(16,0)	(17,0)
Transferts et regroupements d'entreprises	(3,3)	0,3	(0,2)	-	(3,5)	0,3
Réduction et liquidations de plans	(1,0)	(4,5)	(0,5)	-	(1,5)	(4,5)
écart de change et autres	4,0	8,8	1,6	2,5	5,6	11,5
Obligation à la clôture	178,9	160,1	89,5	80,3	268,4	240,4

La variation de la juste valeur des actifs s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme		Couverture médicale postérieure à l'emploi		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture	86,1	78,6	-	-	86,1	78,6
Rendement attendu	5,7	5,5	-	-	5,7	5,5
(Pertes) profits actuariels	(1,9)	3,5	-	-	(1,9)	3,5
Cotisations employeur	9,4	12,1	3,6	3,2	13,0	15,3
Cotisations des salariés	-	-	0,2	0,3	0,2	0,3
Prestations payées	(12,2)	(13,5)	(3,8)	(3,5)	(16,0)	(17,0)
Regroupement d'entreprises	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-
Liquidations	(1,0)	(4,7)	-	-	(1,0)	(4,7)
Écart de change et autres	2,2	4,6	-	-	2,2	4,6
Juste valeur des actifs de couverture à la clôture	88,1	86,1	-	-	88,1	86,1

Le Groupe s'attend à payer 5,7 millions d'euros au titre des cotisations employeur pour 2012.

La composition des actifs de couverture est la suivante :

(en %)	2011	2010
Actions	38,3	40,0
Obligations	49,5	53,9
Immobilier	0,4	0,8
Autres	11,8	5,3
TOTAL	100,0	100,0

Les données relatives aux régimes de retraite et autres avantages à long terme sont récapitulées ci-après :

(en millions d'euros)	2011	2010	2009	2008	2007
Valeur actualisée des plans partiellement ou entièrement financés	148,9	128,7	117,1	113,3	109,8
Juste valeur des actifs de couverture	(88,1)	(86,1)	(78,6)	(73,1)	(93,4)
Net	60,8	42,6	38,5	40,2	16,4
Écarts d'expérience sur les actifs - (pertes) profits	(1,9) - 2 %	3,5 4 %	6,1 8 %	(25,1) - 34 %	(3,2) - 3 %
Écarts d'expérience sur l'engagement total - (pertes) profits	(8,2) - 3 %	0,1 0 %	4,1 2 %	1,2 1 %	(2,1) - 1 %

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'estimation des engagements du Groupe sont les suivantes :

(en %)	Europe		Amérique du Nord		Autres pays	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Taux de rendement attendu des actifs de couverture ⁽¹⁾	3,50-4,70	3,50-4,00	7,72	7,71	7,50	7,50
Taux d'augmentation des salaires	1,00-3,50	2,75-3,50	NA	NA	3,50-8,50	3,50-8,50
Taux d'actualisation ⁽²⁾						
Zone euro LT	4,60	5,00				
Zone euro MT	4,60	4,75				
Zone euro CT	4,60	4,25				
Canada			4,75	4,75		
USA			4,19	5,10		
Maroc					4,50	4,50
Bulgarie	5,50	5,75				
Turquie					10,00	10,00
Thaïlande					3,50	4,00
Inde					8,40	8,20

(1) Déterminés par pays et en fonction de taux de rendement nets estimés à long terme.

(2) Les taux d'actualisation des pays de la zone Euro ont été déterminés de façon harmonisée, l'indice de référence étant l'indice Iboxx Corporate AA. Pour la France, 3 maturités différentes ont été retenues pour tenir compte de la maturité propre aux différents engagements ; pour les autres pays, divers indices de référence, à 10 ans et plus, ont été retenus.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Une variation de +/-50 points de base des taux d'actualisation aurait un impact de -13,7 et +15,0 millions d'euros sur l'évaluation de l'obligation totale, et -0,3 et +0,3 millions d'euros sur le résultat.

Une variation de +/-50 points de base des taux de rendement attendus des actifs de couverture des fonds de pension aurait un impact de +0,4 et -0,4 million d'euros sur le résultat.

Une variation de +/- 1 point de pourcentage du taux d'évolution des coûts médicaux aurait un impact de +4,5 et -3,8 millions d'euros sur l'évaluation de l'obligation correspondante, et de +0,4 et -0,3 million d'euros sur le compte de résultat.

20.2 Régimes à cotisations définies

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite, de couverture médicale et de prévoyance. Le montant des contributions relatives à ce régime enregistrées dans l'exercice s'élève à 37,4 millions d'euros (contre 37,1 millions d'euros en 2010).

20.3 Indemnités de fin de contrat de travail

Les provisions pour indemnités de fin de contrat de travail s'élèvent à 5,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 (10,1 millions d'euros en 2010).

Note 21 - Autres provisions et passifs éventuels

21.1 Autres provisions

Dans le cadre de l'activité normale du Groupe et de ses filiales, tout comme dans le cadre de dossiers particuliers décrits ci-après, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont constituées conformément aux principes décrits en note 1.19.

Les autres provisions s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2010	Dotations	Reprise (montant utilisé)	Reprise (montant non utilisé)	Variation de périmètre	Écarts de conversion	Reclassement	31 décembre 2011
Réaménagement des sites et environnement	62,5	9,5	(6,4)	(0,8)	(0,9)	(0,2)	(1,6)	62,1
Litiges*	64,0	13,1	(8,9)	(4,2)	(0,8)	(1,3)	2,8	64,7
Autres risques et charges *	48,8	5,3	(6,7)	(7,9)		(0,2)	1,6	40,9
Total	175,4	27,8	(22,0)	(13,0)	(1,7)	(1,7)	2,8	167,6
Part non courante	171,8	27,6	(18,6)	(13,0)	(1,7)	(1,6)	1,0	165,6
Part courante	3,5	0,3	(3,4)			(0,2)	1,7	2,0

* Les provisions pour litiges et autres risques et charges sont destinées à couvrir des risques comme des litiges avec les tiers et des différends avec les administrations, notamment en matière fiscale. Les reprises, montants non utilisés, correspondent pour l'essentiel à des excédents de provisions et des extinctions de risque sur des litiges fiscaux provisionnés.

L'impact net des variations de provisions en 2011 s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Dotation	Reprise montants non utilisés	TOTAL (net)
Résultat d'exploitation	19,3	(12,7)	6,5
Impôts	8,6	(0,2)	8,4
TOTAL	27,8	(13,0)	14,9

21.2 Passifs éventuels

Les principaux risques et litiges en cours au 31 décembre 2011 et n'ayant pas donné lieu à provision sont indiqués ci-après. À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine du Groupe.

Europe de l'Ouest

La Commission européenne a commencé une enquête en novembre 2008 à l'encontre d'Italmobiliare S.p.A. (société contrôlant Italcementi S.p.A.) et ses filiales, notamment Ciments Français, Ciments Calcia, et Compagnie des Ciments Belges. En décembre 2010, la Commission a ouvert formellement une procédure à l'encontre d'Italmobiliare S.p.A. et a élargi son enquête à Financiera y Minera. En avril 2011, elle a notifié une demande d'informations à Italmobiliare S.p.A., qui a apporté les réponses appropriées et contesté cette demande devant les juridictions européennes. Le dossier est toujours en cours.

En juillet 2009, le Conseil de la concurrence belge a notifié une demande d'informations à divers opérateurs cimentiers dont la Compagnie des Ciments Belges, puis, en 2010, a communiqué ses conclusions aux parties concernées. Une décision finale est attendue au cours du premier semestre 2012.

Turquie

Suite à la non-réalisation du contrat de 2008 entre Sibcem et Ciments Français pour la cession des actifs turcs (Set Group), plusieurs procédures sont en cours :

- Sibconcord, le principal actionnaire de Sibcem, a entamé en Russie une procédure d'annulation du contrat. Le 26 septembre 2011, une décision d'annulation du contrat obtenue en première instance par Sibconcord et contestée en appel par Ciments Français est devenue exécutoire. Ciments Français s'est pourvu en cassation au niveau régional sans succès, puis a introduit un pourvoi devant la cour suprême de la fédération de Russie. En décembre 2011, Sibconcord a effectué une tentative d'exécution forcée de la décision russe au Kazakhstan, rejetée par le tribunal en janvier 2012. Sibconcord a interjeté appel de ce jugement.
- Ciments Français a engagé une procédure d'arbitrage suivant le règlement CCI (siège de l'arbitrage à Istanbul) conformément aux dispositions contractuelles. Le 7 décembre 2010, une sentence arbitrale favorable a été obtenue, reconnaissant que Ciments Français avait valablement exercé son droit de résilier le contrat et avait à bon droit conservé les 50 millions d'euros payés par Sibcem. Le 31 mai 2011, Sibcem a obtenu des tribunaux turcs l'annulation de cette sentence ; Ciments Français a interjeté appel de ce jugement. Parallèlement, Ciments Français poursuit ses procédures de reconnaissance de la sentence arbitrale dans différents pays.

Inde

Plusieurs enquêtes d'autorités de la concurrence sont en cours. Leur stade d'avancement ne permet toutefois pas d'en tirer des conséquences.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Fin 2007, Zuari Cement Limited (ZCL) a conclu avec Larsen & Toubro (LT) un contrat de travaux de génie civil et d'installation sur son site de Yerraguntla. Au cours de l'exécution du contrat, LT a formulé une demande pour travaux supplémentaires et dépassement de la durée prévue ; ZCL a à son tour fait une réclamation pour 29 millions d'euros en raison de retards et de la non-conformité des prestations, puis, en juillet 2011, a résilié le contrat après mise en demeure restée sans effet. En août 2011, LT a notifié une demande d'arbitrage et en janvier 2012 a remis un mémoire réclamant 31 millions d'euros. La procédure d'arbitrage, dont le siège est en Inde, est en cours.

Note 22 - Impôts sur les bénéfiques

Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2010	Résultat	Autres mouvements*	Au 31 décembre 2011
Déficits reportables	33,3	1,5	21,7	56,6
Immobilisations	(346,5)	(0,4)	9,3	(337,6)
Provisions	79,1	(2,4)	1,1	77,8
Autres	23,6	9,7	(25,0)	8,3
Passif net d'impôts différés	(210,5)	8,4	7,2	(194,9)
Dont				
Impôts différés actifs	19,6	-	(2,2)	17,4
Impôts différés passifs	(230,1)	8,4	9,4	(212,3)

* Les autres mouvements sont constitués des impôts différés sur les profits et charges comptabilisés en capitaux propres, de l'impact des variations de périmètre et des écarts de conversion.

Au 31 décembre 2011, après constatation au cours de l'année d'une variation d'impôts différés de 2,8 millions d'euros (cf. note 15), la charge cumulée enregistrée en capitaux propres est de 0,5 million d'euros.

Au 31 décembre 2011, le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élève à 93,6 millions d'euros. Ils proviennent de déficits fiscaux à hauteur de 90,1 millions d'euros, principalement 4,6 millions d'euros en Thaïlande, et 5,0 millions d'euros en Chine, reportables entre 2012 et 2016, et 78,3 millions d'euros en Amérique du Nord reportables entre 2012 et 2021.

Note 23 - Autres passifs courants

Le poste « Autres passifs courants » se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Dettes fiscales et sociales	187,8	184,7
Fournisseurs d'immobilisations	72,1	112,7
Engagements de rachats d'intérêts minoritaires	66,9	63,7
Autres dettes diverses	168,6	141,1
TOTAL	495,4	502,3

Note 24 - Engagements hors bilan

24.1 Engagements liés au financement du Groupe

(en millions d'euros)

	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme d'hypothèques*	119,3	89,0
Cautions, garanties et autres	108,7	118,3
TOTAL	228,0	207,3

Échéancier des engagements liés au financement au 31 décembre 2011 :

(en millions d'euros)

	Total	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Indéterminée
Dettes à long terme (figurant au bilan)	1 577,5	249,7	251,3	1 076,5	-
dont endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme d'hypothèques* :	119,3	25,7	93,6	-	-
Cautions, garanties et autres	108,7	49,6	34,6	1,5	23,0

* Au 31 décembre 2011, les sûretés réelles, d'un montant de 119,3 millions d'euros (89,0 millions d'euros au 31 décembre 2010), garantissent principalement des dettes des filiales indiennes. La valeur nette comptable des actifs faisant l'objet d'hypothèques était de 195,8 millions d'euros fin 2011.

24.2 Engagements liés aux activités opérationnelles du Groupe

Au 31 décembre 2011, les engagements relatifs aux contrats de locations non résiliables ou faisant l'objet d'indemnité en cas de résiliation s'élevaient à 85,0 millions d'euros (72,6 millions d'euros en 2010).

Au 31 décembre 2011, les engagements contractuels pris au titre des droits de foretage ou de contrats d'achats de matières s'élevaient à 116,7 millions d'euros (151,5 millions d'euros en 2010).

Les contrats et commandes fermes d'investissement s'élevaient à 64,3 millions d'euros au 31 décembre 2011 (77,9 millions d'euros en 2010).

Échéancier des engagements liés aux activités opérationnelles :

(en millions d'euros)

	Total	À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Contrats de location	85,0	23,2	46,3	15,5
Foretages et achats de matières premières et combustibles	116,7	50,5	33,5	32,7
Investissements	64,3	52,0	12,3	-

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 25 - Achats et consommations

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Achats de matières premières et de produits semi-finis	(383,0)	(386,4)
Achats de combustible	(417,2)	(409,3)
Achats d'emballages, matériels, pièces de rechange	(244,3)	(234,1)
Achats de produits finis et marchandises	(186,7)	(248,5)
Énergie électrique, eau, gaz	(348,2)	(337,3)
Variation des stocks et autres	(2,3)	(19,6)
TOTAL	(1 581,7)	(1 635,2)

Note 26 - Services extérieurs

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Sous-traitance	(271,6)	(281,2)
Transport sur vente	(409,0)	(386,8)
Frais de conseils juridiques et consultants	(27,6)	(33,4)
Loyers	(59,0)	(57,7)
Assurances	(32,7)	(35,3)
Autres services extérieurs	(143,7)	(120,3)
TOTAL	(943,6)	(914,7)

Note 27 - Charges de personnel

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Salaires, intéressement et participation	(434,8)	(431,8)
Charges sociales	(120,9)	(118,5)
Charges des régimes à prestations définies	(12,9)	(14,0)
Charges relatives aux plans de stock-options *	(0,3)	(2,6)
Autres charges de personnel	(62,9)	(63,0)
TOTAL	(631,9)	(629,9)

* Dont options sur actions Italcementi S.p.A. :

- 1,0

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2011 s'élevaient à 15 537 personnes (16 289 au 31 décembre 2010).

Le montant des rémunérations versées par Ciments Français SA aux membres des organes d'administration est donné en note 34.

Attribution d'options

Les termes et conditions des plans d'option en cours au 31 décembre 2011 sont les suivants :

Date Assemblée Générale / Conseil d'Administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées	Options non exercées	Prix d'exercice unitaire en euros
OPTIONS DE SOUSCRIPTION							
Autorisation du 12.04.2001/	1 000 000						
14.02.2002 *	(47 900)	152 100	14.02.2005 - 14.02.2012	120 690	11 850	19 560	45,90
01.03.2005		169 400	14.04.2008 - 14.04.2015	1 000	13 500	154 900	70,88
01.03.2006		155 000	23.03.2009 - 22.03.2016	-	7 300	147 700	117,29
		476 500		121 690	32 650	322 160	
Autorisation du 11.04.2006/							
05.03.2007	1 000 000	166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	-	11 200	155 200	140,28
14.04.2008		152 900	14.04.2011 - 13.04.2018		7 400	145 500	108,55
		319 300		-	18 600	300 700	
Sous-total		795 800		121 690	51 250	622 860	
OPTIONS D'ACHAT							
Autorisation du 12.04.2001/							
12.02.2003		171 400	12.02.2006 - 12.02.2013	119 400	12 100	39 900	45,59
Sous-total		171 400		119 400	12 100	39 900	
TOTAL	1 952 100	967 200		241 090	63 350	662 760	

* Le Conseil d'Administration du 12 avril 2002 a annulé 47 900 options non attribuées.

Les mouvements sur les plans d'option en cours sont les suivantes :

	31 décembre 2011		31 décembre 2010	
	Nombre	Prix d'exercice moyen (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen (en euros)
Options (souscription et achat) en cours au 1^{er} janvier	677 060	103,53	705 110	101,55
Options levées dans l'exercice	(600)	45,59	(26 250)	50,83
Options annulées dans l'exercice	(13 700)	108,38	(1 800)	96,02
Options attribuées dans l'exercice	-	-	-	-
Options (souscription et achat) en cours en fin de période	662 760		677 060	103,53
Options exerçables en fin de période	662 760	-	528 560	-

Au titre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 12 avril 2001, le conseil d'administration du 12 février 2003 a attribué 171 400 options d'achat d'actions. Au 31 décembre 2011, la société détient 39 900 actions propres qui ont été affectées à la couverture de ce plan par le conseil d'administration du 1^{er} mars 2005.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Le prix moyen des actions sur l'exercice est de 66,10 euros (67,33 euros en 2010).

La durée de vie moyenne résiduelle des options en cours est de 4,4 années.

Les plans donnant lieu à constatation d'une charge selon la méthode décrite en note 1.18 présentent les caractéristiques suivantes :

Date d'attribution /attributaires	Nombre d'options Origine	Période d'acquisition des droits	Charge de personnel au 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)	Charge de personnel au 31 décembre 2010 (en milliers d'euros)
23 mars 2007		3 ans		
Mandataires sociaux	45 000		-	57
Employés	121 400		-	420
14 avril 2008		3 ans		
Mandataires sociaux	45 000		47	167
Employés	107 900		261	913
TOTAL			308	1 557

Note 28 - Autres produits et autres charges d'exploitation

(en millions d'euros)	2011	2010
Autres impôts et taxes	(73,9)	(67,2)
Dépréciation de créances, net	(8,5)	(8,2)
Réaménagement des sites, net	(8,2)	(8,7)
Autres charges d'exploitation	(29,4)	(36,5)
Total autres charges d'exploitation	(120,0)	(120,6)
Autres produits d'exploitation	71,7	69,0
Total autres produits (charges) d'exploitation	(48,2)	(51,6)

Les autres produits d'exploitation comprennent 34,1 millions d'euros de cessions de quotas d'émission des gaz à effet de serre excédentaires (37,4 millions d'euros en 2010).

Note 29 - Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges comprennent des coûts de restructuration et les plus et moins-values de cessions d'actifs.

(en millions d'euros)	2011	2010
Plus (moins) values de cessions nettes ⁽¹⁾	23,6	(2,3)
Coûts de restructuration ⁽²⁾	(4,6)	(7,2)
TOTAL	18,9	(9,5)

(1) Dont en 2011 : plus-value de cession Axim 23,4 millions d'euros.

(2) Dont en 2011 : 2,6 millions d'euros aux États-Unis et 1,4 million d'euros en Espagne et en 2010 : 3,7 millions d'euros aux États-Unis et 3,6 millions d'euros au Maroc.

Note 30 - Résultat financier

(en millions d'euros)

	2011		2010	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits d'intérêts	-	24,0	-	24,3
Charges d'intérêts	(74,5)	-	(97,1)	-
Charge nette d'intérêts sur l'endettement net portant intérêts	(50,4)	-	(72,8)	-
Dividendes nets	-	1,8	-	2,4
Autres produits financiers	-	35,7	-	8,3
Autres charges financières	(28,4)	-	(10,9)	-
Sous-totaux (a)	(102,8)	61,5	(108,0)	35,0
Dépréciation de titres de participation (b)	(0,1)	-	(0,4)	-
Sous-total net (a) + (b)	(41,4)	-	(73,4)	-
Juste valeur des instruments dérivés de taux	-	-	(0,9)	-
Gain (pertes) de change	(11,2)	-	-	6,2
Juste valeur des instruments dérivés de change	-	1,8	-	1,7
Sous-totaux	(11,2)	1,8	(0,9)	7,9
Sous-total net (c)	(9,3)	-	-	7,0
Résultat financier (a) + (b) + (c)	(50,7)	-	(66,5)	-

Les intérêts capitalisés selon la norme IAS 23 révisée s'élèvent à 0,7 million d'euros en 2011 et 7,3 millions d'euros en 2010.

Les frais financiers nets directement liés à l'endettement net portant intérêts s'élèvent à 50,4 millions d'euros en 2011 (72,8 millions d'euros en 2010, dont coût du remboursement anticipé des placements privés américains 16,3 millions d'euros). La diminution est principalement due à une diminution de la position financière nette moyenne, en partie compensée par la hausse des taux d'intérêts sur 2011.

Note 31 - Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat

(en millions d'euros)

	2011	2010
Impôts courants	(113,1)	(142,3)
Ajustement de l'impôt courant relatif à des périodes antérieures	(6,7)	(3,9)
Impôts différés	17,3	32,9
Impôts résultant de changements de taux	(8,9)	0,2
TOTAL	(111,4)	(113,0)

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Analyse du taux effectif d'imposition

(en millions d'euros)

	2011		2010	
	Montants	%	Montants	%
Résultat avant impôts et résultat des sociétés en équivalence	258,6		431,3	
Impôt théorique calculé selon le taux normal applicable en France	93,4	36,1	148,5	34,4
Écart de taux France/étranger ⁽¹⁾	(17,1)	- 6,6	(41,4)	- 9,6
Effets des changements de taux d'imposition ⁽²⁾	8,9	3,4	(0,2)	- 0,1
Actifs d'impôts non constatés sur pertes fiscales de l'exercice ⁽³⁾	29,5	11,4	1,0	0,2
Modification des perspectives de récupération de l'actif d'impôts différés nette des utilisations de déficits non activés	(2,1)	-0,8	(1,1)	-0,3
Différences permanentes et autres ⁽⁴⁾	(7,9)	- 3,1	2,3	0,5
Impôt sur exercices antérieurs	6,7	2,6	3,9	0,9
Impôt effectif du Groupe	111,4	43,1	113,0	26,2

(1) En 2011, l'Égypte, le Maroc et la Bulgarie sont les pays pour lesquels l'impact des différences de taux avec celui de la France est le plus significatif.

(2) En 2011, l'impact des changements de taux d'imposition se situe principalement en Égypte.

(3) En 2011, les déficits reportables non activés ont été générés principalement par les États-Unis.

(4) Dont, en 2011, impact de la non-déductibilité des dépréciations de goodwill pour 9,0 millions d'euros et imposition atténuée des plus-values sur titres cédés pour 13,6 millions d'euros.

Note 32 - Autres éléments du résultat global

(en millions d'euros)

	Montant avant effets d'impôt	Impôt	Montant après effets d'impôt
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2010	71,1	2,2	73,4
Ajustements de juste valeur sur titres disponibles à la vente	(41,8)	-	(41,8)
Ajustements de juste valeur sur instruments dérivés de couverture	11,7	(2,8)	8,9
Différences de conversion	(29,9)	-	(29,9)
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées	0,9	-	0,9
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2011	12,1	(0,5)	11,6

Note 33 - Résultat par action

Résultat de base et résultat dilué

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre moyen pondéré des actions propres.

Le résultat dilué par action prend en compte l'effet dilutif des stock-options.

Les stock-options dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action sur l'exercice, soit 603 300 en 2011, sont exclues du calcul.

La détermination des résultats de base et dilué par action est présentée ci-dessous :

<i>(en milliers d'actions)</i>	2011	2010
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	36 382	36 359
Actions propres détenues au 1 ^{er} janvier	(140)	(143)
Acquisition pondérée d'actions propres sur la période	(194)	-
Annulation/affectation d'actions propres sur la période	-	1
Nombre pondéré d'actions émises sur la période	-	9
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre	36 048	36 225
Effet dilutif des options de souscription et d'achat d'actions	18	23
Nombre moyen pondéré d'actions (résultat dilué) au 31 décembre	36 066	36 249
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère <i>(en millions d'euros)</i>	215,3	202,3
Résultat de base par action <i>(en euros)</i>	5,97	5,58
Résultat dilué par action <i>(en euros)</i>	5,97	5,58
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère des activités poursuivies <i>(en millions d'euros)</i>	108,3	221,0
Résultat de base des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	3,01	6,10
Résultat dilué des activités poursuivies par action <i>(en euros)</i>	3,00	6,10

Événements post-clôture, levées d'options sur actions et annulation d'actions

Au 29 février 2012, aucune option sur actions n'a été levée.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 34 - Transactions avec les parties liées

Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Le Groupe Ciments Français échange des marchandises et des prestations de services de type technique ou administratif courants avec Italcementi S.p.A., ses filiales, et des entreprises associées.

Ainsi, le Groupe Ciments Français vend à Italcementi S.p.A. et à ses filiales des combustibles et des produits semi-finis et finis. C.T.G. S.p.A., filiale commune de Ciments Français et Italcementi, facture des prestations d'assistance technique et de développement technologique au Groupe Ciments Français.

Des refacturations de personnel interviennent également entre Italcementi S.p.A. et Ciments Français SA ou ses filiales, ainsi que des refacturations de frais engagés par Italcementi S.p.A. pour le développement de projets d'organisation, d'assurance et d'informatique.

Une nouvelle répartition des frais communs entre Italcementi S.p.A. et Ciments Français est entrée en vigueur au 1er janvier 2011. Elle porte sur les coûts des fonctions relatives aux activités du Groupe en faveur de l'une ou l'autre société, ou indistinctement en faveur du Groupe, et se substitue à celle en vigueur depuis 2004. Elle concerne également l'affectation des dépenses liées à des projets d'acquisition et de développement international.

Ces transactions sont conclues à des conditions normales de marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances ou dettes sur les parties liées. En 2011 et 2010, le Groupe n'a pas enregistré de provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées.

Les transactions du Groupe Ciments Français avec les sociétés liées sont les suivantes :

(en millions d'euros)

	Italcementi S.p.A.		Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.		Entreprises associées	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Ventes de marchandises	58,4	84,7	0,9	3,3	22,8	30,6
Achats de marchandises	(7,0)	(11,6)	(3,5)	(4,5)	(1,8)	(1,3)
Ventes de prestations de service	8,6	4,3	1,2	1,3	-	-
Achats de prestations de service	(45,6)	(25,1)	(35,5)	(34,5)	-	-
Produits financiers	-	-	-	-	-	-
Frais financiers	(1,8)	(0,7)	(20,4)	(13,7)	-	-
Créances commerciales	9,1	3,5	1,1	1,7	-	-
Dettes commerciales	(46,5)	(16,0)	(27,1)	(24,3)	-	-
Créances financières	-	-	-	-	-	-
Dettes financières	(100,0)	(100,0)	(537,1)	(536,8)	-	-

Par ailleurs, les acquisitions d'immobilisations se sont élevées à 10,7 millions d'euros au cours de l'année 2011 (20,4 millions d'euros en 2010).

Société mère ultime

La société Italcementi S.p.A. est une société italienne cotée au marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A. Elle est majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A., cotée sur le même marché.

Il n'y a pas eu de transaction entre Italmobiliare S.p.A. et le Groupe Ciments Français.

Entreprises associées

Les principales entreprises associées avec lesquelles le Groupe effectue des ventes, des prestations et des achats sont les sociétés Ciment Québec et Innocon en Amérique du Nord et Vassiliko à Chypre.

Coentreprises

Les transactions réalisées avec les coentreprises et qui ne seraient pas éliminées en consolidation sont peu significatives.

Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.

Les opérations refacturées à Ciments Français ou à ses filiales concernent principalement une quote-part des coûts de recherche et développement et des prestations de services engagés par C.T.G. S.p.A. détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français.

Principaux dirigeants

Le président, le directeur général, le directeur général délégué ainsi que les autres membres du conseil d'administration de Ciments Français sont considérés comme principaux dirigeants au sens de la norme IAS 24.

Les effets des transactions avec les principaux dirigeants sur les comptes de Ciments Français sont les suivants :

Transactions avec les principaux dirigeants (en millions d'euros)	Charges 2011	Bilan 31 décembre 2011	Charges 2010	Bilan 31 décembre 2010
Avantages à court terme, hors jetons de présence	(2,0)	(0,8)	(2,1)	(0,8)
Jetons de présence	(0,5)	-	(0,6)	-
Sous-total avantages à court terme	(2,5)	(0,8)	(2,7)	(0,8)
Avantages postérieurs à l'emploi	-	(1,9)	-	(1,8)
Paiement en actions*	-	-	(0,9)	-
TOTAL	(2,5)	(2,7)	(3,6)	(2,6)

* Charges de période d'acquisition des droits (3 ans) des plans Ciments Français et Italcementi S.p.A.

Les avantages à court terme hors jetons de présence comprennent les rémunérations versées par Ciments Français SA (salaires de base, primes et avantages en nature) au président, au directeur général et au directeur général délégué.

Les jetons de présence sont versés par Ciments Français SA et ses filiales consolidées par intégration globale ou proportionnelle.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 35 - Participation dans les coentreprises

Les principales sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont essentiellement des sociétés françaises de matériaux de construction.

La part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges du Groupe dans les coentreprises, qui est incluse dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Actifs courants	29,1	29,1
Actifs non courants	79,0	76,5
Total actif	108,1	105,6
Passifs courants	20,7	22,7
Passifs non courants	14,2	13,4
Total passif	34,9	36,2

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Produits	40,3	40,7
Charges	(40,3)	(39,2)
Résultat avant impôts	-	1,5

Note 36 - Tableau des flux de trésorerie

36.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Banques et caisses	95,0	104,8
Ciments Français SA	3,0	17,5
Filiales	92,0	87,3
OPCVM	225,6	97,9
Ciments Français SA	152,0	40,4
Filiales	73,6	57,5
Dépôts à moins de 3 mois	256,9	286,4
Ciments Français SA	0,0	0,0
Filiales	256,9	286,4
TOTAL	577,5	489,1

Les placements OPCVM répondent aux conditions de classement en trésorerie et équivalents de trésorerie telles que précisées en note 1.15.

Un montant de 368,1 millions d'euros est détenu au 31 décembre 2011 (377,7 millions d'euros au 31 décembre 2010) dans des pays ne permettant pas une disponibilité des fonds immédiate au niveau de la holding Ciments Français (principalement l'Égypte, le Maroc, la Thaïlande et l'Inde), notamment du fait des réglementations en vigueur.

36.2 Investissements financiers nets de la trésorerie des sociétés acquises

Les investissements financiers tels qu'ils ressortent du tableau des flux de trésorerie consolidés s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Titres Shifeng Cement (Chine)	-	5,3
Titres Al Badia (Syrie)	-	4,7
Titres Béton Masoni (France)	-	9,1
Titres Sables Wilson (Canada)	-	0,2
Autres	0,1	0,3
TOTAL	0,1	19,6

36.3 Besoin en fonds de roulement (BFR)

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Variation stocks	(23,3)	(33,8)
Variation clients	(1,5)	102,5
Variation fournisseurs	53,2	24,1
Variation BFR exploitation	28,4	92,8
Variation autres actifs	(21,0)	(9,7)
Variation autres passifs	46,5	(16,4)
Variation BFR hors exploitation	25,5	(26,1)
Total variation besoin en fonds de roulement	53,9	66,7

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 37 - Activités abandonnées

Le 25 mars 2011, Ciments Français a cédé le contrôle de sa filiale Set Group Holding (note 3). Le prix de cession net s'élève à 269,7 millions d'euros en numéraire et la plus-value de cession à 106,9 millions d'euros. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie de cette activité cédée se présentent comme suit :

Compte de résultat

(en millions d'euros)

	2011	2010
Chiffre d'affaires	-	131,0
Autres produits de l'activité	-	0,5
Production stockée	-	(1,2)
Achats et consommations	-	(84,8)
Services extérieurs	-	(29,2)
Charges de personnel	-	(20,0)
Autres produits (charges) d'exploitation	-	(1,8)
Résultat brut d'exploitation courant	-	(5,4)
Plus (moins)-values de cession	110,5	0,3
Résultat brut d'exploitation	-	(5,1)
Amortissements	-	(11,4)
Dépréciations d'actifs	-	-
Résultat d'exploitation	-	(16,5)
Produits financiers	-	0,9
Charges financières	-	(1,7)
Résultat avant impôt	110,5	(17,3)
Impôts	(3,6)	(1,5)
Résultat net des activités abandonnées	106,9	(18,7)
Dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société mère	106,9	(18,7)
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-

État des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	2011	2010
Flux de trésorerie générés par l'activité	-	(7,0)
Flux de trésorerie liés aux investissements	256,9	(4,8)
Flux de trésorerie liés aux financements	-	11,5
Incidence des variations des devises	-	0,3
Flux nets liés aux activités abandonnées	256,9	0,0

Au 31 décembre 2010, la contribution des sociétés cédées au bilan consolidé s'établissait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	
Actifs non courants	140,4
Actifs courants	67,5
Capitaux propres	149,5
Passifs non courants	9,1
Passifs courants	49,3

Note 38 - Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice

En février 2012, Ciments Français a conclu un accord avec la société turque Cimsa Cimento Sanayi ve Ticaret A.S. pour la vente des 51 % du capital d'Afyon Cimento encore détenus pour environ 25 millions d'euros. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes turques et devrait être achevée au cours du premier semestre 2012.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Note 39 - Périmètre de consolidation

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
CIMENT FRANCE						
SCE La Grange d'Etaule	Beaujeu St Vallier - 70100 Gray	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCLI	2 Quartier Castans - Izaourt - 65370 Loures Barousse	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMALIT	Zone portuaire - Quai A. de Vial - Poste 435 - 33530 Bassens	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SRT Société Rouennaise de Transformation	Chez Ciments Calcia, Boulevard Maritime - 76350 Grand Couronne	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
CIMENTS CALCIA	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SZG	AM Zementwerk - 66130 Saarbrücken Gudingén (Allemagne)	80,0	80,0	80,0	80,0	GLOB
STE Aquitaine de Transformation	5 bd Louis Loucheur - 92210 Saint Cloud	40,0	40,0	40,0	40,0	EQUI
TRANSPORT (TRATEL)						
TRATEL	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
LARRICQ	Z.I - 28 rue de l'Aumônerie - 79600 Airvault	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
JOHAR	Voie Saint Nicolas - 51300 Luxemont-Villotte	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRAGOR	162 av du Haut Lévêque - 33600 Pessac	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL TRANSPORTS	Grand Route 260 - 7530 Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DECOUX	Route de Saint Gilles - 30300 Beaucaire	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BONAFINI	Z.I. de la Gare - Moulit - 14370 Argences	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL AFFRETEMENT	Grand Route 260 - 7530 Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION FRANCE						
B.C. DE L'ADOUR	Lieu-dit «Castera» - Rue du Moulin de Castera - 64100 Bayonne	60,0	60,0	36,0	36,0	GLOB
SCI Lepeltier	Route de Berry-Bouy - 18230 Saint Doulchard	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DTM Dragages, Transports & Travaux Maritimes	Quai Nord - Port de la Pallice - 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SABLIMARIS*	Z.I. Portuaire du Rohu - 56600 Lanester	50,0	49,8	50,0	49,8	PROP
UNIWERBETON	Z.I. des Érables, BP 13 - 54181 Heillecourt	70,0	70,0	70,0	70,0	GLOB
LES GRAVES DE L'ESTUAIRE	Route du Port Pétrolier, Terre-plein Sud - 76600 Le Havre	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP
LES SABLIERES DE L'ODET*	Port de Corniguel - 29000 Quimper	50,0	49,5	50,0	49,5	PROP
CALCAIRES DE SOUPPES SUR LOING	Lieu-dit «Le Coudray» - 77460 Souppes sur Loing	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE*	Port fluvial Sud de Chalon - 71380 Epervans	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP
DIJON BETON	Route de Gray - 21850 St Apollinaire	15,0	15,0	15,0	15,0	EQUI
DRAGAGES ET CARRIERES	Port fluvial Sud-Chalon - 71380 Epervans	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
B.C. DES ABERS	11 rue de la roche - BP 6 - 29870 Lannilis	34,0	34,0	34,0	34,0	EQUI
B.C. DU PAYS BASQUE	Lieu-dit «Castera» Rue du Moulin de Castera - 64100 Bayonne	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
GSM	Les Technodes BP 2 - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
UNIBETON	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
STÉ PARISIENNE DE SABLIERES	«Le Catelier» - Martot - 27340 Pont de l'Arche	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
EURARCO FRANCE	Chemin de Barre Mer - St Firmin les Crotoy - 80550 Le Crotoy	65,0	65,0	65,0	65,0	GLOB
FRAIMBOIS GRANULATS	Pont de Fraimbois - 54300 Moncel les Luneville	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
UNIBETON-VAR	Z.A. du Berthoire - 13410 Lambesc	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SAS DES GRÉSILLONS	2 quai Henri IV - 75004 Paris	35,0	35,0	35,0	35,0	PROP
STINKAL	Hameau Beaulieu - 62250 Ferques	35,0	35,0	35,0	35,0	EQUI
LES CALCAIRES GIRONDINS	18/20 avenue René Cassagne - 33150 Cenon	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
GRAVES DE L'ESTUAIRE DE LA GIRONDE LGEG	5 Chai de Chaulne - 33420 St Jean de Blaignac	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
LES SABLES DE MÉZIÈRES	La Ballastière - 37705 St-Pierre des Corps	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
GRANULATS DE LA DROME	Parc St Jean - ZAC du Mas de Grille - 34437 St Jean de Vedas	51,0	51,0	51,0	51,0	GLOB
CALCAIRES LORRAINS	ZI. avenue des Érables - 54181 Heillecourt	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SCI Balloy	49 bis avenue F. Roosevelt - 77215 Avon	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VALOISE	13 route de Conflans - 95480 Pierrelaye	60,0	60,0	60,0	60,0	PROP
SEAPM	49 bis avenue F. Roosevelt - 77215 Avon	56,4	56,4	56,4	56,4	PROP
GRANULATS OUEST	3 rue du Charron - 44800 Saint Herblain	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
LES QUATRE TERMES	Chemin St Jean - 13000 Salon de Provence	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SODRAMARIS	Quai Nord, port de la Pallice - 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
BELGIQUE						
CCB	Grand Route 260 - 7530 Tournai	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DE PAEPE BETON	Kennedylaan - Afrit Moervaart Noord - 9042 Gent	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCIETE DES CARRIERES DU TOURNAISIS	Grand-Route 19 – 7530 Tournai (Gaurain Ramecroix)	65,0	65,0	65,0	65,0	PROP
ESPAGNE						

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
C. G. CANTERAS	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	99,4	99,4	99,3	99,3	GLOB
FINANCIERA y MINERA	Parque Alvento, Via de los Poblados nº1, C - 6a planta - 28033 Madrid	99,9	99,9	99,9	99,9	GLOB
HORMIGONES Y MINAS	Carretera de Almeria - Km 8, apdo 189 - 29080 Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
ATLANTICA DE GRANELES	Sestao-Galindo, Via Galindo - Vizcaya	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
VENTORE	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
C.A.S. MALAGA	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
INVERSIONES	Via de los Poblados, nº1; Ed. C 6 e planta, Parque Empresarial Alvento - 28033 Madrid	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CONGLOMERANTES HIDRAULICOS ESPECIALES	Via de los Poblados, nº1; Ed. C 6e planta, Parque Empresarial Alvento - 28033 Madrid	85,0	85,0	85,0	85,0	GLOB
GRÈCE - CHYPRE						
HALYPS BUILDING MATERIALS	Km 17 National Rd Athens-Korinth - 19300 Aspropyrgos - Attika	99,9	99,9	99,9	99,9	GLOB
VASSILIKO CEMENT WORKS Ltd	1A Kyriakos Matsis Avenue - 1519 Nicosia - Chypre	24,6	24,6	24,6	24,6	EQUI
ITALMED CEMENT COMPANY	284 Arch Makarios C ave Fortuna Blg Block B , 2nd floor 3105 Limassol Chypre	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
AMÉRIQUE DU NORD						
ESSROC CANADA Inc. (Canada)	2000 Argentia Rd-Plaza 3-Suite 270 L5N 1P7 Mississauga (Ontario) Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC SAN JUAN Inc.	Road No. 2 km 26.7 Bo Espinosa - 00646 Dorado - Puerto Rico	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GREYROCK Inc.	3251 Bath Pike - Nazareth, PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TOMAHAWK Inc.	c/o Delaware Corporate Management 1105 N. Market St - Suite 1300 - 19899 Wilmington DL (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GROUPE CIMENT QUEBEC Inc.	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
CIMENT QUEBEC Inc.*	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
3092-0631 QUEBEC*	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ST-BASILE TRANSPORT*	145 bd du Centenaire - GOA 3GO St Basile de Portneuf (Québec) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
INNOCON Inc.	50 Kewkirk Road - Richmond Hill, (Ontario) L4C 3G3 Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC CEMENT Corp.	3251 Bath Pike - Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
ESSROC Corp.	3251 Bath Pike - Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ARROWHEAD INVESTMENT Co	502 East John Street - 89706 Carson City Nevada (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
RIVERTON INVESTMENT Corp.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Winchester VA 22602 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CAPITOL CEMENT Corp.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Winchester VA 22602 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
RIVERTON Corp.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Winchester VA 22602 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INNOCON PARTNERSHIP	50 Newkirk Road - L4C 3G3 Richmond Hill, (Ontario) Canada	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC READY MIX Corp.	3251 Bath Pike - Nazareth PA 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CAMBRIDGE AGGREGATES Inc.	1182 Alps road RR#2 Cambridge (Ontario) Canada	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
SABLE WILSON	180 chemin McCrank, JOX 1A0 Alcove (Québec) Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BETON MERCIER Inc.	110 rue Bélanger, J6J 4Z2 Châteauguay (Québec) Canada	50,0	-	50,0	-	EQUI
NATIONAL EAST READY MIX Corp.	2695 14th avenue - L3R 0H9 Markham (Ontario) Canada	60,0	-	60,0	-	EQUI
ÉGYPTE						
SUEZ CEMENT COMPANY	Nile Office Building Southern - Cairo	55,1	55,1	50,7	50,7	GLOB
TOURAH PORTLAND CEMENT	Nile Korniche, Helwan Road - Tourah PO Box 269 - Cairo	71,9	71,9	39,3	39,3	GLOB
SUEZ BAG COMPANY	Quattamia, Ein Sokhna Rd (km 30), PO Box 1022 Maadi - Cairo	57,8	57,8	28,8	28,8	GLOB
HELWAN CEMENT CO	98 Street n°250 - Maadi, Cairo	99,5	99,5	50,4	50,4	GLOB
READY MIX PRODUCTION (RMBP)	39 Kasr El Nile Street - Cairo	52,0	52,0	26,4	26,4	GLOB
READY MIX PRODUCTION UNIVERSAL (RMPU)	39 Kasr El Nile Street - Cairo	52,0	52,0	26,4	26,4	GLOB
TECNO GRAVEL EGYPT SAE	39 Kasr El Nile Street - Cairo	45,0	45,0	22,8	22,8	EQUI
DECOM	Abour City - Il Saber Amin St.-Cairo, I Ibn Afan Sq. Dokki - Cairo, West of Suez Golf	100,0	100,0	26,4	26,4	GLOB
AXIM FOR INDUSTRIALS	35 Ramses st., Marouf, Office n° 10, Cairo	100,0	100,0	50,1	50,1	GLOB
DEVELOPMENT FOR INDUSTRIES	35 Ramses st., Marouf, Office n° 6, Cairo	100,0	100,0	50,1	50,1	GLOB
SUEZ LIME	35 Ramses st., Marouf, Office n° 10, Cairo	50,0	50,0	25,2	25,2	PROP
SUEZ FOR TRANSPORTATION	Nile Office Building Southern, Cairo	100,0	100,0	49,4	49,4	GLOB
SUEZ FOR IMPORT & EXPORT	35 Ramsis str. Kaser El Nile, Cairo	100,0	100,0	50,0	50,0	GLOB
HELWAN BAGS	Kafr El Elw, Corniche Elnile - Helwan	70,6	70,6	35,8	35,8	GLOB

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
MAROC						
PROCIMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BETOMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	62,3	62,3	GLOB
ASMENT TEMARA	Ain Attig, Route de Casablanca, Temara	37,0	37,0	37,0	37,0	EQUI
CIMENTS DU MAROC	621 boulevard Panoramique CP 20150, California - Casablanca	62,3	62,3	62,3	62,3	GLOB
MARGUERITE VIII	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MARGUERITE X	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INDUSAHA SA	Immeuble Chiâa, route de Mekka km 18 route de la ville du port - Laayoune	91,0	91,0	56,7	56,7	GLOB
BULGARIE						
MARVEX BULGARIA	9160 - Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
DEVNYA CEMENT AD	Varna District - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
LYULYAKA	1 Suvorovsko Shose - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
VULKAN AD	Vulkan Quarter - Dimitrovgrad	98,3	98,3	98,3	98,3	GLOB
DEVNYA FINANCE	Varna District - 9160 Devnya	50,0	50,0	49,9	49,9	EQUI
ICS DANUBE CEMENT	65, Stefan cel Mare Blvd, 65 of, 806 - Chisianu, République de Moldavie	100,0	100,0	99,9	99,9	GLOB
TURQUIE						
AFYON CIMENTO SANAYI TAS	Papken Plaza, Halk Sokak 40-44, Kat 8 - Sahrayicedid Kadikoy 34734 Istanbul	51,0	76,5	51,0	76,5	GLOB
KOWEÏT						
HILAL CEMENT	PO Box 20732, 143068 Safat, Koweït	51,0	51,0	25,8	25,8	GLOB
KUGEMIX	1 bd Al-Tayeba, Industrial Area, Koweït	100,0	100,0	13,3	13,3	GLOB
AL MAHALIYA	Po Box 5146, 13052 Safat, Koweït	51,0	51,0	13,2	13,2	GLOB
TAMEER BETON	Po Box 236624 - Doha, Qatar	49,0	49,0	12,7	12,7	EQUI
GULF READY MIX CONCRETE	Al Mirqab Plot 1, building 1, Office 5, floor 6, Koweït	100,0	100,0	13,2	13,2	GLOB
LIBYE						
ITC FOR CEMENT	Libye	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
THAÏLANDE						
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	59,0	59,0	GLOB
JALAPRATHAN CONCRETE	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	59,0	59,0	GLOB
ASIA CEMENT (ACC)	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
ASIA CEMENT PRODUCTS	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
NAGA PROPERTY	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	59,0	59,0	GLOB
ASIA CEMENT ENERGY CONSERVATION	23/124-128 Soi Soonvijai, Rama 9 Rd - 10320 Huay Kwang - 10320 Bangkok	25,4	25,4	39,5	39,5	GLOB
INDE						
ZUARI CEMENT LTD	Krishna Nagar - Yerraguntla 516311, Kadapa district, Andra Pradesh	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SITAPURAM POWER Ltd	431A Road n°22, Jubilee Hills - 500 033 Hyderabad	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GULBARGA CEMENT Ltd	#45 Museum Road, Jubilee Building, III floor - 250075 Bengaluru (Karnataka)	74,0	-	74,0	-	GLOB
CHINE						
FUPING CEMENT	Zhuangli Town, Fuping county, Weinan City, Shaanxi Province	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
KAZAKHSTAN						
SHYMKENT CEMENT	Aknazar han Street W/n – 486050 Shymkent	92,9	92,9	92,9	92,9	GLOB
BETON ATA LLP	264 Kazybaev Street, Zhetysuskyi region 050014 Almaty	75,5	75,5	70,1	70,1	GLOB
NÉGOCE						
INTERCOM	124, via G. Camozzi - 24121 Bergame, Italie	99,5	99,5	84,6	84,6	GLOB
GACEM	Kanifing Industrial Estate , PO Box 2973, Serrekunda, Gambie	80,0	80,0	80,0	80,0	GLOB
INTERBULK TRADING	Via Bagutti 5, CH-6904 Lugano, Suisse	85,0	85,0	85,0	85,0	GLOB
MAFCI	BP n° 5291, Nouakchott, Mauritanie	51,2	51,2	51,2	51,2	GLOB
EUROTECH CEMENT	Rruga Unazes Shkozet, Durres, Albanie	84,0	84,0	83,9	83,9	GLOB
SIDER NAVI*	39 via S. Brigida - 80133 Naples, Italie	10,0	10,0	8,5	8,5	EQUI
MEDCEM	39 via S. Brigida - 80133 Naples, Italie	50,0	50,0	42,3	42,3	PROP
SINGHA CEMENT (PRIVATE)	44/1 New Nuge road, Colombo 03, Sri Lanka	80,2	80,2	80,2	80,2	GLOB
MARITIME TRADE & BROKERAGE	Via Paolo Imperiale, Edificio Caffa int. 8 e 9 - Genova, Italie	33,0	33,0	28,3	28,3	EQUI
INTERBULK EGYPT	35 St. Ramsis, United Bank Building 6th floor - Cairo - Égypte	100,0	100,0	85,3	85,3	GLOB
MAURITANIENNE DES BÂTIMENTS ET ROUTES	BP 40254, Nouakchott, Mauritanie	100,0	100,0	51,4	51,4	GLOB
SIÈGE & HOLDINGS						
SAX	Les Technodes - Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TECHNODES SA	Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SODECIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	58
Présentation du Groupe	État de la situation financière consolidée	60
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat consolidé	62
Comptes consolidés	État du résultat global consolidé	63
Comptes annuels de Ciments Français SA	État des variations des capitaux propres consolidés	64
Gouvernement d'entreprise	État des flux de trésorerie consolidés	65
Informations sur la société et le capital	Notes explicatives aux comptes consolidés	66
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

ENTITÉS	ADRESSE	% contrôle au 31 déc. 2011	% contrôle au 31 déc. 2010	% intérêts au 31 déc. 2011	% intérêts au 31 déc. 2010	Méthode de consolidation au 31 déc. 2011
CIMENTS FRANÇAIS EUROPE CFE	Herengracht 537 1017 BV Amsterdam (Pays-Bas)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TERCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMENTS FRANÇAIS (Siège)	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	MÈRE
COFIPAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INVESTCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VESPRAPAT HOLDING CO LTD	N°540 Mercury Tower 22nd fl. Ploenchit Road Lumpiee Subdistrict - Bangkok, Thaïlande	49,0	49,0	49,0	49,0	GLOB
VANIYUTH CO LTD	1191/189 CTI Tower, M Floor, Ratchadapisek Rd, Klongtoey subdistrict, Klongtoey district, 10110 Bangkok Metropolis, Thaïlande	48,8	48,8	48,8	48,8	GLOB
COCIMAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMFRA CHINA	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC INTERNATIONAL	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
PARCIB (ex MANDCIM)	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
AL MANAR CEMENT	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MENAF	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SUEZ BOSPHORUS	Sahrayicedid Halk sok. Pakpen Plaza No. 40-44, Kadikoy / Istanbul	100,0	100,0	50,7	50,7	GLOB
CIFI	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOFICEM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CODESIB	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
XINPRO	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMINTER SA	1 rue Joseph Hackin - 1746 Luxembourg	100,0	-	100,0	-	GLOB

* Filiales de sociétés consolidées par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence.



4

Comptes annuels de Ciments Français SA

4.1	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
4.2	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de la société mère, Ciments Français SA	142
4.3	Compte de résultat	144
4.4	Bilan.	145
4.5	Annexe	147
4.6	Tableau des 5 derniers exercices	163
4.7	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices.	164
4.8	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011.	165

4.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

ERNST & YOUNG Audit

1/2 place des Saisons,
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Ciments Français S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2011 ont été réalisées dans un contexte où les perspectives économiques sont difficiles à appréhender. Ces conditions sont décrites dans la note « Estimations de la Direction » de l'annexe aux comptes annuels. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	142
Comptes consolidés	Compte de résultat	144
Comptes annuels de Ciments Français SA	Bilan	145
Gouvernement d'entreprise	Annexe	147
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	163
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165

Estimations comptables

Dépréciation des titres de participation

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des titres de participation, selon la méthode décrite en notes « Méthodes d'évaluation » et « B2 immobilisations financières » de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour déterminer ces provisions pour dépréciation des titres de participation et avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes.

Provisions pour risques et charges

La société constitue des provisions pour couvrir les risques et litiges, selon les modalités décrites en note « Méthodes d'évaluation » de l'annexe. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans la société permettant leur recensement, leur évaluation, et leur traduction comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 15 mars 2012

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

4.2 Résultats, situation financière et autres informations juridiques de la société mère, Ciments Français SA

Faits significatifs

Les faits significatifs de l'année 2011 sont détaillés dans la section 4.5 « Annexe ».

Résultats

Le résultat net de Ciments Français SA en 2011 s'établit à 296,3 millions d'euros (contre 145,7 millions d'euros en 2010).

Dividende

Le dividende, soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 13 avril 2012, a été fixé à 3 euros.

Compte tenu qu'un acompte sur dividende de 1,50 euro a été versé le 17 août 2011, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2011, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 3 mai 2012.

Capital social

Au 31 décembre 2010, le capital social est de 145 527 488 euros, divisé en 36 381 872 actions de 4 euros chacune.

Au cours de l'année 2011, le nombre d'actions a varié comme suit :

- Levées d'options de souscription d'actions : néant
- Annulation d'actions : 603 296

Au 31 décembre 2011, le capital social est de 143 114 304 euros, divisé en 35 778 576 actions de 4 euros chacune.

À la clôture de l'exercice, l'actionnaire principal, la société Italcementi S.p.A. détient 83,20 % des actions (85,63 % avec Italmobiliare S.p.A.) et 90,69 % des droits de vote.

Au 31 décembre 2011, la société est susceptible d'émettre 622 860 actions nouvelles au maximum, résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Rapport spécial sur les actions propres

(Article L.225-209 alinéa 2 du code de commerce)

Au 1^{er} janvier 2011, la société détenait 140 112 actions dont 40 500 actions destinées à alimenter un plan d'options d'achat d'actions, le solde, soit 99 612 actions, étant destiné à être annulé.

Au cours de l'exercice 2011, la société a acquis 540 000 actions et a procédé à l'annulation de 603 296 actions dans le cadre du programme de rachat d'actions et de réduction de capital autorisé par l'assemblée générale du 13 avril 2011.

Au cours de l'exercice, 600 options d'achat d'actions ont été levées.

Solde au 1 ^{er} janvier 2011	140 112 actions
Acquisition	540 000 actions
Annulation	- 603 296 actions
Levées d'options d'achat d'actions	- 600 actions
Solde au 31 décembre 2011	76 216 actions

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

À la clôture de l'exercice, 76 216 actions étaient donc inscrites au nom de la société (dont 36 316 actions acquises dans un but d'annulation et 39 900 actions destinées à la couverture du plan d'options d'achat de l'année 2003). Leur valeur nominale globale s'élève à 304 864 euros et leur valeur évaluée au cours d'achat est de 3 995 996,42 euros.

Les actions propres représentent 0,21 % du capital social. Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucune vente d'actions.

Plans d'option

Depuis 1987, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à consentir des options de souscription ou d'achat d'actions. La dernière autorisation valable trente-huit mois, portant sur un million d'options, a été donnée le 11 avril 2006. Il a été décidé de ne pas la renouveler.

Au cours de l'exercice 2011, aucune option de souscription d'action n'a été levée au titre des plans précédents et 13 700 ont été annulées.

D'autres informations relatives aux plans d'options sont communiquées dans la section 5.2 « Intérêts et rémunération des organes d'administration et de direction » et dans les notes explicatives aux comptes consolidés (note 27).

Mandataires sociaux

Les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux sont données dans la 5^e partie « Gouvernement d'entreprise ».

Informations environnementales

Compte tenu de l'activité de holding de Ciments Français SA, les effets de son activité sur l'environnement sont peu significatifs. Des informations sur les risques liés aux activités des filiales, l'organisation du Groupe et les mesures mises en place pour prévenir ces risques, ainsi que les objectifs assignés aux filiales sont donnés dans la section 1.8 « Informations environnementales ».

Procédures judiciaires et d'arbitrage

La société Ciments Français n'a pas connaissance de procédure judiciaire, arbitrale, ou de fait exceptionnel la concernant, et pouvant avoir des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité, autre que ceux mentionnés en section 4.5, alinéa Faits exceptionnels et litiges.

Informations sociales

Les informations sociales relatives à la société Ciments Français SA sont les suivantes :

La société emploie 101 personnes au 31 décembre 2011 qui bénéficient toutes d'un contrat à durée indéterminée. Au cours de l'exercice, hors mouvement de mobilité, 2 personnes ont été embauchées et 8 personnes ont fait l'objet d'un licenciement.

Le recours à la main d'œuvre intérimaire et aux heures supplémentaires n'est pas significatif.

En matière de temps de travail, la société applique la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans le cadre d'un accord signé en 1999 et 7 salariés bénéficient d'un contrat à temps partiel (1 à 60 %, 1 à 70 %, 3 à 80 % et 2 à 90 %).

Au cours de l'exercice, le taux d'absentéisme a été de 2,04 %.

En 2011, la masse salariale s'élève à 14 970 milliers d'euros.

Les salariés de Ciments Français bénéficient d'un certain nombre d'avantages sociaux tels que l'adhésion à une mutuelle, à un contrat de prévoyance, à des régimes de retraite complémentaire, la participation aux dépenses de restauration et diverses primes octroyées lors d'événements familiaux. Ils disposent également d'un Plan Épargne Entreprise et d'un Plan Épargne pour la Retraite Collectif Interentreprises alimentés par le versement des sommes issues de l'intéressement ou de versement volontaire sur des fonds communs de placement d'entreprise.

Le comité d'entreprise de Ciments Français est composé de quatre titulaires. Au cours de l'année 2011, le comité d'entreprise s'est réuni 12 fois en session ordinaire et 3 fois en session extraordinaire. La charge totale du comité d'entreprise s'est élevée à 132 720 euros.

En matière de formation, 126 formations ont été effectuées en 2011 pour un temps de 1 938 heures.

Le comité d'hygiène et de sécurité se réunit quatre fois par an pour assurer le respect des règles d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail.

Des informations sur la politique et les actions du Groupe dans le domaine des ressources humaines sont développées en section 1.7.

4.3 Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice 2011	Exercice 2010
CHIFFRE D'AFFAIRES	A1	18 291	15 053
Charges et consommations	A2	(110 350)	(83 970)
VALEUR AJOUTÉE		(92 059)	(68 917)
Impôts et taxes	A3	(4 562)	(6 071)
Charges de personnel	A4	(25 318)	(25 159)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		(121 939)	(100 147)
Autres produits	A5	65 524	68 463
Autres charges		(398)	(427)
Amortissements		(1 308)	(1 476)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(58 121)	(33 587)
Dividendes		183 046	185 557
Charges financières nettes		(28 916)	(64 228)
(Dotation) ou reprise de provisions		10 439	13 491
RÉSULTAT FINANCIER	A6	164 569	134 820
RÉSULTAT COURANT		106 448	101 233
Produits exceptionnels		368 898	17 111
Charges exceptionnelles		(211 468)	(15 386)
Amortissements		-	(1)
Provisions		(4 217)	5
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	A7	153 213	1 729
RÉSULTAT D'ENTREPRISE		259 661	102 962
Impôt sur les bénéfices	A10	36 618	42 781
RÉSULTAT NET		296 279	145 743

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	142
Comptes consolidés	Compte de résultat	144
Comptes annuels de Ciments Français SA	Bilan	145
Gouvernement d'entreprise	Annexe	147
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	163
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165

4.4 Bilan

ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	Montant brut	31 décembre 2011 Amortissements & provisions (à déduire)	Montant net	31 décembre 2010
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	B1	13 238	12 200	1 038	1 559
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	B1				
Constructions et installations		1 629	1 037	592	756
Autres immobilisations		4 354	3 716	638	1 053
		5 983	4 753	1 230	1 809
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES ⁽¹⁾	B2				
Participations		3 970 381	76 611	3 893 770	4 041 292
Créances rattachées à des participations		285 757	-	285 757	640 859
Autres titres immobilisés		4 020	24	3 996	10 413
Prêts		681	-	681	1 163
Autres		179	-	179	198
		4 261 018	76 635	4 184 383	4 693 925
ACTIF IMMOBILISÉ		4 280 239	93 588	4 186 651	4 697 293
AUTRES CRÉANCES					
Créances clients et comptes rattachés	B3	28 535	-	28 535	25 606
Autres créances d'exploitation		571	-	571	1 887
Charges constatées d'avance	B4	9 521	-	9 521	16 103
Créances diverses ⁽²⁾	B4	370 831	2 578	368 253	19 223
Ecart de conversion Actif ⁽²⁾		45 438	-	45 438	47 826
Valeurs mobilières de placement		151 989	-	151 989	40 415
Disponibilités		2 024	-	2 024	1 060
		608 909	2 578	606 331	152 120
TOTAL ACTIF		4 889 148	96 166	4 792 982	4 849 413
(1) dont à moins d'un an				0	484
(2) dont à plus d'un an				0	0

PASSIF*(en milliers d'euros)*

	Notes	31 décembre 2011	31 décembre 2010
CAPITAUX PROPRES			
Capital		143 114	145 528
Primes d'émission, de fusion, d'apport		946 197	946 197
Réserve spéciale de réévaluation	B6	4 802	4 802
Réserve légale		15 394	15 394
Autres réserves		76 011	76 011
Report à nouveau		1 074 051	1 128 928
Résultat de l'exercice		296 279	145 743
CAPITAUX PROPRES	B5	2 555 848	2 462 603
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ⁽¹⁾	B7	68 855	63 356
DETTES FINANCIÈRES ⁽¹⁾	B8		
Emprunts obligataires		527 761	527 357
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾		27	158 345
Emprunts et dettes financières divers		1 526 579	1 571 524
		2 054 367	2 257 226
AUTRES DETTES ⁽¹⁾			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		52 399	20 929
Dettes fiscales et sociales		10 871	11 338
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		55	24
Produits constatés d'avance		514	621
Autres dettes		0	30
Écart de conversion Passif		50 073	33 286
		113 912	66 228
TOTAL PASSIF		4 792 982	4 849 413
(1) dont à plus d'un an dont à moins d'un an		1 347 855 889 279	1 465 405 921 406
(2) dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		27	345

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	142
Comptes consolidés	Compte de résultat	144
Comptes annuels de Ciments Français SA	Bilan	145
Gouvernement d'entreprise	Annexe	147
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	163
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165

4.5 Annexe

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.)

Faits significatifs de l'exercice 2011

Fin mars 2011, Ciments Français a cédé Set Group Holding et ses filiales au groupe turc Limak Holding pour un montant de 290 millions d'euros, hors dette nette (17 millions d'euros à fin 2010) et trésorerie. Cette cession ne concerne pas Afyon Cimento, société turque cotée en bourse, dans laquelle Ciments Français a réduit sa participation de 76,51 % à 51,0 % au cours du premier semestre. Set Group Holding détient trois cimenteries à Ankara, Balikesir et Trakya (capacité totale de clinker de 2,3 millions de tonnes par an), un centre de broyage à Ambarli (capacité de ciment de 1,2 million de tonnes par an) et 13 centrales à béton. En 2010, Set Group Holding avait réalisé un chiffre d'affaires de 134 millions d'euros. Fin juin, Ciments Français SA a retenu Mediobanca comme conseiller financier pour l'évaluation et l'exécution de la vente du solde de sa participation dans Afyon Cimento.

Le 15 décembre 2011, Moody's a dégradé la note à long terme de Ciments Français de Baa3 à Ba1 avec perspective négative.

Principes généraux

Les comptes annuels (bilan et compte de résultat) arrêtés au 31 décembre 2011 et 2010 ont été établis suivant les principes et méthodes définis par la loi comptable et ses textes d'application conformément au règlement CRC 99-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base ci-après :

- image fidèle ;
- comparabilité ;
- continuité d'activité ;
- régularité ;
- sincérité ;
- permanence des méthodes ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Méthodes d'évaluation

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, hors frais financiers intercalaires.

- **Amortissements**

- Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

- agencements installations linéaires sur : 10 ans,
- installations techniques, matériel et outillage : linéaire sur 8 ans dans la plupart des cas,
- véhicules : linéaire sur 4 ans,
- mobilier de bureau : linéaire sur 8 ans,
- machines, matériel de bureau et gros matériel informatique : linéaire sur 5 ans,
- logiciels : linéaire sur 3 ou 5 ans.

- Les amortissements figurent en charge d'exploitation et sont portés en diminution de l'actif immobilisé.

- **Provisions**

Lorsque la valeur d'inventaire est jugée inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée par voie de provision.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, ou à leur valeur d'apport, la réévaluation légale ayant été pratiquée sur les titres en portefeuille au 31 décembre 1976.

- **Provisions**

Une dépréciation est constatée par voie de provision lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur historique. La valeur d'inventaire des titres est déterminée en général par référence à la quote-part de capitaux propres détenue, éventuellement réappréciée en tenant compte notamment des éléments incorporels, sur la base de la valeur de l'entreprise, effectuée selon la méthode de calcul des flux de trésorerie actualisés (*discounted cash flows*), ou dans le cas de titres cotés en bourse, le cours du dernier jour de l'exercice, s'il représente la valeur de l'entreprise.

Créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises hors de la zone EURO sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ; les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écart de conversion actif et passif prévus à cet effet.

Sauf situation particulière (notamment en cas de couverture), les pertes de conversion enregistrées en écart de conversion actif font l'objet d'une provision pour risques et charges.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

En matière d'engagements de retraite et avantages similaires, les principaux régimes à prestations définies sont les indemnités de fin de carrière et des couvertures de frais médicaux. Les engagements liés à la retraite sont externalisés auprès de compagnies d'assurances. L'engagement constaté au bilan prend en compte la juste valeur des actifs du régime. À compter du 1er janvier 2004, les engagements de retraite et avantages similaires sont évalués et comptabilisés conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC. La provision pour indemnités de fin de carrière a augmenté en 2011 de 159 milliers d'euros contre + 298 milliers d'euros en 2010 ; la provision au titre des autres engagements a augmenté en 2011 de 49 milliers d'euros contre une baisse de 850 milliers d'euros en 2010. Les impacts de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 ont été pris en compte en écarts actuariels.

Les droits au titre des indemnités de fin de carrière sont définis par la convention collective de l'industrie de la fabrication des ciments.

Par ailleurs, un régime de médailles du travail versées pendant l'activité est également en place. Ciments Français a appliqué le règlement 2004-03 du CRC relatif à ces médailles. Ce régime a fait l'objet d'une évaluation actuarielle.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre ainsi que tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport aux hypothèses retenues en début d'exercice. Ces écarts actuariels constituent des écarts, à amortir, enregistrés à l'actif ou au passif du bilan consolidé. Ils sont amortis par plan selon la méthode dite « du corridor » (écarts excédant 10 % de la valeur du marché du fonds ou de la dette actuarielle), sur la durée d'activité moyenne du personnel bénéficiant du régime.

Les variations des engagements suite à une modification de régime sont enregistrées immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis ou étalés sur la période d'acquisition des droits.

Pour les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail et les frais de santé, le taux d'actualisation est de 4,60 %, le taux d'inflation de 2,00 % ; les engagements ont été évalués à partir de la table de mortalité TH-TF 04-06. Pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'augmentation des salaires est de 2,75 % et le taux de rendement attendu des actifs de 2,09 %.

Impôt sur les sociétés

Il est rappelé que l'application du régime des groupes intégrés est automatiquement prolongée de 5 ans en 5 ans.

Ciments Français SA est la société tête du groupe d'intégration fiscale dont le périmètre au 31 décembre 2011 est le suivant :

Al Manar	Codesib	Johar	Sodecim
Bonafini	Cofipar	Larricq	Technodes
CIFI	Decoux	Menaf	Tercim
Cimalit	Essroc International	Parcib	Tragor
Ciments Calcia	Granulats Ouest	Sax	Tratel
Ciments Français	GSM	SCI de Balloy	Unibéton
Cimfra	Immobilière des Technodes	SCI Lepeltier	Unibéton Var
Cocimar	Investcim	Socli	Xinpro

Les règles de répartition de la charge d'impôt du Groupe entre les différentes sociétés sont fixées conventionnellement ; les principes retenus sont les suivants :

- neutralité du régime pour les filiales intégrées ;
- chez Ciments Français :
 - prise en charge ou en produit de l'incidence des retraitements liés au régime,
 - comptabilisation dans les produits de l'exercice de l'économie d'impôt réalisée apportée par les sociétés déficitaires,
 - constitution d'une provision pour charges relative à ces économies d'impôt, afin de couvrir les versements ultérieurs à effectuer au titre des filiales, lorsqu'elles redeviendront bénéficiaires.

Instruments financiers

La société utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux de change et d'intérêt résultant de son activité internationale et de la nature des emprunts contractés. Les positions sont prises sur des marchés organisés ou de gré à gré, dans le cadre d'une politique de couverture partielle des transactions considérées, à l'exclusion de toute position spéculative. Les résultats dégagés sur les opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats réalisés sur les éléments couverts.

• Achats et ventes à terme de devises

Les créances et dettes en devises faisant l'objet de contrats de vente ou d'achat à terme sont valorisées sur la base des taux de couverture, les écarts éventuels par rapport à la valeur historique étant enregistrés en résultat.

• Swaps de devises

Les résultats dégagés sur les swaps de devises constituant des opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats des éléments couverts.

• Instruments de couverture du risque de taux d'intérêt

La société utilise notamment des swaps de taux d'intérêt, des « FRA » et des « collars » pour se couvrir de la variation des taux. Le différentiel de taux d'intérêt reçu ou payé est enregistré en charges financières.

Frais d'émission d'emprunts

Depuis 1997, les frais d'émission d'emprunts préalablement comptabilisés en frais payés d'avance à l'actif du bilan, sont enregistrés linéairement en charges externes, en liaison avec la durée des emprunts correspondants.

Faits exceptionnels et litiges

Dans le cadre normal des activités de Ciments Français, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

Les principaux risques et litiges en cours au 31 décembre 2011 et n'ayant pas donné lieu à provision sont les suivants :

- 1) La Commission européenne a commencé une enquête en novembre 2008 à l'encontre d'Italmobiliare SpA (société contrôlant Italcementi SpA) et ses filiales, notamment Ciments Français, Ciments Calcia et Compagnie des Ciments Belges. En décembre 2010, la Commission a ouvert formellement une procédure à l'encontre d'Italmobiliare SpA. En avril 2011, elle a notifié une demande d'informations à Italmobiliare SpA, qui a apporté les réponses appropriées et contesté cette demande devant les juridictions européennes. Le dossier est toujours en cours.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques	
Commentaires sur l'exercice	de Ciments Français SA	142
Comptes consolidés	Compte de résultat	144
Comptes annuels de Ciments Français SA	Bilan	145
Gouvernement d'entreprise	Annexe	147
Informations sur la société et le capital	Tableau des 5 derniers exercices	163
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Informations complémentaires	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165

2) Suite à la non-réalisation du contrat de 2008 entre Sibcem et Ciments Français pour la cession des actifs turcs (Set Group), plusieurs procédures sont en cours :

Sibconcord, le principal actionnaire de Sibcem, a entamé en Russie une procédure d'annulation du contrat. Le 26 septembre 2011, une décision d'annulation du contrat obtenue en première instance par Sibconcord et contestée en appel par Ciments Français est devenue exécutoire. Ciments Français s'est pourvu en cassation au niveau régional sans succès, puis a introduit un pourvoi devant la cour suprême de la fédération de Russie. En décembre 2011, Sibconcord a effectué une tentative d'exécution forcée de la décision russe au Kazakhstan, rejetée par le tribunal en janvier 2012. Sibconcord a interjeté appel de ce jugement.

Ciments Français a engagé une procédure d'arbitrage suivant le règlement CCI (siège de l'arbitrage à Istanbul) conformément aux dispositions contractuelles. Le 7 décembre 2010, une sentence arbitrale favorable a été obtenue, reconnaissant que Ciments Français avait valablement exercé son droit de résilier le contrat et avait à bon droit conservé les 50 millions d'euros payés par Sibcem. Le 31 mai 2011, Sibcem a obtenu des tribunaux turcs l'annulation de cette sentence ; Ciments Français a interjeté appel de ce jugement. Parallèlement, Ciments Français poursuit ses procédures de reconnaissance de la sentence arbitrale dans différents pays.

À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société.

Consolidation

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes d'Italcementi S.p.A. - Via Camozzi 124 - 24121 Bergame (Italie).

Estimations de la direction

L'établissement des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis en France, nécessite la prise en compte, par la direction de la Société, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, tels que les amortissements et les provisions, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations alors disponibles. Elles tiennent également compte du contexte actuel qui rend les perspectives économiques difficiles à appréhender. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

Commentaires sur les comptes

A. Compte de résultat

Les montants indiqués sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

	2011	2010
A1 Chiffre d'affaires		
Prestations de services	18 291	15 053
dont à l'exportation	11 973	8 224
A2 Charges et consommations		
Loyers, charges et entretien	(4 399)	(6 195)
Honoraires	(7 785)	(5 910)
Achats d'autres approvisionnements	(115)	(124)
Subventions	(21 176)	(17 287)
Prestations externes	(76 875)	(54 454)
TOTAL	(110 350)	(83 970)
A3 Impôts et taxes		
Contribution économique territoriale (CET)	(188)	(83)
Impôts et taxes exigibles à l'étranger	(3 472)	(5 000)
Autres	(902)	(988)
TOTAL	(4 562)	(6 071)
A4 Charges de personnel		
Salaires, appointements, indemnités	(17 358)	(17 658)
Charges sociales sur rémunérations	(6 439)	(7 250)
Avantages postérieurs à l'emploi	(207)	378
Autres frais de personnel	(1 314)	(629)
TOTAL	(25 318)	(25 159)
A5 Autres produits		
Transfert de technologie et assistance aux filiales*	65 158	68 393
Autres	366	70
TOTAL	65 524	68 463
A6 Résultat financier		
Dividendes	183 046	185 557
Autres produits financiers	39 822	13 284
Charges financières sur dettes bancaires et comptes courants	(61 851)	(78 946)
Différences de change nettes	(6 887)	1 434
Provisions sur immobilisations financières	10 439	13 491
TOTAL	164 569	134 820

* Ciments Français assure à ses filiales une assistance en matière technique et administrative rémunérée en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

Les montants indiqués sont en milliers d'euros sauf indication contraire.

	2011	2010
A7 Résultat exceptionnel		
Plus et moins-values sur cessions actif	157 956	(13)
Subvention et abandon de créances filiales	(397)	0
Dégrèvements fiscaux	0	1 337
Provisions ou charges pour coûts sociaux (dotation) reprise	(344)	(60)
Provision pour contrôle fiscal	(4 210)	0
Autres	208	465
TOTAL	153 213	1 729
A8 Produits et charges concernant le Groupe		
Chiffres d'affaires	18 255	14 940
Autres produits	65 168	68 395
Dividendes	183 046	185 472
Produits financiers	12 137	12 859
Provisions sur titres et créances rattachées	25 403	5 096
Autres charges externes	(68 911)	(43 971)
Charges financières	(30 800)	19 463
Produits (charges) exceptionnels	159 101	(266)
TOTAL	363 399	261 988
A9 Rémunérations versées aux mandataires sociaux		
Jetons de présence	398	427
Rémunérations	2 173	1 987
TOTAL	2 571	2 414
A10 Résultat fiscal - Ventilation de l'impôt du régime intégré		
Désignation : Charge (profit) d'impôt		
Effet du régime intégré		
Impôts reçus des filiales intégrées		
- Taux normal et taux réduit (y compris contributions exceptionnelles)	70 433	71 713
Charge d'impôt de l'exercice de l'ensemble		
- Taux normal	(31 500)	(34 497)
- Taux réduit	(727)	(826)
- Contributions additionnelles	(2 649)	(1 140)
Provision pour charges d'impôt futur liées au régime intégré*	(1 218)	3 256
- Régularisation	(117)	(70)
- Crédit d'impôt recherche, crédit d'impôt étranger et autres	2 396	4 345
TOTAL	36 618	42 781

* Voir note sur les méthodes d'évaluation de l'impôt sur les sociétés.

En l'absence d'intégration fiscale, le résultat taxable de Ciments Français SA présente un déficit sur les 2 exercices présentés. Pour chacune des 2 années, l'impôt au taux réduit correspond à la taxation du produit de redevances.

A11 Variations des réintégrations et déductions fiscales

Nature	31 décembre 2010		Variations		31 décembre 2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges non déductibles temporairement						
À déduire l'année suivante						
Bonus	-	3 400	-	(611)	-	2 789
Contribution sociale de solidarité	-	110	-	10	-	120
Subvention construction	-	63	-	-	-	63
Long-term incentive (bonus à 3 ans)	-	2 246	-	122	-	2 368
À déduire ultérieurement						
Provision garantie de passif	-	1 388	-	(29)	-	1 359
Indemnités départ en retraite	-	1 821	-	159	-	1 980
Mutuelle	-	1 718	-	14	-	1 732
Charges déduites, produits imposés non encore comptabilisés						
Écart de conversion actif	47 825	-	(2 387)	-	45 438	-
Écart de conversion passif	-	33 286	-	16 787	-	50 073
Provision pour risque de change	-	43 723	-	(72)	-	43 651
Produit d'intégration fiscale filiales	-	14 584	-	1 218	-	15 802
TOTAL	47 825	102 339	(2 387)	17 598	45 438	119 937

B. Bilan

B1 Immobilisations incorporelles et corporelles	2011	2010
Au 31 décembre	2 268	3 368
Au 1 ^{er} janvier	3 368	3 758
Variation nette	(1 100)	(390)
Variation du montant brut (a)		
Investissements	209	1 153
Immobilisations cédées ou mises hors service	(317)	(355)
TOTAL	(108)	798
Variation des amortissements (b)		
Annuité d'amortissement	1 308	1 476
Amortissements des immobilisations cédées ou mises hors service	(316)	(288)
TOTAL	992	1 188
Variation du montant net (a) - (b)	(1 100)	(390)

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

B2 Immobilisations financières

	2011	2010
Au 31 décembre	4 184 383	4 693 925
Au 1 ^{er} janvier	4 693 925	4 624 681
Variation nette	(509 542)	69 244
Analyse des différentes variations		
Investissements (désinvestissements) en titres de participations ⁽¹⁾	(154 600)	5 011
(Dotation) reprise des provisions pour dépréciation des titres de participation ⁽²⁾	7 078	43 415
Augmentation (diminution) nette des créances rattachées à des participations ⁽³⁾	(355 102)	20 707
Augmentation (diminution) des prêts	(482)	202
Actions propres ⁽⁴⁾	(4 397)	(150)
Autres variations	(2 039)	59
TOTAL	(509 542)	69 244

(1) **2011** : la variation nette de -154 600 milliers d'euros provient des mouvements suivants :

Cession de titres représentatifs d'actifs en Turquie		
- SET GROUP		-167 180
- GOLTAS		-32 438
- AFYON		-5 677
Souscription et augmentation de capital		
- CIMINTER : souscription initiale pour 50 milliers d'euros puis augmentation de capital de 53 750 milliers d'euros		+53 800
- AL MANAR : augmentation de capital		+ 1 500
Autre		
CIFRINTER : acquisition de la totalité des titres non détenus pour 28 607 milliers d'euros puis liquidation de la société et annulation de la totalité des titres pour 33 212 milliers d'euros.		-4 605

2010 : la variation nette de +5 011 milliers d'euros provient des mouvements suivants :

- Menaf		+15 000
- CFP		-15 000
Suite à la transmission universelle de patrimoine de CFP avec Ciments Français, constat à l'actif de la reprise des titres Menaf pour une valeur brute de 15 000 milliers d'euros, soit 1 500 000 actions de 10 euros chacune. Cette fusion a été effectuée à la valeur nette comptable avec effet rétroactif au 1 ^{er} janvier 2010.		
- Halyps		+11
- Codesib		+5 000

Le 23 décembre 2010, Ciments Français a absorbé la Société Internationale Italcementi France (SIF), l'apport à la valeur nette comptable des titres Ciments Français détenus, soit 29 768 125 titres CF de 4 euros chacun, pour 1 776 316 milliers d'euros a donné lieu à leur annulation puis à l'émission du même nombre d'actions au profit d'Italcementi S.p.A. Cette fusion a été effectuée à la valeur nette comptable avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2010.

(2) **2011** : La variation nette de +7 078 milliers d'euros est due à une dotation de 18 325 milliers d'euros pour Goltas en raison de la baisse du cours de bourse, à la reprise de provision liée à la cession de Set Group (17 979 milliers d'euros), et à des variations de provision en liaison avec l'évolution des quotes-parts de capitaux propres, Halyps (-24 758 milliers d'euros), Al Manar (-2 213 milliers d'euros), Singha Cement (-395 milliers d'euros), Jalaprathan (+18 823 milliers d'euros), Cofipar (+13 999 milliers d'euros) et Sax (+1 968 milliers d'euros).

2010 : La variation nette de +43 415 milliers d'euros est principalement due à une forte reprise liée au cours de bourse de Goltas pour 38 559 milliers d'euros, ainsi qu'à l'amélioration des quotes-parts de capitaux propres de Cimfra (+6 943 milliers d'euros) et Jalaprathan (+3 080 milliers d'euros), et des dotations sur les titres Set Group Holding (+5 056 milliers d'euros).

(3) **2011** : La variation nette de -355 102 milliers d'euros est principalement due au transfert en créance à court terme d'un prêt à ESSROC pour 453 000 milliers de dollars US, à une nouvelle avance de 11 000 milliers de dollars US et à l'actualisation du prêt à ESSROC pour +20 843 milliers d'euros ; au remboursement de 30 000 milliers d'euros de GSM et à la capitalisation du prêt à Al Manar pour 1 500 millier d'euros .

2010 : La variation nette de 20 707 milliers d'euros est principalement due à l'actualisation du prêt à Essroc Corp et à une nouvelle avance de 6 000 milliers de dollars US, à une nouvelle avance à Jalaprathan Cement pour 8 812 milliers d'euros, à Al Manar pour 1 500 milliers d'euros, ainsi qu'aux remboursements effectués par GSM pour 20 000 milliers d'euros, Shymkent pour 3 000 milliers d'euros, Procimar pour 6 070 milliers d'euros, et à la capitalisation du prêt à Codesib pour 5 000 milliers d'euros.

(4) **2011** : Dans le cadre du programme de rachat d'actions, 540 000 actions ont été acquises, avec pour objectif leur annulation, pour un montant de 35 966 milliers d'euros, soit un cours moyen brut de 66,60 euros par action hors frais. Au cours de l'année, 99 612 actions ont été annulées selon décision du Conseil d'Administration du 3 mai 2011 et 503 684 actions ont été annulées selon décision du Conseil d'Administration du 4 novembre 2011. Au cours de l'exercice, 600 actions ont été attribuées dans le cadre des levées d'option d'achat d'actions. À la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 76 216 actions pour un montant de 3 996 milliers d'euros.

2010 : Durant l'année, aucun nouvel achat d'action n'a été effectué et aucune action n'a été annulée. Seules 3 200 actions ont été attribuées dans le cadre des levées d'option d'achat d'actions. À la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 140 112 actions pour un montant de 8 393 milliers d'euros.

B3 Créances clients et comptes rattachés

Fin 2011, les créances clients et comptes rattachés comprennent pour l'essentiel les facturations aux filiales du Groupe effectuées au titre des contrats de transfert de technologie et d'assistance et au titre des garanties données par Ciments Français à ses filiales ; ainsi qu'à la créance sur sa société mère Italcementi S.p.A. liée au contrat de répartition des coûts de structure entre les deux sociétés.

B4 Créances diverses et comptes rattachés

	2011	2010
Comptes courants débiteurs des filiales*	365 829	12 001
Impôt sur les sociétés	2 238	6 889
Autres débiteurs	186	333
Charges payées d'avance**	9 521	16 103
TOTAL	377 774	35 326

* Dont Essroc pour 350 104 milliers d'euros. La majorité des prêts a été renouvelée par avenant en février 2012 avec les échéances suivantes : février 2013, 2015 et 2017.

** Comprend les frais d'émission d'emprunt obligataire et d'emprunts auprès d'établissements de crédit qui ont fait l'objet d'un étalement sur la durée des emprunts pour 8 562 milliers d'euros.

B5 Capitaux propres

	2011	2010
Au 31 décembre	2 555 848	2 462 603
Au 1 ^{er} janvier	2 462 603	2 424 191
Variation nette	93 245	38 412

L'augmentation nette des capitaux propres provient des mouvements suivants :

Analyse des différentes variations

	2011	2010
Résultat net	296 279	145 743
Distribution de l'exercice	(108 727)	(108 654)
Acompte sur dividendes	(53 972)	-
Variation capital et prime d'émission ⁽¹⁾	0	1 189
Annulation actions propres ⁽²⁾	(40 335)	0
Prime de fusion Société Internationale Italcementi France	-	134
TOTAL	93 245	38 412

(1) Augmentation de capital :

- **2011** : absence d'augmentation de capital.

- **2010** : pour 23 050 actions de valeur nominale de 4 euros, soit 92 milliers d'euros et une prime d'émission de 1 096 milliers d'euros.

(2) Annulation d'actions propres :

- **2011** : 603 296 actions.

- **2010** : aucune annulation d'actions propres n'a été effectuée au cours de l'exercice.

Actions propres

Solde au 1 ^{er} janvier 2011	140 112 actions
Acquisition	540 000 actions
Annulation	- 603 296 actions
Levées d'options d'achat d'actions	- 600 actions
Solde au 31 décembre 2011	76 216 actions

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

Options de souscription d'achat d'actions en cours au 31 décembre 2011

À plusieurs reprises et pour la dernière fois le 11 avril 2006, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à consentir des options de souscription et d'achat d'actions à certains membres du personnel de la société et de ses filiales.

Date assemblée générale / conseil d'administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées ⁽¹⁾	Options non exercées	Prix unitaire en euros
OPTIONS DE SOUSCRIPTION							
Autorisation du 12.04.2001/	1 000 000						
14.02.2002 ⁽²⁾	(47 900)	152 100	14.02.2005 - 14.02.2012	120 690	11 850	19 560	45,90
01.03.2005		169 400	14.04.2008 - 14.04.2015	1 000	13 500	154 900	70,88
01.03.2006		155 000	23.03.2009 - 22.03.2016	-	7 300	147 700	117,29
		476 500		121 690	32 650	322 160	
Autorisation du 11.04.2006/							
05.03.2007	1 000 000	166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	-	11 200	155 200	140,28
14.04.2008		152 900	14.04.2011 - 13.04.2018	-	7 400	145 500	108,55
		319 300		-	18 600	300 700	
SOUS-TOTAL		795 800		121 690	51 250	622 860	
Options d'achat							
Autorisation du 12.04.2001/							
12.02.2003		171 400	12.02.2006 - 12.02.2013	119 400	12 100	39 900	45,59
SOUS-TOTAL		171 400		119 400	12 100	39 900	
TOTAL	1 952 100	967 200		241 090	63 350	662 760	

(1) Les options sont annulées soit en raison de démission ou de licenciement, soit pour dépassement de la date limite d'exercice.

(2) Le conseil d'administration du 12 avril 2002 a annulé 47 900 options non attribuées.

L'augmentation des capitaux propres qui résulterait de la levée des 622 860 options de souscription s'élèverait à environ 68,6 millions d'euros. Les options de souscription représentent une dilution potentielle de 1,6 % du capital.

B6 Réserve de réévaluation

Titres de participation (réévaluation 1976) : 4 802 milliers d'euros (montant inchangé par rapport à 2010).

B7 Provisions pour risques et charges

	Montants au 1 ^{er} janvier 2011	Dotations	Reprise provisions montant utilisé	Reprise provisions montant non utilisé	Montants au 31 décembre 2011
Perte de change	43 723	43 651	-	43 723	43 651*
Charges d'impôt liées au régime intégré	14 584	1 218	-	-	15 802
Retraites et avantages similaires	3 608	173	-	-	3 781
Contrôle fiscal	0	4 210	-	-	4 210
Autres provisions	1 441	-	30	-	1 411
TOTAL	63 356	49 252	30	43 723	68 855

* Dont Essroc en USD (soit 32 435 milliers d'euros) et Interbulk en CHF (soit 9 964 milliers d'euros).

Impact des charges nettes liées aux provisions pour risques et charges

	Dotations	Reprise montant utilisé	Reprise montant non utilisé	Total net
Charges de personnel	173	-	-	173
Résultat financier	43 651	-	43 723	(72)
Résultat exceptionnel	-	30	-	(30)
Impôt	5 428	-	-	5 428
TOTAL	49 252	30	43 723	5 499

Avantages postérieurs à l'emploi

Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Engagements de retraite et avantages similaires		
Valeur actualisée de l'obligation financée	7 524	7 756
Juste valeur des actifs du régime	3 454	4 474
Valeur actualisée de l'obligation non financée	4 070	3 281
Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	-451	130
Passif net à la clôture	3 619	3 411
Actifs	162	197
Passifs	3 781	3 608
Obligation nette au bilan	3 619	3 411

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Engagements de retraite et avantages similaires		
Passif net à l'ouverture	3 411	3 964
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	208	(553)
Passif net à la clôture	3 619	3 411

Le détail de la variation du passif net se présente comme suit :

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010
Engagements de retraite et avantages similaires		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	198	(207)
Intérêts sur l'obligation	258	(251)
Rendement attendu des actifs du régime	(140)	109
Pertes (profits) sur réductions et liquidations	17	879
Cotisation versée, paiement et transfert	(125)	23
Total porté dans les frais du personnel	208	553
Total porté en produits exceptionnels	-	-
Total variation du passif net	208	553
Rendement réel sur actifs du régime	63	483

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

B8 Dettes financières

	Montants au 1 ^{er} janvier 2011	Mouvements de l'exercice	Montants au 31 décembre 2011
Emprunts obligataires	527 357	404	527 761
Emprunts et crédits bancaires	158 345	(158 318)	27
Billets de trésorerie	177 000	(107 000)	70 000
Dettes sociétés du Groupe	1 381 182	62 365	1 443 547
Autres	13 342	(310)	13 032
TOTAL	2 257 226	(202 859)	2 054 367

Analyse de la dette financière en fonction des taux d'intérêt*

	2011	2010
Taux d'intérêt fixe inférieur à 6 %	525 993	571 348
Taux d'intérêt variable inférieur à 6 %	1 528 374	1 685 878
TOTAL	2 054 367	2 257 226

* Avant opération de couverture.

B9 Engagements financiers en cours à la clôture de l'exercice

	2011	2010
Avals, cautions et garanties données	106 320	56 703
Engagements réciproques :		
- Échange de taux d'intérêt	640 679	1 055 937
- Opérations de couverture du risque de change	581 100	541 000
- Lignes de crédit non utilisées	1 110 000	1 113 000
TOTAL	2 438 099	2 766 640

La présentation faite n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif.

B10 Juste valeur des instruments financiers dérivés

	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Dérivé - Taux d'intérêt				
Couverture de flux futurs		3 924	21	4 157
Couverture de juste valeur	22 035		14 963	-
Dérivés - Devises étrangères				
Couverture de juste valeur			769	-
Non courant	22 035	3 924	15 753	4 157
Dérivé - Taux d'intérêt				
Couverture de flux futurs	379	828	-	2 415
Négoce	67	295	198	352
Dérivés - Devises étrangères				
Couverture de juste valeur	1 016	20 196	2 987	12 360
Négoce		128	35	37
Courant	1 462	21 447	3 220	15 164
TOTAL	23 497	25 371	18 973	19 321

Les justes valeurs indiquées ci-dessus sont présentées hors intérêts courus.

Au 31 décembre 2011, les principales opérations à terme sont relatives à des ventes à terme de dollars US pour un montant global de 7 millions de dollars US.

B11 Charges à payer

	2011	2010
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 111	8 732
Dettes financières (emprunts et dettes diverses)	13 878	14 016
Autres dettes	10 926	11 392
TOTAL	61 915	34 140

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

B12 Échéancier des postes de l'actif et du passif

Au 31 décembre 2011	Total	À moins d'un an	À plus d'un an et moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Actif immobilisé	4 186 651	-	55	4 186 596
Actif réalisable et disponible	560 893	560 893	-	-
Écarts de conversion	45 438	45 438	-	-
TOTAL	4 792 982	606 331	55	4 186 596
Capitaux propres	2 555 848	-	-	2 555 848
Provisions pour risques et charges(*)	68 855	47 861	20 994	-
Dettes financières	2 054 367	775 367	779 000	500 000
Autres dettes	63 839	63 839	-	-
Écarts de conversion	50 073	50 073	-	-
TOTAL	4 792 982	937 140	799 994	3 055 848

(*) Dont provision pour contrôle fiscal, à moins d'un an, pour 4 210 milliers d'euros.

Échéancier dette fournisseurs	2011	2010
Échéance fin janvier	4 994	4 978
Échéance fin février	8 466	6 635
Échéance fin mars	0	585
TOTAL	13 460	12 198

B13 Actifs et passifs concernant le Groupe

	2011	2010
Actifs (montants nets)		
Titres de participation	3 893 770	3 955 459
Créances rattachées à des participations	285 757	640 859
Créances clients et comptes rattachés	28 489	25 550
Autres créances	365 828	12 001
Total actifs	4 573 844	4 633 869
Passifs		
Provisions pour risques et charges	0	1 388
Dettes financières	1 443 547	1 381 182
Dettes d'exploitation	48 462	15 249
Total passifs	1 492 009	1 397 819

B14 Écarts de conversion

	2011	2010
Actifs		
Prêt Essroc (USD)	33 638	37 308
Prêt Interbulk (CHF)	10 350	8 865
Autres	1 450	1 653
Total actifs	45 438	47 826
Passifs		
Placement privé (USD)	3 700	4 104
Prêt Essroc (USD)	46 339	29 166
Autres	34	16
Total passifs	50 073	33 286

B15 Répartition des effectifs

	2011	2010
Ingénieurs et cadres	84	96
ETDAM	17	19
TOTAL	101	115

B16 Droit individuel formation

Les droits en cours d'acquisition s'élèvent à 9 587 heures.

B17 Événements post-clôture

En février 2012, Ciments Français a conclu un accord avec la société turque Cimsa Cimento Sanayi ve Ticaret A.S. pour la vente des 51 % du capital d'Afyon Cimento encore détenus pour environ 25 millions d'euros. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes turques et devrait être achevée au cours du premier semestre 2012.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

4.6 Tableau des 5 derniers exercices

<i>(en milliers d'euros)</i>	2011	2010	2009	2008	2007
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	143 114	145 528	145 435	147 041	150 739
Nombre d'actions émises	35 778 576	36 381 872	36 358 822	36 760 182	37 684 634
Résultat global des opérations					
Chiffre d'affaires hors taxes	18 291	15 053	12 723	12 192	12 334
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	254 747	90 942	74 584	177 182	104 502
Impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾	36 618	42 781	34 491	47 021	33 074
Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	296 279	145 743	128 398	171 382	138 459
Montant du bénéfice distribué ⁽²⁾	107 336	108 725	108 647	108 852	92 272
Résultat des opérations réduit à une seule action					
<i>(en euros)</i>					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	8,14	3,70	3,00	6,10	3,65
Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	8,28	4,00	3,53	4,66	3,67
Dividende versé	3,00	3,00	3,00	3,00	2,50
Personnel					
Nombre de salariés	101	115	139	142	139
Montant de la masse salariale	17 359	17 658	18 310	23 179	17 890
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc...)	7 326	7 689	8 384	8 668	7 094

(1) Économie d'impôts.

(2) Montant provisoire qui sera ajusté en fonction des actions existantes au jour de l'assemblée générale mixte du 13 avril 2012 après déduction des actions propres et sous réserve de la décision de la dite assemblée.

4.7 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires		Résultat		Quote-part détenue en %		Valeur nette	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
TITRES DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES								
CIMENTS CALCIA	820,2	779,4	97,0	104,7	99,99	99,99	911,1	911,1
INVESTCIM	-	-	(1,2)	12,7	99,99	99,99	130,0	130,0
SODECIM	-	-	11,3	9,0	99,99	99,99	663,0	663,0
AL MANAR	-	-	(0,1)	(0,2)	100,00	100,00	1,1	1,8
TECHNODES	-	-	0,4	0,3	99,99	99,99	3,0	3,0
CIFI	-	-	-	-	100,00	100,00	7,4	18,1
CIMFRA	-	-	-	6,9	100,00	100,00	50,5	50,5
COCIMAR	-	-	19,7	18,6	100,00	100,00	150,5	150,5
CODESIB	-	-	-	-	100,00	100,00	5,0	5,0
COFIPAR	-	-	0,6	0,6	100,00	100,00	36,3	22,3
GSM	263,1	238,5	12,8	8,6	99,99	99,99	65,9	65,9
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	-	-	(0,2)	(0,2)	59,97	59,97	5,9	5,9
SAX	-	-	-	0,9	99,99	99,99	6,8	4,9
ESSROC INTERNATIONAL	-	-	0,1	-	100,00	100,00	244,4	244,4
MENAF	-	-	20,8	26,5	100,00	95,74	352,5	352,5
TERCIM	-	-	4,1	5,2	99,99	99,99	76,5	76,5
UNIBETON	455,6	409,2	(10,4)	(13,8)	99,99	99,99	201,9	201,9
CIMINTER	-	-	-	-	100,00	-	53,8	-
Autres	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1
Sous-total							2 965,7	2 907,4
TITRES DE SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES								
CIMENTS FRANCAIS EUROPE (Pays-Bas)	-	-	29,1	12,3	32,01	32,01	160,1	160,1
COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES (Belgique)	231,8	207,2	9,7	9,2	39,74	39,74	123,3	123,3
HALYPS (Grèce)	41,8	63,7	(7,2)	5,7	59,89	59,88	79,9	104,7
SET GROUP (Turquie)	-	4,5	-	3,1	-	99,99	-	149,2
AFYON CIMENTO SANAYI (Turquie)	20,2	23,3	(2,7)	0,5	51,00	76,51	11,4	17,0
PROCIMAR (Maroc)	-	-	5,6	5,5	99,99	99,99	6,1	6,1
ASMENT DE TEMARA (Maroc)	-	-	22,0	26,9	19,99	19,99	7,3	7,3
CIFRINTER (Luxembourg)	-	-	-	7,8	-	51,00	-	4,6
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC (Thaïlande)	47,2	43,1	3,7	(0,9)	37,00	37,00	28,4	9,5
ASIA CEMENT PUBLIC (Thaïlande)	147,2	138,9	0,5	(3,1)	25,43	25,43	105,1	105,1
VULKAN (Bulgarie)	13,9	15,4	1,2	0,6	70,00	70,00	17,6	17,6
ZUARI CEMENT LIMITED (Inde)	220,4	166,3	14,2	3,4	80,14	80,14	197,8	187,1
SUEZ CEMENT COMPANY (Égypte)	196,0	267,5	92,8	127,7	12,36	12,36	136,3	136,3
SINGHA CEMENT (Sri Lanka)	17,2	17,9	(0,5)	0,5	80,16	80,16	0,3	0,7
CARRIÈRES DU TOURNAISIS (Belgique)	31,3	28,3	2,1	1,7	18,79	18,79	3,8	3,8
SHYMKENT (Kazakhstan)	36,8	45,0	(1,8)	4,0	92,88	92,88	12,6	12,6
SOCIÉTÉ MAURITANO-FRANÇAISE DES CIMENTS (Mauritanie)	16,3	18,5	2,4	2,8	51,11	51,11	2,8	2,8
Autres	-	-	-	-	-	-	35,3	86,1
Sous-total							928,1	1 133,9
TOTAL							3 893,8	4 041,3

N.B. : De nombreuses holdings parmi les filiales et participations figurant ci-dessus sont, par définition, sans chiffre d'affaires.

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

4.8 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011

A/ RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE BRUTE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE CIMENTS FRANCAIS

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. ⁽¹⁾	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<i>(en milliers d'euros)</i>										
1 - FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)										
CIMENTS CALCIA ⁽²⁾ Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	593 836	954 166	99,99	911 097	911 097	-	-	820 232	97 008	91 314
GSM Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	18 676	101 851	99,99	65 850	65 850	30 070	-	263 110	12 806	-
CIMFRA Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	62 116	50 243	100,00	62 116	50 460	-	-	-	-2	-
SODECIM Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	458 220	655 155	99,99	663 022	663 022	-	-	-	11 284	11 268
COFIPAR Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	18 000	19 891	100,00	36 337	36 337	250	-	-	605	-
TERCIM Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	55 539	63 130	99,99	76 524	76 524	-	-	-	4 071	5 554
SAX Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	483	6 204	99,99	6 821	6 821	3 034	-	-	-43	-
INVESTCIM Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	110 406	111 197	99,99	129 985	129 985	-	-	-	-1 181	12 057
AL MANAR Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	3 300	3 050	100,00	3 300	1 087	-	-	-	-84	-
COCIMAR Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	72 958	154 170	100,00	150 536	150 536	-	-	-	19 733	16 213
CODESIB Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	5 037	5 027	100,00	5 037	5 037	9	-	-	-1	-
CIMINTER 1 rue Joseph Hackin 1746 Luxembourg - Luxembourg	53 800	53 800	100,00	53 800	53 800	-	-	-	-34	-
UNIBETON Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	27 160	107 916	99,99	201 950	201 950	-	35 018	455 633	-10 410	-
HALYPS 17th Km National Road - 19300 Aspropyrgos Athènes - Grèce	48 821	101 390	59,89	104 678	79 920	-	-	41 786	-7 164	-

(en milliers d'euros)

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. ⁽¹⁾	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	8 024	7 943	59,97	5 869	5 869	-	-	-	-240	-
ESSROC INTERNATIONAL Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	244 398	253 746	100,00	244 398	244 398	-	-	-	53	-
MENAF Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	352 500	361 876	100,00	352 500	352 500	-	-	-	20 834	24 322
CIFI Tour Ariane 5 place de la Pyramide 92800 Puteaux	7 350	7 296	100,00	7 350	7 350	76	-	-	-5	-
AFYON CIMENTO SANAYI ⁽⁴⁾ Kore Sehitrleri Cad. 7/14 Zincirlikuyu Sisli 34394 Istanbul - Turquie	20 629 TRY	53 558 TRY	51,00	11 351	11 351	-	-	20 211	-2 730	146
TECHNODES Rue des Technodes CS 20001 78931 Guerville Cedex	3 200	5 202	99,99	3 049	3 049	-	-	-	404	-
SINGHA CEMENT ⁽⁵⁾ 44/1 New Nuge Road - Peliyagoda Colombo 03 Sri Lanka	397 396 LKR	123 875 LKR	80,16	2 381	275	-	-	17 206	-477	-
SOCIETE MAURITANO-FRANCAISE DES CIMENTES ⁽⁶⁾ BP 5291 - Nouakchott - Mauritanie	1 111 310 MRO	3 616 858 MRO	51,11	2 788	2 788	-	-	16 290	2 375	757
PROCIMAR ⁽⁷⁾ 621 boulevard Panoramique - Casablanca - Maroc	27 000 MAD	399 944 MAD	99,99	6 117	6 117	946	-	-	5 563	-
SHYMKENT ⁽⁸⁾ Aknazar Han Street W/N 160009 Shymkent - Kazakhstan	2 036 300 KZT	6 312 788 KZT	92,88	12 583	12 583	16 374	-	36 794	-1 822	-
VULKAN ⁽³⁾ Vulkan Quarter - Dimitrovgrad - Bulgarie	453 BGL	88 092 BGL	70,00	17 619	17 619	-	-	13 898	1 171	-
ZUARI CEMENT LIMITED ⁽⁹⁾ Krishna Nagar - Yerraguntla - 516311 Kadapa District Andhra Pradesh - Inde	4 279 614 INR	11 982 195 INR	80,14	197 752	197 752	-	-	220 366	14 191	-
2 - PARTICIPATION (10 À 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)										
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC ⁽¹⁰⁾ 23/124-128 Soi Soornvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang, 10320 Bangkok Thaïlande	1 200 000 THB	1 219 227 THB	37,00	28 355	28 355	11 513	14 637	47 225	3 696	-
COMPAGNIE DES CIMENTES BELGES Grand Route 260 7530 Tournai - Belgique	295 031	389 103	39,74	123 350	123 350	68	-	231 779	9 692	-
CARRIÈRES DU TOURNAISIS Grand route 19 7530 Tournai - Belgique	12 297	17 218	18,79	3 838	3 838	-	-	31 299	2 135	-
CIMENTES FRANÇAIS EUROPE Herengracht 537 1017 BV Amsterdam - Pays-Bas	395 812	530 615	32,01	160 126	160 126	-	-	-	29 125	3 949

Message du directeur général	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	140
Présentation du Groupe	Résultats, situation financière et autres informations juridiques de Ciments Français SA	142
Commentaires sur l'exercice	Compte de résultat	144
Comptes consolidés	Bilan	145
Comptes annuels de Ciments Français SA	Annexe	147
Gouvernement d'entreprise	Tableau des 5 derniers exercices	163
Informations sur la société et le capital	Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices	164
Assemblée générale	Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011	165
Informations complémentaires		

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. ⁽¹⁾	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<i>(en milliers d'euros)</i>										
ASIA CEMENT PUBLIC ⁽¹⁰⁾ 23/124-128 Soi Soonvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang, 10320 Bangkok Thaïlande	4 670 523 THB	10 586 077 THB	25,43	105 088	105 088	-	-	147 214	512	2 072
ASMENT DE TEMARA ⁽⁷⁾ 621 boulevard Panoramique Casablanca - Maroc	495 000 MAD	703 585. MAD	19,99	7 259	7 259	-	-	-	21 956	3 933
GOLTAS GOLLER BOLGESI ⁽⁴⁾ Isparta Afyon Karayolu Uzeri 15 km Merkez - Isparta - Turquie	7 200 TRY		24,03	70 947	35 070	-	-	-	-	322
SUEZ CEMENT COMPANY ⁽¹¹⁾ Nile Office Building Southern Le Caire - Égypte	909 283 EGP	4 821 025 EGP	12,36	136 255	136 255	115	-	196 039	92 845	10 289

B/ RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS

1 - FILIALES NON REPRISES AU § A										
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	98	98	-	-	-	-	-
Filiales étrangères (ensemble)	-	-	-	254	254	-	-	-	-	850
2 - PARTICIPATIONS NON REPRISES AU § A										
Sociétés françaises (ensemble)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères (ensemble)	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
TOTAL				3 970 381	3 893 770	62 455	49 655			183 046

(1) chiffre d'affaires pris en compte pour les comptes consolidés

(2) dont écart de réévaluation 4 802

(3) 1 euro = 1,9558 BGL

(4) 1 euro = 2,4592 TRY

(5) 1 euro = 147,3860 LKR

(6) 1 euro = 374,0920 MRO

(7) 1 euro = 11,1129 MAD

(8) 1 euro = 191,8850 KZT

(9) 1 euro = 68,7130 INR

(10) 1 euro = 40,9910 THB

(11) 1 euro = 7,8033 EGP



5

Gouvernement d'entreprise

- 5.1 Direction, administration et contrôle 170
- 5.2 Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration
et de direction. 188
- 5.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital . . . 193
- 5.4 Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil 194
- 5.5 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration
et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques 196

5.1 Direction, administration et contrôle

(Composition à l'assemblée générale du 13 avril 2012)

Conseil d'administration

Président d'honneur⁽¹⁾
Bernard LAPLACE

Président
Yves René NANOT

Vice-président
Carlo PESENTI

Giovanni FERRARIO
Représentant permanent de Italcementi Finance SA

Giampiero PESENTI
Représentant permanent d'Italcementi S.p.A.

Victoire de MARGERIE
Comte de RIBES

Antoine BERNHEIM

Marc VIÉNOT

Dario MASSI

Italo LUCCHINI

Pierfranco BARABANI
Représentant permanent de la
Société Internationale Italcementi (Luxembourg)⁽²⁾

Sebastiano MAZZOLENI
Représentant permanent d'Italcementi Ingegneria Srl

Secrétaire du conseil
Graziano MOLINARI⁽¹⁾

(1) Non administrateur.

(2) Démissionnaire le 29 février 2012.

Direction

Directeur général
Giovanni FERRARIO

Directeur général délégué
Jean-Paul MÉRIC

Directeur général délégué adjoint
Fabrizio DONEGÀ

Directeur des ressources humaines
Silvestro CAPITANIO

Directeur administration et contrôle
Carlo BIANCHINI

Directeur financier
Giovanni MAGGIORA

Commissaires aux comptes

Titulaires
ERNST & YOUNG Audit
KPMG Audit, Département de KPMG SA

Suppléants
Auditex
SCP Jean-Claude ANDRÉ

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Activités principales et mandats extérieurs exercés par les mandataires sociaux au cours des cinq dernières années

Yves René NANOT

Né le 27 mars 1937, nationalité française

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

Fonction chez Ciments Français : président du conseil d'administration

Année d'entrée en fonction : 1993

Assemblée de fin de mandat : 2015

Exercice 2011	<p>Autres mandats : Administrateur de : Rhodia ^C (France) jusqu'au 21 octobre 2011, Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie), Essroc ^G (USA), Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc), Asia Cement ^G (Thaïlande), Zuari Cement Company ^G (Inde), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte)</p>
Exercice 2010	<p>Autres mandats : Administrateur de : Rhodia ^C (France), Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie), Essroc ^{C/G} (USA), Set Group Holding ^{C/G} (Turquie), Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc), Asia Cement ^G (Thaïlande), Zuari Cement Company ^G (Inde), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte)</p>
Exercice 2009	<p>Autres mandats : Administrateur de : Rhodia ^C (France), Provimi ^C (France), Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie), Essroc ^G (USA), Set Group Holding ^G (Turquie), Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc), Asia Cement ^G (Thaïlande), Zuari Cement Company ^G (Inde), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte)</p>
Exercice 2008	<p>Autres mandats : Président du conseil d'administration de Rhodia ^C (France) jusqu'au 17 mars 2008 Administrateur de : Rhodia ^C (France), Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie), Centre Technique Groupe S.p.A. ^G (Italie) jusqu'au 27 mars 2008, Essroc ^G (USA), Set Group Holding ^G (Turquie), Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc), Asia Cement ^G (Thaïlande), Zuari Cement Company ^G (Inde), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte), Provimi ^C (France)</p>
Exercice 2007	<p>Autres mandats : Président du conseil d'administration de Rhodia ^C (France) Administrateur d'Imerys ^C (France) jusqu'à mai 2007 Administrateur de : Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie), Centre Technique Groupe S.p.A. ^G (Italie), Essroc ^G (USA), Set Group Holding ^G (Turquie), Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc), Asia Cement ^G (Thaïlande), Zuari Cement Company ^G (Inde), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte), Provimi ^C (France)</p>

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Carlo PESENTI

Né le 30 mars 1963, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

Fonction chez Ciments Français : administrateur

Année d'entrée en fonction : 1998

Assemblée de fin de mandat : 2015

Vice-président du conseil d'administration depuis 2007

Exercice 2011	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) Autres mandats : Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. ^C (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. ^C (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. ^C (Italie), Ambienta Sgr (Italie)
Exercice 2010	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) Autres mandats : Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. ^C (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. ^C (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. ^C (Italie), Ambienta Sgr ^C (Italie)
Exercice 2009	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) Autres mandats : Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. ^C (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. ^C (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. ^C (Italie), Ambienta Sgr ^C (Italie)
Exercice 2008	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) Autres mandats : Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. ^C (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. ^C (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. ^C (Italie), Ambienta Sgr ^C (Italie)
Exercice 2007	Administrateur délégué d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) Autres mandats : Vice-président et administrateur de : BravoSolution S.p.A. ^G (Italie) Directeur général et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie) Administrateur de : Mediobanca S.p.A. ^C (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. ^C (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. ^C (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Giovanni FERRARIO

Né le 3 novembre 1948, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

Fonction chez Ciments Français : directeur général

Représentant permanent de la société Italcementi Finance SA, administrateur depuis 2010

Assemblée de fin de mandat : 2013

Exercice 2011

Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo ^G (Italie), Zuari Cement ^G (Inde), Asia Cement ^G (Thaïlande), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte), Essroc Corp. ^G (USA) et BravoSolution S.p.A. ^G (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. ^G (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim ^G chez Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc)

Exercice 2010

Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo ^G (Italie), Zuari Cement ^G (Inde), Asia Cement ^G (Thaïlande), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte), Essroc Corp. ^G (USA) et BravoSolution S.p.A. ^G (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. ^G (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim ^G chez Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc)

Exercice 2009

Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo ^G (Italie), Zuari Cement ^G (Inde), Asia Cement ^G (Thaïlande), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte), Essroc Corp. ^G (USA) et BravoSolution S.p.A. ^G (Italie)

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. ^G (Italie)

Représentant permanent de la société Sodecim ^G chez Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc)

Exercice 2008

Autres mandats :

Directeur général d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) depuis le 4 juin 2008

Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo ^G (Italie) depuis le 23 juillet 2008, Zuari Cement ^G (Inde) depuis le 21 juillet 2008, Asia Cement ^G (Thaïlande) depuis le 16 juillet 2008, Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte) depuis le 15 juillet 2008, Essroc Corp. ^G (USA) depuis le 24 juillet 2008 et BravoSolution S.p.A. ^G (Italie) depuis le 23 juillet 2008

Président du conseil d'administration d'Italgen S.p.A. ^G (Italie) depuis le 25 juillet 2008

Représentant permanent de la société Sodecim ^G chez Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc) depuis le 18 juin 2008

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Jean-Paul MÉRIC

Né le 21 mai 1943, nationalité française

Adresse professionnelle : Ciments Français - Tour Ariane - 5 place de la Pyramide - 92800 Puteaux

Fonction chez Ciments Français : directeur général délégué

Année d'entrée en fonction : 2010

Assemblée de fin de mandat : 2013

Exercice 2011Président de : Ciments Calcia ^G (France), GSM ^G (France) et Unibéton ^G (France)**Autres mandats :**Président du conseil d'administration de Financiera y Minera ^G (Espagne)Président administrateur délégué de : Compagnie des Ciments Belges ^G (Belgique)Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc)Administrateur de : Marvex ^G (Bulgarie), Italmed ^G (Chypre), CTG ^G (Italie)Président du directoire de C.F.E. N.V. ^G (Pays-Bas)Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD ^G (Bulgarie)**Exercice 2010**Président de : Ciments Calcia ^G (France), GSM ^G (France) et Unibéton ^G (France)Président-directeur général d'Essroc Corp. ^G (États-Unis)Directeur général et administrateur d'Essroc Cement Corp. ^G (États-Unis)

Directeur général d'Essroc Canada Inc. (Canada)

Autres mandats :Président du conseil d'administration de Financiera y Minera ^G (Espagne)Vice administrateur délégué de : Compagnie des Ciments Belges ^G (Belgique), Cifrinter ^G (Luxembourg)Vice-président et directeur général délégué de Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc)Administrateur de : Marvex ^G (Bulgarie), Ciment Québec ^G (Canada), Groupe Ciment Québec ^G (Canada), Italmed ^G (Chypre), CTG ^G (Italie)Président du directoire de C.F.E. N.V. ^G (Pays-Bas)Membre du conseil de surveillance de Devnya Cement AD ^G (Bulgarie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Giampiero PESENTI

Né le 5 mai 1931, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

Fonction chez Ciments Français :**Représentant permanent depuis 2004 de la société Italcementi S.p.A., administrateur depuis 1992**

Assemblée de fin de mandat : 2013

Exercice 2011Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)Président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)**Autres mandats :**Vice-président de : Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G (Italie)Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich ^G (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Allianz (Italie), Istituto Europeo di Oncologia,Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA ^G chez Crédit Mobilier de Monaco ^G (Monaco)

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Exercice 2010 Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Autres mandats :

Vice-président de : Fincomind AG ^G (Italie), Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G (Italie)
Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich ^G (Suisse), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. ^C (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia, RCS Quotidiani (Italie)
Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA ^G chez Crédit Mobilier de Monaco ^G (Monaco)

Exercice 2009 Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Autres mandats :

Président de Franco Tosi S.r.l. ^G (Italie)
Vice-président de : Fincomind AG ^G, Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G
Administrateur de : Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich ^G (Suisse), Soparfinter SA ^G (Luxembourg), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. ^C (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia,
Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA ^G chez Crédit Mobilier de Monaco ^G (Monaco)

Exercice 2008 Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Autres mandats :

Président de Franco Tosi S.r.l. ^G (Italie)
Vice-président de : Fincomind AG ^G, Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G
Administrateur de : Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc) jusqu'au 3 mars 2008, Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich ^G (Suisse), Soparfinter SA ^G, Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. ^C (Italie), Allianz RAS (Italie), Istituto Europeo di Oncologia,
Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA ^G chez Crédit Mobilier de Monaco ^G (Monaco)

Exercice 2007 Président et administrateur délégué d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Autres mandats :

Président de Franco Tosi S.r.l. ^G (Italie)
Vice-président de : Fincomind AG ^G, Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G
Administrateur de : Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich ^G (Suisse), Soparfinter SA ^G, Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. ^C (Italie), R.A.S. Riunione Adriatica di Sicurtà S.p.A. (Italie), Istituto Europeo di Oncologia
Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA ^G chez Crédit Mobilier de Monaco ^G (Monaco)

C : société cotée en Bourse
G : société faisant partie d'Italcementi Group

Victoire de MARGERIE

Née le 6 avril 1963, nationalité française

Adresse professionnelle : Marzac Investment - 64 rue Madame - 75006 Paris

Fonction chez Ciments Français : administrateur

Année d'entrée en fonction : 2006

Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne) Professeur en Management Stratégique à Grenoble École de Management Autres mandats : Administrateur d'Outokumpu ^C (Finlande) jusqu'en mars 2011 Administrateur et membre du comité des rémunérations de Groupe Flo ^C depuis mai 2011 Administrateur et président du comité matériaux d'Eco Emballages depuis octobre 2011
Exercice 2010	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne) Professeur en Management Stratégique à Grenoble École de Management Autres mandats : Administrateur d'Outokumpu ^C (Finlande)
Exercice 2009	Président de Marzac Investment (France) Président de Rondol Technology (Grande-Bretagne) Professeur en Management Stratégique à Grenoble École de Management Autres mandats : Administrateur d'Outokumpu ^C (Finlande)
Exercice 2008	Professeur de stratégie et management technologique à Grenoble École de Management Autres mandats : Administrateur d'IPSOS ^C (France) jusqu'en juillet 2008 Administrateur d'Outokumpu ^C (Finlande) Président du conseil d'administration de Rondol Technology (Grande-Bretagne)
Exercice 2007	Professeur de stratégie et management technologique à Grenoble École de Management Autres mandats : Administrateur d'IPSOS ^C (France) Administrateur de Bourbon ^C (France) jusqu'en septembre 2007 Administrateur d'Outokumpu ^C (Finlande) Vice-président du conseil d'administration de Rondol Technology (Grande-Bretagne)

C : société cotée en Bourse

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Comte de RIBES

Né le 27 janvier 1923, nationalité française

Adresse professionnelle : Bolloré, 31-32 quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux cedex

Fonction chez Ciments Français : administrateur

Année d'entrée en fonction : 1966

Assemblée de fin de mandat : 2013

Exercice 2011

Président-directeur général et administrateur de Société Bordelaise Africaine (France)
Président du conseil de surveillance de la Compagnie du Cambodge ^c (France)
Président d'honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois ^c (France), IER (France)
Vice-président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière du Champ de Mars (Belgique)
Directeur général de Société des Chemins de Fer et Tramway du Var et du Gard ^c (France)
Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au conseil d'administration de Financière Moncey
Membre du conseil de surveillance de : Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (France),
Administrateur de Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements SA (Belgique), S.F.A. (Luxembourg)
Président de Redlands Farm Holding (États-Unis)

Exercice 2010

Président-directeur général et administrateur de Société Bordelaise Africaine (France)
Président du conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ^c (France)
Président d'honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois ^c (France), IER (France)
Vice-président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière du Champ de Mars (Belgique)
Directeur général de : Société des Chemins de Fer et Tramway du Var et du Gard ^c (France)
Représentant permanent de Compagnie du Cambodge au conseil d'administration de Financière Moncey
Membre du conseil de surveillance de : Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (France),
Administrateur de : Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements SA (Belgique), S.F.A. (Luxembourg)
Président de Redlands Farm Holding (États-Unis)

Exercice 2009

Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine (France)
Président du conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ^c (France)
Président d'honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois ^c (France), IER (France)
Vice-président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière du Champ de Mars (Belgique)
Directeur général non administrateur de : Société des Chemins de Fer et Tramway du Var et du Gard ^c (France)
Membre du conseil de surveillance de : Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (France)
Administrateur de : Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements SA (Belgique), S.F.A. (Luxembourg)
Président de Redlands Farm Holding (États-Unis)

Exercice 2008

Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine (France)
Président du conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ^c (France)
Président d'honneur et administrateur de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ^c (France), IER (France)
Vice-président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière du Champ de Mars (Belgique)
Directeur général non administrateur de la Société des Chemins de Fer et Tramway du Var et du Gard ^c (France)
Membre du conseil de surveillance de Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (France)
Administrateur de : Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements SA (Belgique), S.F.A. (Luxembourg)
Président de Redlands Farm Holding (États-Unis)

Exercice 2007 Président-directeur général de Société Bordelaise Africaine (France)
 Président du conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ^C (France)
 Président d'honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois ^C (France), IER (France)
 Vice-président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière du Champ de Mars (ex Socfin) (Belgique)
 Directeur général non administrateur de la Société des Chemins de Fer et Tramway du Var et du Gard ^C (France)
 Administrateur de : Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (ex H.R. Banque) (France), Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements SA (Belgique), S.F.A. (Luxembourg)
 Président de Redlands Farm Holding (États-Unis)

C : société cotée en Bourse

Antoine BERNHEIM

Né le 4 septembre 1924, nationalité française
 Adresse professionnelle : Leonardo & co - 73, rue d'Anjou - 75008 Paris

Fonction chez Ciments Français : administrateur

Année d'entrée en fonction : 1992
 Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011 Président d'honneur de : Generali ^C (Italie), Graafschap Holland (Pays-Bas)
 Administrateur et vice-président de : LVMH ^C (France), Bolloré ^C (France)
 Vice-président d'Alleanza Toro ^C (Italie)
 Administrateur de : Generali France, Christian Dior SA ^C (France), Christian Dior Couture (France), EuropaCorp ^C (France), Mediobanca ^C (Italie), Generali Deutschland Holding AG ^C (Allemagne), Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Generali España Holding (Espagne)
 Membre du conseil de surveillance de : Eurazeo ^C (France), Le Monde SA (France), Société éditrice du Monde (France)

Exercice 2010 Président d'honneur de Generali ^C (Italie) et de Graafschap Holland (Pays-Bas)
 Administrateur et vice-président de LVMH ^C (France), Bolloré ^C (France)
 Vice-président d'Alleanza Toro ^C (Italie)
 Administrateur de : Generali France, Christian Dior SA ^C (France), Christian Dior Couture (France), Havas ^C (France), EuropaCorp ^C (France), Mediobanca ^C (Italie), Generali Deutschland Holding AG ^C (Allemagne), Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Generali España Holding (Espagne)
 Membre du conseil de surveillance de : Eurazeo ^C (France), Le Monde SA (France), Société éditrice du Monde (France)

Exercice 2009 Président de Generali ^C (Italie)

Autres mandats :
 Vice-président de : LVMH ^C (France), Alleanza Toro ^C (Italie)
 Administrateur et vice-président de Bolloré ^C (France)
 Administrateur de : Generali France, Generali Deutschland Holding AG ^C (Allemagne), B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA ^C (France), Generali España Holding (Espagne), Havas ^C (France), Mediobanca ^C (Italie)
 Membre du conseil de surveillance d'Eurazeo ^C (France)
 Vice-président du conseil de surveillance d'Intesa Sanpaolo ^C (Italie)

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Exercice 2008

Président de Generali ^c (Italie)

Autres mandats :

Vice-président de : LVMH ^c (France), Alleanza Assicurazioni ^c (Italie)

Administrateur et vice-président de Bolloré ^c (France)

Administrateur de : Generali France, A.M.B. Generali Holding ^c (Allemagne), B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA ^c (France), Generali España Holding (Espagne), Havas ^c (France)

Membre du conseil de surveillance de : Eurazeo ^c (France), Mediobanca ^c (Italie)

Vice-président du conseil de surveillance d'Intesa Sanpaolo ^c (Italie)

Exercice 2007

Président de Generali ^c (Italie)

Autres mandats :

Vice-président de : LVMH ^c (France), Alleanza Assicurazioni ^c (Italie)

Administrateur et vice-président de Bolloré ^c (France)

Administrateur de : Generali France, A.M.B. Generali Holding ^c (Allemagne), B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA ^c (France), Generali España Holding (Espagne)

Membre du conseil de surveillance de : Eurazeo ^c (France), Mediobanca ^c (Italie)

Vice-président du conseil de surveillance d'Intesa Sanpaolo ^c (Italie)

^c : société cotée en Bourse

Marc VIENOT

Né le 1er novembre 1928, nationalité française
 Adresse professionnelle : Société Générale - 17 cours Valmy - 92972 Paris La Défense cedex

Fonction chez Ciments Français : administrateur

Année d'entrée en fonction : 1999
 Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011**Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale ^C (France)
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)
 Membre du conseil de surveillance de : Groupe Barrière (France)

Exercice 2010**Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale ^C (France)
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

Exercice 2009**Autres mandats :**

Président d'honneur de la Société Générale ^C (France)
 Administrateur de Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

Exercice 2008**Autres mandats :**

Président d'honneur et administrateur de la Société Générale ^C (France)
 Administrateur de : Alcatel ^C (France), Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

Exercice 2007**Autres mandats :**

Président d'honneur et administrateur de la Société Générale ^C (France)
 Administrateur de : Alcatel ^C (France), Société Générale Marocaine de Banques (Maroc)
 Membre du conseil de surveillance de Groupe Barrière (France)

C : société cotée en Bourse

Dario MASSI

Né le 26 janvier 1942, nationalité italienne
 Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français : administrateur

Auparavant représentant permanent de la Société Internationale Italcementi France, administrateur depuis 1992
 Année d'entrée en fonction : 2010
 Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011**Autre mandat :**

Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G (Italie)

Exercice 2010**Autre mandat :**

Administrateur de la Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti ^G (Italie)

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Italo LUCCHINI

Né le 28 décembre 1943, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Italcementi S.p.A. - 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

Fonction chez Ciments Français : administrateur depuis le 13 avril 2010

Auparavant administrateur de 1998 à 2007,

puis représentant permanent de la société Calcestruzzi jusqu'en 2010

Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011

Autres mandats :

Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Membre du conseil de surveillance de Union di Banche Italiane Scpa ^C (Italie)

Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl ^G (Italie)

Président du « Collegio Sindacale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie), Fedrigoni S.p.A., Cartiere Fedrigoni & C. S.p.A. (Italie)

Exercice 2010

Autres mandats :

Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa ^C (Italie)

Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl ^G (Italie)

Président du « Collegio Sindacale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie)

Exercice 2009

Autres mandats :

Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa ^C (Italie), Acbgroup S.p.A. (Italie)

Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl ^G (Italie)

Président du « Collegio Sindacale » de : BMW Italia S.p.A., BMW Financial Services Italia S.p.A. (Italie)

Exercice 2008

Autres mandats :

Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa ^C (Italie), Acbgroup S.p.A. (Italie)

Président du conseil d'administration et administrateur d'Azienda Agricola Lodoletta Srl ^G (Italie)

Exercice 2007

Autres mandats :

Vice président et administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa ^C (Italie), Acbgroup S.p.A. (Italie)

Président du conseil d'administration et administrateur de : Azienda Agricola Lodoletta Srl ^G (Italie), Odel S.p.A. (Italie), Abm Azienda Bergamasca Multiservizi S.p.A. (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Pierfranco BARABANI

Né le 9 septembre 1936, nationalité italienne
 Adresse professionnelle : 124 via Camozzi - 24121 Bergame (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 1992 de Société Internationale Italcementi (Luxembourg), administrateur
 Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011**Autres mandats :**

Président d'Ing. Sala S.p.A. ^G (Italie) ex Società del Gres S.p.A.
 Vice-président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Exercice 2010**Autres mandats :**

Président d'Ing. Sala S.p.A. ^G (Italie) ex Società del Gres S.p.A.
 Vice-président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Exercice 2009**Autres mandats :**

Président d'Ing. Sala S.p.A. ^G (Italie) ex Società del Gres S.p.A. depuis le 4 août 2009
 Vice-président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Exercice 2008**Autres mandats :**

Président de : Calcestruzzi S.p.A. ^G (Italie) jusqu'au 14 février 2008, Società del Gres S.p.A. ^G (Italie)
 Vice-président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

Exercice 2007**Autres mandats :**

Président de : Calcestruzzi S.p.A. ^G (Italie), Società del Gres S.p.A. ^G (Italie)
 Vice-président d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Sebastiano MAZZOLENI

Né le 11 mai 1968, nationalité italienne

Adresse professionnelle : Via S. Sebastiano - 24129 Bergame (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 2004 de la société Italcementi Ingegneria Srl, administrateur depuis 1997

Assemblée de fin de mandat : 2014

Exercice 2011	Autres mandats : Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) Administrateur d'Italmobiliare S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Exercice 2010	Autres mandats : Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Exercice 2009	Autres mandats : Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Exercice 2008	Autres mandats : Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)
Exercice 2007	Autres mandats : Administrateur d'Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Liens familiaux entre les membres du conseil

Giampiero Pesenti est le père de Carlo Pesenti et l'oncle de Sebastiano Mazzoleni.

Examen de l'indépendance des administrateurs

La société Ciments Français se réfère au code AFEP/MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées dans sa version de décembre 2008.

Le conseil d'administration du 29 février 2012 a procédé à un examen de la situation de chacun des administrateurs au regard des critères d'indépendance fixés par le code de gouvernement d'entreprise précité.

M. Nanot, mandataire social, n'est pas un administrateur indépendant.

Mme de Margerie est un administrateur indépendant.

M. Viénot doit être considéré comme un administrateur indépendant car, bien qu'il ait été président de la Société Générale, banque avec laquelle la société entretient des relations d'affaires, il n'exerce plus ce mandat depuis 1997.

M. Bernheim et le Comte de Ribes sont administrateurs de Ciments Français depuis plus de douze ans. Le code précité dispose qu'un administrateur qui ne remplit pas certains critères ci-dessus visés peut néanmoins, dans certains cas, être qualifié d'administrateur indépendant. Ces deux administrateurs doivent être considérés comme des administrateurs indépendants, compte tenu de leur objectivité et de leur libre arbitre.

Eu égard aux fonctions qu'ils ont exercées ou exercent encore chez Italcementi S.p.A. et à la composition du capital de cette société, Carlo Pesenti, Italo Lucchini, Dario Massi, les sociétés Italcementi S.p.A. (représentée par Giampiero Pesenti), la société Italcementi Finance SA (représentée par Giovanni Ferrario), la Société Internationale Italcementi (Luxembourg) ayant pour représentant Pierfranco Barabani, et la société Italcementi Ingegneria Srl (représentée par Sebastiano Mazzoleni) ainsi que leurs représentants ne sont pas des administrateurs indépendants.

En définitive, quatre des administrateurs sur les douze composant le conseil d'administration de Ciments Français sont indépendants ; la préconisation du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF, d'avoir dans les sociétés contrôlées au moins le tiers d'administrateurs indépendants, est donc respectée.

Fonctionnement du conseil d'administration et des comités

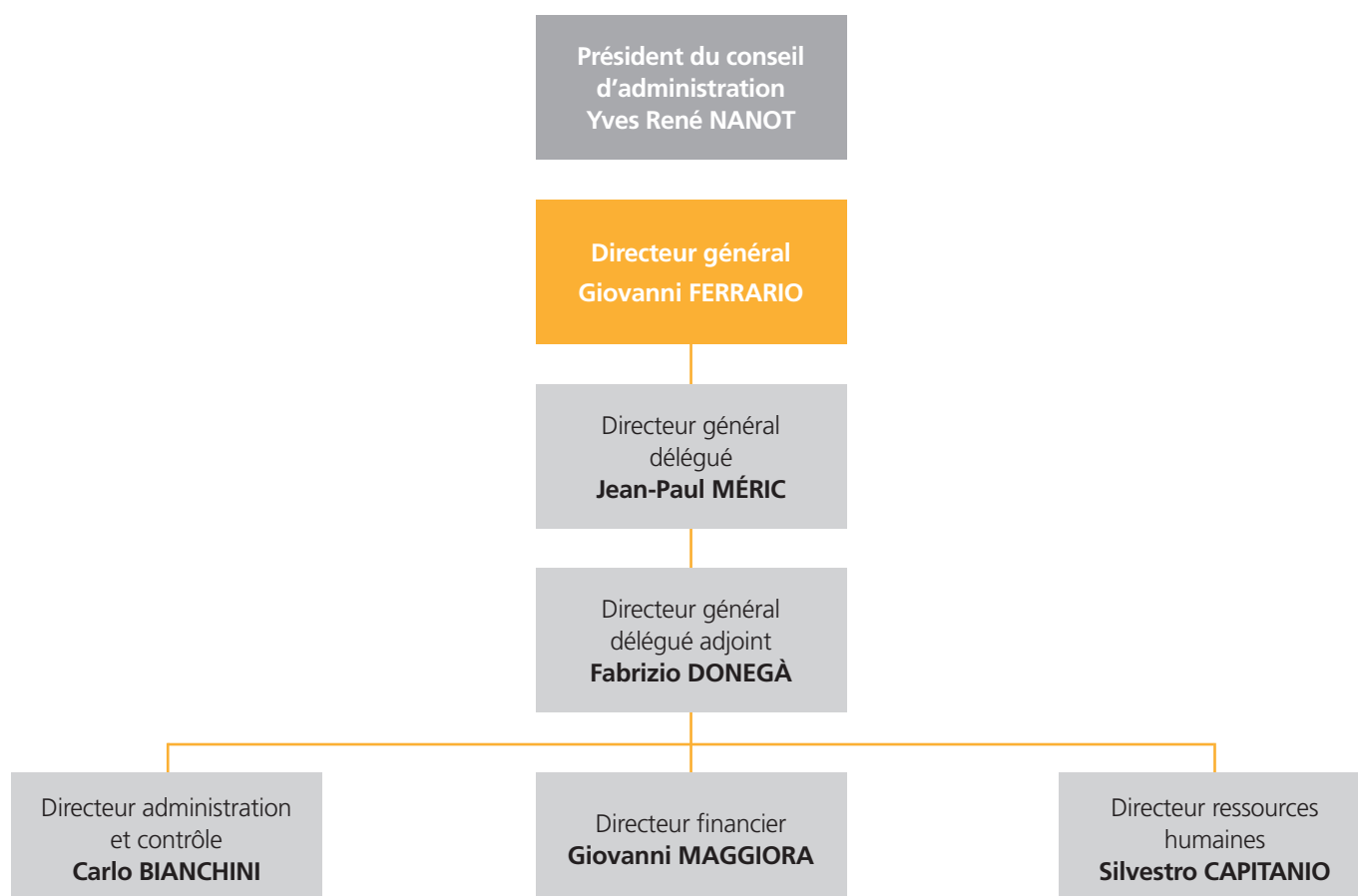
(Article L.225-37 du code de commerce)

Une information détaillée sur les conditions de préparation et d'organisation du conseil d'administration est donnée dans le rapport établi par le président du conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne.

Ce rapport, présenté en section 5.4, décrit notamment le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés, les principales caractéristiques de son règlement intérieur, ainsi que les règles de comportement applicables à chacun de ses membres.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Membres de la direction au 31 décembre 2011



Yves René NANOT (né le 27 mars 1937)

Président du conseil d'administration

Ingénieur des Arts et Métiers, titulaire d'un MBA et d'un doctorat de UCLA, Yves René Nanot a commencé sa carrière chez Dupont de Nemours aux États-Unis et a exercé diverses responsabilités en France et en Europe (1962-1983) ; il est alors président du directoire de Dupont de Nemours France de 1980 à 1983.

Il rejoint ensuite le Groupe Total et est nommé président-directeur général de Hutchinson SA de 1983 à 1989 ; il est ensuite nommé président-directeur général de Total France puis directeur général de Total Raffinage Distribution et membre du comité exécutif du Groupe Total.

En juillet 1993, il est nommé président-directeur général de Ciments Français.

Yves René Nanot est également administrateur d'Italcementi.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, il a quitté ses fonctions de directeur général de Ciments Français mais demeure président du conseil d'administration.

Giovanni FERRARIO (né le 3 novembre 1948)

Directeur général

Diplômé en économie et commerce de l'université Bocconi de Milan, Giovanni Ferrario a été nommé directeur général délégué (COO) d'Italcementi et Ciments Français en juin 2008.

Il a débuté sa carrière dans le Groupe Pirelli, où entré en 1973, il a assumé des responsabilités internationales, en Europe, aux États-Unis et au Brésil. De 1998 à 2001, il devient administrateur délégué de Pirelli Pneumatici, responsable des opérations nationales et internationales du secteur pneumatique, hissant Pirelli au rang des cinq premiers producteurs mondiaux. En 2001, il est nommé administrateur délégué et directeur général de Pirelli & C.

En février 2005, Giovanni Ferrario devient président et administrateur délégué d'Olivetti Tecnost jusqu'à sa nomination au sein d'Italcementi Group.

Il a, en outre, assumé les fonctions de conseiller senior chez Morgan Stanley pour le secteur industriel et le rôle de conseil pour de nombreux fonds d'investissement privés.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Giovanni Ferrario est directeur général de Ciments Français.

Jean-Paul MERIC (né le 21 mai 1943)

Directeur général délégué

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École Supérieure d'Électricité, Jean-Paul Méric a commencé sa carrière chez EDF, avant de rejoindre l'industrie cimentière, tout d'abord au CERILH (Centre d'Études et de Recherches de l'Industrie des Liants Hydrauliques) puis chez Ciments Français depuis 1985. Il est successivement nommé directeur de la recherche et du développement et directeur de la division Ciment France.

Directeur général délégué adjoint de Ciments Français depuis 1991, il est alors responsable des activités France/Belgique du Groupe, puis responsable des activités à l'international, notamment aux États-Unis, au Canada, au Maroc, en Turquie, en Grèce, en Bulgarie et au Kazakhstan.

Depuis le 1^{er} juillet 2006, Jean-Paul Méric a sous sa responsabilité les activités du Groupe en France, Belgique, Espagne, Maroc et Amérique du Nord.

Jean-Paul Méric est directeur général délégué de Ciments Français depuis le 1^{er} janvier 2010.

Fabrizio DONEGÀ (né le 26 août 1963)

Directeur général délégué adjoint

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en mécanique de l'université de Gênes, en finance de l'entreprise de l'université Bocconi à Milan et en management de la Harvard Business School (États-Unis), Fabrizio Donegà a débuté sa carrière chez Italcementi en 1990, d'abord en tant que directeur assistance technique puis comme directeur d'usine.

De 1995 à 1998, il a occupé le poste de directeur diagnostic et performance au sein du siège social d'Italcementi. En 1999, il a été nommé directeur responsable de la Grèce et de la Bulgarie, auxquels s'ajoutèrent ensuite Chypre, le Kazakhstan et l'Égypte jusqu'en 2003. De 2004 à 2007, il a été directeur général adjoint d'Italcementi S.p.A. responsable des opérations industrielles d'Italcementi Group en Italie. Depuis octobre 2007, il est directeur général délégué adjoint de Ciments Français, responsable des activités en Bulgarie, Grèce, Chypre, Kazakhstan, Turquie, Égypte et Koweït.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Carlo BIANCHINI (né le 20 décembre 1955)

Directeur administration et contrôle

Carlo Bianchini est diplômé en économie d'entreprise et en analyse stratégique de l'université Bocconi à Milan, où il a été assistant professeur de 1979 à 1990.

Il a commencé sa carrière chez Pirelli en 1980 où il a occupé différents postes au sein des départements stratégie, trésorerie internationale et finance en Italie et à l'étranger. En 1998, il rejoint Italtel S.p.A. comme directeur finance, puis Siemens ICN S.p.A. en tant que directeur administration et finance.

Il est entré chez Italcementi S.p.A. en 2000, comme responsable finance, administration et contrôle de la zone Italie ; en 2008, il est nommé directeur administration et contrôle d'Italcementi et rejoint Ciments Français SA en tant que directeur administration et contrôle.

Giovanni MAGGIORA (né le 18 novembre 1960)

Directeur financier

Diplômé en sciences économiques de l'université de Turin et titulaire d'un MBA de l'université Bocconi à Milan, Giovanni Maggiora intègre le Groupe Fiat en 1987, où il occupe diverses fonctions dans les départements trésorerie, relations investisseurs et fusions et acquisitions en Italie et à l'étranger, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

En 2007, il rejoint Italcementi, où il s'occupe de développement international et plus particulièrement des projets du Groupe dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient.

En juillet 2008, il est nommé directeur financier d'Italcementi S.p.A. et de Ciments Français SA.

En 2010, il est nommé président-directeur général de la société Italcementi Finance SA, créée par Italcementi S.p.A. pour centraliser les refinancements d'Italcementi Group sur les marchés obligataires et bancaires internationaux.

Silvestro CAPITANIO (né le 20 juillet 1944)

Directeur des ressources humaines

Titulaire d'une maîtrise en philosophie, diplômé de sciences sociales, Silvestro Capitanio a commencé son activité professionnelle au sein de la société Italmipianti du Groupe Finsider en s'occupant de l'organisation et de la gestion des ressources humaines.

Entré chez Italcementi en 1971, il gère les relations industrielles avant de devenir le responsable de la gestion des ressources humaines en Italie. En juillet 1994, il devient directeur central du personnel et du développement organisationnel d'Italcementi. Il est ensuite nommé responsable de la direction fonctionnelle des ressources humaines du Groupe en décembre 1995, puis, en 2001, il rejoint Ciments Français en tant que directeur des ressources humaines.

5.2 Rémunération et avantages des membres des organes d'administration et de direction

Le Groupe applique les recommandations AFEP/MEDEF sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées.

Rémunérations versées aux dirigeants mandataires sociaux

Tableau de synthèse des rémunérations attribuées à chaque dirigeant mandataire social

(en euros)	2011	2010
Yves René Nanot - Président du conseil d'administration		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	275 315	284 744
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	-	-
Giovanni FERRARIO - Directeur général		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	1 331 000	1 285 500
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	-	-
Jean-Paul MÉRIC - Directeur général délégué		
Rémunérations dues au titre de l'exercice	738 598	717 009
Valorisation des options attribuées au titre de l'exercice	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au titre de l'exercice	-	-
TOTAL	2 344 913	2 287 253

Au cours des exercices 2011 et 2010, il n'a pas été attribué d'option de souscription ou d'achat d'actions ni d'action de performance de la société Ciments Français ou de ses filiales, ou d'Italcementi S.p.A.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Informations sur la société et le capital	Rapport du président du conseil	196
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Détail des rémunérations versées aux dirigeants mandataires sociaux

(en euros)	2011		2010	
	dus	versés	dus	versés
Yves René NANOT				
Fixe	150 000	150 000	150 000	150 000
Variable	-	-	-	-
Exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence (Ciments Français)	29 000	29 000	32 000	32 000
Jetons de présence (filiales)	91 563	91 563	97 992	97 992
Avantages en nature (voiture)	4 752	4 752	4 752	4 752
Sous-total	275 315	275 315	284 744	284 744
Giovanni FERRARIO				
Fixe	750 000	750 000	650 000	650 000
Variable	552 000	617 500	617 500	520 000
Exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence (Ciments Français)	29 000 *	29 000 *	18 000	18 000
Avantages en nature	-	-	-	-
Sous-total	1 331 000	1 396 500	1 285 500	1 188 000
Jean-Paul MÉRIC				
Fixe	458 000	458 000	458 000	458 000
Variable	220 375	197 250	197 250	204 375
Exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence (filiales)	55 471	55 471	57 007	57 007
Avantages en nature (voiture)	4 752	4 752	4 752	4 752
Sous-total	738 598	715 473	717 009	724 134
TOTAL	2 344 913	2 387 288	2 287 253	2 196 878

* Dont 13 000 euros de jetons reversés à Italcementi S.p.A.

Les rémunérations du directeur général et du directeur général délégué se composent des éléments suivants :

- une rémunération fixe annuelle ;
- une rémunération variable annuelle, octroyée sous conditions de performance économique et d'atteinte d'objectifs personnels. Elle est versée l'année suivante, lorsque tous les éléments de son calcul sont connus ;
- une rémunération variable pluriannuelle calculée sur la période 2011-2013, à verser en 2014, également octroyée sous condition de performance économique et d'atteinte d'objectifs personnels, et faisant référence à la valeur de l'action Italcementi S.p.A.

Jetons de présence versés aux mandataires sociaux non dirigeants

Les jetons de présence versés par Ciments Français SA comprennent une partie fixe et une partie variable tenant compte de la présence effective des administrateurs aux séances du conseil d'administration et des comités du conseil. La rémunération du président d'un comité est supérieure à celle d'un simple membre.

Le montant individuel brut versé à ses mandataires sociaux non dirigeants par Ciments Français SA ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 est indiqué ci-dessous. Le Groupe Ciments Français ne verse pas d'autre rémunération à ces personnes.

Jetons de présence (en euros)	2011		2010	
	Ciments Français	Filiales	Ciments Français	Filiales
Administrateurs				
Carlo PESENTI ⁽¹⁾	27 500	-	32 000	-
Antoine BERNHEIM	27 500	-	30 500	-
Giampiero PESENTI	35 500	-	38 500	-
Italo LUCCHINI ⁽²⁾	29 000	-	32 000	-
Victoire de MARGERIE	33 500	-	38 000	-
Comte de RIBES	45 500	-	41 000	-
Sebastiano MAZZOLENI	29 000	-	32 000	-
Pierfranco BARABANI	29 000	-	32 000	-
Dario MASSI ⁽³⁾	39 500	-	24 000	-
Marc VIÉNOT	44 500	-	46 000	-
Anciens administrateurs				
Jean-Michel DARROIS ⁽⁴⁾	-	-	14 000	-
Ettore ROSSI ⁽⁴⁾	-	-	17 000	12 997
TOTAL	340 500	-	377 000	12 997

(1) Jetons reversés à la société Italmobiliare S.p.A.

(2) Italo Lucchini a été le représentant de la société Calcestruzzi S.p.A., administrateur, jusqu'au 13 avril 2010. Il est administrateur en nom propre depuis cette date. En 2010, il avait perçu 14 000 euros de jetons au nom de Calcestruzzi.

(3) Dario Massi a été le représentant permanent de la Société Internationale Italcementi France, administrateur, à compter du 13 avril 2010. Il est administrateur en nom propre depuis le 4 novembre 2010.

(4) Jusqu'au 13 avril 2010, Jean-Michel Darrois a été administrateur et Ettore Rossi représentant de la Société Internationale Italcementi France, administrateur.

Rémunération des mandataires sociaux de Ciments Français chez Italcementi S.p.A.

Ces rémunérations sont versées exclusivement au titre de mandats ou de contrats de travail chez Italcementi S.p.A. et ses sociétés contrôlées à l'exclusion de Ciments Français, et ne font pas l'objet de refacturation à Ciments Français. Les montants ci-après correspondent aux salaires bruts, avantages en nature et primes et bonus comptabilisés suivant le critère de la « competenza » (règle de la CONSOB Italienne). Ils ne comprennent pas les jetons de présence versés par Ciments Français et ses sociétés contrôlées.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Informations sur la société et le capital	Rapport du président du conseil	196
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Mandataire social	Mandat chez Ciments Français	Rémunération Italcementi S.p.A. due au titre de l'exercice	
		2011	2010
<i>(en euros)</i>			
Giovanni FERRARIO	Directeur général de Ciments Français et représentant permanent d' Italcementi Finance SA	887 850	700 400
Giampiero PESENTI	Représentant permanent d' Italcementi S.p.A.	1 986 983	3 929 000
Pierfranco BARABANI	Représentant permanent de Société Internationale Italcementi (Luxembourg)	335 385	237 300
Italo LUCCHINI	Administrateur	66 200	19 900
Dario MASSI	Administrateur	150 000	171 300 ⁽¹⁾
Ettore ROSSI		-	50 700 ⁽²⁾
Sebastiano MAZZOLENI	Représentant permanent d'Italcementi Ingegneria Srl	45 000	-
TOTAL		3 471 418	5 108 600

(1) Dario Massi a été le représentant permanent de la Société Internationale Italcementi France, administrateur du 13 avril au 4 novembre 2010. Il est administrateur en nom propre depuis le 4 novembre 2010.

(2) Ettore Rossi a été représentant de la Société Internationale Italcementi France, administrateur, jusqu'au 13 avril 2010.

Carlo Pesenti, administrateur de Ciments Français, ne reçoit pas de rémunération d'Italcementi S.p.A., il est rémunéré par Italmobiliare S.p.A. et une partie du coût à la charge de cette dernière est refacturée à Italcementi S.p.A.

La refacturation de la part fixe de cette rémunération s'élève à 1 676,9 milliers d'euros pour 2011 et 1 676,6 milliers d'euros pour 2010.

La refacturation de la part variable s'élève à 1 168,3 milliers d'euros pour 2011 et 1 190,7 milliers d'euros pour 2010.

Dans sa séance du 28 mars 2012, le conseil d'administration d'Italmobiliare S.p.A. décidera de la part variable de la rémunération de Carlo Pesenti au titre de 2011.

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social

Options levées par les dirigeants mandataires sociaux	Numéro et date du plan	Nombre d'options levées en 2011	Prix d'exercice (en euros)	Année d'attribution
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Historique des plans d'options sur actions

Le Groupe Ciments Français a ouvert de 1987 à 2008 des plans d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions Ciments Français au bénéfice des membres du personnel de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital sont détenus directement ou indirectement par la société, ainsi qu'au bénéfice des mandataires sociaux. Sur les plans en cours au 31 décembre 2011, les options sont exerçables trois ans après la date d'attribution pendant un délai de 7 ans. Les options attribuées sont annulées en cas de démission ou de licenciement ou lorsque le délai d'exercice est expiré.

Depuis 2008, Ciments Français n'attribue plus d'options sur actions.

Au sein du Groupe Ciments Français, il n'existe pas d'autre plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

Plans en cours au 31 décembre 2011

Date Assemblée Générale / conseil d'administration	Catégorie ⁽¹⁾	Nombre d'options attribuées	Dont mandataires sociaux ⁽²⁾		Période d'exercice	Prix de souscription ou d'achat	Options exercées au 31.12.2011	Options annulées	Options restantes au 31.12.2011
			Yves René Nanot	Jean-Paul Méric					
Autorisation du 12.04.2001									
14.02.2002	S	152 100	30 000	14 000	14.02.2005 - 14.02.2012	45,90	120 690	11 850	19 560
12.02.2003	A	171 400	36 000	14 500	12.02.2006 - 12.02.2013	45,59	119 400	12 100	39 900
01.03.2005	S	169 400	40 000	15 000	14.04.2008 - 13.04.2015	70,88	1 000	13 500	154 900
01.03.2006	S	155 000	45 000	15 000	23.03.2009 - 22.03.2016	117,29	-	7 300	147 700
Sous-total		647 900	151 000	58 500			241 090	44 750	362 060
Autorisation du 11.04.2006									
05.03.2007	S	166 400	45 000	15 000	23.03.2010 - 22.03.2017	140,28	-	11 200	155 200
14.04.2008	S	152 900	45 000	15 000	14.04.2011 - 13.04.2018	108,55	-	7 400	145 500
Sous-total		319 300	90 000	30 000			-	18 600	300 700
TOTAL		967 200	241 000	88 500			241 090	63 350	662 760⁽³⁾
Dont options de souscription		795 800					121 690	51 250	622 860
Dont options d'achat		171 400					119 400	12 100	39 900

(1) A = achat, S = souscription.

(2) Composition à l'assemblée générale du 13 avril 2011.

(3) Dont 263 500 peuvent être levées par les mandataires sociaux.

Options consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux et options levées par ces derniers

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été consentie par Ciments Français ou ses filiales au cours de l'exercice.

Aucune option n'a été levée pendant l'exercice par les dix premiers salariés non mandataires sociaux :

Date assemblée générale / conseil d'administration Ciments Français	Catégorie*	Nombre d'options levées	Prix de souscription ou d'achat
Autorisation du 12 avril 2001			
14 février 2002	S	0	45,90
12 février 2003	A	0	45,59
1 ^{er} mars 2005	S	0	70,88
1 ^{er} mars 2006	S	0	117,29
Sous-total		0	
Autorisation du 11 avril 2006			
5 mars 2007	S	0	140,28
14 avril 2008	S	0	108,55
Sous-total		0	
TOTAL		0	

* S = souscription, A = achat.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Informations sur la société et le capital	Rapport du président du conseil	196
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Contrat de travail, retraite spécifique, indemnité de départ et clause de non-concurrence en faveur des dirigeants mandataires sociaux

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus en raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Yves René NANOT		x		x		x		x
Giovanni FERRARIO		x		x		x		x
Jean-Paul MÉRIC	x ⁽¹⁾		x		x ⁽²⁾			x

(1) Suspendu depuis sa nomination en qualité de directeur général délégué.

(2) Les seules règles ordinaires du droit du travail et de la convention collective bénéficiant à tout salarié sont susceptibles de s'appliquer.

5.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital

Nombre d'actions détenues par les mandataires sociaux au 31 décembre 2011

Mandataire social	Mandat	Nombre d'actions Ciments Français détenues	
		Personnes physiques	Personnes morales
Yves René NANOT	Président du conseil d'administration	89 550	-
Carlo PESENTI	Vice-président du conseil d'administration et administrateur	50	-
Giovanni FERRARIO	Directeur général Représentant permanent d' Italcementi Finance SA	-	50
Jean-Paul MÉRIC	Directeur général délégué	9 400	-
Antoine BERNHEIM	Administrateur	50	-
Giampiero PESENTI	Représentant permanent d' Italcementi S.p.A.	-	29 768 225
Italo LUCCHINI	Administrateur	50	-
Victoire de MARGERIE	Administrateur	50	-
Comte de RIBES	Administrateur	50	-
Sebastiano MAZZOLENI	Représentant permanent d' Italcementi Ingegneria Srl	-	50
Pierfranco BARABANI	Représentant permanent de Société Internationale Italcementi (Luxembourg)	-	50
Dario MASSI	Administrateur	50	-
Marc VIÉNOT	Administrateur	50	-
TOTAL		99 300	29 768 375

Transactions des mandataires sociaux sur les titres de la société en 2011

(Article 223-26 du règlement général de l'AMF)

	Nombre d'actions		Autres instruments financiers		Prix moyen (en euros)
	Achat	Vente	Achat ou souscription	Vente	
Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	-

5.4 Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Ciments Français SA

Exercice clos le 31 décembre 2011

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

ERNST & YOUNG Audit

1/2 place des Saisons
992400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Ciments Français S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
 - d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.
- Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice		
Comptes consolidés	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Informations sur la société et le capital	Rapport du président du conseil	196
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 15 mars 2012

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc



Pierre-Henri Pagnon

5.5 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

(Article L.225-37 du code de commerce)

Le présent rapport a été approuvé par le conseil d'administration du 29 février 2012.

Direction générale

Le conseil d'administration a décidé lors de sa réunion du 4 novembre 2009 de dissocier à compter du 1^{er} janvier 2010 les fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration a nommé un directeur général délégué qui dispose des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Fonctionnement du conseil d'administration

Composition à l'assemblée du 13 avril 2012

Le conseil d'administration est composé de douze membres – une femme et onze hommes – dont un tiers est indépendant au regard des critères retenus par la société. Un administrateur est considéré comme indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec Ciments Français, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement (code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF de décembre 2008, qui est le code de référence de la société). L'analyse de l'indépendance des administrateurs est développée dans la section 5.1.

Fonctionnement

Le mandat des administrateurs est statutairement d'une durée de six ans, renouvelable. Depuis 2006, les renouvellements ou nominations d'administrateurs sont effectués pour une durée de quatre ans.

Chaque administrateur doit détenir un minimum de 50 actions.

Un règlement intérieur régissant le fonctionnement du conseil d'administration a été adopté le 3 avril 2003. Les adaptations nécessaires pour répondre aux évolutions du droit et aux recommandations de place sont régulièrement étudiées et adoptées par le conseil.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de la société à www.cimfra.com.

Le conseil dispose des pouvoirs définis par les textes en vigueur. Le conseil examine et délibère préalablement sur les opérations significatives, et notamment :

- les orientations stratégiques du Groupe ;
- les accords stratégiques d'alliance et de coopération industrielle ;
- les investissements importants.

Le conseil d'administration est informé, au moins deux fois par an, de la situation financière, de la situation de trésorerie ainsi que des engagements de la société.

Le règlement intérieur prévoit que le conseil procède à une évaluation de son fonctionnement au moins tous les trois ans : il est désormais procédé à une nouvelle évaluation interne au début de chaque année, sur la base d'un questionnaire concernant la composition, l'organisation, le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés. À l'unanimité, les

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

administrateurs estiment que l'organisation et le fonctionnement du conseil d'administration sont en conformité avec la réglementation, l'éthique et les principes du gouvernement d'entreprise.

Le président est chargé de convoquer le conseil et d'en diriger les débats. En cas d'empêchement du président, le vice-président ou, à défaut, un administrateur désigné par les autres membres présents du conseil remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives.

Le directeur général dispose conformément à la loi des pouvoirs les plus étendus sans limitation particulière. Il en est de même du directeur général délégué.

Les convocations sont faites par correspondance, internet ou télécopie. Elles sont transmises par le secrétaire du conseil. Le président fixe l'ordre du jour des réunions du conseil.

Il appartient au président, assisté du secrétaire du conseil, de transmettre les informations appropriées aux autres membres du conseil. Chaque administrateur reçoit ainsi les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les administrateurs reçoivent également toutes les informations utiles relatives aux événements significatifs pour la société.

Le conseil se réunit au moins quatre fois par an. Au cours de l'année 2011, il s'est réuni six fois et le taux de présence a été de 88 %.

Les commissaires aux comptes assistent à chaque séance du conseil d'administration.

Comités

Le règlement intérieur du conseil prévoit que certaines délibérations du conseil soient précédées par des réunions de comités spécialisés, composés d'administrateurs nommés par le conseil ; ces comités étudient et préparent ces délibérations. Ils émettent, dans leur domaine de compétence, des propositions, recommandations et/ou avis.

Les membres du comité sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter.

La durée du mandat des membres du comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Le mandat de membre du comité peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que celui d'administrateur.

Le conseil désigne au sein de chaque comité un président pour une durée identique à celle de ses fonctions et, le cas échéant, un secrétaire.

Le secrétaire est chargé d'établir le procès-verbal de chaque réunion qui sera retranscrit dans un registre ad hoc.

Un compte rendu des travaux de chaque comité est donné par le président du comité ou par un membre du comité à la plus proche séance du conseil d'administration.

Chaque comité peut décider d'inviter à ses réunions, en tant que de besoin, toute personne de son choix. Le comité peut également demander l'appui de spécialistes extérieurs.

Le conseil peut, outre les comités spécialisés permanents qu'il a créés, décider de constituer des comités ad hoc pour les opérations exceptionnelles par leur importance ou leur spécificité avec une durée de vie limitée à l'étude.

Le comité des nominations et des rémunérations

Ce comité est composé de trois administrateurs, Antoine Bernheim, Giampiero Pesenti et le Comte de Ribes, dont deux sont indépendants. Il est présidé par Giampiero Pesenti.

Le règlement intérieur du conseil précise les attributions de ce comité qui a pour mission de préparer les décisions du conseil et de lui faire des recommandations dans les domaines suivants :

Nominations

- la sélection des candidats aux fonctions d'administrateurs, les propositions de nomination du président du conseil d'administration, du directeur général et des directeurs généraux délégués et des présidents des comités ;
- la qualification d'indépendance des administrateurs.

Rémunérations

- la rémunération du président du conseil d'administration, du directeur général et du ou des directeurs généraux délégués. Le comité est chargé de :
 - recommander annuellement au conseil le niveau de rémunération fixe,
 - définir les critères de la part variable de la rémunération et de les appliquer annuellement en fonction des performances réalisées. Les critères de performance utilisés prennent en compte principalement la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et des objectifs spécifiques en matière de développement international,
 - examiner les autres formes de rémunérations et d'avantages en nature (voir informations détaillées en section 5.2).
- la définition, le cas échéant, d'une politique générale de rémunération et d'avantages pour les cadres dirigeants y compris en matière de retraites et l'examen de la situation individuelle des membres de la direction générale ;
- les éventuels plans de souscription ou d'achat d'actions au profit des cadres dirigeants et salariés (« stock-options »), ainsi que les catégories d'allocation les plus appropriées en veillant à définir à l'avance les périodes d'attribution ;
- les éventuelles augmentations de capital réservées aux salariés.

Le comité se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice, le comité des nominations et des rémunérations s'est réuni quatre fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 75 %. Le comité a procédé à l'examen de l'indépendance des administrateurs. Il a également fait des propositions en matière de rémunération du directeur général et du directeur général délégué, de renouvellement d'administrateurs qui ont été suivies par le conseil.

La partie variable de la rémunération du directeur général a été déterminée en liaison avec la réalisation d'objectifs chiffrés portant principalement sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et de la mise en place d'outils et de programmes informatiques structurés ; la partie variable de la rémunération du directeur général délégué a été déterminée en fonction principalement de la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et de zones opérationnelles dont il a la responsabilité directe.

Le comité des comptes

Ce comité est composé de quatre membres, Victoire de Margerie, Marc Viénot, le Comte de Ribes et Dario Massi, dont trois sont indépendants ; il est présidé par Marc Viénot.

Le comité des comptes a pour mission conformément à l'article L.823-19 du code de commerce d'assurer le suivi :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;
- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- de l'indépendance des commissaires aux comptes.

Suivi du processus d'élaboration de l'information financière :

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Il porte sur :

- l'architecture d'ensemble des systèmes permettant d'élaborer les informations comptables et financières, à savoir les informations historiques (informations périodiques), les informations prévisionnelles et les autres informations issues d'un processus d'élaboration structuré ;
- la revue de l'information comptable et financière elle-même, en particulier la traduction comptable des événements importants qui ont eu une incidence sur les comptes ;
- l'existence du processus de préparation des communiqués de presse à l'occasion de la publication des comptes annuels et semestriels et de l'information trimestrielle.

En outre, le conseil a jugé opportun :

- que le comité examine la cohérence de la présentation des communiqués financiers par rapport aux informations figurant dans les comptes, dès lors que la direction générale est en mesure de transmettre les projets de communiqués financiers au comité ;
- de saisir le comité des comptes à propos de certaines parties du document de référence : rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne et de gestion des risques notamment. Le comité des comptes prend connaissance du rapport du président et, le cas échéant, formule des observations.

Suivi de l'efficacité des systèmes

Les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques s'appuient sur un référentiel interne, conforme aux principes généraux de l'AMF, en coordination avec la société mère Italcementi. Sont inclus dans le champ d'examen du comité des comptes, les risques faisant l'objet d'une traduction comptable, les risques identifiés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques pouvant avoir une incidence sur les comptes, ainsi que tout risque non identifié significatif qui viendrait à la connaissance du comité.

Le suivi de l'efficacité des systèmes par le comité des comptes porte sur :

- l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- la prise en compte des faiblesses et dysfonctionnements identifiés et des actions correctrices.

Suivi du contrôle légal des comptes par les commissaires aux comptes

Le comité des comptes :

- échange avec les commissaires aux comptes et examine leurs conclusions, en vue de mieux apprécier le processus d'élaboration de l'information financière et d'avoir connaissance des principales zones de risques et incertitudes sur les comptes ;
- examine notamment avec la direction administration et contrôle, la direction financière et les commissaires aux comptes, les projets de comptes annuels, semestriels et trimestriels de la société et du Groupe consolidé afin d'en faciliter l'arrêté ou la revue par le conseil ainsi que les rapports financiers et de gestion périodiques du Groupe ;
- assure le suivi du budget du commissariat et son adéquation avec les missions ;
- s'assure que le co-commissariat est effectif ;
- examine la mise en œuvre des recommandations des commissaires aux comptes.

Suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes

Le comité s'assure que les commissaires :

- respectent les dispositions relatives aux incompatibilités prévues par leurs règles professionnelles ;
- disposent, au sein de leur cabinet, d'une procédure d'autorisation préalable à la réalisation des diligences directement liées à la mission du commissaire aux comptes et des prestations réalisées par son réseau.

Le comité des comptes reçoit notamment la déclaration annuelle d'indépendance des commissaires. Le comité émet une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation de l'assemblée en s'appuyant, le cas échéant, sur une procédure d'appel d'offres.

Il procède annuellement à une revue des conventions conclues entre Ciments Français et Italcementi, pour s'assurer de la parfaite neutralité de ces accords et en fait rapport au conseil.

Il donne un avis sur les opérations financières d'importance significative pour le Groupe préalablement à la saisine du conseil par le président ; il délibère également sur la gestion des risques financiers.

Dans le cadre de sa mission, le comité des comptes entend le directeur financier du Groupe, le directeur administration et contrôle et leurs collaborateurs, le directeur de l'audit interne, ainsi que les commissaires aux comptes. Lors du comité des comptes précédant le conseil d'administration qui arrête les comptes, les commissaires aux comptes commentent une présentation soulignant les points essentiels des résultats et des options comptables retenues. Le comité des comptes rend compte de ses travaux à la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Il se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Au cours de l'année 2011, ce comité s'est réuni sept fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 96 %. Les membres du comité reçoivent la documentation avant la tenue de chaque réunion.

Le comité a examiné le projet de comptes consolidés annuels, semestriels et trimestriels, ainsi que les comptes sociaux annuels avant leur présentation au conseil et a transmis son avis sur ces comptes.

Participation aux assemblées

Les règles relatives à la participation des actionnaires aux assemblées de la société sont fixées par la loi et les statuts.

Confidentialité et règles prudentielles

Le conseil d'administration a adopté depuis plusieurs années un code d'éthique applicable à l'ensemble du personnel du Groupe définissant les principes d'éthique et de comportement dans leurs actions et rapports avec les tiers. Ce code définit notamment un certain nombre de règles en matière de loyauté, impartialité, protection du secret des affaires, de l'individu, de l'environnement et du patrimoine de la société, ainsi que des processus de contrôle et de fiabilité des informations. Ce code précise également les règles de conduite envers les clients, les fournisseurs, les institutions publiques, les organisations politiques et les organes de presse.

Parallèlement, chaque administrateur et membre de comité s'engage à respecter les obligations suivantes :

- respecter les obligations légales et réglementaires, les statuts de la société, le règlement intérieur et ses règles prudentielles ;
- s'obliger à faire part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts ponctuel, même potentiel, et s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante ;
- s'efforcer de participer à toutes les réunions du conseil et, le cas échéant, des comités auxquels il appartient. Sa présence aux assemblées générales de la société est recommandée ;

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

- déclarer à l'Autorité des marchés financiers (AMF) leurs opérations sur les titres Ciments Français dès finalisation de ces opérations et adresser une copie à la société. L'information sur ces transactions est publiée sur le site de l'AMF.

Eu égard aux informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, l'administrateur ou le membre de comité :

- doit se considérer comme lié par une obligation de stricte confidentialité,
- doit se considérer comme « initié permanent », et à ce titre s'abstenir d'intervenir sur les titres de la société pendant une période de 15 jours précédant la date à laquelle les comptes consolidés ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics et plus généralement pendant la période comprise entre la date à laquelle est connue une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une influence significative sur le cours de l'action et la date à laquelle cette information est rendue publique, et par ailleurs respecter le « codice di comportamento » établi par Italcementi Group.

Contrôle interne et gestion des risques

Ce rapport sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques a été rédigé en s'appuyant sur un référentiel interne, conforme aux principes généraux du cadre de l'AMF (cf. www.amf-france.org), en coordination avec la société mère Italcementi. Le présent texte a été préparé à partir des travaux réalisés par les différentes directions fonctionnelles (notamment gestion des risques et audit interne) ; il est mis à jour chaque année.

Définition du contrôle interne

Le contrôle interne représente l'ensemble des systèmes de contrôle mis en œuvre par la direction générale et le management du Groupe et qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- la fiabilité des informations financières.

D'une façon générale, le contrôle interne contribue à la maîtrise des activités, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources de la société.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que se sont fixés la société et le Groupe, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de leurs différentes activités.

Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place par la société ont pour objectifs de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers ; ils répondent notamment aux objectifs suivants :

- s'assurer que les actes de gestion sont menés dans le respect des valeurs, des orientations et des objectifs définis par le conseil d'administration et le management, en conformité avec les lois et les réglementations en vigueur, et qu'ils permettent d'assurer la protection des personnes et des actifs de la société ;
- contribuer à l'assurance que les informations comptables, financières et de gestion communiquées sont fiables et reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et du Groupe.

Ainsi, plus globalement, le dispositif de contrôle interne doit permettre de minimiser les risques d'erreurs, de fraude et de non-respect des réglementations.

Ce processus de contrôle interne qui vise à protéger les personnes et les actifs de la société et de ses filiales s'appuie sur une organisation et des procédures en matière de contrôle opérationnel de ses filiales, de fiabilité des états financiers et de communication financière du Groupe. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Le processus décrit s'applique aux sociétés du Groupe consolidées par intégration globale ou par intégration proportionnelle. Il fait l'objet d'une mise en place progressive dans les filiales nouvellement acquises.

Objectifs et démarche d'analyse des risques

La fonction de directeur des risques Groupe (*Chief Risk Officer*) a été créée en mai 2010 afin de pérenniser le processus de gestion des risques (*Enterprise Risk Management*) commencé dans le cadre d'un programme initié courant 2008 au niveau d'Italcementi Group.

La mission de la Direction des Risques est de soutenir la pérennité et l'amélioration des performances à moyen terme, de préserver le patrimoine et la réputation du Groupe, d'aider aux processus de décision et de fixation d'objectifs, et de mobiliser les acteurs concernés du management pour réduire les risques sous leur responsabilité.

La démarche inspirée des cadres du COSO (*Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) et des recommandations de l'AMF, s'articule autour de cinq phases :

- identification des principales zones de risque en relation avec les objectifs stratégiques du Groupe et définition de méthodologies et instruments d'analyse et d'évaluation des facteurs de risque ;
- évaluation, tant au niveau national que mondial, des facteurs de risque mesurés en termes d'impact, de probabilité et d'horizon temporel, afin de disposer d'une vision globale du portefeuille des risques du Groupe ;
- sélection des risques prioritaires, définition des stratégies de réponse, et des règles de gouvernance au niveau du Groupe. De nombreux risques opérationnels sont gérés au niveau des filiales, alors que d'autres, exigeant une compétence spécifique ou relevant d'une responsabilité transversale sont centralisés au niveau des fonctions centrales.
- mise en place des stratégies et des actions d'atténuation définies et développement du processus de gestion des risques de l'entreprise ;
- Information de la Direction de l'entreprise, et de ses organes de contrôle, de la synthèse des principaux risques, de leur gestion et de leur évolution

Organisation et structure - les acteurs du contrôle interne

Afin de mettre en œuvre sa politique de gestion des risques, la société s'appuie sur une organisation générale et des principes de gouvernance développés dans la première partie de ce rapport.

La direction générale définit les axes stratégiques et les orientations de contrôle interne. Au sein de chaque filiale ou direction fonctionnelle Groupe, cette responsabilité est déléguée aux dirigeants.

Le comité des comptes, dans le cadre de sa mission, prend connaissance du suivi des risques et des engagements. Le comité est également informé chaque année du plan d'audit, des missions réalisées et du suivi des recommandations.

La direction de l'audit interne a pour mission de donner à la direction générale une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, de lui apporter ses conseils pour les améliorer et de contribuer à créer de la valeur ajoutée. Elle aide la direction à atteindre ses objectifs en évaluant par une approche systématique et méthodique ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité. La fonction, centralisée au niveau du Groupe, est assurée par une équipe de 25 auditeurs. La direction de l'audit interne est directement rattachée à la direction générale.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

La direction de l'audit interne établit son plan d'audit sur trois ans. L'audit interne visite l'ensemble des entités opérationnelles du Groupe sur un cycle de trois ans. Ce plan qui prévoit environ 50 missions d'audit par an peut être modifié en fonction des priorités. La démarche d'analyse des risques est continue. En effet, la construction de chaque plan d'audit annuel intègre la variation du périmètre de consolidation, les nouveaux risques éventuellement identifiés par le processus ERM (*Enterprise Risk Management*), ainsi que les contributions du management du Groupe et des filiales. La communication avec le comité des comptes au sujet du plan d'audit et du suivi des missions effectuées est régulière et se traduit par des réunions formelles et des échanges de documentation entre les acteurs concernés.

Des contrôles clés et des procédures sont définis au niveau du Groupe sous la responsabilité des directions opérationnelles et fonctionnelles Groupe. L'efficacité de ces procédures s'appuie sur le dispositif de contrôle interne propre à chacune des filiales. Ce dispositif dont la responsabilité est déléguée à la direction générale de chaque filiale doit s'inscrire dans le respect des normes et chartes définies par le Groupe.

Au sein de la direction finance, le département management des risques est responsable de la définition de la politique d'assurance des risques du Groupe, de l'élaboration des procédures Groupe en matière d'assurance des actifs et des personnes, de la couverture des pertes d'exploitation et des risques liés à la responsabilité civile. Il est responsable du suivi et du contrôle de la bonne application de ces procédures dans les filiales. Il est également responsable de la mise en place du plan de prévention des risques industriels.

La direction finance a la responsabilité du contrôle des risques de marché et de liquidité (cf. section 1.9), du suivi des engagements financiers, de la mise en place des procédures applicables au siège et aux filiales du Groupe et de leur suivi. La direction finance contribue au processus de fiabilisation de l'information financière publiée dans son domaine de compétence.

La direction affaires juridiques suit notamment l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle (cf. section 2.5).

Le département affaires fiscales assure un suivi des évolutions réglementaires en matière fiscale, contrôle le respect des réglementations locales par les filiales du Groupe et évalue les conséquences fiscales des opérations envisagées par le Groupe.

Au sein de la direction administration et contrôle, le département budget et contrôle est en charge de l'établissement et du contrôle des budgets, des résultats consolidés mensuels de gestion et du suivi des investissements en liaison avec les directions opérationnelles et financières du Groupe et des filiales.

Les départements consolidation et procédures comptables ont pour mission d'élaborer les états financiers consolidés du Groupe, de préparer les manuels de procédures comptables applicables au Groupe et de contrôler le respect des lois et normes comptables en vigueur relatives à l'établissement des comptes et aux informations à communiquer en annexe.

La direction de la gestion des risques (*Enterprise Risk Management*) a pour mission principale la supervision des risques du Groupe, par leur identification, leur mesure et leur traitement.

Ce rôle de facilitation, de coordination et de contrôle des risques s'inscrit dans les processus opérationnels du Groupe, comme le budget ou l'évaluation des principaux investissements, ou la mise en place d'actions d'atténuation des risques (soit au niveau mondial, soit au niveau de chaque pays).

Procédures existantes

Les procédures formalisées sont mises à jour au niveau du Groupe par les directions qu'elles concernent. La cartographie des risques a été définie précisément par l'identification de 41 risques prioritaires. Elles couvrent les domaines suivants :

La couverture des risques opérationnels

- protection des actifs et couverture des risques industriels dans le cadre d'une gestion centralisée de la gestion des risques mettant l'accent sur les points suivants :
 - investissement et désinvestissement industriel et financier,
 - assurances et prévention des risques industriels,
 - sécurité et protection des personnes,
 - licences et permis d'exploiter les installations industrielles,
 - conséquences financières.
- risques environnementaux et respect des réglementations, pour lesquels une structure a été créée, rattachée à la direction générale ;
- risques de marché et de liquidité soumis à des principes de gestion et des règles prudentielles définies par la direction générale, laquelle établit des niveaux de décision et des rôles respectifs entre les fonctions centrales et les filiales. Ces risques font l'objet d'une gestion centralisée et sont encadrés par les procédures suivantes :
 - gestion des risques en matière de financement, placement, gestion des risques de taux, des risques de change et de trésorerie,
 - sécurité et délégation de pouvoir,
 - reporting financier (dette, couverture de taux d'intérêt et de change, engagements financiers).
- risques juridiques et fiscaux avec les procédures :
 - de remontée des litiges juridiques et fiscaux,
 - d'information des principaux contrats,
 - d'organisation et de suivi des structures juridiques des filiales,
 - d'intervention dans tous les contrats significatifs de financement, de cession, d'acquisition et de fusion,
 - de revue par plan pluriannuel des situations fiscales des filiales,
 - un programme spécifique de formation sur les législations particulières auxquelles est soumis le Groupe a été déployé dans tous les pays et fait l'objet d'une mise à jour régulière.
- risques d'engagement couverts par des procédures de :
 - délégation de pouvoir,
 - suivi des engagements.
- risques relatifs aux systèmes d'information couverts par les procédures de :
 - accès aux systèmes garantissant la sécurité et l'intégrité des systèmes et données,
 - secours en cas d'incidents afin de permettre une continuité des principaux processus d'exploitation et de gestion dans des délais courts

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

- risques de volatilité des prix de certaines matières premières, de combustibles et d'électricité avec la mise en place de :
 - programmes d'investissements pour favoriser l'usage de combustibles de substitution,
 - contrats à terme visant à garantir l'approvisionnement.
- risques relatifs aux nouveaux produits :
 - un programme a été défini dont l'objectif est de diffuser au sein du Groupe les meilleures pratiques afin de garantir la mise à disposition de nouveaux produits en adéquation avec les besoins de la clientèle ainsi que la protection des marques et licences.
- risques d'image :
 - le Groupe a défini des programmes de gestion de crise afin d'en réduire le possible impact et de garantir l'information adéquate aux parties concernées.

Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

En complément des contrôles opérationnels, le dispositif de contrôle interne qui assure la fiabilité des informations financières publiées s'articule autour de quatre axes principaux :

- un système informatisé, commun à l'ensemble des filiales du Groupe, de reporting de gestion et de consolidation qui permet d'établir les états financiers du Groupe ;
- un processus d'élaboration et de remontée de l'information publiée dans les états financiers qui fait l'objet de procédures formalisées ;
- des contrôles clés réalisés par la direction administration et contrôle (contrôle de gestion, consolidation, procédures) et la direction finance présentés ci-après ;
- les missions réalisées par la direction de l'audit interne.

La direction administration et contrôle du Groupe procède à l'élaboration et au contrôle de l'information financière, comptable et de gestion.

Les différents processus que sont la planification, le processus budgétaire, le reporting mensuel et l'établissement des comptes consolidés trimestriels, ainsi que les contrôles et rapprochements effectués à chaque stade contribuent à la fiabilisation de l'information comptable et financière.

De façon périodique, le plan stratégique à cinq ans est établi par les filiales. La structure du plan a été adaptée afin de faciliter les calculs des tests de dépréciation requis par IAS 36. Chaque année, les filiales du Groupe établissent leur budget prévisionnel mensualisé suivant les principes du Groupe. Ces prévisions budgétaires font l'objet de deux actualisations en cours d'exercice.

Suivant un processus mensuel de reporting de résultat de gestion, d'investissements, de données techniques, les résultats sont analysés et contrôlés par le département budget et contrôle de gestion.

Les procédures de reporting, les définitions, ainsi que les principes comptables appliqués sont formalisées dans le manuel de procédures Groupe qui a été adapté suite à la mise en place des normes IFRS. Les comptes consolidés du Groupe sont établis tous les trimestres sur un logiciel de consolidation commun. Le plan de compte, la liasse de consolidation, ainsi que les principes comptables applicables sont formalisés dans le manuel de procédures Groupe.

Pour les clôtures semestrielles et annuelles, une note d'instruction spécifique est envoyée aux filiales afin de rappeler les points clés du processus de clôture.

Pour l'établissement des comptes annuels, une procédure de pré-clôture est mise en place. Cette procédure permet également de s'assurer que les normes du Groupe sont correctement comprises par les filiales et permettent de fiabiliser, par un contact direct, l'information qu'elles transmettent. À chaque clôture trimestrielle, les comptes consolidés sont rapprochés des résultats de gestion et les écarts éventuels sont analysés.

Le département informations comptables et procédures assure la veille réglementaire en matière de principes comptables et d'informations comptables et de gestion, ainsi que les relations avec les instances réglementaires et professionnelles et la prise en compte de leurs recommandations en matière d'informations comptables et financières. Les procédures Groupe font l'objet d'une mise à jour en fonction de l'évolution des normes.

Certains processus de clôture se sont d'ailleurs complexifiés et font également intervenir des consultants externes. Ainsi, notamment, le processus d'évaluation des actifs à long terme a été étendu de manière systématique à l'ensemble des unités génératrices de trésorerie comportant un écart d'acquisition. Le processus de revue des engagements de retraites et avantages au personnel est mené conjointement avec un cabinet d'actuaire. La valorisation des instruments financiers ainsi que les tests d'efficacité permettant d'appliquer la comptabilisation de couverture sont réalisés par des experts indépendants.

Par ailleurs, dans le processus de clôture des comptes interviennent des expertises internes spécifiques dans certains domaines comme notamment :

- revue des calculs de dépréciation des unités génératrices de trésorerie par le contrôle de gestion Groupe et le département finance-acquisition ;
- revue de la situation fiscale Groupe et dans chacun des pays par le département fiscalité ;
- revue des litiges en cours et clauses spécifiques des contrats significatifs (financement, cession, acquisition) avec la direction juridique ;
- analyse par le département trésorerie - financement de la dette et des engagements financiers et rapprochement avec le reporting Groupe ; élaboration des informations de l'annexe relatives à la dette, au résultat financier et à la gestion des risques de marché.

Les états financiers consolidés et les informations de gestion font l'objet d'une revue effectuée par un comité de relecture.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe font l'objet d'un examen de la part des commissaires aux comptes, avec un examen limité pour les comptes semestriels et un audit pour les comptes annuels. Les commissaires aux comptes présentent leurs conclusions de façon périodique au comité des comptes.

La gestion des systèmes d'information et la sécurité des données informatiques sont assurées par une direction Systèmes d'information. L'ensemble des filiales du Groupe dispose d'un outil informatique de gestion commun « ERP » qui permet notamment de couvrir les fonctions ventes, distribution, achats, stocks, immobilisations, production, etc. Les systèmes de reporting de gestion et de consolidation sont également des systèmes communs qui permettent de fiabiliser une remontée homogène des informations. L'utilisation des systèmes informatiques est vérifiée régulièrement dans le cadre des missions d'audit spécialisées menées par l'audit interne.

Un manuel descriptif des principes et procédures comptables utilisées pour le traitement et l'élaboration de l'information comptable et financière (sur le site intranet depuis 2007) est régulièrement mis à jour et complété notamment par la publication d'une procédure précisant, pour chaque division, les niveaux de contrôle à mettre en place et la désignation de la personne responsable des informations financières.

Le manuel des pouvoirs et des responsabilités visant à permettre une gestion du système de délégation de pouvoir dans le Groupe conforme aux principes de gouvernement d'entreprise définis dans nos modèles d'organisation, de gestion et de contrôle, fait également l'objet de mises à jour régulières.

Message du directeur général	Direction, administration et contrôle	170
Présentation du Groupe	Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction	188
Commentaires sur l'exercice	Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital	193
Comptes consolidés	Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil	194
Comptes annuels de Ciments Français SA	Rapport du président du conseil	196
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Perspectives

L'organisation décrite ci-dessus s'inscrit dans une perspective d'amélioration continue.

En 2012 s'achèvera le déploiement de la quatrième phase du projet *Risk & Compliance*. Cette phase développe l'organisation et les processus nécessaires pour pérenniser le processus d'*Enterprise Risk Management*, dans une optique d'amélioration continue des performances de gestion des risques.



6

Informations sur la société et le capital

6.1	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
6.2	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
6.3	Composition de l'actionnariat Ciments Français	214
6.4	Information des actionnaires	215
6.5	Politique d'information	219
6.6	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	219
6.7	Consultation des documents	221
6.8	Contrats importants	221
6.9	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur

Actes constitutifs et statuts

Raison sociale	CIMENTS FRANÇAIS
Forme	Société anonyme française régie par la loi sur les sociétés commerciales n° 66-537 du 24 juillet 1966
Siège social	Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux
RCS	599 800 885 Nanterre
APE	7010 Z
Date de constitution	1 ^{er} janvier 1881
Durée	Jusqu'au 1 ^{er} janvier 2040 sauf dissolution anticipée ou prorogation
Objet (art. 2 des Statuts)	<p>La société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitation, la fondation, l'acquisition ou l'aliénation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction en France, dans les départements d'Outre-mer ou en tout autre pays et, généralement, tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver ; - toutes études, recherches, expériences, essais intéressant ces applications, techniques et industries ; - la recherche de tous brevets d'invention, la concession de la jouissance desdits brevets, le dépôt de toutes marques commerciales et la concession en jouissance ou autrement des dites marques ; - la prise d'intérêts dans toutes entreprises civiles, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, soit par souscription ou achat de titres ou droits sociaux, création de sociétés nouvelles, apport, soit encore par association ou alliance, prise de commandite et octroi d'avances et de crédit ; - plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.
Documents juridiques	Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des commissaires aux comptes, etc. peuvent être consultés au siège social, Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux.

Message du directeur général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	214
Comptes consolidés	Information des actionnaires	215
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	219
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	219
Informations sur la société et le capital	Consultation des documents	221
Assemblée générale	Contrats importants	221
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre

Répartition des bénéfices (art. 34 des Statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué le prélèvement destiné à constituer le fonds de réserve légale qui doit être au moins égal au minimum obligatoire.

Le solde augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel il est prélevé successivement :

- la somme nécessaire pour distribuer, à titre de premier dividende, un montant égal à 5 % du montant nominal libéré et non amorti du capital social ;
- toutes sommes que l'assemblée générale juge convenable de fixer pour être affectées à tous comptes de réserves spéciales ou générales ;
- la somme nécessaire pour, le cas échéant, distribuer un dividende complémentaire à toutes les actions existantes.

Le solde, s'il en existe, est reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement de ce dividende ou de cet acompte en numéraire ou en actions, dans les conditions et modalités fixées par la loi.

Assemblées générales (art. 27 et 28 des Statuts)

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu aux jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux assemblées s'il est justifié, dans les conditions légales, de l'enregistrement comptable de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Lorsque le vote est exprimé par correspondance, il n'est tenu compte que des formules parvenues à la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Lors de l'assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou vote par correspondance.

En cas de conflit entre les deux modes de participation, la procuration prime le vote par correspondance, quelle que soit la date respective de leur émission, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

Actions (art. 7 des Statuts)

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. La société peut, à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les assemblées générales ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

Droits de vote

(art. 28 des Statuts)

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux actions au porteur est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, à la fin de l'année civile précédant la date de réunion de l'assemblée considérée. Ce droit de vote double a été instauré par l'assemblée générale du 16 juillet 1968.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission ou d'apport, le droit de vote double est également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cesse de plein droit d'être attaché à toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert en propriété.

Néanmoins, conservera le droit acquis ou n'interrompra pas le délai de deux ans ci-dessus fixé tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Au 31 décembre 2011, le nombre d'actions à droit de vote double s'élève à 29 906 998.

Franchissement de seuils statutaires

(art. 8 des Statuts)

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 2,5 % ou un multiple de 2,5 % du capital social ou des droits de vote, est tenu d'informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours, étant toutefois précisé que pour les seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % et 95 %, le délai est réduit à cinq jours de Bourse.

Les actions, correspondant à la fraction qui aurait dû être déclarée et qui ne l'a pas été, sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

Capital social

(art. 6 des Statuts)

Le capital social s'élève à 143 114 304 euros au 31 décembre 2011, il est divisé en 35 778 576 actions de 4 euros

Capital autorisé

Le capital au 1^{er} janvier 2012 peut être augmenté de 622 860 actions par levée des options de souscription consenties au personnel.

À part les options mentionnées, il n'existe pas d'autres titres donnant accès au capital. Des informations relatives aux plans de souscription ou d'achat d'actions sont données dans les notes explicatives aux comptes consolidés (section 3.7, note 27) et en section 4.2.

Par ailleurs, l'assemblée générale mixte du 13 avril 2011 a délégué au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 100 millions d'euros, soit par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfiques avec possibilité d'augmenter le montant de l'émission (9^e et 10^e résolutions).

Le conseil d'administration n'a pas utilisé cette délégation en 2011.

Message du directeur général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	214
Comptes consolidés	Information des actionnaires	215
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	219
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	219
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale	Consultation des documents	221
Informations complémentaires	Contrats importants	221
	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

Nombre d'actionnaires Lors de la dernière assemblée générale mixte du 13 avril 2011, le nombre d'actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance était de 647 personnes détenant 90,03 % du capital social.

Actionnaires ou groupe d'actionnaires contrôlant plus de 2,5 % du capital social Les membres du conseil d'administration au 31 décembre 2011 détiennent 83,45 % du capital social et 90,91 % des droits de vote.

Le pourcentage du capital détenu par le personnel n'est pas significatif au 31 décembre 2011.

Voir aussi tableaux synoptiques en section 6.3 « Composition de l'actionnariat Ciments Français ».

6.2 Évolution du capital social et des primes d'émission

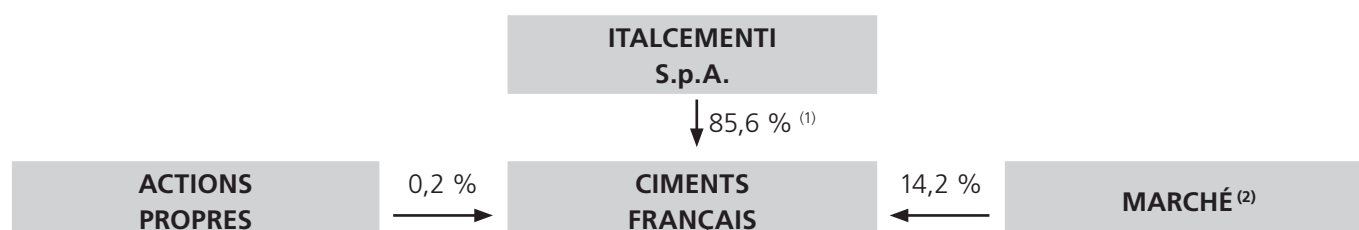
	Mouvements de titres					Capital (en euros)			Primes d'émission, de fusion, d'apport (en euros)		
	Ouverture	Options de souscription d'actions	Annulation d'actions	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture
2006	38 459 469	141 151	245 314	(104 163)	38 355 306	153 837 876	(416 652)	153 421 224	931 180 272	6 439 661	937 619 933
2007	38 355 306	90 572	761 244	(670 672)	37 684 634	153 421 224	(2 682 688)	150 738 536	937 619 933	3 961 719	941 581 652
2008	37 684 634	40 070	964 522	(924 452)	36 760 182	150 738 536	(3 697 808)	147 040 728	941 581 652	1 695 265	943 276 917
2009	36 760 182	29 145	430 505	(401 360)	36 358 822	147 040 728	(1 605 440)	145 435 288	943 276 917	1 689 800	944 966 718
2010	36 358 822	23 050	0	23 050	36 381 872	145 435 288	92 200	145 527 488	944 966 718	1 230 507	946 197 225
2011	36 381 872	-	603 296	(603 296)	35 778 576	145 527 488	(2 413 184)	143 114 304	946 197 225	-	946 197 225

Au cours de l'exercice 2011, la société Ciments Français SA a racheté 540 000 de ses propres titres et en a cédé 600 dans le cadre du plan d'options d'achat du 12 février 2003. Sur décisions du conseil d'administration du 3 mai et du 4 novembre 2011, 603 296 actions ont été annulées.

Les achats réalisés font l'objet d'une information hebdomadaire publiée sur le site internet de la société à <http://www.cimfra.com>.

6.3 Composition de l'actionnariat Ciments Français

Organigramme simplifié de l'actionnariat Ciments Français au 31 décembre 2011



(1) Dont 2,4 % détenu directement par Italmobiliare S.p.A., société mère d'Italcementi S.p.A.

(2) À la connaissance de la société, il n'existe pas d'actionnaires du marché détenant plus de 5 % du capital et des droits de vote.

Les sociétés Italcementi S.p.A. et Ciments Français sont toutes deux cotées en Bourse.

Évolution du pourcentage de détention du capital de Ciments Français

	Au 31 décembre 2011	Au 31 décembre 2010	Au 31 décembre 2009
Italcementi S.p.A.	83,20 %	81,82 %	-
Italcementi France (SIIF) *	-	-	81,87 %
Mandataires sociaux (personnes physiques)	0,28 %	0,31 %	0,25 %
Total mandataires sociaux	83,48 %	82,13 %	82,12 %
Autres sociétés d'Italcementi Group	ns	ns	ns
Italmobiliare S.p.A.	2,43 %	0,66 %	-
Actions propres	0,21 %	0,39 %	0,39 %
Actionnariat salarié	ns	ns	ns
Public	13,88 %	16,82 %	17,49 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

* SIIF a été absorbé par Ciments Français le 23 décembre 2010.

Italcementi S.p.A. a déclaré à l'AMF avoir franchi individuellement en hausse, le 4 novembre 2011, le seuil de 90 % des droits de vote de Ciments Français SA et détenir individuellement 29 768 225 actions représentant 59 536 449 droits de vote, soit 83,20 % du capital et 90,64 % des droits de vote de Ciments Français SA.

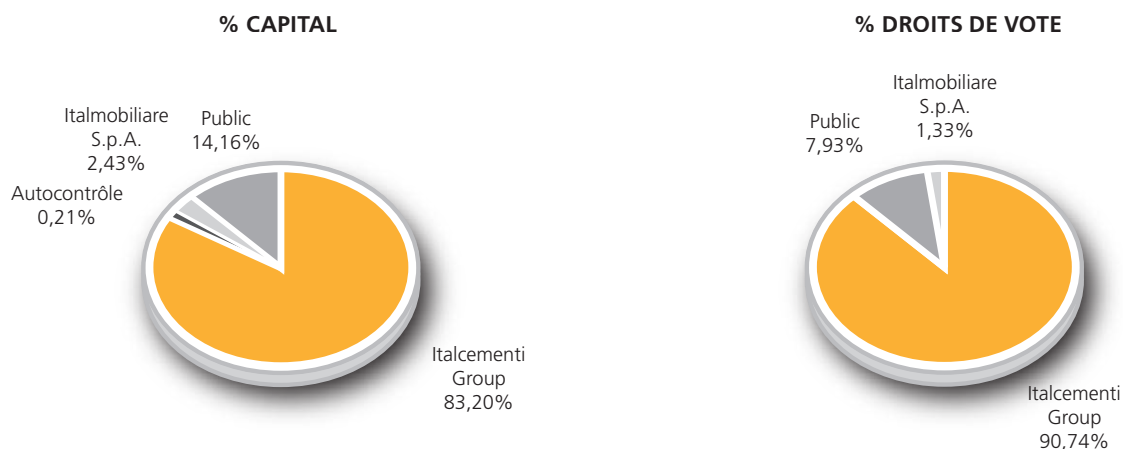
Message du directeur général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	214
Comptes consolidés	Information des actionnaires	215
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	219
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group,	
Informations sur la société et le capital	auquel appartient Ciments Français	219
Assemblée générale	Consultation des documents	221
Informations complémentaires	Contrats importants	221
	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

Répartition du capital de Ciments Français et des droits de vote associés au 31 décembre 2011

	Italcementi Group	Italmobiliare S.p.A.	Public	Actions propres	Total actions
% intérêt					
Actions nominatives	29 768 425	0	141 582	76 216	29 986 223
Actions au porteur	0	870 111	4 922 242	0	5 792 353
Total actions (toutes de même catégorie)	29 768 425	870 111	5 063 824	76 216	35 778 576
Total % intérêt au 31 décembre 2011	83,20 %	2,43 %	14,16 %	0,21 %	100 %
Total % intérêt au 31 décembre 2010	81,82 %	0,66 %	17,13 %	0,39 %	100 %
% droits de vote					
Actions nominatives	59 536 800	0	280 205	0	59 817 005
Actions au porteur	0	870 111	4 922 242	0	5 792 353
Total droits de vote	59 536 800	870 111	5 202 447	0	65 609 358
Total % droits de vote au 31 décembre 2011	90,74 %	1,33 %	7,93 %	0,00 %	100 %
Total % droits de vote au 31 décembre 2010	90,00 %	0,36 %	9,64 %	0,00 %	100 %

Composition de l'actionnariat Ciments Français

Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2011



Autres informations

Les actions Ciments Français inscrites au nominatif pur n'ont pas fait l'objet de nantissement.

6.4 Information des actionnaires

Place de cotation

Ciments Français a adhéré au segment Next Prime d'Euronext en 2001.

Toutes les actions sont cotées sur Euronext Paris - Eurolist - Valeurs locales (compartiment A) sous le code ISIN FR0000120982. Elles sont éligibles au SRD (Système de Règlement Différé).

Ciments Français fait partie des valeurs qui composent les indices créés par Euronext début 2005 : CAC Mid 60, CAC Mid and Small et CAC Construction & MAT.

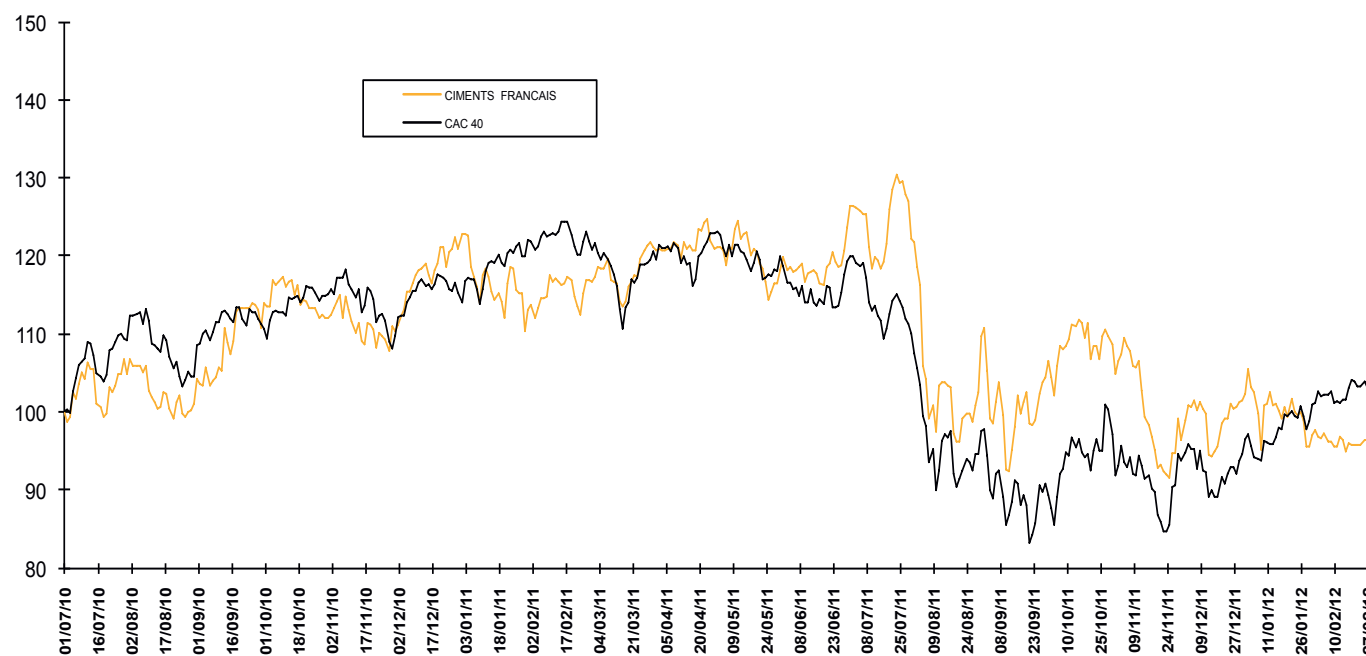
Au 31 décembre 2011, la capitalisation boursière de Ciments Français est de 2,1 milliards d'euros et son capital est de 143 114 304 euros divisé en 35 778 576 actions de 4 euros de nominal chacune.

Évolution du cours de bourse du 1^{er} juillet 2010 au 29 février 2012

(source Euronext)

Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Cours au 29 février 2012 (en euros)	Volume moyen quotidien	
			Titres	Capitaux (en million d'euros)
77,49	53,42	56,88	17 007	1,11

Base 100 au 1^{er} juillet 2010

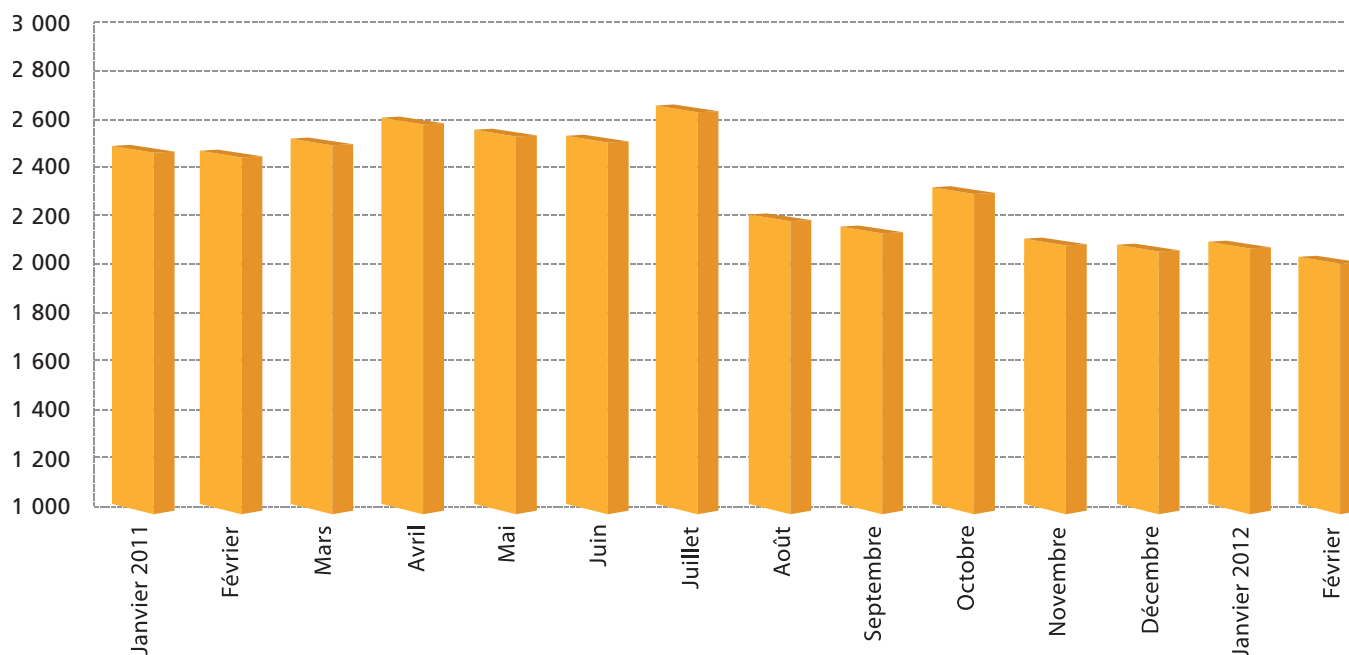


Message du directeur général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionnariat Ciments Français	214
Comptes consolidés	Information des actionnaires	215
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	219
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	219
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale	Consultation des documents	221
Informations complémentaires	Contrats importants	221
	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

	Mois	Cours le plus haut (en euros)	Cours le plus bas (en euros)	Volume mensuel	
				Titres échangés	Capitaux (en millions d'euros)
2010	Juillet	64,50	57,85	474 549	28,81
	Août	63,45	58,19	337 405	20,46
	Septembre	67,46	59,63	379 396	24,46
	Octobre	69,69	65,38	269 258	18,17
	Novembre	67,91	63,40	343 952	22,53
	Décembre	72,65	64,60	468 781	32,30
2011	Janvier	72,99	65,10	503 535	34,64
	Février	69,85	65,05	310 759	21,05
	Mars	71,96	66,20	454 716	31,52
	Avril	73,99	70,51	229 040	16,42
	Mai	74,09	67,50	802 807	57,69
	Juin	73,44	68,00	245 216	17,22
	Juillet	77,49	69,17	314 133	23,16
	Août	74,05	55,10	636 079	38,29
	Septembre	66,00	53,42	283 307	16,65
	Octobre	67,13	59,33	391 935	25,14
	Novembre	66,00	53,63	324 997	18,93
	Décembre	60,40	54,51	260 423	15,19
2012	Janvier	62,18	55,51	154 532	9,06
	Février	57,99	55,95	162 387	9,21

Évolution de la capitalisation boursière depuis janvier 2011

(en millions d'euros)



Politique de distribution de dividendes

Dividendes par action

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende versé par action
2007	36 967 289 ⁽¹⁾	2,50 €
2008	36 283 977 ⁽¹⁾	3,00 €
2009	36 215 510 ⁽¹⁾	3,00 €
2010	36 242 360 ⁽¹⁾	3,00 €
Acompte sur dividende 2011	35 981 610 ⁽¹⁾	1,50 €
Solde 2011	35 702 360 ⁽²⁾	1,50 € ^{(3) (4)}

(1) Déduction faite des actions propres n'ayant pas droit à dividende.

(2) Nombre provisoire pour les actions émises au 31 décembre 2011 sous déduction des actions propres. Sera ajusté en fonction du nombre d'actions au jour de l'assemblée générale mixte du 13 avril 2012 et sous réserve de la décision de ladite assemblée.

(3) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires.

(4) La date de paiement du solde de dividende a été fixée au 3 mai 2012.

Message du directeur général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionariat Ciments Français	214
Comptes consolidés	Information des actionnaires	215
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	219
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	219
Informations sur la société et le capital	Consultation des documents	221
Assemblée générale	Contrats importants	221
Informations complémentaires	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

6.5 Politique d'information

Relations investisseurs et actionnaires

Tél : 33 (0) 1 42 91 76 76 - Fax : 33 (0) 1 42 91 75 70

Courriel : InvestorRelations@cimfra.com - Internet : <http://www.cimfra.com>

Adresse

Ciments Français
 Tour Ariane
 92088 Paris La Défense Cedex
 France
 Standard : 33 (0) 1 42 91 75 00

Agenda financier 2012

	Communiqués	Conférences téléphoniques
Chiffre d'affaires 2011	3 février 2012	
Résultats annuels 2011	2 mars 2012	5 mars 2012 *
Assemblée générale annuelle	13 avril 2012 à 11 h 00	
Chiffre d'affaires et résultats 1 ^{er} trimestre 2012	4 mai 2012	7 mai 2012
Résultats 1 ^{er} semestre 2012	30 juillet 2012	31 juillet 2012
Chiffre d'affaires et résultats 3 ^{ème} trimestre 2012	7 novembre 2012	8 novembre 2012

* Réunion analystes financiers Ciments Français.

6.6 Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français

Italcementi est, historiquement, le premier producteur de ciment en Italie. Depuis la prise de contrôle de Ciments Français en 1992, Italcementi est devenu l'un des principaux producteurs de ciment au niveau mondial.

Actionariat

Italcementi est majoritairement détenu par Italmobiliare S.p.A. dont l'actionnaire principal est la famille Pesenti. Les deux sociétés sont cotées sur le marché réglementé géré par Borsa Italiana S.p.A.

Activité

Ciment, béton prêt à l'emploi et granulats

La quasi-totalité des activités internationales du Groupe est exercée par Ciments Français.

Les usines et implantations d'Italcementi Group en Italie comprennent 17 cimenteries et 4 centres de broyage. Les usines sont situées dans toute l'Italie. Leurs positions, près des principaux centres de consommation, leur donnent un avantage compétitif (coûts de transport minimisés) tout en offrant un service efficace et de proximité aux clients.

Effectifs

Au 31 décembre 2011, Italcementi Group compte 19 896 personnes (y compris les effectifs de Ciments Français).

Ventes consolidées

En 2011, les ventes consolidées d'Italcementi Group (y compris les ventes de Ciments Français) se sont élevées à 4 720,5 millions d'euros dont 64,7 % pour le ciment et 35,3 % pour les granulats, le béton prêt à l'emploi et les autres activités.

Réalisant plus de 80 % du chiffre d'affaires d'Italcementi Group, Ciments Français présente donc un intérêt stratégique certain pour Italcementi.

La répartition des ventes par zone géographique d'Italcementi Group est la suivante :

Pays	Pourcentage des ventes consolidées*	
	2011	2010
Italie	18,2	13,8
France/Belgique	33,4	31,7
Autres pays Europe de l'Ouest	3,4	4,6
Amérique du Nord	8,6	8,9
Europe émergente, Afrique du Nord et Moyen-Orient	21,4	26,6
Asie	10,5	9,6
Autres	4,5	4,8
TOTAL	100 %	100 %

* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

La répartition des ventes par secteur d'activité se présente comme suit :

Secteur d'activité	Pourcentage des ventes consolidées*	
	2011	2010
Ciment et clinker	64,7	70,7
Granulats et BPE	29,4	22,8
Autres	5,9	6,5
TOTAL	100 %	100 %

* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

Chiffres clés consolidés

(en millions d'euros)	2011	2010
Chiffre d'affaires	4 720,5	4 660,0
Résultat brut d'exploitation courant	697,3	841,7
Résultat brut d'exploitation	738,1	839,4
Résultat d'exploitation	129,0	370,2
Résultat net, Part attribuable aux propriétaires du Groupe	(3,1)	45,8
Effectifs (nombre)	19 896	20 139

Message du directeur général	Renseignements généraux concernant l'émetteur	210
Présentation du Groupe	Évolution du capital social et des primes d'émission	213
Commentaires sur l'exercice	Composition de l'actionariat Ciments Français	214
Comptes consolidés	Information des actionnaires	215
Comptes annuels de Ciments Français SA	Politique d'information	219
Gouvernement d'entreprise	Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français	219
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale	Consultation des documents	221
Informations complémentaires	Contrats importants	221
	Changement significatif de la situation financière ou commerciale	221

Synergies avec Ciments Français

Avant l'acquisition de Ciments Français, Italcementi était essentiellement un Groupe national détenant un tiers du marché italien du ciment. De ce fait, Ciments Français, avec ses larges diversifications géographiques, offrait un excellent complément aux opérations d'Italcementi.

En 1997, l'identité visuelle d'Italcementi Group a été adoptée par l'ensemble des sociétés du Groupe. Le logo, représenté par une spirale, symbolise le dynamisme du Groupe et le mouvement de rotation caractéristique de ses métiers : fours, broyeurs, bétonnières. La couleur « orange gold » a été choisie pour rappeler les origines méditerranéennes du Groupe et les rapports étroits qu'il entretient avec le secteur du BTP.

Après une première phase d'intégration entre Italcementi Group et Ciments Français, l'année 2000 a été marquée par la création d'une structure intégrée visant à parfaire les activités opérationnelles, accélérer la croissance et créer une culture d'entreprise plus forte et partagée par l'organisation dans son ensemble.

Cette structure se fonde sur la création de responsabilités communes de leadership stratégique et opérationnel et de développement international, sur l'unification des fonctions centrales et sur la définition de responsabilités opérationnelles par zone géographique. La coordination des activités et le partage des principales fonctions se rapportant à la gestion et au développement sont assurés par des Comités qui comprennent les principaux directeurs du Groupe. Des actions ont été entreprises en matière de gestion des risques (protection des personnes et des actifs et risques politiques).

Dans le domaine de l'environnement, Italcementi Group a développé une approche à long terme dans un cadre élargi au développement durable avec l'adhésion au Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (*World Business Council for Sustainable Development - WBCSD*). Après la réalisation d'une étude indépendante sur l'industrie du ciment au niveau mondial, un plan d'action commun a été signé au mois de juillet 2002 par les dix premiers groupes cimentiers du monde regroupés au sein de *l'Initiative ciment (Cement Sustainability Initiative ou CSI)*. En 2010, l'adhésion au Pacte mondial des Nations Unies est venue compléter l'adhésion au WBCSD. Au travers du Pacte mondial, le Groupe s'engage à protéger et à encourager les droits de l'homme et des travailleurs, l'environnement et à lutter contre la corruption.

Ces initiatives conjointes associées à d'autres prises de position d'Italcementi Group ont permis de définir une politique pérenne applicable par toutes les filiales ; à la fin de l'année 2010, Italcementi Group a publié un ensemble complet de politiques de durabilité nouvelles qui seront diffusées progressivement.

6.7 Consultation des documents

Les statuts de la société, le présent rapport annuel, ainsi que ceux des deux exercices précédents sont disponibles sur le site internet <http://www.cimfra.com>, comme au siège social conformément aux dispositions légales.

6.8 Contrats importants

À ce jour, Ciments Français n'a pas conclu de contrat majeur conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires.

6.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de la société n'est survenu depuis la clôture de l'exercice 2011.



7

Assemblée générale

- 7.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés 224
- 7.2 Rapports des commissaires aux comptes sur la réduction du capital 225
- 7.3 Présentation et textes des résolutions 226

7.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

ERNST & YOUNG Audit

1/2 place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Avec M. Jean-Paul Méric

Garantie de retraite accordée au directeur général délégué.

Dans sa séance du 27 juillet 2011, le conseil d'administration a confirmé que la garantie de retraite dont bénéficiait M. Jean-Paul Méric antérieurement à sa nomination en qualité de directeur général délégué continuait à s'appliquer pendant la durée d'exercice de son mandat, cette période étant prise en compte dans le calcul de l'ancienneté utilisée pour la détermination de ses droits et la rémunération perçue au titre de son mandat de directeur général délégué étant prise en compte pour le calcul du montant de sa pension.

Le montant de cet avantage de retraite correspond à une rente annuelle de € 81 525,93 au 31 décembre 2011. La gestion de cet engagement est assurée par un organisme d'assurance externe qui dispose au 31 décembre 2011 des actifs nécessaires à la couverture de cet engagement. Aucune charge n'a été enregistrée au titre de cet engagement au cours de l'exercice par la société.

Message du directeur général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	224
Présentation du Groupe	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital	225
Commentaires sur l'exercice	Présentation et textes des résolutions	226
Comptes consolidés		
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvés par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris La Défense, le 15 mars 2012

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

7.2 Rapports des commissaires aux comptes sur la réduction du capital

Assemblée générale mixte du 13 avril 2012 - Neuvième résolution

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer pour une durée de 24 mois, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Paris La Défense, le 15 mars 2012

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Patrick-Hubert Petit



Philippe Grandclerc

ERNST & YOUNG Audit



Pierre-Henri Pagnon

7.3 Présentation et textes des résolutions

Présentation des résolutions proposées à l'assemblée générale mixte du 13 avril 2012

Les résolutions proposées relèvent de la compétence de l'assemblée générale ordinaire pour les résolutions 1 à 8 et de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire pour la résolution 9.

Comptes annuels, conventions réglementées (première, troisième et quatrième résolutions)

Il est demandé à l'assemblée générale des actionnaires d'approuver les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2011.

Il est également demandé à l'assemblée générale de statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions réglementées.

Affectation du résultat (deuxième résolution)

Le résultat net de l'exercice s'élève à 296 millions d'euros et le bénéfice disponible à 1 370,3 millions d'euros.

Il est proposé à l'assemblée de distribuer un dividende net de 3 euros par action.

Compte tenu qu'un acompte sur dividende de 1,50 euro a été versé le 17 août 2011, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2011, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 3 mai 2012 en numéraire.

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « report à nouveau ».

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, le dividende payé en 2012 ouvre droit à un abattement ou à un prélèvement libératoire.

Ratification de la cooptation d'un administrateur (cinquième résolution)

La société Italcementi Luxembourg ayant présenté sa démission d'administrateur, le conseil a coopté pour la remplacer Madame Martina Barcaroli. Il vous est demandé de ratifier cette nomination faite à titre provisoire pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Madame Martina Barcaroli

Née à Rome le 7 juillet 1973

Diplômée de la London School of Economics et des Universités de droit La Sapienza de Rome, Harvard Law School et Panthéon Assas-Paris II, Madame Barcaroli a commencé à exercer en droit de la concurrence chez Cleary, Gottlieb Steen & Hamilton (2000-2002) avant de rejoindre le groupe Fiat France (2002-2005).

Avocate inscrite au barreau de Rome (2001) et de Paris (2005), elle a poursuivi sa carrière dans différents cabinets parisiens. Depuis 2009, elle anime à Rome l'antenne du cabinet parisien Vovan & Associés en matière de droit des sociétés et de droit commercial.

Nous vous rappelons également que les statuts de Ciments Français prévoient qu'à l'issue de chaque assemblée, le nombre d'administrateurs âgés de plus de 75 ans ne peut excéder 1/3 du total ; à défaut, les administrateurs les plus âgés sont réputés démissionnaires d'office. En application de ces dispositions, à l'issue de la présente assemblée, M. le Comte de Ribes et M. Antoine Bernheim seront donc démissionnaires d'office et le conseil sera ramené à dix membres.

Message du directeur général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	224
Présentation du Groupe		
Commentaires sur l'exercice	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital	225
Comptes consolidés	Présentation et textes des résolutions	226
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Renouvellement du mandat de deux commissaires aux comptes (sixième et septième résolutions)

Il est proposé de renouveler pour une durée de six exercices le mandat de commissaire aux comptes titulaire d'Ernst & Young et le mandat de commissaire aux comptes suppléant d'Auditex.

Programme d'achat d'actions et annulation éventuelle des actions achetées (huitième résolution à titre ordinaire et neuvième résolution à titre extraordinaire)

Il est proposé un nouveau programme d'achat d'actions dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2011, soit 3 577 857 actions de 4 euros nominal.

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- l'annulation des actions ;
- l'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Ce programme est assorti de l'autorisation donnée au conseil d'annuler tout ou partie des actions acquises dans ce cadre dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois.

Résolutions

À CARACTÈRE ORDINAIRE

Première résolution (Approbation des comptes sociaux de l'exercice)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du président sur le fonctionnement du conseil et les procédures de contrôle interne, et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve les comptes annuels de la société de l'exercice 2011 tels qu'ils lui sont présentés. Elle donne au conseil pleine et entière décharge pour sa gestion pendant ledit exercice.

Deuxième résolution (Affectation du bénéfice et fixation du dividende)

L'assemblée, après avoir pris acte du montant du report à nouveau après versement du dividende relatif à l'exercice 2010 aux actions existantes au jour de l'assemblée du 13 avril 2011 ayant droit à dividende au jour du versement, constate que le montant du bénéfice disponible s'établit comme suit :

(en euros)

Report à nouveau antérieur	1 128 927 874,74
Résultat net au 31 décembre 2010	145 743 117,30
Dividende versé en 2011 (36 242 360 actions rémunérées)	(108 727 080,00)
Acompte sur dividende 2011 et annulation d'actions propres	(91 893 617,25)
Report à nouveau au 31 décembre 2011	1 074 050 294,79
Résultat net au 31 décembre 2011	296 278 724,54
Bénéfice disponible	1 370 329 019,33

L'assemblée générale fixe le dividende à 3 euros.

Compte tenu qu'un acompte sur dividende de 1,50 euro a été versé le 17 août 2011, le solde à verser au titre du dividende de l'exercice 2011, soit 1,50 euro par action, sera mis en paiement à compter du 3 mai 2012 en numéraire.

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « Report à nouveau ».

Le dividende payé en 2012 est éligible à un abattement de 40 % (art. 158 du code général des impôts) avant d'être soumis au barème de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à moins que celles-ci n'aient opté pour un prélèvement libératoire de 21 % (auquel cas l'abattement de 40 % ne s'applique pas).

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net
2008	36 283 977	3,00 €
2009	36 215 510	3,00 €
2010	36 242 360	3,00 €

Troisième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011, approuve les comptes consolidés de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés.

Quatrième résolution (Conventions réglementées)

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce, prend acte de ce rapport et approuve l'opération qui en fait l'objet.

Cinquième résolution (Ratification de la cooptation d'un administrateur)

L'assemblée générale ratifie la décision du conseil d'administration du 29 février 2012 de coopter Madame Martina Barcaroli en qualité d'administrateur, en remplacement d'Italcementi Luxembourg démissionnaire, pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Sixième résolution (Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire)

L'assemblée générale renouvelle le mandat de commissaire aux comptes titulaire d'Ernst & Young pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Septième résolution (Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale renouvelle le mandat de commissaire aux comptes suppléant d'Auditex pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Huitième résolution (Programme d'achat d'actions)

Conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à acheter, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2011, soit 3 577 857 actions de 4 euros nominal, sans que la société ne puisse détenir à tout moment plus de 10 % de son capital.

Message du directeur général	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	224
Présentation du Groupe		
Commentaires sur l'exercice	Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital	225
Comptes consolidés	Présentation et textes des résolutions	226
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- l'annulation des actions ;
- l'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le prix d'achat par action ne devra pas être supérieur à 100 euros. Ce prix sera ajusté en cas d'opérations sur le capital, notamment d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou regroupement d'actions.

Le montant maximal des fonds nécessaires à la réalisation du programme sera de 357 785 700 euros.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, sur le marché ou hors marché (notamment sous forme de blocs de titres), y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat.

Le conseil d'administration est expressément autorisé à déléguer au directeur général et au directeur général délégué avec faculté de subdélégation l'exécution des décisions prises dans le cadre de la présente autorisation.

Cette autorisation est valable pour une durée de 18 mois ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'assemblée générale ordinaire.

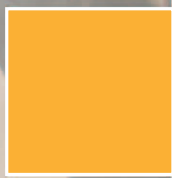
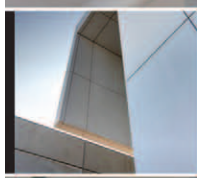
À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE

Neuvième résolution (Réduction de capital dans le cadre du programme d'achat d'actions)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions acquises en vertu de l'autorisation donnée par l'assemblée générale dans la huitième résolution, dans la limite de 10 % du capital social et par période de vingt-quatre mois.

La présente autorisation est valable pour une durée de vingt-quatre mois.

L'assemblée confère au conseil d'administration tous pouvoirs pour constater la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution et pour procéder à la modification corrélative des statuts.



8

Informations complémentaires

8.1	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	232
8.2	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	233
8.3	Table de référence AMF du Document de référence	234
8.4	Table de réconciliation	237

8.1 Attestation des personnes physiques responsables du document de référence

Personnes physiques responsables du document de référence

Monsieur Yves René Nanot, président du conseil d'administration, nommé par le conseil d'administration du 12 juillet 1993, Monsieur Giovanni Ferrario, directeur général et Monsieur Jean-Paul Méric, directeur général délégué, nommés par le conseil d'administration du 4 novembre 2009.

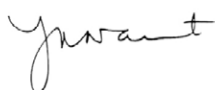
Attestation

Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Nous attestons en outre que le rapport de gestion (voir partie 2) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que la partie 1 «Présentation du Groupe» (section 1.9) présente une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

Fait à La Défense, le 19 mars 2012



Le président du conseil d'administration
Yves René NANOT



Le directeur général
Giovanni FERRARIO



Le directeur général délégué
Jean-Paul MÉRIC

Message du directeur général	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	232
Présentation du Groupe	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	233
Commentaires sur l'exercice	Table de référence AMF du document de référence	234
Comptes consolidés	Table de réconciliation	237
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

8.2 Responsables du contrôle des comptes et honoraires

Identité des commissaires aux comptes

Commissaires titulaires	Date de nomination	Date de premier mandat	Date d'expiration	Commissaires suppléants
KPMG Audit Patrick-Hubert Petit Philippe Grandclerc 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	AGO du 16 avril 2007	AGO du 10 mai 1995	2013	SCP Jean-Claude ANDRÉ
ERNST & YOUNG Audit Pierre-Henri Pagnon 1/2 place des Saisons 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1	AGO du 11 avril 2006	AGO du 29 mai 1974	2012	AUDITEX

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leur réseau enregistrés dans les comptes de la société Ciments Français SA et de ses filiales consolidées par intégration globale sont les suivants :

Types de prestations <i>(en milliers d'euros)</i>	ERNST & YOUNG AUDIT				KPMG AUDIT			
	2011		2010		2011		2010	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
AUDIT								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes consolidés	1 685,9	89,0	1 865,3	94,6	1 245,8	90,7	1 358,5	96,3
- émetteur	328,0		340,0		328,0		340,0	
- filiales intégrées globalement	1 357,9		1 525,3		917,8		1 018,5	
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	18,0	1,7	22,6	1,1	56,0	4,1	30,3	2,1
- émetteur	18,0		22,6		56,0		30,3	
- filiales intégrées globalement	-		-		-		-	
Sous-total	1 703,9		1 887,9		1 301,8		1 388,7	
AUTRES PRESTATIONS RENDUES PAR LES RESEAUX AUX FILIALES INTEGREES GLOBALEMENT								
Juridique, fiscal, social	190,4		83,9		68,1		8,1	
Autres	-		-		3,8		14,5	
Sous-total	190,4	9,3	83,9	4,3	71,9	5,2	22,6	1,6
TOTAL	1 894,3	100,0	1 971,8	100,0	1 373,7	100,0	1 411,3	100,0

8.3 Table de référence AMF du document de référence

Le présent tableau de concordance permet d'identifier les informations de référence à inclure dans le rapport financier annuel déposé comme document de référence.

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
1. Personnes responsables	8.1 Attestation des personnes physiques responsables du document de référence
2. Contrôleurs légaux des comptes	
1. Nom et adresse des contrôleurs légaux	8.2 Responsables du contrôle des comptes et honoraires
2. Démission des contrôleurs légaux	Non applicable
3. Informations financières sélectionnées	
1. Informations financières historiques sélectionnées	1.1 Chiffres clés
2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	Non applicable
4. Facteurs de risque	1.9 Gestion des risques
5. Information sur Ciments Français	
1. Histoire et évolution de la société	1.2 Historique 6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
2. Investissements	1.4 Métiers et marchés du Groupe 2.3 Investissements et financement
6. Aperçu des activités	
1. Principales activités	1.4 Métiers et marchés du Groupe
2. Principaux marchés	1.4 Métiers et marchés du Groupe
3. Événements exceptionnels	Non applicable
4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.4 Métiers et marchés du Groupe
5. Position concurrentielle	1.4 Métiers et marchés du Groupe
7. Organigramme	
1. Description du Groupe	1.2 Structure générale du Groupe
2. Liste des filiales importantes de Ciments Français	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 39 4.7 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices 4.8 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	2.3 Investissements et financement
2. Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	1.8 Informations environnementales

Message du directeur général	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	232
Présentation du Groupe	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	233
Commentaires sur l'exercice	Table de référence AMF du document de référence	234
Comptes consolidés	Table de réconciliation	237
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
9. Examen de la situation financière et du résultat	
1. Situation financière	2. Commentaires sur l'exercice
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 19
2. Résultat d'exploitation	2.2 Résultats
	2.4 Commentaires par pays
	3.3 Compte de résultat consolidé
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 4
10. Trésorerie et capitaux	2.3 Investissements et financement
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - notes 19, 30 et 36
	1.9 Risques de marché, de crédit et de liquidité
11. Recherche et développement, brevets et licences	1.5 Recherche et développement
12. Information sur les tendances	2.4 Commentaires par pays
	2.6 Événements postérieurs à la clôture
	2.7 Perspectives
	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 38
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	Non applicable
14. Conseil d'administration et direction générale	5.1 Direction, administration et contrôle
15. Rémunérations et avantages	5.2 Rémunération et avantages des membres des organes d'administration et de direction
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	5.4 Rapport du président du conseil sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne
17. Salariés	
1. Nombre de salariés	1.7 Ressources humaines et informations sociales
2. Participation et stock-options	5.2 Rémunérations et avantages des membres des organes d'administration et de direction
	5.3 Participation des membres des organes d'administration et de direction au capital
3. Accords de participation des salariés dans le capital de Ciments Français	Non applicable
18. Principaux actionnaires	6.3 Composition de l'actionnariat de Ciments Français
	6.6 Informations concernant Italcementi Group, auquel appartient Ciments Français
19. Opérations avec les apparentés	3.7 Notes explicatives aux comptes consolidés - note 34
20. Informations financières	
1. Informations financières historiques	1.1 Chiffres clés
	3. Comptes consolidés
2. Informations financières pro forma	Non applicable
3. États financiers	3. Comptes consolidés
4. Vérification des informations financières historiques annuelles	3.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
	4.1 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Rubrique de l'annexe 1 du règlement européen 809/2004	Rubrique correspondante du document de référence Ciments Français
5. Dates des dernières informations financières	Non applicable
6. Informations financières intermédiaires et autres	Non applicable
7. Politique de distribution des dividendes	6.4 Information des actionnaires
8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	1.9 Gestion des risques - Risques juridiques 2.5 Litiges et procédures en cours
9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	6.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale
21. Informations complémentaires	
1. Capital social	6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur 6.2 Évolution du capital social et des primes d'émission
2. Acte constitutif et statuts	6.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
22. Contrats importants	6.8 Contrats importants
23. Informations provenant de tiers	Non applicable
24. Documents accessibles au public	6.7 Consultation des documents
25. Informations sur les participations	4.7 Tableau des filiales et participations sur les 2 derniers exercices 4.8 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2011

En application de l'article 28 du règlement CE n° 809/2004, les informations financières historiques sont présentées conformément au règlement CE n° 1606/2002 sur l'application des normes internationales d'information financière. Les informations incorporées par référence sont :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, les notes annexes et le rapport des commissaires aux comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2011 sous le numéro D.11-0149.
- L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 18 mars 2011 sous le numéro D.11-0149.
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, les notes annexes et le rapport des commissaires aux comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 mars 2010 sous le numéro D.10-0147.
- L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 23 mars 2010 sous le numéro D.10-0147.

Message du directeur général	Attestation des personnes physiques responsables du document de référence	232
Présentation du Groupe	Responsables du contrôle des comptes et honoraires	233
Commentaires sur l'exercice	Table de référence AMF du document de référence	234
Comptes consolidés	Table de réconciliation	237
Comptes annuels de Ciments Français SA		
Gouvernement d'entreprise		
Informations sur la société et le capital		
Assemblée générale		
Informations complémentaires		

8.4 Table de réconciliation

(vers le rapport financier et le rapport de gestion)

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel (article 451-1-2 du code monétaire et financier et article 222-3 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers) et du rapport de gestion de Ciments Français (article L. 225-100 et suivants du code de commerce) intégré dans le présent document de référence, la table de réconciliation suivante permet d'identifier les chapitres le constituant.

Les informations non applicables au Groupe Ciments Français sont indiquées « N/A ».

Information	Sections du document de référence Ciments Français
1 Rapport de gestion social du conseil d'administration	
1.1 Situation de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé et, le cas échéant, de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle	2.2 et 4.2
1.2 Résultats de l'activité pour la Société, ses filiales et les sociétés contrôlées par branche d'activité	2.2 et 4.2 à 4.8
1.3 Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	4.5 § B17
1.4 Difficultés rencontrées et perspectives d'avenir	2.6 et 2.7
1.5 Activités en matière de recherche et développement	1.5
1.6 Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	4.5
1.7 Indicateurs clés de performance de nature financière	1.1 et 4.2
1.8 Indicateurs clés en matière d'environnement et de personnel	1.7, 1.8, 4.2 et 4.5 § B5
1.9 Description des principaux risques et incertitudes	1.9
1.10 Indications sur l'utilisation des instruments financiers et objectifs et politique de la Société en matière de gestion des risques financiers	1.9 et 3.7 note 19.3
1.11 État de la participation des salariés au capital social	N/A
1.12 Rémunération totale et avantages de toute nature versés à chaque mandataire social	4.5 § A9 et 5.2
1.13 Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social, gouvernement d'entreprise	5.1
1.14 Conséquences sociales et environnementales de l'activité	1.7, 1.8 et 4.2
1.15 Information sur la politique de prévention du risque d'accident technologique, la capacité de la Société à couvrir sa responsabilité civile vis-à-vis des biens et des personnes du fait d'installations classées, et moyens prévus pour assurer la gestion de l'indemnisation de victimes en cas d'accident technologique engageant la responsabilité de la Société	1.7 § Santé et sécurité et 1.9 § Protection des actifs et des personnes
1.16 Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	4.5 § A6 et 6.4
1.17 Informations sur les programmes de rachat d'actions	3.7 notes 1.18 et 27, 4.2, 4.5 § B5, 5.2
1.18 Information sur l'actionnariat de la Société	6.
1.19 Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres	5.2
1.20 Éléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital et des options de souscription ou d'achat d'actions	6.1

1.21	Prises de participation dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française et représentant plus du 1/20, du 1/10, du 1/5, du 1/3, de la 1/2 ou des 2/3 du capital ou des droits de vote de ces sociétés et prise de contrôle de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République	4.5 § B2
1.22	Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées	N/A
1.23	Éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique (par application de l'article L. 225-100-3 du code de commerce)	N/A
1.24	Information sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients	1.9 et 4.5 § B12
1.25	Modifications apportées au mode de présentation et d'évaluation des comptes	4.5 Principes généraux et Méthodes d'évaluation
2	Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital (et de leur utilisation en cours d'exercice)	N/A
3	Rapport de gestion consolidé du conseil d'administration	2. et 3.
3.1	Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière	2.2 et 3.7
3.2	Situation de l'ensemble constitué par les sociétés consolidées	3.1 et 3.7 note 38
3.3	Évolution prévisible	2.4 et 2.7
3.4	Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi	2.6
3.5	Activités en matière de recherche et développement	1.5
3.6	Description des principaux risques et incertitudes	1.9 et 3.7 note 19
3.7	Indicateurs clés de performance de nature financière	1.1
3.8	Indicateurs clés en matière d'environnement et de personnel	1.7 et 1.8
3.9	Indications sur l'utilisation des instruments financiers et objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers	1.9 et 3.7 note 19.3
4	Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices	4.6
5	Comptes annuels	4.
6	Comptes consolidés	3.
7	Attestation du responsable du document de référence (contenant le rapport financier annuel)	8.1
8	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	4.1
9	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	3.1



Ciments Français
Italcementi Group

Direction de la Communication Ciments Français

Edition avril 2012

Conception et réalisation : collors&associés

Crédit photos : Italcementi Group

Imprimé sur papier écologique par Advence



Ciments Français

Tour Ariane
92088 Paris La Défense Cedex - France
Tél. : 33 (0) 1 42 91 75 00
Fax : 33 (0) 1 47 74 59 55
www.cimfra.com

